

COUR SUPREME

SECTION DES COMPTES



REPUBLIQUE DU MALI

UN PEUPLE-UN BUT-UNE FOI



**RAPPORT DEFINITIF SUR L'EXECUTION DES LOIS DE
FINANCES- EXERCICE 2022**

Mars_2025

TABLE DES MATIERES

| | |
|---|-----------|
| SIGLES ET ABREVIATIONS | 6 |
| INTRODUCTION | 8 |
| A. Contexte d'exécution du budget d'Etat 2022 | 9 |
| B. Résultats d'exécution du Budget d'Etat 2022 | 11 |
| Chapitre I : Ressources | 16 |
| I. Analyse des prévisions | 16 |
| 1.1. Prévisions des recettes budgétaires | 16 |
| 1.2. Prévisions des ressources de trésorerie par sources de financement en 2022 | 19 |
| 1.3. Comparaison des prévisions rectifiées de l'exercice 2021 aux prévisions initiales de l'exercice 2022 | 20 |
| 1.3.1. Comparaison des prévisions rectifiées des recettes budgétaires de l'exercice 2021 aux prévisions initiales de l'exercice 2022 | 20 |
| 1.3.2. Comparaison des prévisions de ressources de trésorerie modifiées de 2021 aux prévisions initiales de 2022 | 23 |
| La situation comparaison des prévisions de ressources de trésorerie modifiées de 2021 par rapport aux prévisions initiales de 2022 est tracée dans le tableau ci-dessous : | 23 |
| 1.4. Comparaison des prévisions initiales de 2022 aux prévisions rectifiées de 2022 | 25 |
| 1.4.1. Comparaison des prévisions initiales des recettes budgétaires de 2022 aux prévisions rectifiées de 2022 | 25 |
| 1.4.2. Comparaison des prévisions initiales des Ressources de trésorerie aux prévisions rectifiées de 2022 | 29 |
| 1.4.3. Répartition des prévisions des ressources de l'Etat entre les recettes budgétaires et les ressources de trésorerie de l'exercice 2022 | 30 |
| 1.4.4. Répartition des prévisions des recettes budgétaires entre les différents types de budget | 31 |
| 1.4.5. Evolution des prévisions rectifiées des recettes Budgétaires de 2020 à 2022 | 32 |
| 1.4.6 : Comparaison des prévisions rectifiées des recettes budgétaires de 2021 aux prévisions initiales des recettes budgétaires de 2022 et par service d'assiette | 39 |

| | |
|---|------------|
| 1.4.7 Comparaison des prévisions rectifiées des recettes budgétaires de 2022 aux prévisions initiales des recettes budgétaires de 2022 et par service d'assiette | 41 |
| II. Analyse de la situation d'exécution des ressources de l'Etat | 42 |
| 2.1. Analyse de la situation d'exécution des recettes budgétaires | 44 |
| 2.1.1. Situation d'exécution des recettes du Budget Général | 44 |
| 2.1.2. Analyse de la situation d'exécution des recettes des Budgets Annexes | 83 |
| 2.1.3. Analyse de la situation d'exécution des Comptes Spéciaux du Trésor | 90 |
| 2.1.4. Situation évolutive des prévisions, émissions et recouvrements du budget d'Etat de 2020 à 2022 | 94 |
| 2.1.5. Situation des Restes à recouvrer (RAR) de 2022 | 95 |
| 2.2. Analyse des Ressources de trésorerie | 101 |
| III. Analyse des balances générales de l'exercice 2022 des comptables supérieurs du trésor | 103 |
| 3.1. Rapprochement entre la balance de sortie de la gestion 2021 et la balance d'entrée de 2022 des comptables supérieurs du trésor | 103 |
| 3.2. Rapprochement entre la balance de sortie de la gestion 2021 et la balance d'entrée de la gestion 2022 de la balance intégrée détaillée de l'ACCT | 105 |
| 3.3. Rapprochement entre les comptes individuels des comptables principaux de l'Etat et la balance consolidée de l'ACCT | 106 |
| 3.3.1. Comparaison des opérations de gestion des postes comptables supérieurs à celles de la balance consolidée de l'ACCT | 106 |
| 3.3.2. Comparaison des soldes des Comptes des collectivités territoriales « compte 441 » et des EPN « compte 443.3 » des postes comptables supérieurs et ceux figurant dans la balance générale de l'ACCT | 108 |
| 3.3.4. Analyse par poste comptable du Solde des comptes : 461.8 « Rejet de chèque à l'encaissement », 5111 « Traités de douanes » et 5112 « chèques à l'encaissement » | 113 |
| 3.3.5. Situation comparative des restes à payer et des restes à recouvrer des balances générales du trésor et la balance intégrée de l'ACCT (solde du compte 40 : « fournisseurs et comptes rattachés » et du compte 41) | 115 |
| 3.3.6. Comparaison de la situation d'exécution du Budget Général 2022 ressortie de la balance générale du trésor et celle du PLR | 117 |
| 3.3.7. Comparaison des résultats d'exécution des différents types de budgets ressortis de la balance consolidée de l'ACCT et ceux du PLR | 118 |

| | |
|--|------------|
| 3.3.8. Rapprochement entre les données du PLR et celles de la balance consolidée de l'ACCT à la clôture de la gestion 2022 au titre des produits des emprunts. | 119 |
| 3.3.9. Comparaison de la situation de la balance générale et celle des documents de la DGABE au titre de la prise de participation de l'Etat « compte 261 » | 120 |
| Chapitre II : Les Charges | 125 |
| 2.1. Les Prévisions des dépenses budgétaires et des charges de trésorerie : | 125 |
| 2.1.1. Présentation des prévisions de dépenses par type de budget et par nature économique | 125 |
| 2.1.6. Présentation des prévisions de dépenses par fonction | 144 |
| 2.1.5.2 : Présentation par fonction : comparaison des prévisions de dépenses LFI2022 et LFR2022..... | 147 |
| 2.1.5 Présentation des prévisions des charges de trésorerie..... | 150 |
| 2.2. Exécution des dépenses budgétaires de 2022 | 154 |
| 2.2.1 Présentation de l'exécution des dépenses par type de budget et par nature économique de l'exercice 2022 | 154 |
| 2.2.1. Budget Général..... | 161 |
| 2.2.2. Budgets annexes | 177 |
| 2.2.3 Comptes Spéciaux du Trésor | 177 |
| 2.3. Présentation de l'exécution des dépenses budgétaires par type de programme, par dotations budgétaires et par fonction | 178 |
| 2.3.1. Présentation de l'exécution des dépenses budgétaires par type de programme et par dotations budgétaires | 178 |
| 2.4. Exécution des Charges de Trésorerie de l'exercice 2022 | 182 |
| 2.5. Situation de la Dette Publique au titre de l'exercice 2022..... | 183 |
| 2.5.1 La dette publique intérieure | 185 |
| 2.5.2. La dette publique extérieure..... | 186 |
| 2.6. Situation des transferts et virements de crédits..... | 187 |
| 2.7.1. Les crédits non consommés 2022 | 195 |
| 2.8. Analyse du Compte Administratif au 31/12/ 2022..... | 197 |
| Chapitre III : Résultats d'Exécution | 201 |
| 3.1. Résultat d'exécution du budget d'Etat 2022..... | 201 |
| 3.2. Evolution des résultats d'exécution du budget d'Etat de 2020 à 2022 . | 204 |
| 3.3. Financement du déficit budgétaire | 205 |

| | |
|--|------------|
| 3.4. Etat de mise en œuvre des critères de convergences | 206 |
| 3.4.1. Critères de convergences de l’UEMOA | 206 |
| 3.4.2. Critères de convergences de la CEDEAO..... | 206 |

SIGLES ET ABBREVIATIONS

ABG : Appui Budgétaire Général

ABS : Appui Budgétaire Sectoriel

AFD : Agence Française de Développement

BACFS : Budgets Annexes, Comptes et Fonds Spéciaux

BCEAO : Banque Centrale des Etats de l’Afrique de l’Ouest

BN : Budget National.

BSI : Budget Spécial d’Investissement

CPI : Comptes d’Imputation Provisoire

CSCR : Cadre Stratégique pour la Croissance et la Réduction de la Pauvreté

DGABE : Direction Générale de l’Administration des Biens de l’Etat

DGB : Direction Générale du Budget

DGD : Direction Générale des Douanes

DGE : Direction des Grandes Entreprises

DGI : Direction Générale des Impôts

DME : Direction des Moyennes Entreprises

DNPD : Direction Nationale de la Planification et du Développement

DNDC : Direction Nationale des Domaines et du Cadastre

DNTCP : Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique

EMABE : Entrepôts Maliens au Benin

EMACI : Entrepôts Maliens en Côte D’Ivoire

EMAGHA : Entrepôts Maliens au Ghana

EMAGUI : Entrepôts Maliens en Guinée

EMAMAU : Entrepôts Maliens en Mauritanie

EMASE : Entrepôts Maliens au Sénégal

EMATO : Entrepôts Maliens au Togo

FAAFEE : Fonds d’Appui Autonomisation Femme Enfant

FAPF : Fonds d’Aménagement et Protection des Forêts

FAPF : Fonds d’Aménagement et Protection de la Faune

FAPRP : Fonds d’Appui pour la Promotion de la Recherche Pétrolière

FCFA : Franc de la Communauté Financière Africaine

FDA : Fonds de Développement Agricole

FDE : Fonds de Développement de l’Eau

FCR : Fonds Compétitif pour la Recherche
FMI : Fonds Monétaire International
FNAA : Fonds National d'Appui à l'Agriculture
ISCP : Impôt Spécial sur Certains Produits
IS : Impôt sur les Sociétés
ITS : Impôts sur les Traitements et Salaires
LF : Loi de Finances
LFI : Loi de Finances Initiale
LFR : Loi de Finances Rectificative
MEF : Ministère de l'Economie et des Finances
PDRM : Programme de Développement des Ressources Minérales
PIB : Produit Intérieur Brut
PPTE : Pays Pauvres Très Endettés
PTF : Partenaires Techniques et Financiers
PTG : Programmation Triennale Glissant
PTI : Programmation Triennale d'Investissement
RFAM : Recherche et Formation des Activités Minières
SG : Secrétariat Général
SOTELMA : Société des Télécommunications du Mali
TPS : Taxe sur les Prestations de Service
TR : Trésorerie Régionale
TVA : Taxe sur la Valeur Ajoutée
UEMOA : Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
UMPP : Usine Malienne des Produits Pharmaceutiques
UE : Union Européenne

INTRODUCTION

L'article 116 de la loi n°2016-046 du 23 septembre 2016 portant loi organique, fixant l'organisation, les règles de fonctionnement de la Cour Suprême et la procédure suivie devant-elle dispose que la Section des Comptes « ... assiste l'Assemblée Nationale et le Gouvernement dans le contrôle de l'exécution des lois de finances et l'évaluation des politiques publiques... ». De même l'article 354 de la même loi précise que : « la Section des Comptes de la Cour Suprême établit annuellement un rapport sur l'exécution des lois de finances accompagnant la déclaration générale de conformité ».

L'article 62 de la loi n°2013-028 du 11 juillet 2013, modifiée, relative aux Lois de Finances, stipule que « ...le projet de loi de règlement est déposé sur le bureau du Parlement et distribué au plus tard le jour de l'ouverture de la session ordinaire précédant la période budgétaire de l'année suivant celle de l'exécution du budget auquel il se rapporte. »

L'article 50 de la loi susvisée indique que : « la loi de règlement est accompagnée du rapport de la Juridiction des comptes sur l'exécution de la loi de finances et de la déclaration générale de conformité entre les comptes des ordonnateurs et ceux des comptables publics. La Juridiction des comptes donne son avis sur le système de contrôle interne et le dispositif de contrôle de gestion, sur la qualité des procédures comptables et des comptes, ainsi que sur les rapports annuels de performance. Cet avis est accompagné de recommandations sur les améliorations souhaitables ».

De même, l'article 74 de cette même loi dispose que « sans préjudice de ses attributions propres en matière de contrôle juridictionnel et non juridictionnel telles que définies par la législation en vigueur, la Juridiction des comptes assiste le Parlement dans le contrôle de l'exécution des lois de finances ».

Ce rapport déposé sur le bureau de l'Assemblée Nationale en même temps que le projet de loi de règlement, rend compte de la gestion des autorisations des recettes et des dépenses données au Gouvernement par l'Assemblée Nationale. Il accompagne la déclaration générale de conformité qui, avec l'autorité de la chose jugée, certifie la conformité du compte général de l'administration des finances, des comptes de gestion des comptables et des comptes d'exécution des budgets annexes, comptes et fonds spéciaux.

Ils permettent aussi au Ministre de l'Economie et des Finances de prendre les mesures correctives qui s'imposent au vu des observations et recommandations de la Section des Comptes.

Les prévisions de recettes inscrites dans les lois de finances sont comparées aux recettes effectives décrites dans le compte général de l'administration des finances et les comptes de l'exécution des budgets annexes, comptes et fonds spéciaux du Trésor.

Les autorisations de dépenses données par les lois de finances et le décret de répartition, modifiés par les décrets d'avances et arrêtés de virements, de transferts et de reports, sont rapprochés aux situations annuelles définitives de consommation des crédits

portant sur les engagements et les ordonnancements en conformité avec les lois et règlements financiers en vigueur au Mali.

En application des dispositions de l'article 28 du décret n°2018-0009/P-RM du 10 janvier 2018 portant Règlement Général sur la Comptabilité Publique, le projet de loi de règlement de l'année 2020 devait être déposé à la Section des Comptes au plus tard le 30 juin de l'exercice 2022.

A. Contexte d'exécution du budget d'Etat 2022

Le budget d'Etat 2022 a été élaboré conformément aux dispositions de la loi n°2013-028 du 11 juillet 2013, modifiée, relative aux lois des finances, suivant une logique de gestion axée sur les résultats.

Le budget programme est un mode de gestion des finances publiques qui favorise une meilleure cohérence entre les objectifs de développement et les allocations budgétaires dans le but d'accroître l'efficacité de la dépense publique.

Cette approche contraint les administrations publiques à soumettre un Projet Annuel de Performance, lors du dépôt du projet de loi de finances au parlement, et à rendre compte à travers un Rapport Annuel de Performance qui accompagne la loi de règlement.

Le Rapport Annuel de Performance du budget d'Etat 2022 comprend cent trente-huit (138) programmes dont 29 programmes de pilotage, 97 programmes opérationnels, 1 programme de budget annexe et 11 programmes de comptes spéciaux du Trésor.

L'examen du « Rapport de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) relatif à la Balance des Paiements et la Position Extérieure Globale du Mali de l'exercice 2022 » et du « Rapport sur la Situation Economique et Sociale du Mali en 2022 et Perspectives pour 2023 » de la Direction Nationale de la Planification du Développement indique que :

L'environnement économique mondial a été marqué en 2022 par un net ralentissement de la reprise amorcée en 2021. Le taux de croissance de l'économie mondiale, selon les estimations du Fonds Monétaire International est ressorti à 3,6% en 2022, après une progression de 6,2% en 2021. Cette décélération est liée à la conjonction de plusieurs chocs, notamment les fortes pressions inflationnistes induites par les répercussions négatives de la guerre en Ukraine et les hausses rapides des taux d'intérêt consécutives au resserrement de la politique monétaire dans de nombreux pays. Le taux d'inflation à l'échelle mondiale a augmenté de 8,8% en moyenne contre 4,7% en 2021 imputables notamment aux tensions sur les cours des produits énergétiques et alimentaires que le conflit entre la Russie et l'Ukraine a accentués.

L'activité économique dans l'UEMOA en 2022 est demeurée dynamique en 2022 en dépit d'une conjoncture peu favorable et des problèmes sécuritaires au plan interne.

Cette croissance a été tirée principalement par les investissements réalisés dans le cadre de l'exécution de plusieurs chantiers de construction d'infrastructures ainsi que dans le secteur des hydrocarbures. Le taux de croissance économique réel de l'UEMOA est ressorti à 5,7% en 2022 après 6,1% en 2021, contre 3,8% pour l'Afrique subsaharienne.

Le taux d'inflation en moyenne annuelle est ressorti à +7,4% en 2022 contre +3,6% en 2021.

Au Mali, la situation économique et financière de l'année 2022 s'est déroulée dans un contexte marqué par la persistance de l'insécurité avec comme effet la perturbation des circuits commerciaux avec la flambée des prix des céréales, de la viande, du poisson, du lait comparativement à ceux de l'année dernière et à la moyenne des cinq dernières années, l'épuisement précoce des réserves alimentaires familiales dans les zones déficitaires et les quantités jugées faibles à moyennes dans les grandes zones de production, la hausse considérable du prix des hydrocarbures, des intrants agricoles et du transport comme conséquences de la crise Russo-Ukrainienne.

La poursuite de la transition, dans un climat apaisé et une pluviométrie abondante qui a provoqué une augmentation de la production céréalière de 14,5% par rapport à la campagne de 2021. Par contre, la production cotonnière a connu une diminution considérable de 777 120 tonnes en 2021 à 389 700 tonnes en 2022.

Nonobstant ce contexte au Mali, à l'instar des autres pays de l'UEMOA a enregistré une progression de l'activité économique en 2022, avec un taux de croissance du PIB de 3,5% après 3,1% en 2021 à la faveur de la hausse de la production céréalière. Le taux d'inflation s'est établi à 9,7% en 2022 contre 3,9% en 2021, niveau supérieur à la norme de l'UEMOA de 3,0% maximum fixée par les critères de convergence de l'UEMOA.

Au niveau des finances publiques, le déficit global, base engagement et dons compris, s'est dégradé en 2022, en s'établissant à 4,9% du PIB après 4,8% du PIB en 2021.

Le taux de pression fiscale s'est situé à 13,5% en 2022 contre 15,3% en 2021, soit une baisse de 1,8% point de pourcentage due à la faible mobilisation des recettes fiscales en lien avec les sanctions économiques et financières de la CEDEAO et de l'UEMOA et de l'insécurité dans certaines zones.

L'agrégat « Recettes et dons » est ressorti à 2300,8 milliards de FCFA en 2022 contre 2347, milliards de FCFA en 2021, soit une augmentation de 13,3 milliards de FCFA due à la mobilisation des recettes des comptes spéciaux du trésor et des budgets annexes.

Par contre, les recettes fiscales ont baissé de 50,5 milliards de FCFA passant de 1641,2 milliards de FCFA en 2021 à 1590,7 milliards de FCFA en 2022 en lien avec les sanctions économiques et financières imposées par la CEDEAO et l'UEMOA dont la fermeture des frontières. Les dons sont ressortis à 43,1 milliards de FCFA en 2022 contre 66,4 milliards de FCFA en 2021, soit une baisse de 23,3 milliards de FCFA qui est due à la baisse des dons projets et des dons budgétaires en lien avec le retrait de certains partenaires financiers en raison de la situation institutionnelle du pays et du faible décaissement suite aux sanctions.

Les dépenses totales et prêts nets ont été exécutés en 2022 à hauteur de 2 937,3 milliards de FCFA dont 2 311,8 milliards de FCFA de dépenses budgétaires dont 630,6 milliards de FCFA pour les dépenses des établissements publics et 5,0 milliards de FCFA en prêts nets.

Le solde global base engagement dons compris s'est établi à – 576,5 milliards de FCFA en 2022 contre – 520,8 milliards de FCFA en 2021

Par ailleurs, le déficit global base engagement hors dons est ressorti à – 619,5 milliards de FCFA en 2022 soit – 5,3% du PIB contre -587,2 milliards de FCFA en 2021 soit - 5,5% du PIB.

Au 31 décembre 2022, l'encours de la dette publique à moyen et long terme est estimé à 5 860,4 milliards de FCFA contre 5 521,8 milliards de FCFA au 31 décembre 2021. Il comprend la dette intérieure pour 2 567,2 milliards de FCFA, soit 43,8% de l'encours total de la dette publique contre 2272,2 milliards de FCFA en 2021 et la dette extérieure pour un montant de 3 293,2 milliards de FCFA soit 56,2% de l'encours total de la dette contre 3 249,6 milliards de FCFA, en 2021.

B. Résultats d'exécution du Budget d'Etat 2022

Le budget d'Etat 2022 a été adopté par la loi n° 2021-071 du 23 décembre 2021.

Cette loi a arrêté les ressources à un montant de 2 358,337 milliards de FCFA et les charges à 3 431,705 milliards de FCFA,

Les recettes budgétaires sont évaluées à 2 130,721 milliards de FCFA et les dépenses budgétaires à 2 748,284 milliards de FCFA.

Les ressources de trésorerie ont été évaluées à 228,127 milliards de FCFA et les charges de trésorerie à 683,420 milliards de FCFA.

Le déficit prévisionnel est de 617,564 milliards de FCFA.

Au cours de l'exécution budgétaire cette loi initiale a été modifiée par la loi n°2022-042 du 15 novembre 2022 portant modification de la loi de finances pour l'exercice 2022.

La loi rectificative a arrêté les recettes budgétaires à 1 982, 440 milliards de FCFA et les ressources de trésorerie à 255,127 milliards de FCFA.

Les dépenses budgétaires ont été réévaluées à 2 647,028 milliards de FCFA et les charges de trésorerie sont maintenues à 683,419 milliards de FCFA.

Le déficit prévisionnel corrigé est de 664,588 milliards de FCFA.

L'examen de la Note de Présentation de la Situation d'exécution du Budget d'Etat 2022 du Ministre de l'Economie et des Finances indique que :

c.1. Les ressources

Elles comprennent les recettes budgétaires et les ressources de trésorerie.

Recettes budgétaires

Pour des prévisions de 1 982,440 milliards de FCFA, les recouvrements se sont chiffrés à 1 932,490 milliards de FCFA soit un taux de réalisation de 97,48%. Les recettes du budget général ont été de 1 799,090 milliards de FCFA, celles des budgets annexes 5,429 milliards de FCFA et les recettes des comptes spéciaux ont été de 164,278 milliards de FCFA.

Les restes à réaliser suivant le projet de loi de règlement s'élèvent à 247,410 milliards de FCFA contre 181,286 milliards de FCFA en 2021.

Ressources de trésorerie

Les ressources de trésorerie du budget d'Etat 2022 ont été évaluées à 255,127 milliards de FCFA et réalisées à concurrence de 87,638 milliards de FCFA soit un taux de réalisation de 34,35% contre 91,08% en 2021.

c.2. Les charges de l'Etat

Elles comprennent les dépenses budgétaires et les charges de trésorerie

Dépenses Budgétaires

Prévues pour 2 647,028 milliards de FCFA les dépenses budgétaires ont été exécutées à hauteur de 2 449,035 milliards de FCFA soit un taux d'exécution de 92,52%.

Charges de Trésorerie

Pour 2022, la prévision des charges de trésorerie est de 683,420 milliards de FCFA, l'exécution est de 650,803 milliards de FCFA soit un taux d'exécution de 95,23%.

Ajustements de crédits

L'article 48 de la loi n°2013-028 du 11 juillet 2013, modifiée, relative aux Lois de finances stipule que « la loi de règlement...ratifie, le cas échéant, les ouvertures supplémentaires de crédits décidées par décret d'avances depuis la dernière loi de finances.....régularise les dépassements de crédits constatés, résultant de

circonstances de force majeure ou des reports de crédits, et procède à l'annulation des crédits non consommés..... ».

Au titre de l'exercice 2022 les ajustements concernent uniquement les annulations de crédits non consommés d'un montant de 197 992 887 544 FCFA.

c.3 Résultats

L'exécution des lois de finances de 2022 indique en termes de recouvrement de recettes un montant de 1 932,490 FCFA et en dépenses 2 449,035 FCFA soit un solde déficitaire global de 516,545 milliards de FCFA contre un déficit prévisionnel initial de 617,564 milliards de FCFA et un déficit prévisionnel corrigé de 664,588 milliards de FCFA suite à la loi rectificative.

Ce résultat se décline comme suit :

1. **Budget général** : les recettes se sont chiffrées à 1 790,490 milliards de FCFA et les dépenses à 2 339,550 milliards de FCFA d'où un solde budgétaire négatif de 540,46milliards de FCFA.
2. **Budgets annexes** : les recettes ont été réalisées pour 5,429 milliards de FCFA et les dépenses pour 4,490 FCFA. Le solde budgétaire est excédentaire et se chiffre 0,939 milliards de FCFA
3. **Comptes spéciaux du Trésor** : les recettes ont été exécutées à hauteur de 127,971milliards de FCFA pour des dépenses de 104,995 milliards de FCFA soit un solde positif de 22,976 milliards de FCFA.

L'exécution budgétaire de l'exercice 2022 a dégagé un besoin de financement de 1 195 262 491 699 FCFA contre une prévision de 1 348 007 365 639 FCFA.

Ce besoin de financement se répartit ainsi que suit :

- 540 459 769 906 FCFA au titre du déficit du budget général contre une prévision de 664 587 777 000 FCFA ;
- 630 188 268 424 FCA au titre de l'amortissement de la dette à court, moyen et long termes contre une prévision de 667 188 000 000 FCFA

Des ressources d'un montant de 873 294 560 284 FCFA provenant des aides budgétaires extérieures (56 370 000 000 FCFA) et de l'épargne mobilisée à travers les titres d'emprunts émis par le Trésor (785 656 990 000 FCFA) ont permis un financement partiel de ce besoin dégageant un déficit de financement de 162 505 581 685 FCFA.

En application des dispositions de l'article 48 de la loi n°2013-028 du 11 juillet 2013, modifiée relative aux Lois de Finances ce déficit a été transféré au compte permanent des découverts du Trésor.

PRESENTATION DU RAPPORT

L'architecture du présent rapport comporte trois chapitres :

CHAPITRE I : RESSOURCES

CHAPITRE II : CHARGES

CHAPITRE III : RESULTATS D'EXECUTION

CHAPITRE I : LES RESSOURCES

Chapitre I : Ressources

Les ressources de l'Etat sont composées des recettes budgétaires et des ressources de trésorerie.

Le détail des prévisions et de l'exécution des recettes budgétaires et des ressources de trésorerie pour l'année 2022 s'analyse comme suit :

I. Analyse des prévisions

1.1. Prévisions des recettes budgétaires

Les recettes budgétaires comprennent celles du Budget Général, des Budgets Annexes et des Comptes Spéciaux du Trésor.

Le Budget d'Etat pour l'exercice 2022, adopté par la loi de finances n° 2021-071 du 23 décembre 2021 portant loi de finances pour l'année 2022, a été arrêté en recettes à 2 130,721 milliards de CFA.

La loi n° 2022 -042 du 15 novembre 2022, portant modification de la loi n°2021-071 du 23 décembre 2021 portant loi de finances pour l'année 2022 a arrêté le budget d'Etat en recettes à 1 982,440 milliards de FCFA.

Le tableau ci-dessous retrace la situation comparative des Recettes budgétaires de la LFR 2021, de la LFI 2022 et de la LFR 2022.

Tableau n°01 : Situation comparative des Recettes budgétaires de la LFR 2021, de la LFI 2022 et de la LFR 2022.

| Nature des recettes | Budget rectifié 2021 | Budget initial 2022 | Budget rectifié 2022 | % variation LFR 2021/LFI2022 | % Variation LFI2022/LFR2022 |
|--|----------------------|---------------------|----------------------|------------------------------|-----------------------------|
| 1-Budget Général | 2 009,083 | 1 987,506 | 1 804,059 | -1,074% | -9,23% |
| 1.1. Dons projets et Legs | 155,6 | 90,000 | 90,000 | -42% | 0,00% |
| 1.2. Recettes fiscales nettes | 1 637,776 | 1 798,608 | 1 608,612 | 10% | -10,56% |
| 1.3. Recettes non fiscales | 61,846 | 14,459 | 14,459 | -77% | 0,00% |
| 1.4. Dons programmes et Legs | 76,902 | 5,183 | 11,732 | -93% | 126,36% |
| 1.5. Recettes exceptionnelles | 8,959 | 9,256 | 9,256 | 3% | 0,00% |
| 1.6. Produits financiers | 68,000 | 70,000 | 70,000 | 3% | 0,00% |
| 2. Budgets Annexes | 8,113 | 7,896 | 7,896 | -3% | 0,00% |
| Recettes non fiscales | 8,113 | 7,896 | 7,896 | -3% | 0,00% |
| 3. Comptes Spéciaux du Trésor | 171,456 | 135,319 | 170,485 | -21% | 25,99% |
| 3.1. Recettes fiscales | 139,563 | 120,659 | 149,219 | -14% | 23,67% |
| 3.2. Recettes non fiscales | 3,38 | 3,510 | 3,510 | 4% | 0,00% |
| 3.3. Transferts reçus d'autres budgets | 27,201 | 11,150 | 17,756 | -59% | 59,25% |
| 3.4. Dons Programmes et Legs | 1,312 | - | 0 | -100% | 0,00% |
| Total recettes budgétaires | 2 188,652 | 2 130,721 | 1 982,440 | -2,65% | -6,96% |

L'analyse du tableau ci-dessus appelle les commentaires ci-après :

-arrêtées à 2 130,721 milliards de FCFA, la Loi de Finances initiale de 2022 est en régression de 57,931 milliards de FCFA par rapport à la Loi de Finances rectifiée de 2021 chiffrées 2 188,652 milliards, soit un taux de 2,65% ;

- la Loi de Finances rectifiée de 2022 arrêtée à 1 982,440 milliards de FCFA a connu une diminution par rapport à la Loi de Finances initiales de 2022 chiffrée à 2 130,721 milliards de FCFA soit un taux de 6,96%.

❖ Examen des recettes budgétaires initiales 2022 :

La répartition des recettes budgétaires initiales 2022 se présente comme suit :

Tableau n°02 : Répartition des recettes par budget dans la LFI 2022 en milliards de FCFA

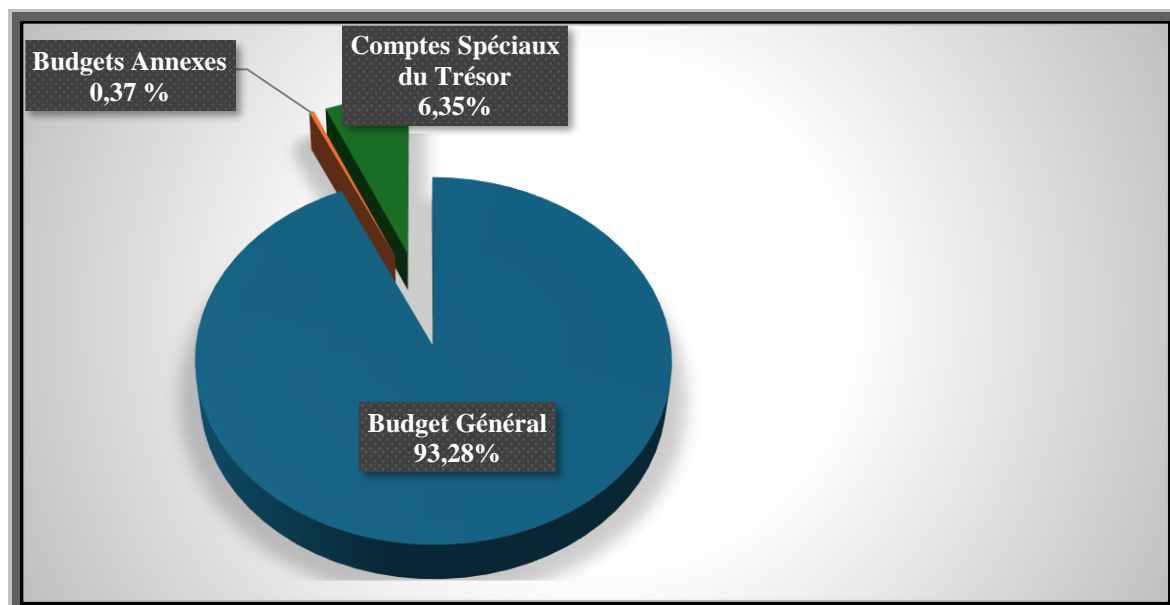
| Nature des recettes | Budget initial 2022 |
|--|---------------------|
| 1-Budget Général | 1 987, 506 |
| 1.1. Dons projets et Legs | 90, 000 |
| 1.2. Recettes fiscales nettes | 1 798, 608 |
| 1.3. Recettes non fiscales | 14, 459 |
| 1.4. Dons programmes et Legs | 5 183 |
| 1.5. Recettes exceptionnelles | 9, 256 |
| 1.6. Produits financiers | 70, 000 |
| 2. Budgets Annexes | 7, 896 |
| Recettes non fiscales | 7, 896 |
| 3. Comptes Spéciaux du Trésor | 135, 319 |
| 3.1. Recettes fiscales | 120, 659 |
| 3.2. Recettes non fiscales | 3, 510 |
| 3.3. Transferts reçus d'autres budgets | 11, 150 |
| 3.4. Dons Programmes et Legs | 0 |
| Total recettes budgétaires | 2 130, 721 |

L'analyse du tableau fait ressortir les prévisions initiales de recettes du Budget d'Etat 2022 chiffrées à 2 130 ,721 milliards de FCFA se répartissant comme suit :

- Budget Général : 1 987,506 milliards de FCFA soit 93,28% des recettes du budget d'Etat ;
- Budgets Annexes : 7, 896 milliards de FCFA représentant 0,37% du Budget d'Etat ;
- Comptes Spéciaux du Trésor : 135, 319 milliards de FCFA constituant 6,35% du Budget d'Etat.

L'analyse montre que les recettes fiscales nettes du Budget Général chiffrées à 1 798, 608 milliards de FCFA représentent 84,41 % des recettes budgétaires totales, suivies des recettes fiscales des Comptes Spéciaux du Trésor chiffrées à 120,659 milliards de FCFA soit 5,7%, puis des dons projets leg évaluées à 90 milliards de FCFA soit 4,2% et des produits financiers arrêtés à 70 milliards de FCFA soit 3,28% du budget d'Etat.

Graphique n°01 : Répartition des prévisions initiales 2022 par type de Budget



1.2. Prévisions des ressources de trésorerie par sources de financement en 2022

Les prévisions de ressources de trésorerie de l'Etat en 2022 ont été arrêtées à 228, 127 milliards de FCFA dans la loi des finances initiale. La décomposition de ces ressources est retracée dans le tableau ci-dessous :

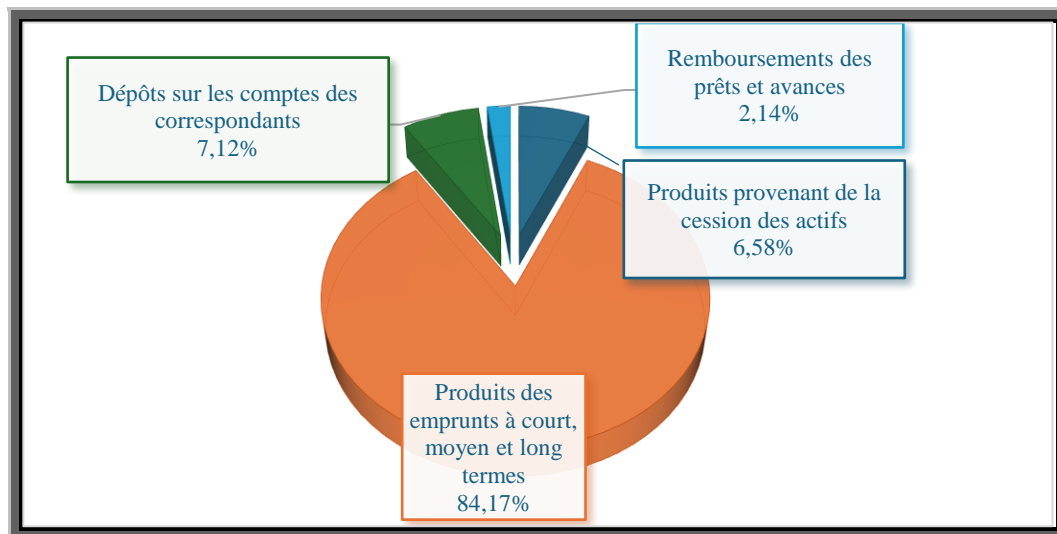
Tableau n°03 : Prévisions initiales des ressources de trésorerie par source de financement en 2022

| Ressources de trésorerie | Prévisions initiales en FCFA |
|--|------------------------------|
| Produits provenant de la cession des actifs | 15 000 000 000 |
| <i>Aliénation du Domaine mobilier</i> | <i>14 500 000 000</i> |
| <i>Aliénation d'immeubles</i> | <i>500 000 000</i> |
| <i>Recettes de privatisation</i> | - |
| Produits des emprunts à court, moyen et long termes | 192 012 591 756 |
| <i>Produits des emprunts projets</i> | <i>100 000 000 000</i> |
| <i>Produits des emprunts programmes</i> | <i>92 012 591 756</i> |
| Dépôts sur les comptes des correspondants | 16 231 588 639 |
| Remboursements des prêts et avances | 4 883 000 000 |
| Total des ressources de trésorerie | 228 127 180 395 |

Il ressort du tableau une absence de prévision des recettes de privatisation. Les produits des emprunts à court, moyen et long termes arrêtés à 192 012, 591 milliards de FCFA constituent 84,17% des prévisions des ressources de trésorerie, suivis des dépôts sur les comptes des correspondants chiffrés à 16 231, 588 milliards de FCFA soit 7,12% et des produits provenant de la cession des actifs évalués à 15 milliards de FCFA soit

6,58% des recettes. Les remboursements des prêts et avances estimés à 4, 883 milliards de FCFA représentent 2,14% de recettes.

Graphique n°02 : Pourcentage des rubriques des ressources de trésorerie



1.3. Comparaison des prévisions rectifiées de l'exercice 2021 aux prévisions initiales de l'exercice 2022

1.3.1. Comparaison des prévisions rectifiées des recettes budgétaires de l'exercice 2021 aux prévisions initiales de l'exercice 2022

La situation comparative est retracée dans le tableau suivant :

Tableau n°04 : Comparaison des prévisions de la LFR 2021 aux prévisions de la LFI 2022 En milliards de F CFA

| Nature des recettes | Budget rectifié 2021 | Budget initial 2022 | Ecarts | Taux |
|-------------------------------|----------------------|---------------------|----------|---------------|
| 1-Budget Général | 2 009,083 | 1 987,506 | - 21,577 | -1,07% |
| 1.1. Dons projets et Legs | 155,6 | 90,000 | - 65,600 | -42,16% |
| 1.2. Recettes fiscales nettes | 1637,776 | 1 798,608 | 160,832 | 9,82% |
| 1.3. Recettes non fiscales | 61,846 | 14,459 | - 47,387 | -76,62% |
| 1.4. Dons programmes et Legs | 76,902 | 5,183 | -71,719 | -93,26% |
| 1.5. Recettes exceptionnelles | 8,959 | 9,256 | 0,297 | 3,32% |
| 1.6. Produits financiers | 68,000 | 70,000 | 2,000 | 2,94% |
| 2. Budgets Annexes | 8,113 | 7,896 | - 0,217 | -2,67% |
| Recettes non fiscales | 8,113 | 7,896 | - 0,217 | -2,67% |

| | | | | | |
|--|------------------|------------------|---|---------------|----------------|
| 3. Comptes Spéciaux du Trésor | 171,456 | 135,319 | - | 36,137 | -21,08% |
| 3.1. Recettes fiscales | 139,563 | 120,659 | - | 18,904 | -13,55% |
| 3.2. Recettes non fiscales | 3,38 | 3,510 | | 0,130 | 3,85% |
| 3.3. Transferts reçus d'autres budgets | 27,201 | 11,150 | - | 16,051 | -59,01% |
| 3.4. Dons Programmes et Legs | 1,312 | - | - | 1,312 | -100,00% |
| Total Recettes budgétaires | 2 188,652 | 2 130,721 | - | 57,931 | -2,65% |

Il ressort du tableau ci-dessus que les recettes budgétaires initiales prévues en 2022 s'élèvent à 2 130,721 milliards de Francs FCFA contre 2 188,652 milliards de francs CFA dans le budget rectifié de 2021, soit une diminution de 57,931 milliards de Francs CFA ou un taux de régression de 2,65%.

Cette régression du Budget initial 2022 par rapport au budget rectifié 2021 s'explique en grande partie par la diminution des prévisions initiales:

- ✓ du Budget Général 2022 évaluées à 1 987,506 milliards de FCFA contre des prévisions rectifiées de 2 009,083 milliards de FCFA en 2021 soit un taux de régression 1,07% ;
- ✓ des Budgets Annexes évaluées à 7,896 milliards de FCFA en 2022 contre des prévisions rectifiées de 8,113 milliards de FCFA en 2021 soit un taux de régression de 2,67% ;
- ✓ des Comptes Spéciaux du Trésor évaluées à 135,319 milliards de FCFA en 2022 contre des prévisions rectifiées de 171,456 milliards de FCFA en 2021 soit un taux de régression de 21,08%.

La régression des prévisions du budget initial 2022 par rapport aux prévisions rectifiées de 2021 est significative au niveau des rubriques suivantes :

- les Dons programmes et legs du Budget Général ont connu un taux de -93,26% ;
- les Recettes non-fiscales du Budget Général sont à un taux de -76,62% ;
- les Transferts reçus d'autres budgets des Comptes Spéciaux du Trésor enregistrent un taux de -59,01% ;
- les Dons , projets et legs du Budget Général ont connu un taux de -42,16%.

Observation n°01

Il est demandé au MEF d'expliquer la régression des prévisions initiales des recettes 2022 par rapport aux prévisions rectifiées de 2021 en ce qui concerne :

- **les dons programmes et legs du budget général avec un taux de -93,26% ;**
- **les recettes non -fiscales du budget général avec un taux de -76,62% ;**
- **les transferts reçus d'autres budgets des comptes spéciaux du Trésor avec un taux de -59,01% ;**
- **les dons, projets et legs du Budget Général avec un taux de -42,16%.**

Réponse du MEF

Les différentes régressions s'expliquent respectivement par :

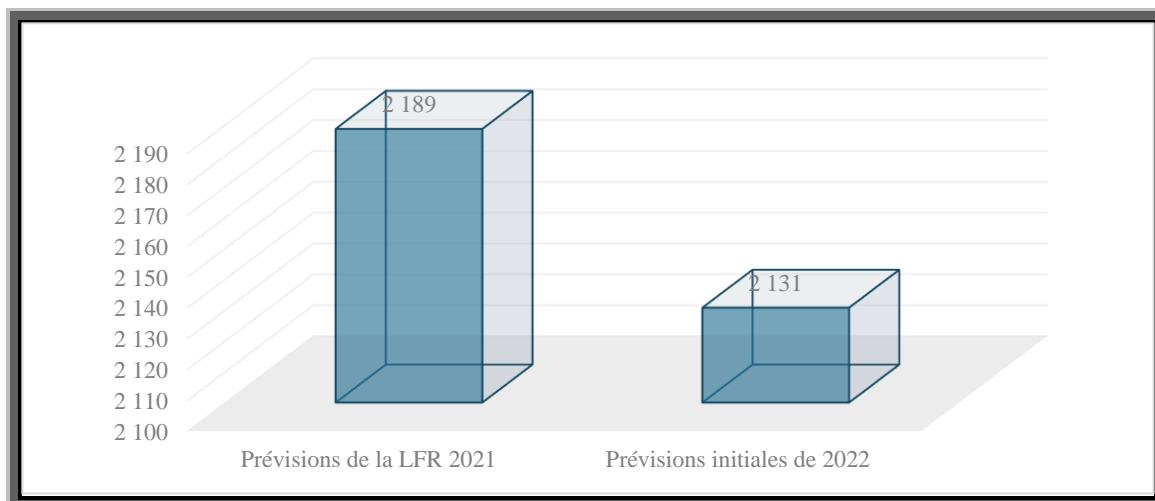
- l'absence d'annonce de la part de la coopération suisse et les reports d'ABS sur l'exercice 2021 à travers un collectif budgétaire, qui n'ont pas été reconduits sur l'exercice 2022 ;
- la non-reconduction systématique de la prévision de vente de la licence téléphonique à un quatrième opérateur ;
- le report du solde estimé des ressources du FDD dégagé à partir de la prévision de consommation d'une partie courant 2021 ;
- la prise en compte de la capacité de mobilisation des ressources du BSI extérieur au regard des contextes ayant marqué l'exécution des budgets 2020 et 2021.

La régression des prévisions initiales des recettes 2022 par rapport aux prévisions rectifiées de 2021 en ce qui concerne les dons projets et legs du Budget Général s'explique surtout par le retrait de certains bailleurs de fonds ou la diminution des enveloppes budgétaires d'autres bailleurs.

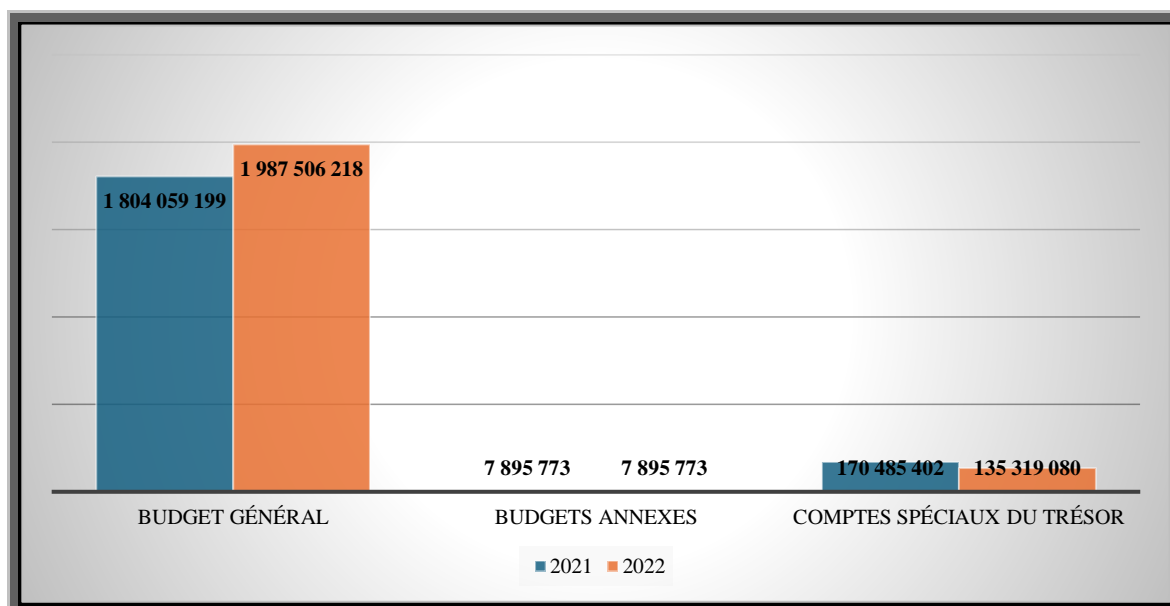
Appréciation du MEF

La Cour prend acte des réponses fournies par le MEF.

Graphique n°03 : Comparaison des prévisions de la LFR 2021 aux prévisions initiales de 2022 (en milliers)



Graphique n°04 : Comparaison par type de budget de la LFR_2021 et de la LFI_2022



1.3.2. Comparaison des prévisions de ressources de trésorerie modifiées de 2021 aux prévisions initiales de 2022

La situation comparaison des prévisions de ressources de trésorerie modifiées de 2021 par rapport aux prévisions initiales de 2022 est tracée dans le tableau ci-dessous :

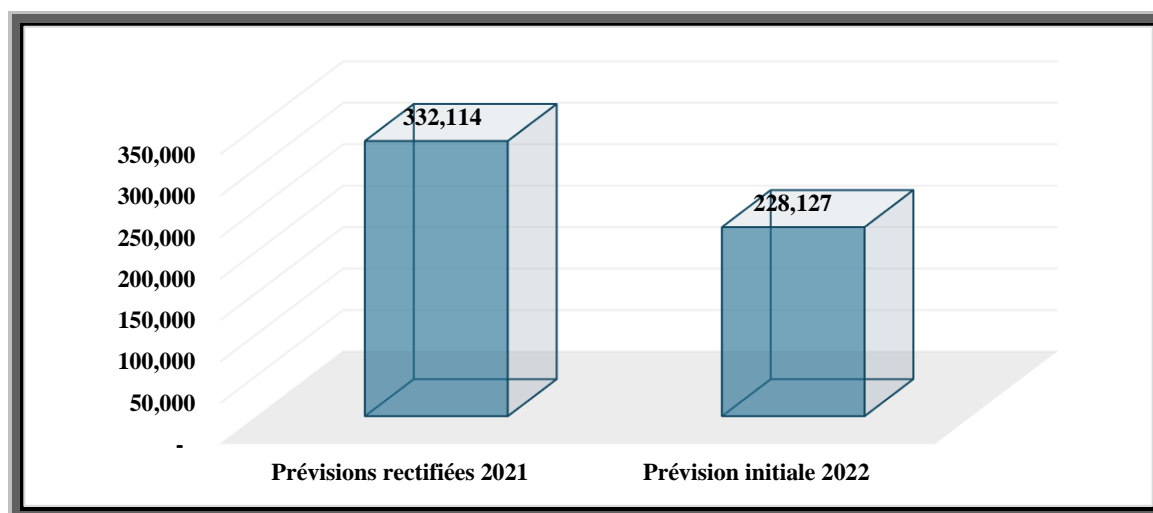
Tableau n°05 : Comparaison des prévisions de ressources de trésorerie modifiées de 2021 aux prévisions initiales de 2022 en milliards de FCFA

| Nature des ressources | Prévisions rectifiées 2021 (a) | Prévisions initiales 2022(b) | Ecart c=(b-a) | % de variation |
|---|--------------------------------|------------------------------|-----------------|----------------|
| | | | | d=c/a |
| Produits provenant de la cession des actifs | 90,350 | 15,000 | - 75,350 | -83,40% |
| Produits des emprunts à court, moyen et long termes | 220,858 | 192,012 | - 28,848 | -13,06% |
| Dépôts sur les comptes des correspondants | 15,792 | 16,232 | 0,440 | 2,79% |
| Remboursements des prêts et avances | 5,114 | 4,883 | - 0,231 | -4,52% |
| Total | 332,114 | 228,127 | -103,987 | -31,31% |

Il ressort de l'analyse du tableau que les prévisions initiales des ressources de trésorerie ont été établies à 228,127 milliards de Francs CFA en 2022 contre une prévision modifiée de 332,114 milliards de Francs CFA en 2021, soit une baisse de 103, 987 milliards de Francs CFA soit un taux de 31,31%.

Cette baisse des prévisions des ressources de trésorerie de 2022 par rapport à 2021 est essentiellement imputable à la diminution des prévisions des produits provenant de la cession des actifs qui se chiffrent à 15,000 milliards de Francs CFA en 2022 contre 90,350 milliards de Francs CFA en 2021 soit un taux de régression de 83,40% , des produits des emprunts à court, moyen et long termes qui sont de 220,858 milliards de Francs CFA dans le budget rectifié 2021 contre 192,010 milliards de Francs CFA en 2022 soit un taux de régression de 13,06% et du remboursement des prêts et avances qui se chiffrent à 5,114 milliards de FCFA dans le budget rectifié de 2021 contre 4,883 milliards dans le budget initial de 2022 soit un taux de régression de 4,52% .

Graphique n°05 : Comparaison des prévisions ajustées de ressources de trésorerie de 2021 aux prévisions initiales de 2022 (en milliards de FCFA)



Observation n°02

Il est demandé au MEF d'expliquer la baisse des prévisions initiales 2022 par rapport aux prévisions rectifiées de 2021 :

- ✓ *des produits provenant de la cession des actifs et des dépôts sur les comptes des correspondants soit un taux de régression de 83,40% ;*
- ✓ *des produits des emprunts à court, moyen et long termes soit un taux de régression de 13,06% ;*
- ✓ *du remboursement des prêts et avances soit un taux de régression de 4,52%.*

Réponse du MEF

Les différentes diminutions s'expliquent respectivement par :

- la non-reconduction systématique de la prévision de cession d'une partie des parts de l'Etat dans les actions de la SOTELMA ;
- la prise en compte de la capacité de mobilisation des ressources du BSI extérieur au regard des contextes ayant marqué l'exécution des budgets 2020 et 2021.

S'agissant de la baisse des produits des emprunts à court, moyen et long termes, elle s'explique essentiellement par l'absence de visibilité sur les intentions des Partenaires Techniques et Financiers (PTF) en termes d'octroi d'Appuis Budgétaires Généraux (AGB) au titre de l'année 2022.

Quant à la baisse des remboursements des prêts et avances (prêts rétrocedés), elle s'explique par la fin progressive du remboursement de certains prêts.

Les dépôts sur les comptes des correspondants ont connu plutôt une augmentation de 2022 par rapport à 2021. Ils ont été évalués à 16,232 milliards de FCFA dans la loi de finances initiale de 2022 contre 15,792 milliards de FCFA dans celle rectifiée de 2021, soit une augmentation de 444 millions de FCFA et un taux de progression de 2,78%.

Appréciation de la Cour

La Cour prend acte des explications fournies par le MEF.

1.4. Comparaison des prévisions initiales de 2022 aux prévisions rectifiées de 2022

Les prévisions des ressources de l'Etat sont composées des prévisions des recettes budgétaires et des prévisions des ressources de trésorerie.

1.4.1. Comparaison des prévisions initiales des recettes budgétaires de 2022 aux prévisions rectifiées de 2022

La comparaison des prévisions initiales aux prévisions rectifiées des recettes budgétaires de 2022 est présentée dans le tableau suivant :

Tableau n°06 : Comparaison des prévisions initiales des recettes budgétaires aux prévisions rectifiées de 2022 (en milliards de FCFA)

| Natures des recettes | Budget initial 2022 (a) | Budget rectifié 2022 (b) | Ecart | |
|--|----------------------------|-----------------------------|-----------------|---------------|
| | | | Montants | Taux |
| | | | c= b-a | e= (c/a)% |
| 1. Budget Général | 1 988 | 1 804,059 | -183,447 | -9,23% |
| 1.1. Dons projets et Legs | 90,000 | 90,000 | 0,000 | 0,00% |
| 1.2. Recettes fiscales nettes | 1 798,608 | 1 608,612 | -189,996 | -10,56% |
| 1.3. Recettes non fiscales | 14,459 | 14,459 | 0,000 | 0,00% |
| 1.4. Dons programmes et Legs | 5,183 | 11,732 | 6,549 | 126,36% |
| 1.5. Recettes exceptionnelles | 9,256 | 9,256 | 0,000 | 0,00% |
| 1.6. Produits financiers | 70,000 | 70,000 | 0,000 | 0,00% |
| 2. Budgets Annexes | 7,896 | 7,896 | 0,000 | 0,00% |
| Recettes non fiscales | 7,896 | 7,896 | 0,000 | 0,00% |
| 3. Comptes Spéciaux du Trésor | 135,319 | 170,485 | 35,166 | 25,99% |
| 3.1. Recettes fiscales | 120,659 | 149,219 | 28,560 | 23,67% |
| 3.2. Recettes non fiscales | 3,510 | 3,510 | 0,000 | 0,00% |
| 3.3. Transferts reçus d'autres budgets | 11,150 | 17,756 | 6,606 | 59,25% |
| Total recettes budgétaires | 2 130,721 | 1 982,440 | -148,281 | -6,96% |

Il ressort du tableau ci-dessus, que les prévisions initiales des recettes budgétaires établies à **2 130,721** milliards de FCFA par la Loi de Finances initiale 2022 ont été arrêtées à **1 982,440** milliards de FCFA par la Loi de Finances soit une diminution du budget 2022 de **148,281** milliards de FCFA ou un taux de 6,96%.

Le constat est que :

- ✓ les recettes fiscales nettes du Budget général sont passées de 1 798,608 milliards de FCFA dans le budget initial à 1 608, 612 milliards de FCFA dans le budget rectifié soit un taux de diminution de 10,56% ;
- ✓ les Dons programmes et legs du Budget général sont passées de 5,183 milliards de FCFA dans le budget initial à 11,732 milliards de FCFA dans le budget rectifié soit un taux d'augmentation de 126,36% ;
- ✓ les Comptes spéciaux du Trésor sont passées de 135,319 milliards de FCFA dans le budget initial à 170,485 milliards de FCFA dans le budget rectifié soit un taux d'augmentation de 25,99%. A ce niveau, l'augmentation est essentiellement imputable :
 - *aux recettes fiscales qui sont passées de 120,659 milliards dans le budget initial à 149,219 milliards dans le budget rectifié soit un taux d'augmentation de 23,67% ;*
 - *aux transferts reçus d'autres budgets passant ainsi de 11,150 milliards de Fcfa dans le budget initial à 17,756 milliards de FCFA dans le budget rectifié soit un taux de progression de 59,25%.*

Observation n°03 :

Il est demandé au MEF d'expliquer cette régression de 10,56% % des recettes fiscales vue de leur importance dans le financement du budget général à hauteur de 90,45%.

Réponse du MEF

La diminution de la prévision des recettes fiscales entre la Loi de Finances initiale et celle rectifiée de 2022 s'explique par la prise en compte des effets des sanctions économiques et financières imposées par la CEDEAO et l'UEMOA à compter de janvier 2022 et des conséquences de la crise en Ukraine déclenchée à partir du premier trimestre 2022.

Des recettes fiscales ayant connu une régression de 10,56% entre 2021 et 2022, figurent les recettes douanières.

Au titre de l'année 2022, l'administration des Douanes, dans l'exécution des missions assignées à elle, a évolué dans un contexte difficile arrimé de facteurs conjoncturels lancinants dont :

- la crise sécuritaire qui sévit depuis 2012, avec des attaques et destructions de bureaux de douane, des pertes en vies humaines et des portés disparus en 2022 ;
- l'embargo avec la fermeture des frontières du Mali du 09 janvier au 31 juillet 2022 ;
- la crise sanitaire liée au covid-19 ;
- la crise entre la Russie et l'Ukraine ;
- les grèves des transporteurs et des chauffeurs conducteurs routiers observées en décembre 2022.

L'impact négatif de ces différentes crises multidimensionnelles ci-dessus énumérées a amené le Gouvernement à réviser les objectifs de recettes à la baisse. Pour ce qui concerne la Direction Générale des Douanes, ses prévisions ont été ramenées à 611,290 milliards F CFA, après l'arbitrage du Ministre de l'Economie et des Finances contre des prévisions initiales de 721,298 milliards F CFA soit une baisse de 110,008 milliards F CFA.

Par groupe de produits, les prévisions corrigées de 611,290 milliards F CFA sont réparties ainsi qu'il suit :

- Produits pétroliers : 97,767 milliards F CFA ;
- Marchandises solides : 513,523 milliards F CFA.

A la date du 31 décembre 2022, les réalisations de recettes de la Direction Générale des Douanes ont été de 611,316 milliards F CFA contre des prévisions annuelles de 611,290 milliards F CFA soit un taux de réalisation de 100,004%.

Par groupe de produit, on note que :

- les recettes issues des produits pétroliers ont été de 103,575 milliards F CFA pour des prévisions de 97,767 milliards F CFA, soit un excédent de 5,808 milliards F CFA et un taux de réalisation de 141,30% ;
- Celles générées par les marchandises solides ont été de 507,741 milliards F CFA contre des prévisions de 513,523 milliards F CFA soit un gap négatif de 5,782 milliards F CFA et un taux de couverture de 98,87%.

Par rapport aux réalisations de l'année 2021 chiffrées à 657,776 milliards F CFA, les recettes douanières de 2022 ont régressé de 7,06%.

Cependant, il faut rappeler que ce résultat a été fortement impacté négativement par les pertes de recettes relatives aux différentes subventions enregistrées au cordon

douanier dans le cadre de l’approvisionnement correct du pays en produits de première nécessité afin de garantir le pouvoir d’achat des consommateurs, de la subvention accordée aux sociétés huilières et aux sociétés gazières ainsi que sur les produits pétroliers mais aussi les effets néfastes de l’embargo de sept (07) mois.

Ainsi, sur la période du 1er janvier au 31 décembre 2022, l’impact fiscal de ces différentes a été de 151,481 milliards F CFA dont :

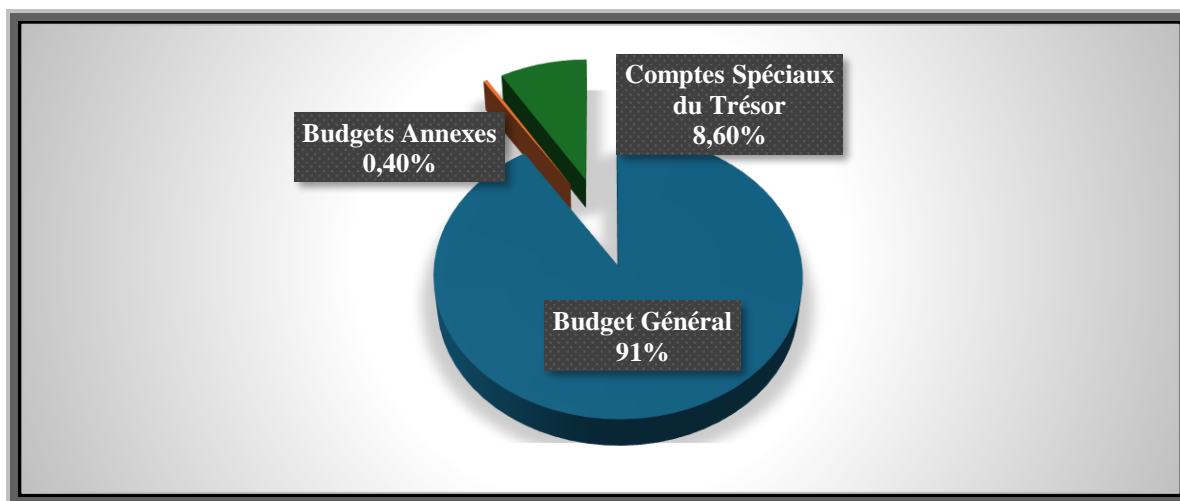
- 9,896 milliards F CFA pour le riz ;
- 9,204 milliards F CFA pour le sucre ;
- 2,114 milliards F CFA pour le lait ;
- 0,917 milliard F CFA pour les huiles alimentaires ;
- 122,202 milliards F CFA pour les produits pétroliers ;
- 3,253 milliards F CFA pour les graines de coton ;
- 3,897 milliards F CFA pour la pandémie à coronavirus.

N’eut été les impacts négatifs de ces différentes crises, ce niveau de réalisation serait supérieur aux prévisions initiales de 2022 (721,289 milliards) de près de 31,353 milliards de FCFA et largement au-delà des prévisions corrigées de 2022 (611,290 milliards) de près de 141,352 milliards de FCFA.

Appréciation de la Cour

La Cour prend acte des éléments de réponse fournis par le MEF.

Graphique n°06 : Répartition des prévisions rectifiées entre les différents types de budgets



1.4.2. Comparaison des prévisions initiales des Ressources de trésorerie aux prévisions rectifiées de 2022

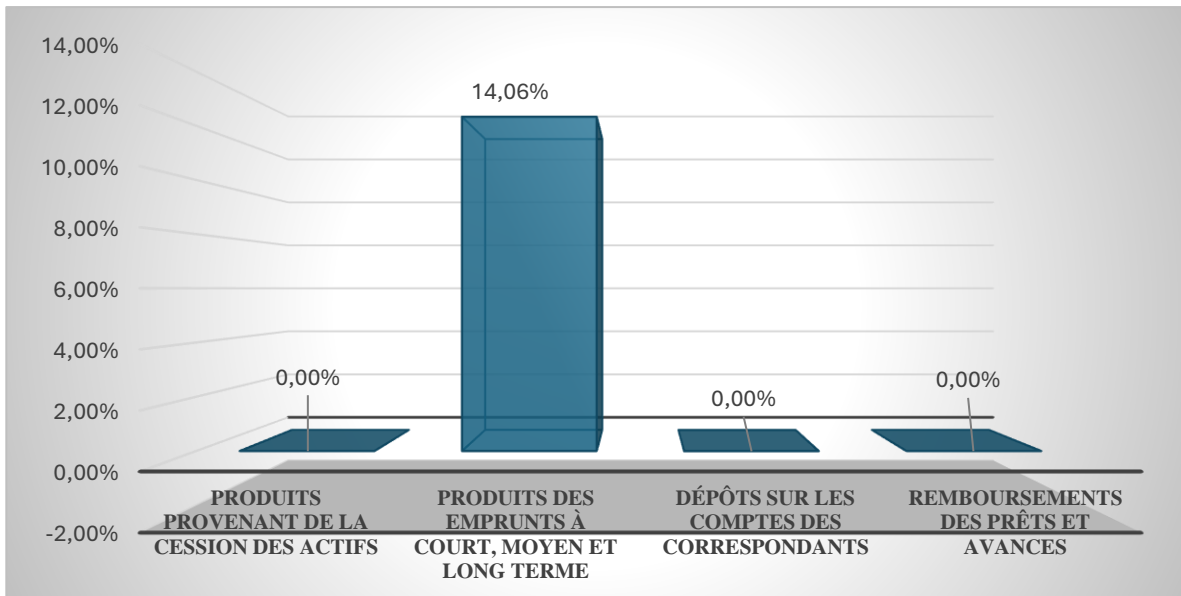
La comparaison des prévisions initiales des ressources de trésorerie de 2022 aux prévisions initiales rectifiées de 2022 est retracée dans le tableau suivant :

Tableau n°07 : Comparaison des prévisions initiales des Ressources de trésorerie aux prévisions rectifiées de 2022

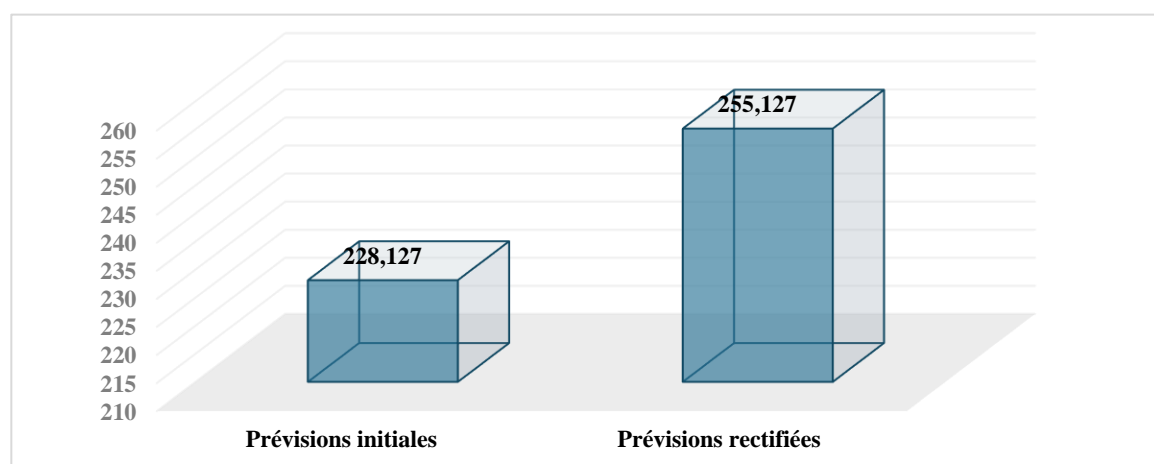
| Nature des ressources | Prévisions initiales (a) | Prévisions rectifiées (b) | Ecart c=(b-a) | Taux de variation |
|---|-----------------------------|------------------------------|------------------|-------------------|
| Produits provenant de la cession des actifs | 15,000 | 15,000 | - | 0,00% |
| Produits des emprunts à court, moyen et long termes | 192,012 | 219,012 | 27,000 | 14,06 |
| Dépôts sur les comptes des correspondants | 16,231 | 16,231 | - 0,000 | -0,00% |
| Remboursements des prêts et avances | 4,883 | 4,883 | - | 0,00% |
| Total | 228,127 | 255,127 | 27,00 | 11,84% |

Il ressort de ce tableau que les prévisions rectifiées des ressources de trésoreries de 2022 ont connu une augmentation de 27 milliards de FCFA par rapport aux prévisions initiales soit un taux de 11,84%.

Graphique n°07 : Comparaison des prévisions initiales des ressources de trésorerie de 2022 aux prévisions rectifiées de 2022



Graphique n°08 : Comparaison des prévisions initiales des ressources de trésorerie aux prévisions rectifiées de 2022



1.4.3. Répartition des prévisions des ressources de l'Etat entre les recettes budgétaires et les ressources de trésorerie de l'exercice 2022

La répartition des prévisions des ressources de l'Etat entre les recettes budgétaires et les ressources de trésorerie est retracée dans le tableau suivant :

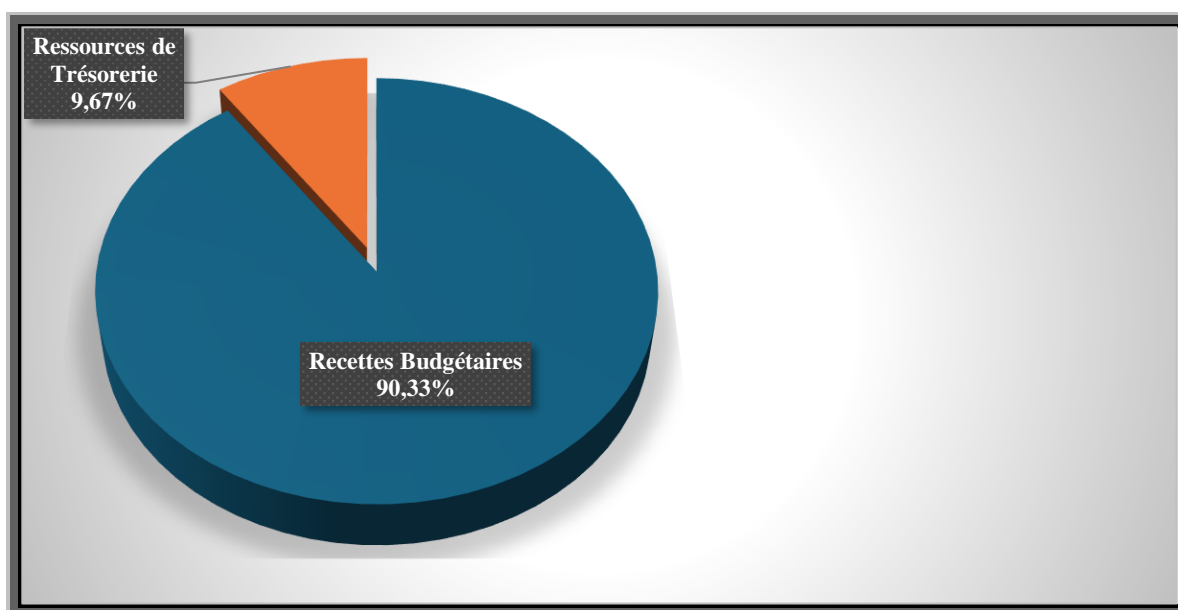
Tableau n°08 : Répartition des prévisions de ressources de l'Etat entre les recettes budgétaires et les ressources de trésorerie (en milliards de FCFA)

| Désignation | LFI 2022 | LFR 2022 | Variation | Part en % des recettes initiales | Part en % des recettes rectifiées |
|---------------------------------|------------------|------------------|-----------------|----------------------------------|-----------------------------------|
| Recettes budgétaires | 2 130,721 | 1 982,440 | -148,281 | 90,33% | 88,60% |
| Ressources de trésorerie | 228,125 | 255,127 | 27,002 | 9,67% | 11,40% |
| Total | 2 358,846 | 2 237,567 | -121,279 | 100,00% | 100,00% |

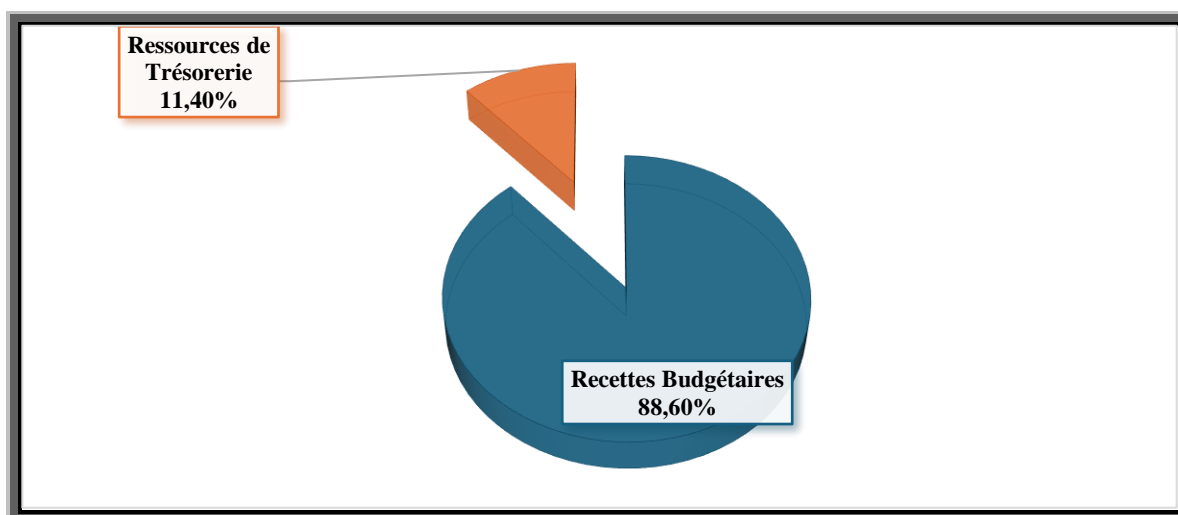
Il ressort de l'analyse du tableau que les recettes budgétaires initiales occupent 90,33% des prévisions des ressources de l'Etat contre 9,67% pour les ressources de trésorerie.

Les recettes budgétaires rectifiées occupent 88,60% des prévisions initiales des ressources de l'Etat contre 11,40% pour les ressources de trésorerie.

Graphique n°09 : Proportion des prévisions initiales des ressources de l'Etat par sources de recettes en 2022



Graphique n°10 : Proportion des prévisions rectifiées des ressources de l'Etat par sources de recettes en 2022



1.4.4. Répartition des prévisions des recettes budgétaires entre les différents types de budget

Les recettes budgétaires sont composées des recettes du Budget général, des Comptes Spéciaux du Trésor et des Budgets Annexes.

En 2022, elles ont été prévues pour 1 982, 440 milliards de FCFA.

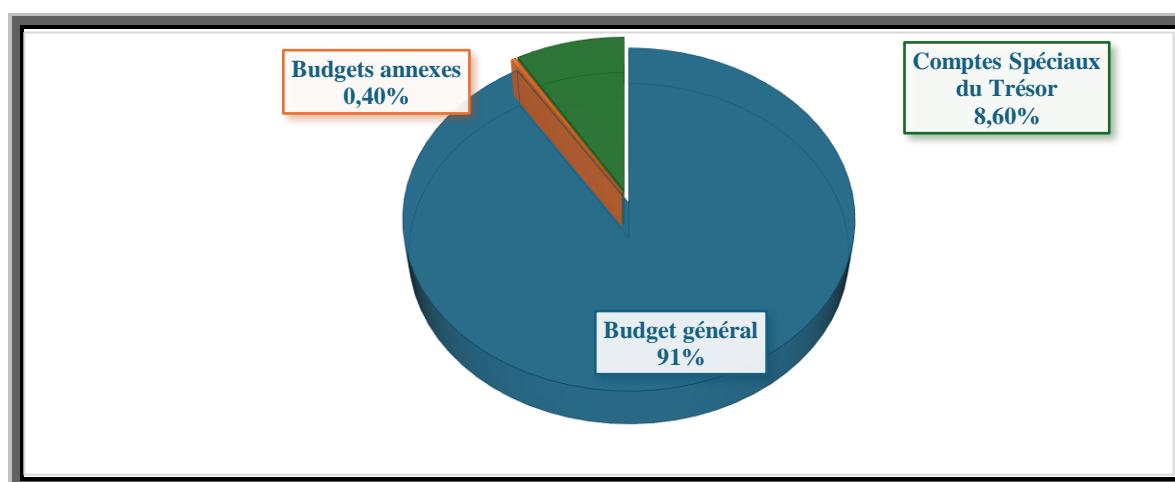
Leur répartition par nature est retracée dans le tableau suivant :

Tableau n°09 : Répartition des prévisions rectifiées des recettes budgétaires entre les différents types de budget en 2022 (en milliards de FCFA)

| Désignation | Prévisions Rectifiées en 2022 | Taux |
|----------------------------|-------------------------------|-------------|
| Budget général | 1 804 059 199 | 91,00% |
| Budgets annexes | 7 895 773 | 0,40% |
| Comptes Spéciaux du Trésor | 170 485 402 | 8,60% |
| Total | 1 982 440 374 | 100% |

L'analyse du tableau fait ressortir qu'en 2022, les recettes prévisionnelles rectifiées du Budget général représentent 91% des recettes budgétaires prévisionnelles, celles des Budgets annexes correspondent à 0,40% et les comptes spéciaux du Trésor représentent 8,60%.

Graphique n°11 : Répartition des prévisions ajustées des recettes budgétaires entre les différentes natures de budgets (en %)



1.4.5. Evolution des prévisions rectifiées des recettes Budgétaires de 2020 à 2022

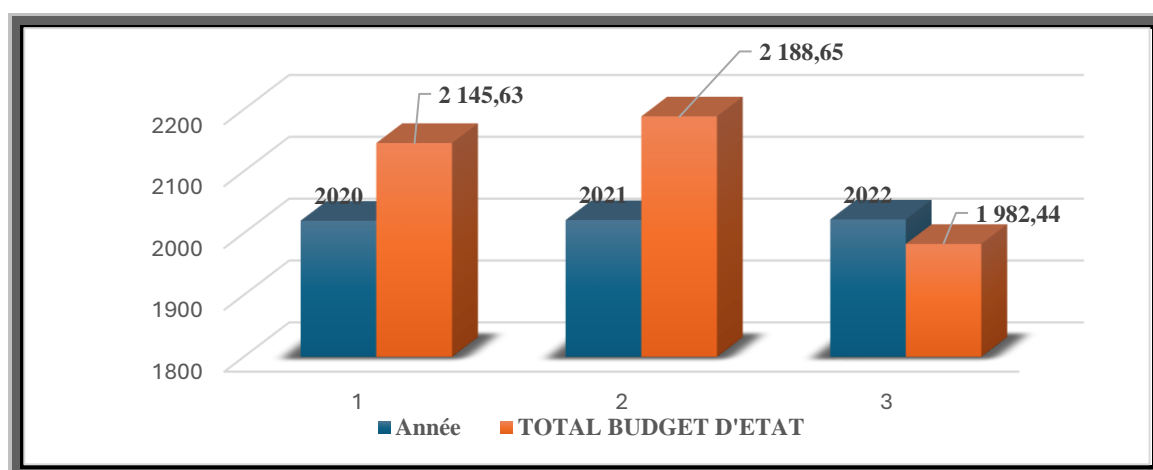
La situation de l'évolution des recettes budgétaires ajustées de 2020 à 2022 est retracée dans le tableau suivant :

Tableau n°10 : Situation évolutive des prévisions ajustées des recettes Budgétaires de 2020 à 2022 (en milliards de FCFA)

| Types de budget et Nature des recettes | 2020 | 2021 | 2022 |
|---|-----------------|------------------|------------------|
| | (a) | (b) | (c) |
| Dons projet et Legs (BSI) | 163,40 | 155,60 | 90,00 |
| Recettes Fiscales | 439,22 | 637,78 | 1 608,61 |
| Recettes Non Fiscales | 9,77 | 61,85 | 14,46 |
| Dons des Institutions Internationales : ABG | 223,34 | 58,52 | 6,55 |
| Dons des Gouvernements Etrangers : ABS | 11,33 | 11,74 | 5,18 |
| Recettes exceptionnelles | 14,50 | 8,96 | 9,26 |
| Produits financiers | 57,08 | 68,00 | 70,00 |
| Fonds de Concours | 15,50 | 6,65 | 0,00 |
| Total Budget Général | 1 934,14 | 2 009,08 | 1 804,059 |
| Budgets Annexes | 9,11 | 8,11 | 7,896 |
| Comptes Spéciaux du Trésor | 202,39 | 171,46 | 170,485 |
| TOTAL BUDGET D'ETAT | 2 145,63 | 2 188,653 | 1 982,440 |

Les prévisions des recettes budgétaires ajustées sont passées de 2 145,63 milliards de FCFA en 2020 à 2 188,653 milliards en 2021 pour s'établir à 1 982 ,440 milliards de FCFA en 2022.

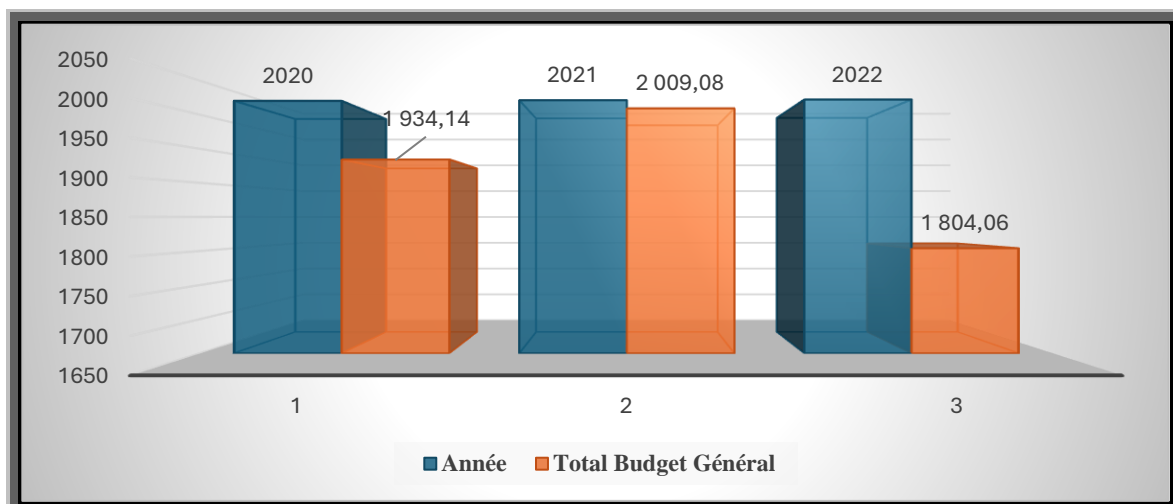
Graphique n°12: Evolution des prévisions ajustées des recettes du Budget d'Etat de 2020 à 2022



1.4.5.1. Evolution des prévisions ajustées des recettes du Budget Général

Les prévisions ajustées des recettes du budget général ont connu une évolution entre 2020 et 2022.

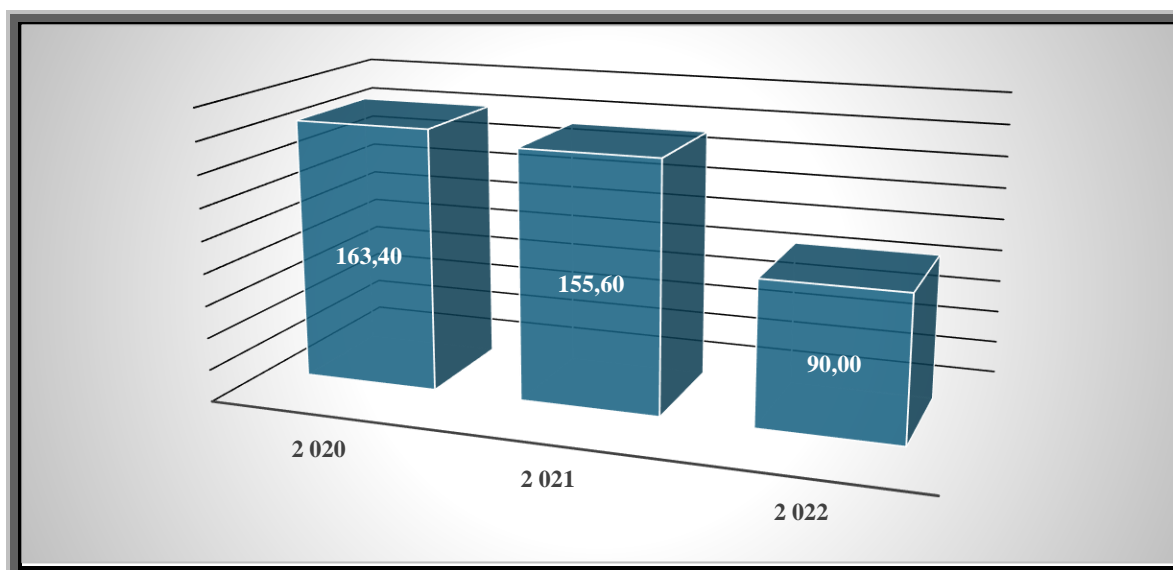
Graphique n°13 : Evolution des prévisions du Budget Général



❖ Evolution des prévisions des Dons Projets et Legs (BSI)

Les prévisions des Dons, Projets et Legs (Budget Spécial d'Investissement) ont enregistré une diminution entre 2020 et 2022 passant de 163,40 milliards de FCFA en 2020 à 155,60 milliards de FCFA en 2021 et à 90,00 milliards de FCFA en 2022.

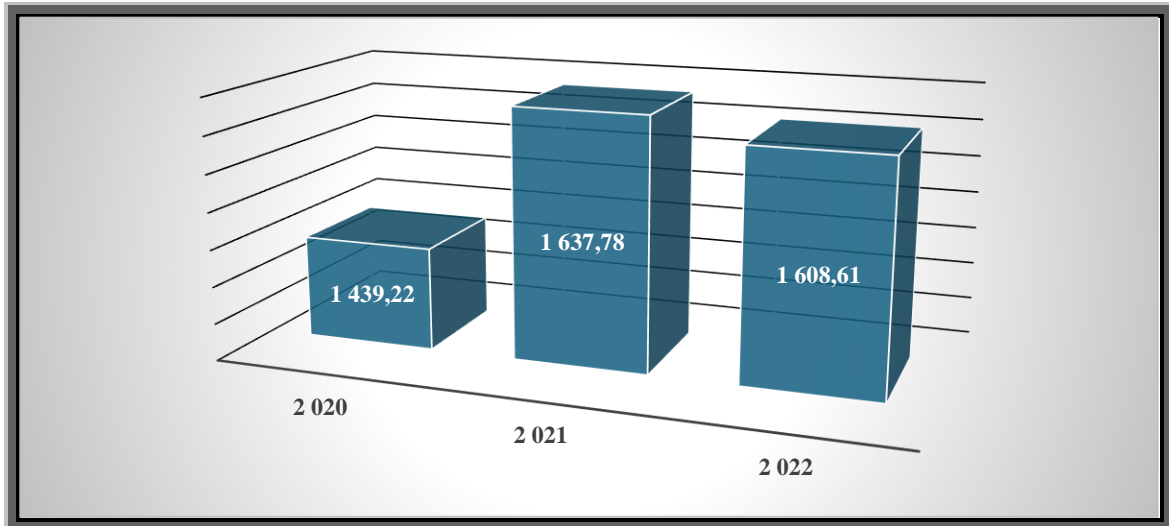
Graphique n°14 : Evolution des prévisions des D.P &L (BSI)



❖ Evolution des prévisions ajustées des Recettes Fiscales de 2020 à 2022

Constituées d'impôts directs et indirects, les prévisions des recettes fiscales ont progressé entre 2020 à 2022, allant de 1 439,22 milliards de FCFA à 1 637,78 milliards de FCFA en 2021 et à 1 608,61 milliards de FCFA en 2022.

Graphique n°15 : Evolution des prévisions ajustées des Recettes Fiscales

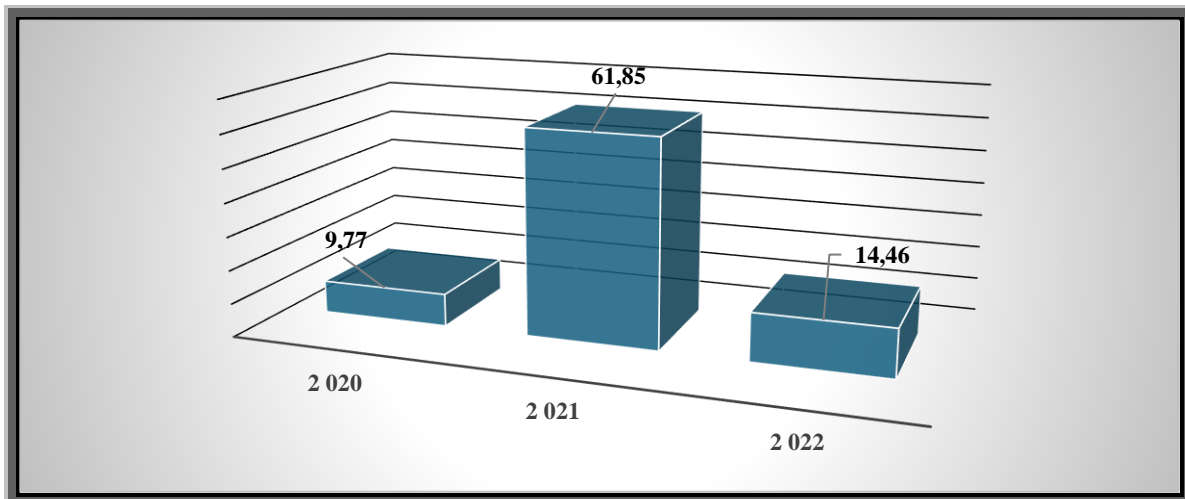


❖ Evolution des prévisions des Recettes Non Fiscales

Les recettes non fiscales sont composées des recettes issues des droits et frais administratifs.

Elles ont enregistré une hausse en passant de 9,77 milliards de FCFA 2020 à 61,85 milliards de FCFA en 2021 pour chuter à 14,46 milliards de FCFA en 2022.

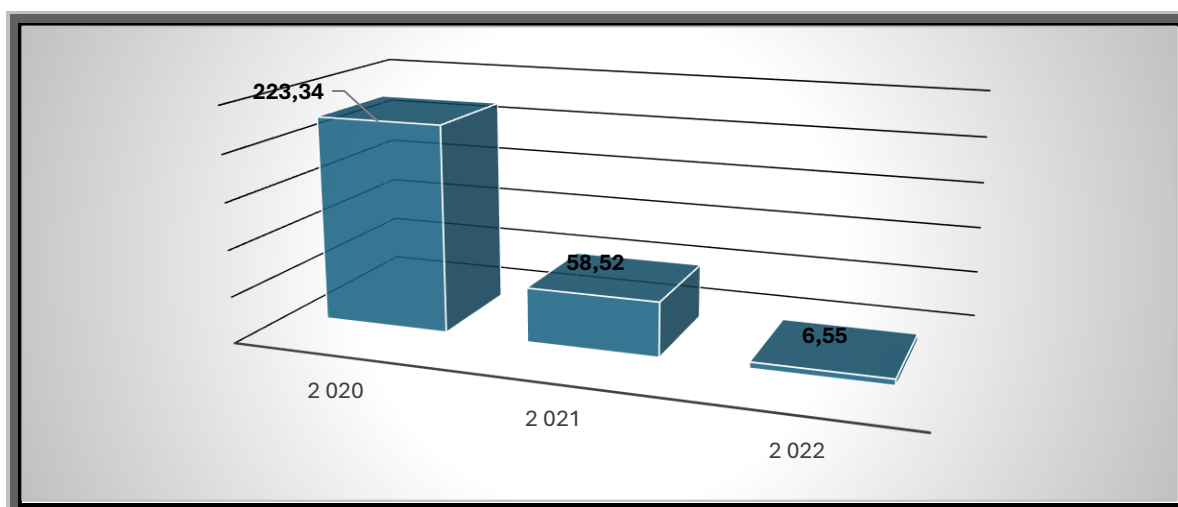
Graphique n°16 Evolution des prévisions des Recettes Non Fiscales



❖ Evolution des prévisions ajustées des Dons Programmes et Legs : Dons des Institutions Internationales (ABG) de 2020 à 2022

Les prévisions des Dons Programmes et Legs : Dons de Institutions Internationales (Appuis Budgétaires Généraux) sont passées de 223,34 milliards de FCFA en 2020 à 58,52 milliards de Francs CFA en 2021. La prévision pour 2022 est de 6,55 milliards de FCFA.

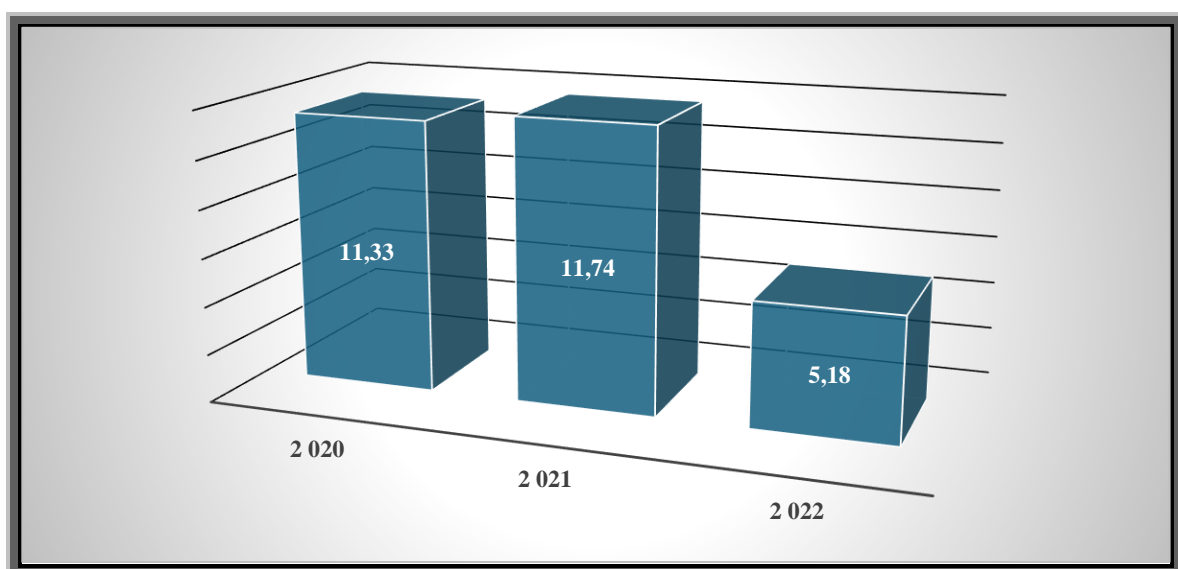
Graphique n°17 : Evolution des prévisions ajustées des Dons Programmes et Legs : Dons des institutions internationales, ABG



❖ Evolution des prévisions ajustées des Dons Programmes et Legs : Dons des Gouvernements Etrangers (ABS) de 2020 à 2022

Les prévisions des Dons, Programmes et Legs : Dons des Gouvernements Etrangers (Appuis Budgétaires Sectoriels) ont évolué en dents de scie entre 2020 et 2022, allant ainsi de 11,33 milliards de FCFA en 2020 à 5,18 milliards en 2022 après avoir enregistré en 2021 un montant de 11,74 milliards de FCFA.

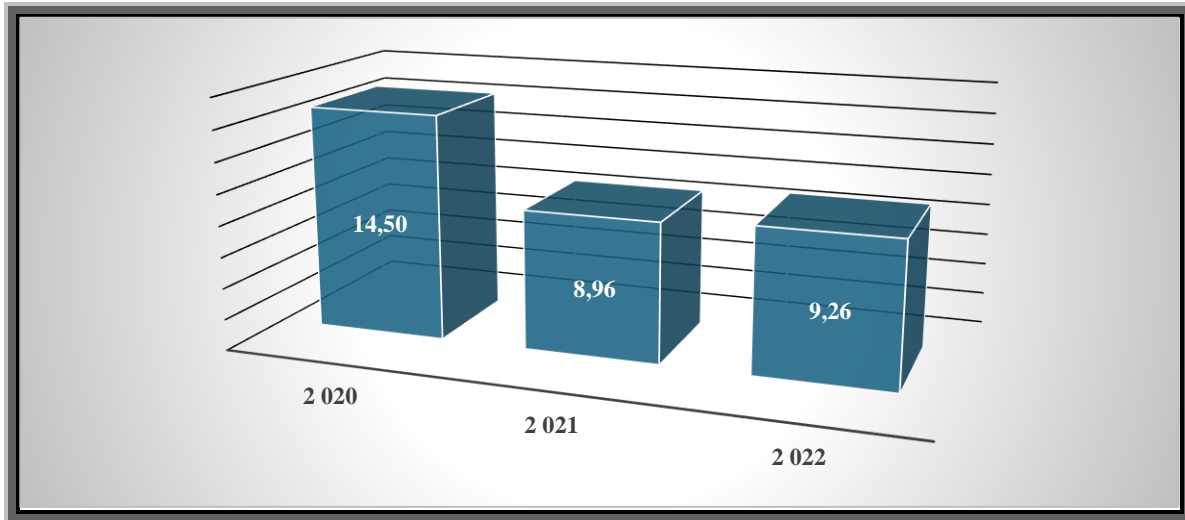
Graphique n°18 : Evolution des prévisions ajustées des Dons Programmes et Legs : Dons des Gouvernements Etrangers (ABS)



❖ Evolution des prévisions ajustées des Recettes Exceptionnelles de 2020 à 2022

Constituées uniquement d'annulation de dettes (Ressources PPTE), les prévisions des recettes exceptionnelles sont passées de 14,50 milliards de FCFA en 2020 à 8,96 milliards de FCFA en 2021 pour s'établir à 9,26 milliards de FCFA en 2022.

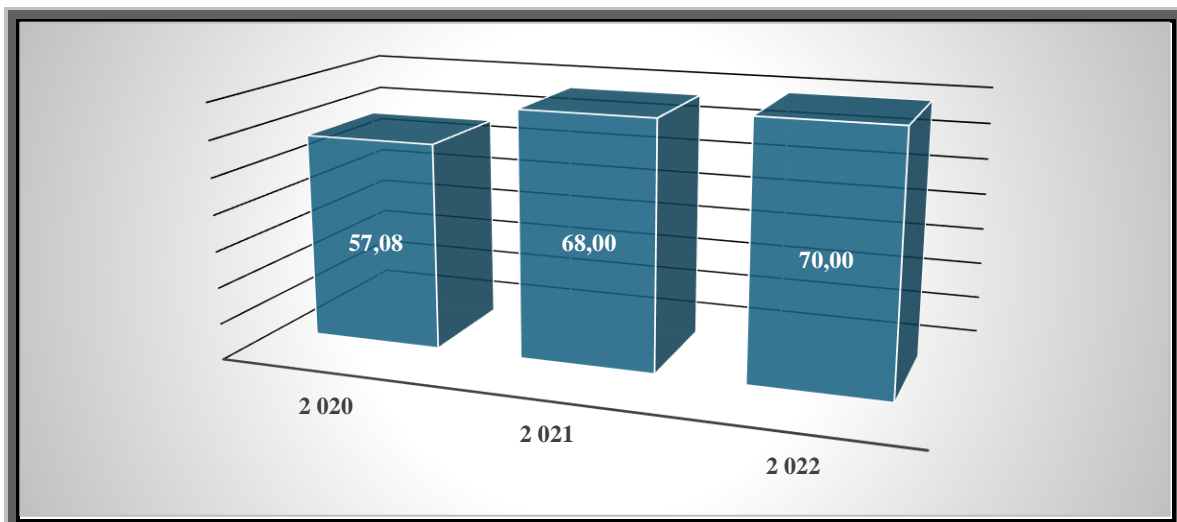
Graphique n°19 : Evolution des prévisions ajustées des Recettes Exceptionnelles de 2020 à 2022



❖ Evolution des prévisions ajustées des Produits Financiers de 2020 à 2022

Il s'agit essentiellement de revenus de valeurs mobilières (dividendes des sociétés minières et autres sociétés). Les prévisions ajustées des produits financiers ont enregistré une légère hausse de 2020 à 2022. En effet, elles sont passées de 57,08 milliards de FCFA en 2020 à 68 milliards de FCFA en 2021 pour enregistrer en 2022 un montant de 70 milliards de FCFA.

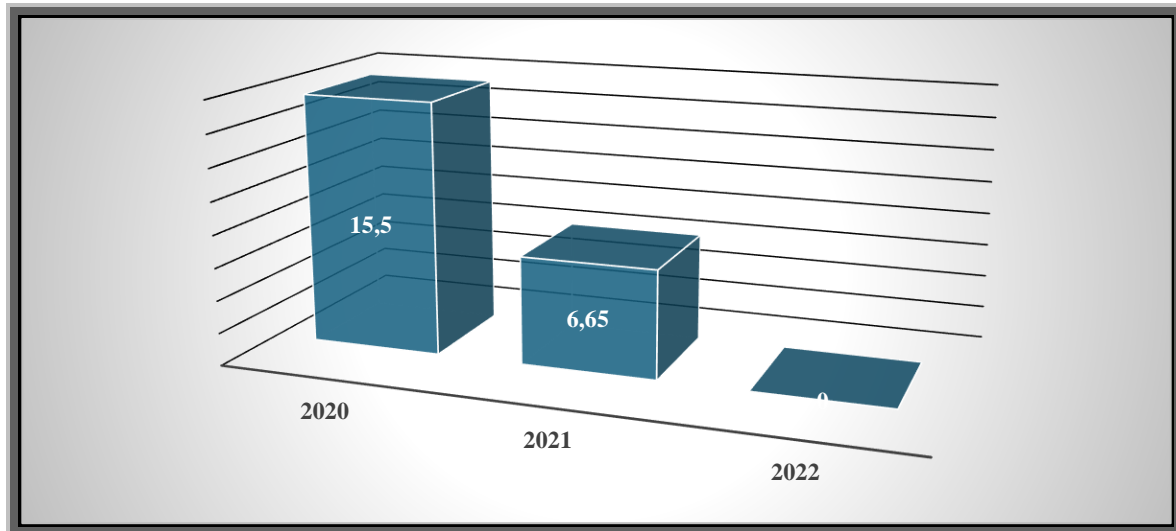
Graphique n°20 : Evolution des prévisions ajustées des Produits Financiers



❖ Evolution des prévisions ajustées des Fonds de Concours de 2020 à 2022

Ils sont constitués d'une partie des Dons programme et Legs. Les prévisions ajustées des fonds de concours sont passées de 15,50 milliards de FCFA en 2020 à 6,65 milliards de FCFA en 2021 pour 0 FCFA en 2022.

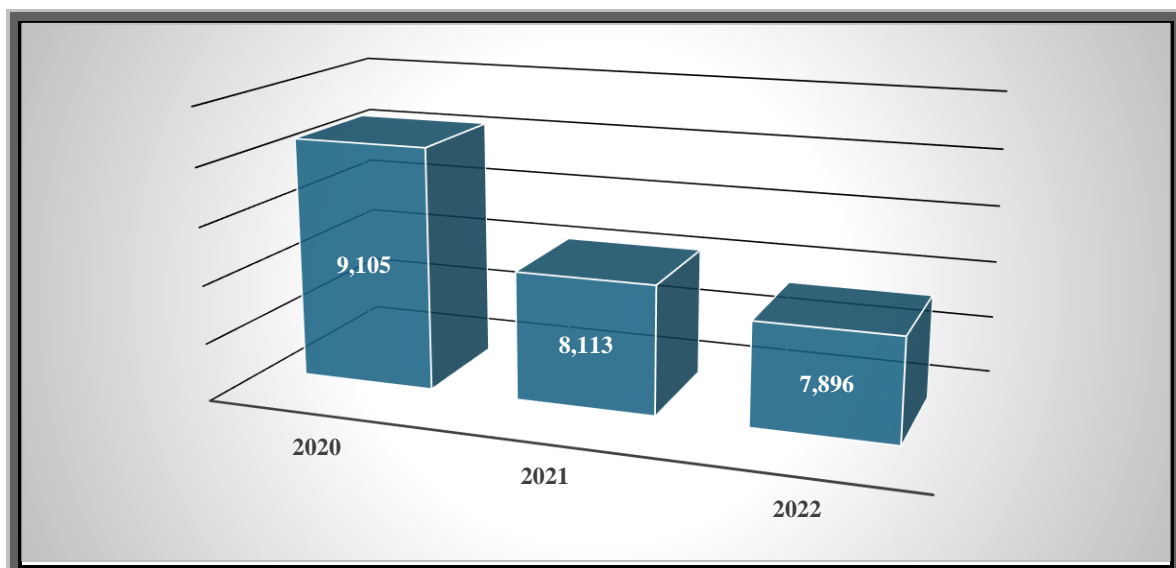
Graphique n°21: Evolution des prévisions ajustées des fonds de concours



1.4.5.2. Evolution des Prévisions ajustées des Budgets Annexes de 2020 à 2022

Pour la période sous revue, les prévisions des Budgets Annexes sont passées de 9,105 milliards de FCFA en 2020 à 8,113 milliards de FCFA en 2021 et à 7,896 milliards de FCFA en 2022.

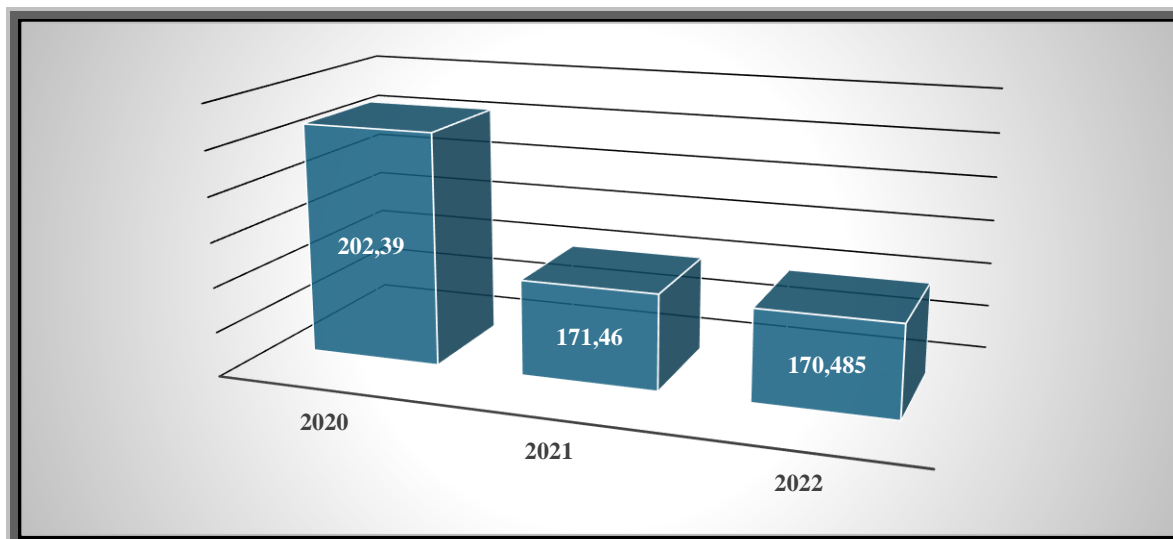
Graphique n°22 : Evolution des prévisions des Budgets Annexes



1.4.5.3. Evolution des prévisions ajustées des Comptes Spéciaux du Trésor de 2020 à 2022

Les prévisions des Comptes Spéciaux du Trésor ont évolué sensiblement à la baisse, passant ainsi de 202,39 milliards de FCFA en 2020 à 171,46 milliards de FCFA en 2021 et à 170,485 milliards de FCFA en 2022.

Graphique n°23 : Evolution des prévisions ajustées des CST de 2020 à 2022



1.4.6 : Comparaison des prévisions rectifiées des recettes budgétaires de 2021 aux prévisions initiales des recettes budgétaires de 2022 et par service d'assiette

Tableau n°11 : Comparaison des prévisions rectifiées des recettes budgétaires 2021 aux prévisions initiales 2022 par service d'assiette

| Services | Prévisions rectifiées de 2021 (a) | Prévisions initiales de 2022 (b) | Ecart c=b-a | Taux de variation | Proportion par service d'assiette et de recouvrement dans les ressources de la LFI2022 en % |
|--|--------------------------------------|-------------------------------------|----------------|-------------------|---|
| Direction Générale des Douanes (DGD) | 656,200 | 721,289 | 65,09 | 9,92% | 35,75% |
| Direction Générale des Impôts (DGI) | 987,122 | 1 061,937 | 74,81 | 7,58% | 52,64% |
| Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DNTCP) | 50,292 | 58,182 | 7,89 | 15,69% | 2,88% |
| Direction Nationale des Domaines (DND) | 195,450 | 171,051 | -24,40 | -12,48% | 8,48% |
| Direction Générale de l'Administration des Biens de l'Etat (DGABE) | 80,000 | 0,000 | - | - | - |
| Direction Générale de la Dette Publique (DGDP) | 5,114 | 4,883 | 0,23 | -4,52% | 0,24% |
| TOTAL | 1 974,178 | 2 017,342 | 43,16 | 2,19% | 100,00% |

L'examen du tableau montre une augmentation des prévisions initiales de recettes budgétaires des services d'assiette et de recouvrement de 43,16 milliards de FCFA en 2022 par rapport aux prévisions ajustées de 2021. Cette augmentation, malgré des diminutions voire des annulations enregistrées chez certains services, est due en grande partie aux progrès réalisés au niveau de :

- la DGD avec 65,09 milliards d'augmentation , soit 9,92% d'accroissement ;
- la DGI avec 74,81 milliards d'augmentation , soit 7,58% d'accroissement ;
- la DNTCP avec 7,89 milliards d'augmentation , soit 15,69% d'accroissement.

En outre, il ressort de la lecture du tableau ci-dessus que dans les prévisions initiales de recettes budgétaires 2022 de **2 017,342** milliards de FCFA, la DGI vient en tête avec une contribution de **1 061,937** milliards de FCFA représentant **52,64%** des recettes budgétaires prévisionnelles totales, suivie de la DGD avec **721,289** milliards de FCFA de contribution représentant **35,75%** des recettes totales.

Observation n°04

Il est demandé au MEF d'expliquer :

- ***la diminution en 2022 des prévisions initiales de recettes de 24,40 milliards de FCFA soit un taux de régression de 12,48% observée au niveau de la Direction Nationale des Domaines (DND) ;***
- ***l'absence de prévision initiale de recettes au niveau de la DGABE en 2022.***

Réponse du MEF

Les différentes baisses s'expliquent respectivement par :

- la non-reconduction systématique de la prévision de vente de la licence téléphonique à un quatrième opérateur ;
- la non-reconduction systématique de la prévision de cession d'une partie des parts de l'Etat dans les actions de la SOTELMA.

Le taux de régression s'explique par les effets combinés de la correction des objectifs de 2021, grevés par le montant (50 milliards de F CFA) relatif à la quatrième licence non attribuée ainsi que de la prise en compte de l'impact budgétaire des crises sanitaires et sécuritaires sur la mobilisation de recettes des structures.

Appréciation de la Cour

La Cour prend acte des réponses fournis par le MEF.

1.4.7 Comparaison des prévisions rectifiées des recettes budgétaires de 2022 aux prévisions initiales des recettes budgétaires de 2022 et par service d'assiette

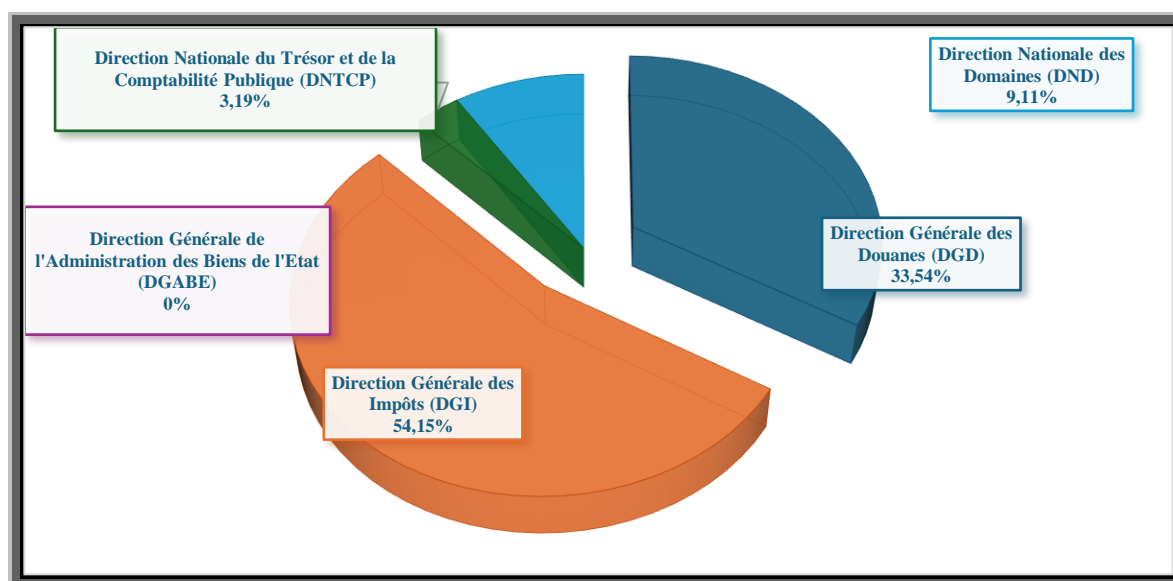
Tableau n°12 : Comparaison des prévisions rectifiées des recettes budgétaires de 2022 aux prévisions initiales des recettes budgétaires de 2022 et par service d'assiette

| Services | Prévisions initiales de 2022 (a) | Prévisions rectifiées de 2022 (b) | Ecart c=b-a | Taux de variation | Proportion par service d'assiette et de recouvrement dans les ressources de la LFI2022 en % |
|--|-------------------------------------|--------------------------------------|----------------|-------------------|---|
| Direction Générale des Douanes (DGD) | 721,289 | 611,290 | -110,00 | -15,25% | 33,45% |
| Direction Générale des Impôts (DGI) | 1 061,937 | 986,940 | -75,00 | -7,06% | 54,01% |
| Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DNTCP) | 58,182 | 58,182 | 0,00 | 0,00% | 3,18% |
| Direction Nationale des Domaines (DND) | 171,051 | 166,051 | -5,00 | -2,92% | 9,09% |
| Direction Générale de l'Administration des Biens de l'Etat (DGABE) | 0,000 | 0,000 | 0,00 | 0,00% | 0,00% |
| Direction Générale de la Dette Publique (DGDP) | 4,883 | 4,883 | 0,00 | 0,00% | 0,27% |
| TOTAL | 2 017,342 | 1 827,346 | -190,00 | -9,42% | 100,00% |

Il ressort du tableau précédent que les prévisions de recettes ajustées en 2022 ont connu une diminution de 190 milliards de FCFA par rapport aux prévisions initiales. Cette diminution est observée au niveau de la :

- DGD avec une diminution de 110 milliards soit un taux de régression de 15,25% ;
- DGI avec 75 milliards de diminution représentant un taux de 7,06% de régression ;
- DND avec 5 milliards de diminution représentant un taux de régression de 2,92%.

Graphique 24 : Proportion par service d’assiette et de recouvrement dans les prévisions de recettes budgétaires totales ajustée de 2022



II. Analyse de la situation d’exécution des ressources de l’Etat

Il est à rappeler que les ressources inscrites au budget d’Etat sont constituées des recettes budgétaires et des ressources de trésorerie.

La situation de l’exécution des ressources de l’Etat en 2022 est retracée dans le tableau suivant :

Tableau n°13 : Comparaison des prévisions, émissions et recouvrements des ressources de l’Etat (en milliards de FCFA) en 2022

| Ressources de l’Etat | Prévisions Ajustées (a) | Emissions (b) | Recouvrements (c) | Taux d’émission b/a | Restes à recouvrer/à réaliser b-c | Taux de Réalisation (c/a) | Taux de recouvrement (c/b) |
|--------------------------|----------------------------|------------------|----------------------|------------------------|--------------------------------------|------------------------------|-------------------------------|
| Recettes budgétaires | 1 982,440 | 2 179,858 | 1 932,489 | 109,96 | 247,369 | 97,48 | 88,65 |
| Ressources de trésorerie | 255,127 | 255,127 | 87,637 | 100,00 | 167,490 | 34,35 | 34,35 |
| Total | 2 237,567 | 2 434,985 | 2 020,126 | 108,823 | 414,859 | 90,282 | 82,963 |

Il ressort de l’analyse du tableau ci-dessus que pour des prévisions ajustées de ressources totales de l’Etat chiffrées à 2 237,567 milliards de FCFA en 2022, un montant total de 2 434,985 milliards de FCFA a été émis sur lequel les recouvrements se sont chiffrés à 2 020,126 milliards de FCFA représentant un taux de recouvrement de 82% soit des restes à recouvrer de 414,859 milliards de FCFA. Cette situation se décline tel qu’il suit :

- sur 1 982,440 milliards de prévisions rectifiées les recettes budgétaires en 2022, 2 179, 858 milliards de FCFA ont été émis sur lesquels 1 932,489 milliards de FCFA ont été recouverts soit des restes à recouvrer de 247, 409 milliards de FCFA représentant un taux de recouvrement de 88,65% ;
- au titre des ressources de trésorerie, sur des prévisions rectifiées de 255,127 milliards de FCFA, 255,127 milliards de FCFA ont été émis sur lesquels 87,637 milliards de FCFA ont été recouverts soit un taux de recouvrement de 34,35%.

Observation n°5 :

Il est demandé au MEF d'expliquer le faible taux de recouvrement de 34,35% des ressources de Trésorerie.

Réponse du MEF

Les ressources de trésoreries dans la nomenclature de la Direction générale des Domaines et du Cadastre correspondent aux aliénations d'immeubles. Le niveau bas de recouvrement de la rubrique s'explique par le non-reversement des produits issus de la vente des bâtiments administratifs effectuée par l'ACI ainsi que le non-paiement par les compagnies téléphoniques (ORANGE-Mali et MALITEL) des autorisations de paiement à elles délivrées dont le montant avoisine le quatre (04) milliards de FCFA.

Il faut noter aussi à ce niveau l'ampleur de la prévision sur les rubriques concernées. En effet, les prévisions sont largement au-delà des potentialités réelles de la DGDC. Celles-ci sont élaborées sur la base du niveau des réalisations des années antérieures auxquelles est appliqué un pourcentage de progression des recettes ordinaires qui tiennent compte du contexte économique du moment.

C'est pourquoi, il est difficile de faire de bonnes prévisions en matière de vente de biens immeubles et meubles car aucun dispositif législatif et réglementaire n'oblige les détenteurs de ces biens à transformer les titres provisoires en titres définitifs de propriété, alors que c'est à la suite de ces opérations que la DGDC réalise lesdites recettes.

En 2022, les prévisions de réalisation des ressources de trésorerie ont été évaluées à 255,127 milliards de FCFA dont un report de trésorerie de 142,013 milliards de FCFA. Ce montant correspond au décaissement de prêt en 2021 par le FMI dans le cadre de la Facilité Rapide de Crédit (FRC). Cette trésorerie disponible en 2021, a été inscrite dans le budget 2022. Par conséquent, les ressources de trésorerie réellement mobilisées en 2022 se chiffrent à 229,651 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 90,01%. Le reste à réaliser de 25,476 milliards de FCFA est imputable aux produits provenant de la cession des actifs et des emprunts projets.

Appréciation de la Cour

La Cour prend acte des éléments de réponse donnés par le MEF.

Recommandation n° 01

La Cour recommande au MEF la mise en œuvre de tout le dispositif légal afin de contraindre les acquéreurs de bâtiments administratifs de verser au Trésor public les montants qu'ils doivent.

2.1. Analyse de la situation d'exécution des recettes budgétaires

Les recettes du budget d'Etat comprennent :

- ❖ les recettes du budget général,
- ❖ les recettes des budgets annexes,
- ❖ les recettes des Comptes Spéciaux du Trésor .

2.1.1. Situation d'exécution des recettes du Budget Général

La situation d'exécution des recettes par nature de budget est retracée dans le tableau suivant :

Tableau n° 14 : Situation d'exécution par nature de budget détaillée des recettes (en milliards de FCFA)

| Nature des recettes | Prévisions | Emissions | Recouvrements | Restes à recouvrer | Taux d'émission | Taux de recouvrement |
|--------------------------------------|------------------|------------------|------------------|--------------------|-----------------|----------------------|
| 1-Budget Général | 1 804,059 | 2 045,941 | 1 799,091 | 246,850 | 113,41% | 87,93% |
| 1.1. Dons projets et Legs | 90,000 | 33,024 | 33,024 | - | 36,69% | 100,00% |
| 1.2. Recettes fiscales | 1 608,612 | 1 892,134 | 1 645,284 | 246,850 | 117,63% | 86,95% |
| 1.3. Recettes non fiscales | 14,459 | 24,774 | 24,774 | - | 171,34% | 100,00% |
| 1.4. Dons programmes et Legs | 11,732 | 10,073 | 10,073 | - | 85,86% | 100,00% |
| 1.4.1 dont ABS | 7,910 | 3,801 | 3,801 | - | 48,05% | 100,00% |
| 1.4.2 dont ABG | - | 6,272 | 6,272 | - | 0,00% | 100,00% |
| 1.5. Recettes exceptionnelles | 9,256 | 9,257 | 9,257 | - | 100,01% | 100,00% |
| 1.6. Produits financiers | 70,000 | 76,679 | 76,679 | - | 109,54% | 100,00% |
| 2. Budgets Annexes | 7,896 | 5,947 | 5,429 | 0,518 | 75,32% | 91,29% |
| Recettes non fiscales | 7,896 | 5,947 | 5,429 | 0,518 | 75,32% | 91,29% |
| 3. Comptes Spéciaux du Trésor | 170,485 | 127,970 | 127,970 | - | 75,06% | 100,00% |
| 3.1. Recettes fiscales | 149,219 | 118,490 | 118,490 | - | 79,41% | 100,00% |

| | | | | | | |
|---|------------------|------------------|------------------|----------------|----------------|---------------|
| 3.2. Recettes non fiscales | 3,510 | 1,251 | 1,251 | - | 35,64% | 100,00% |
| 3.3. Transferts reçus d'autres budgets | 17,756 | 8,229 | 8,229 | - | 46,34% | 100,00% |
| 3.4. Dons Programmes et Legs | - | - | - | - | 0,00% | 0,00% |
| Total recettes budgétaires | 1 982,440 | 2 179,858 | 1 932,490 | 247,368 | 109,96% | 88,65% |

- Le tableau fait ressortir qu'il y a eu plus d'émissions de ressources que de prévisions rectifiées. Autrement dit, les prévisions rectifiées des recettes budgétaires de l'Etat arrêtées à 1 982,440 milliards de FCFA ont été exécutées en termes d'émission à hauteur de 2 179,858 milliards de FCFA soit un taux d'émission de 109,96%.

Par contre, ces émissions ont été recouvrées à hauteur de 1 932,490 milliards de FCFA d'où des restes à recouvrer de 247,368 milliards de FCFA, soit un taux de recouvrement de 88,65%.

- Il ressort également de l'examen de ce tableau que sur une prévision des recettes du budget général d'un montant de 1 804,059 milliards de FCFA, 2 045,9414 milliards de FCFA ont été émis soit un taux d'émission de 113,41%, sur lequel un montant de 1 799,091 milliards de FCFA a été recouvré, soit un taux de recouvrement de 87,93%.

Il est à noter que le taux d'émission élevé de 113,41% des recettes du budget général est essentiellement lié à :

- ✓ l'émission de 117,63% observée au niveau des Recettes fiscales ;
- ✓ l'émission de 171,34% observée au niveau des recettes non fiscales ;
- ✓ l'émission de 109,54% observée au niveau des produits financiers.

Toutefois, le taux de recouvrement de 87,93% du budget général a engendré des restes à recouvrer de 246,850 milliards de FCFA observés au niveau des recettes fiscales nettes.

Au titre des budgets annexes, il ressort que pour des prévisions ajustées de 7,896 milliards de FCFA les émissions ont été de 5,947 milliards de FCFA soit un taux d'émission de 75,32%, sur lesquelles 5,429 milliards ont été recouvrées soit un taux de recouvrement de 91,29%.

Les Comptes Spéciaux du Trésor, il prévus pour 170,485 milliards de FCFA, enregistrent le montant de 127,970 milliards de FCFA émis et recouvrés, soit respectivement un taux d'émission et de recouvrement de 75,06%, et 100%.

Observation n°6

Il est demandé au MEF d'expliquer :

- la baisse de la prévision des recettes budgétaires qui passent de 2 130,721 milliards de FCFA dans le budget initial à 1 982,440 milliards de FCFA dans le budget rectifié soit un taux de 7,48% de diminution ;

- et la hausse significative des émissions de recettes qui se chiffrent à 2 179,858 milliards de FCFA par rapport aux prévisions rectifiées de 1 982,44 milliards de FCFA en 2022 soit un taux de 109,96%.

Réponse du MEF

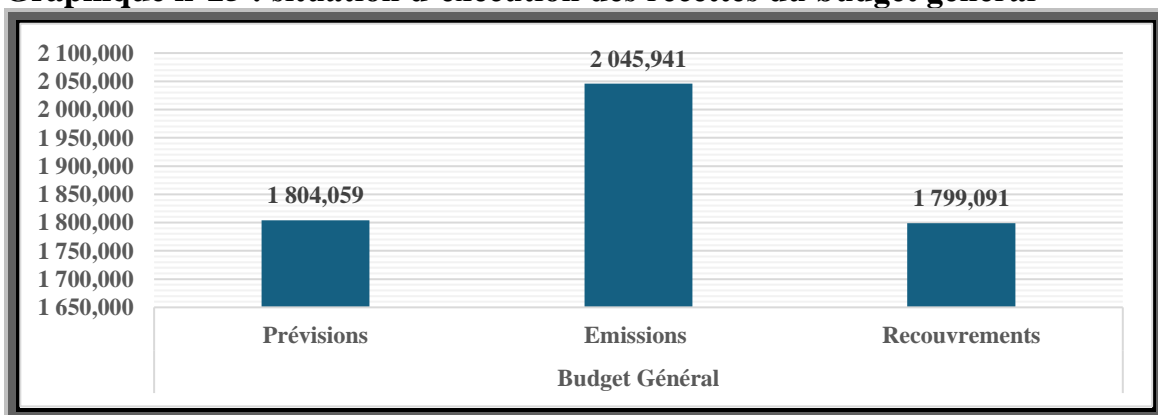
La diminution de la prévision des recettes budgétaires entre la Loi de Finances initiale et celle rectifiée de 2022 s'explique par la prise en compte des effets des sanctions économiques et financières imposées par la CEDEAO et l'UEMOA à compter de janvier 2022 et des conséquences de la crise en Ukraine déclenchée à partir du premier trimestre 2022.

Les émissions de la DGI au titre de l'exercice 2022 s'élèvent à 1 226,550 milliards de FCFA contre une prévision de 986,940 milliards de FCFA et une réalisation de 990,464 milliards de FCFA. Cette hausse significative des émissions de recettes par rapport aux prévisions s'explique par les efforts du service notamment en termes de redressements, toutes choses qui se reflètent dans les émissions, les prévisions 2022 n'étant pas en cause car établies conformément aux méthodes d'usage (taux de croissance de l'économie, déflateur, Impact des réformes fiscales)

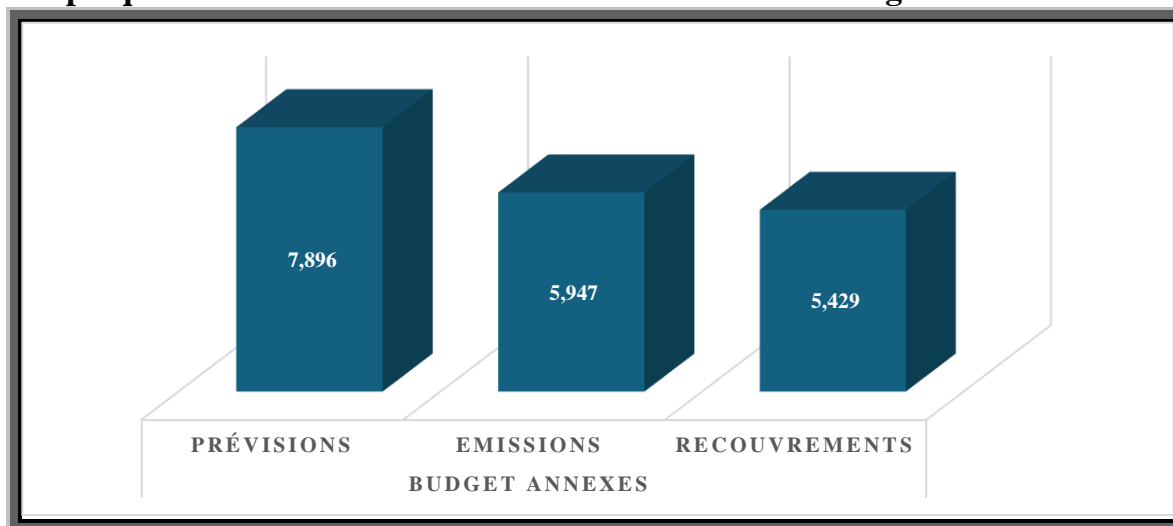
Appréciation de la Cour

La Cour prend acte des explications données par le MEF.

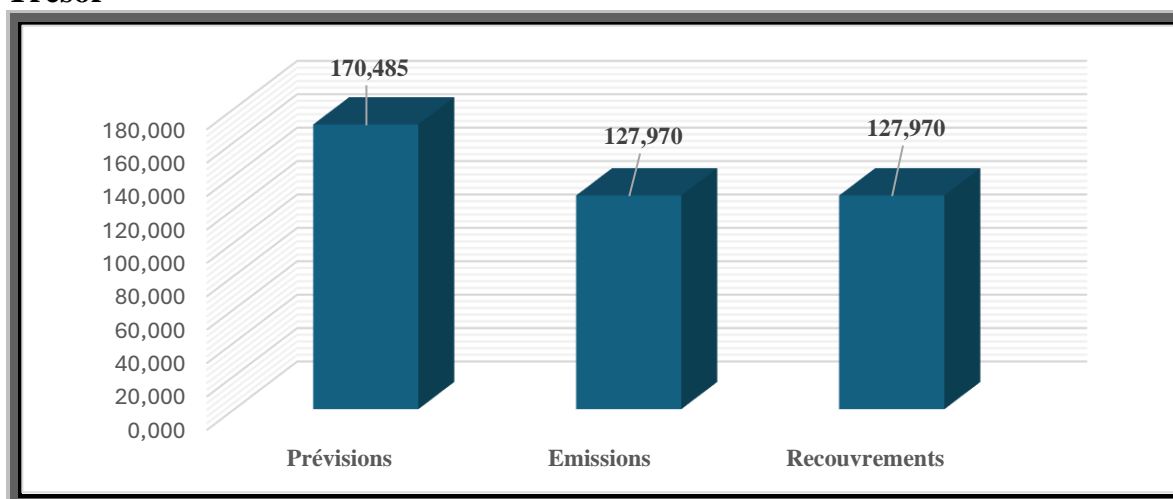
Graphique n°25 : situation d'exécution des recettes du budget général



Graphique n°26 : situation d'exécution des recettes des budgets annexes



Graphique n°27 : Situation d'exécution des recettes des Comptes Spéciaux du Trésor



La situation de l'exécution des recettes par type de budget et par nature de recettes s'analyse comme suit :

2.1.1.1. Analyse de la situation d'exécution des recettes du budget général

Les recettes du budget général sont composées des :

- ❖ Dons Projets et Legs (BSI) ;
- ❖ Recettes fiscales ;
- ❖ Recettes non fiscales ;
- ❖ Dons Programmes et Legs (ABG, ABS et Fonds de concours) ;
- ❖ Recettes exceptionnelles ;
- ❖ Produits financiers.

La situation d'exécution des recettes du budget général est retracée dans le tableau suivant :

Tableau n°15 : Comparaison des Prévisions, émissions et recouvrements des natures de recettes du Budget Général

| Intitulés | Prévisions a | Emissions b | Recouvrements c | RAR d = b-c | Taux d'émission e= b/a | Taux de recouvrement f = c/b |
|-----------------------------|------------------|------------------|--------------------|----------------|------------------------------|------------------------------------|
| Dons Projets et Legs (BSI) | 90 | 33,024 | 33,024 | 0 | 36,69 | 100,00 |
| Recettes fiscales | 1608,612 | 1892,134 | 1645,284 | 246,85 | 117,63 | 86,95 |
| Recettes non fiscales | 14,459 | 24,774 | 24,774 | 0 | 171,34 | 100,00 |
| Dons Programmes et Legs : | 11,732 | 10,072 | 10,072 | 0 | 85,85 | 100,00 |
| - ABG | 0 | 6,271 | 6,271 | 0 | - | 100,00 |
| - ABS | 7,91 | 3,801 | 3,801 | 0 | 48,05 | 100,00 |
| - Fonds de concours | 3,822 | 0 | 0 | 0 | 0,00 | - |
| Recettes exceptionnelles | 9,256 | 9,256 | 9,256 | 0 | 100,00 | 100,00 |
| Produits Financiers | 70 | 76,679 | 76,679 | 0 | 109,54 | 100,00 |
| Total Budget Général | 1 804,059 | 2 045,939 | 1 799,089 | 246,85 | 113,41 | 87,93 |

La comparaison des prévisions, émissions et recouvrements des rubriques du budget général se présente comme suit :

a. Dons projets et Legs (BSI)

Les prévisions de Dons Programmes et Projets et Legs sont constituées des dons des institutions internationales, des gouvernements étrangers et des particuliers. Les émissions de ressources en 2022 au titre des dons et legs (programmes et des projets réunis) ont été globalement arrêtées à 43,097 milliards de FCFA sur une prévision totale de 101,731 milliards de FCFA soit un taux d'émission de 42,36%. Ces émissions ont été recouvrées à hauteur de 43,097 milliards de FCFA soit un taux de recouvrement de 100%.

Ces dons programmes et projet et legs se décomposent comme suit :

1) **Les appuis projets (BSI financement extérieurs) :**

Ils prévoient un montant ajusté de 90 milliards de FCFA en 2022, sur lequel 33,024 milliards de FCFA ont été émis soit un taux d'émission de 36,69%. Ces émissions ont été encaissées à hauteur de 100% ;

2) **Les appuis budgétaires sectoriels (ABS) :**

Les ressources prévues pour ces appuis étaient chiffrées 7,910 milliards de FCFA sur lequel 3,801 milliards de FCFA ont été émis soit un taux d'émission de 48,05%. Ces émissions ont été encaissées à hauteur de 100%.

Les appuis budgétaires sectoriels sont consentis par les Partenaires Techniques et Financiers ci-après :

- Suisse pour un décaissement de 0,941 milliards de FCFA ;
- Agence Française pour le Développement (AFD) /PAAMEFIP pour une prévision ajustée de 2,346 milliards de FCFA ;
- Report ABS Santé Canada pour une prévisions ajustée 1,640 milliards de FCFA ;
- Report ABS Education Canada pour une prévisions ajustée 1,086milliards de FCFA ;

- Agence Luxembourgeoise pour la coopération au Développement (Lux Dev/ABSD) pour un montant encaissé de 2,860 milliards de FCFA.

3) L'Appui Budgétaire Général (ABG)

Inscrit au niveau des recettes budgétaires, l'Appui Budgétaire Général (ABG) est constitué uniquement de dons.

En 2022, aucune prévision n'a été faite au titre de l'ABG n'a été prévu. Cependant, le tableau montre qu'un montant de 6,272 milliards a été émis et entièrement décaissé sur fonds d'appui de la Banque Mondiale dans le cadre de la lutte contre la maladie à Covid-19.

En effet, ce fonds de concours avait été initié en 2020 dans le cadre de la lutte contre cette maladie.

b. Comparaison des prévisions, émissions et recouvrements des recettes fiscales

Composées d'Impôts Directs (impôts sur les revenus, bénéfiques et gains en capital, impôts sur les salaires versés et autres rémunérations, impôts sur le patrimoine et autres impôts directs) et d'Impôts Indirects (impôts et taxes intérieurs sur biens et services, droits de timbres et d'enregistrement, droits et taxes à l'importation et autres recettes fiscales), les recettes fiscales en prévisions, émissions et recouvrements sont présentées dans le tableau suivant :

Tableau n°16 : Comparaison des prévisions, émissions et recouvrements des recettes fiscales (en milliers de FCFA)

| Intitulés | Prévisions (a) | Emissions (b) | Recouvrements (c) | Reste à recouvrer d=b-c | Taux d'émission e=b/a | Taux de recouvrement f=c/b |
|---|------------------------|------------------------|------------------------|----------------------------|-----------------------------|----------------------------------|
| RECETTES FISCALES | | | | | | |
| Impôts sur les revenus, les bénéfiques et les gains en capital | 546 747 000 000 | 658 909 562 651 | 526 290 858 748 | 132 618 703 903 | 120,51% | 79,87% |
| Impôt sur les bénéfiques industriels et commerciaux (BIC) | 6 485 000 000 | 15 717 963 316 | 8 253 414 492 | 7 464 548 824 | 242,37% | 52,51% |
| <i>BIC secteur privé (Impôts)</i> | 3 965 000 000 | 13 960 646 827 | 6 496 098 003 | 7 464 548 824 | 352,10% | 46,53% |
| <i>Vignettes synthétiques (54,37%)</i> | 2 520 000 000 | 1 757 316 489 | 1 757 316 489 | 0 | 69,73% | 100,00% |
| Impôts sur les sociétés (IS) | 361 735 000 000 | 435 221 074 031 | 332 867 475 795 | 102 353 598 236 | 120,31% | 76,48% |
| <i>Impôts sur les sociétés (IS Privé)</i> | 332 097 000 000 | 400 009 446 150 | 297 655 847 914 | 102 353 598 236 | 120,45% | 74,41% |
| <i>Retenue Art. 94 à 98 CGI</i> | 302 000 000 | 215 847 151 | 215 847 151 | 0 | 71,47% | 100,00% |
| <i>Retenue Art. 49 CGI et Art. 440 LPF</i> | 22 871 000 000 | 34 965 886 840 | 34 965 886 840 | 0 | 152,88% | 100,00% |
| <i>Impôt sur les sociétés (IS Etat)</i> | 6 465 000 000 | 29 893 890 | 29 893 890 | 0 | 0,46% | 100,00% |
| Impôt sur les revenus | 148 413 000 000 | 171 299 337 791 | 150 637 100 156 | 20 662 237 635 | 115,42% | 87,94% |
| <i>Impôt sur les revenus / créances et dépôts (IRCD)</i> | 4 695 000 000 | 6 794 481 719 | 5 683 997 241 | 1 110 484 478 | 144,72% | 83,66% |
| <i>ITS retenue Secteur Privé</i> | 118 714 000 000 | 127 413 992 183 | 109 997 339 227 | 17 416 652 956 | 107,33% | 86,33% |
| <i>ITS retenue Secteur Public</i> | 21 323 000 000 | 31 104 943 400 | 31 104 943 400 | 0 | 145,88% | 100,00% |

| | | | | | | |
|--|------------------------|------------------------|------------------------|----------------------|----------------|----------------|
| <i>Impôt sur les revenus fonciers</i> | 3 681 000 000 | 5 985 920 489 | 3 850 820 288 | 2 135 100 201 | 162,62% | 64,33% |
| Impôt sur revenus des valeurs immobilières (IRVM) | 0 | 0 | 0 | 0 | - | - |
| <i>Taxe spéciale de réévaluation d'immobilisations</i> | 0 | 0 | 0 | 0 | - | - |
| Impôt sur revenus des valeurs mobilières (IRVM) | 30 114 000 000 | 36 671 187 513 | 34 532 868 305 | 2 138 319 208 | 121,77% | 94,17% |
| <i>Impôt sur les revenus des valeurs mobilières (IRVM)</i> | 30 114 000 000 | 36 671 187 513 | 34 532 868 305 | 2 138 319 208 | 121,77% | 94,17% |
| Pénalités sur impôts directs | 0 | 0 | 0 | 0 | - | - |
| <i>Pénalités sur impôts directs</i> | 0 | 0 | 0 | 0 | - | - |
| Impôts sur les salaires versés et autres rémunérations | 6 219 000 000 | 17 884 817 671 | 14 881 924 101 | 3 002 893 570 | 287,58% | 83,21% |
| Impôt sur les traitements et salaires | 6 219 000 000 | 17 884 817 671 | 14 881 924 101 | 3 002 893 570 | 287,58% | 83,21% |
| <i>Contribution forfaitaire</i> | 6 219 000 000 | 17 884 817 671 | 14 881 924 101 | 3 002 893 570 | 287,58% | 83,21% |
| Autres impôts sur le patrimoine | 5 350 000 000 | 2 935 172 336 | 2 935 172 336 | 0 | 54,86% | 100,00% |
| <i>Taxe sur la plus-value de cession</i> | 4 950 000 000 | 2 925 407 051 | 2 925 407 051 | 0 | 59,10% | 100,00% |
| <i>Taxe sur les frais d'édilité</i> | 400 000 000 | 9 765 285 | 9 765 285 | 0 | 2,44% | 100,00% |
| Autres impôts directs | 101 089 000 000 | 115 400 392 184 | 115 400 392 184 | 0 | 114,16% | 100,00% |
| Taxes sur les contrats d'assurances | 0 | 0 | 0 | 0 | - | - |
| <i>Taxes sur les contrats d'assurances</i> | 0 | 0 | 0 | 0 | - | - |
| Taxe Ad Valorem (E/ses minières) DNDC | 50 500 000 000 | 61 668 473 067 | 61 668 473 067 | 0 | 122,12% | 100,00% |
| <i>Taxe Ad Valorem / E/ses minières)</i> | 50 000 000 000 | 61 527 063 997 | 61 527 063 997 | 0 | 123,05% | 100,00% |
| <i>Taxe d'extraction</i> | 500 000 000 | 141 409 070 | 141 409 070 | 0 | 28,28% | 100,00% |
| Taxe sur les activités financières (TAF) | 0 | 0 | 0 | 0 | - | - |
| <i>Taxe sur les activités financières</i> | 0 | 0 | 0 | 0 | - | - |
| Pénalités | 3 775 000 000 | 5 611 383 743 | 5 611 383 743 | 0 | 148,65% | 100,00% |
| <i>CPS sur l'or</i> | 0 | 0 | 0 | 0 | - | - |
| <i>Pénalités sur les impôts directs</i> | 1 174 000 000 | 5 611 383 743 | 5 611 383 743 | 0 | 477,97% | 100,00% |
| <i>Intérêts de retards/impôts directs</i> | 2 601 000 000 | 0 | 0 | 0 | 0,00% | - |
| Taxes sur transports | 2 947 000 000 | 1 841 477 658 | 1 841 477 658 | 0 | 62,49% | 100,00% |
| <i>Taxes sur les transporteurs routiers</i> | 2 947 000 000 | 1 841 477 658 | 1 841 477 658 | 0 | 62,49% | 100,00% |
| Taxes sur véhicules | 3 889 000 000 | 3 808 478 000 | 3 808 478 000 | 0 | 97,93% | 100,00% |
| <i>Taxes sur véhicules auto</i> | 3 889 000 000 | 3 808 478 000 | 3 808 478 000 | 0 | 97,93% | 100,00% |
| Recettes sur exercices antérieurs | 39 978 000 000 | 42 470 579 716 | 42 470 579 716 | 0 | 106,23% | 100,00% |
| <i>Recettes sur exercices antérieurs / Ex. précédents/impôts directs</i> | 4 302 000 000 | 0 | 0 | 0 | 0,00% | - |
| <i>Recettes sur impôts directs / exercices antérieurs</i> | 35 676 000 000 | 42 470 579 716 | 42 470 579 716 | 0 | 119,05% | 100,00% |

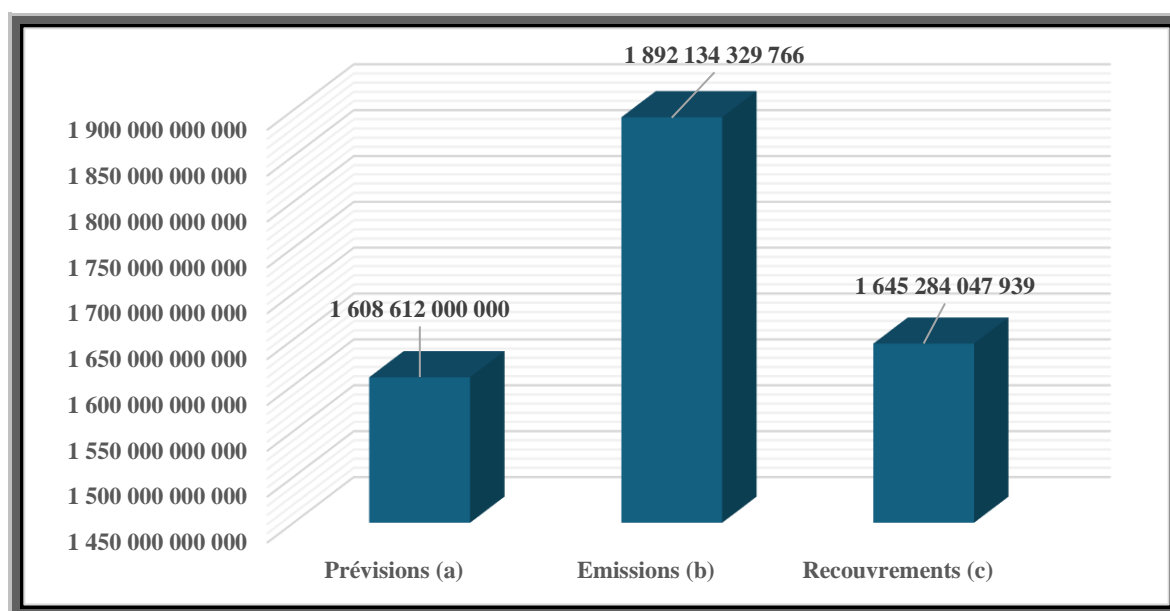
| | | | | | | |
|--|------------------------|------------------------|------------------------|------------------------|----------------|----------------|
| Impôts et taxes intérieurs sur les biens et services | 683 827 579 000 | 847 647 754 083 | 737 333 052 720 | 110 314 701 363 | 123,96% | 86,99% |
| Impôts et taxes intérieurs - TVA - TPS - IAS | 471 867 070 000 | 605 857 988 028 | 511 180 118 679 | 94 677 869 349 | 128,40% | 84,37% |
| <i>TVA Etat</i> | 593 000 000 | 4 830 718 376 | 4 830 718 376 | 0 | 814,62% | 100,00% |
| <i>TVA Privé</i> | 130 253 600 000 | 285 122 261 783 | 197 201 946 759 | 87 920 315 024 | 218,90% | 69,16% |
| <i>TVA dans vignettes synthétiques (33%)</i> | 0 | 0 | 0 | 0 | - | - |
| <i>TVA importations</i> | 341 020 470 000 | 315 905 007 869 | 309 147 453 544 | 6 757 554 325 | 92,64% | 97,86% |
| Autres taxes sur les biens | 83 957 709 000 | 130 186 702 860 | 120 452 450 497 | 9 734 252 363 | 155,06% | 92,52% |
| <i>Taxes sur les véhicules automobiles</i> | 0 | 0 | 0 | 0 | - | - |
| <i>CPS-I-S.C.P / Or</i> | 48 375 000 000 | 62 360 664 386 | 55 719 179 527 | 6 641 484 859 | 128,91% | 89,35% |
| <i>Taxes sur les boissons alcoolisées</i> | 2 539 000 000 | 1 135 462 361 | 1 135 462 361 | 0 | 44,72% | 100,00% |
| <i>Impôt spécial sur boisson gazeux</i> | 3 472 000 000 | 5 741 198 497 | 5 741 198 497 | 0 | 165,36% | 100,00% |
| <i>Impôt spécial sur les boissons</i> | 4 930 551 000 | 4 645 295 379 | 4 645 295 379 | 0 | 94,21% | 100,00% |
| <i>Taxes locales sur les tabacs</i> | 11 424 963 000 | 7 957 275 048 | 6 914 834 970 | 1 042 440 078 | 69,65% | 86,90% |
| <i>Taxes intérieures sur produits pétroliers (TIPP)</i> | 5 899 080 000 | 37 070 953 277 | 35 804 551 479 | 1 266 401 798 | 628,42% | 96,58% |
| <i>Taxes sur les colas</i> | 110 400 000 | 248 166 524 | 206 983 878 | 41 182 646 | 224,79% | 83,41% |
| <i>Taxe sur autres produits</i> | 2 653 715 000 | 2 806 050 313 | 2 063 307 331 | 742 742 982 | 105,74% | 73,53% |
| <i>ISCP sur autres produits</i> | 4 553 000 000 | 8 221 637 075 | 8 221 637 075 | 0 | 180,58% | 100,00% |
| Autres taxes sur les services | 103 686 800 000 | 100 264 646 110 | 94 362 066 459 | 5 902 579 651 | 96,70% | 94,11% |
| <i>Taxes sur les transporteurs routiers</i> | 0 | 0 | 0 | 0 | - | - |
| <i>Taxes sur les contrats d'assurances</i> | 5 856 000 000 | 8 145 889 019 | 8 007 641 311 | 138 247 708 | 139,10% | 98,30% |
| <i>Taxes sur les activités financières</i> | 44 312 000 000 | 49 369 870 300 | 49 369 870 300 | 0 | 111,41% | 100,00% |
| <i>Taxes visites techniques véhicules</i> | 228 300 000 | 194 601 759 | 194 601 759 | 0 | 85,24% | 100,00% |
| <i>PMU-Mali</i> | 22 000 000 000 | 12 220 623 312 | 12 220 623 312 | 0 | 55,55% | 100,00% |
| <i>CASINO</i> | 374 000 000 | 364 361 822 | 364 361 822 | 0 | 97,42% | 100,00% |
| <i>Autorisation de conduire</i> | 95 700 000 | 52 458 000 | 52 458 000 | 0 | 54,82% | 100,00% |
| <i>Taxes sur la délivrance des cartes de transport</i> | 421 300 000 | 304 448 500 | 304 448 500 | 0 | 72,26% | 100,00% |
| <i>Taxes sur la délivrance des cartes grises</i> | 636 900 000 | 624 908 250 | 624 908 250 | 0 | 98,12% | 100,00% |
| <i>Taxes sur la délivrance des permis de conduire</i> | 545 600 000 | 414 995 090 | 414 995 090 | 0 | 76,06% | 100,00% |
| <i>TARTOP (Taxe sur Accès au Réseau de Télécom Ouvert au Public)</i> | 29 217 000 000 | 28 572 490 058 | 22 808 158 115 | 5 764 331 943 | 97,79% | 79,83% |
| Recettes sur exercices antérieurs / impôts indirects | 19 738 000 000 | 9 520 578 767 | 9 520 578 767 | 0 | 48,23% | 100,00% |
| <i>Recettes sur exercices antérieurs / Ex. précédents/impôts indirects</i> | 6 486 000 000 | 0 | 0 | 0 | 0,00% | - |
| <i>Recettes sur impôts indirects / exercices antérieurs</i> | 13 252 000 000 | 9 520 578 767 | 9 520 578 767 | 0 | 71,84% | 100,00% |
| Impôts Synthétiques | 0 | 0 | 0 | 0 | - | - |

| | | | | | | |
|--|------------------------|------------------------|------------------------|-----------------------|-----------------|----------------|
| <i>Taxe synthétique</i> | 0 | 0 | 0 | 0 | - | - |
| Pénalités sur impôts indirects | 4 578 000 000 | 1 817 838 318 | 1 817 838 318 | 0 | 39,71% | 100,00% |
| <i>Pénalités sur impôts indirects</i> | 1 981 000 000 | 1 817 838 318 | 1 817 838 318 | 0 | 91,76% | 100,00% |
| <i>Pénalités sur les droits de timbre et d'enregistrements</i> | 0 | 0 | 0 | 0 | - | - |
| <i>Intérêts de retards / impôts indirects</i> | 2 597 000 000 | 0 | 0 | 0 | 0,00% | - |
| Droits des timbres et d'enregistrement | 54 153 000 000 | 49 671 305 348 | 49 671 305 348 | 0 | 91,72% | 100,00% |
| Droits d'enregistrement | 28 977 000 000 | 26 844 731 525 | 26 844 731 525 | 0 | 92,64% | 100,00% |
| <i>Prélèvements honoraires greffiers (DGI)</i> | 2 000 000 | 2 603 344 | 2 603 344 | 0 | 130,17% | 100,00% |
| <i>Prélèvements honoraires greffiers (DND)</i> | 50 000 000 | 18 715 230 | 18 715 230 | 0 | 37,43% | 100,00% |
| <i>Droits d'enregistrements (DGI)</i> | 11 825 000 000 | 11 382 455 923 | 11 382 455 923 | 0 | 96,26% | 100,00% |
| <i>Droits d'enregistrements (DND)</i> | 17 000 000 000 | 15 410 724 228 | 15 410 724 228 | 0 | 90,65% | 100,00% |
| <i>Taxe sur les locations des particuliers</i> | 100 000 000 | 30 232 800 | 30 232 800 | 0 | 30,23% | 100,00% |
| Droits de conservations de la propriété (DNDC) | 4 500 000 000 | 2 473 666 138 | 2 473 666 138 | 0 | 54,97% | 100,00% |
| <i>Droits de conservations de la propriété</i> | 4 500 000 000 | 2 473 666 138 | 2 473 666 138 | 0 | 54,97% | 100,00% |
| Droits de timbre | 20 670 000 000 | 20 121 562 143 | 20 121 562 143 | 0 | 97,35% | 100,00% |
| <i>Droits de timbres (DGI)</i> | 19 170 000 000 | 19 568 520 372 | 19 568 520 372 | 0 | 102,08% | 100,00% |
| <i>Droits de timbres (DND)</i> | 1 500 000 000 | 553 041 771 | 553 041 771 | 0 | 36,87% | 100,00% |
| Pénalités / Droits d'enregistrement et timbres | 3 000 000 | 27 938 048 | 27 938 048 | 0 | 931,27% | 100,00% |
| <i>Pénalités sur les droits d'enregistrement et timbres</i> | 2 000 000 | 27 938 048 | 27 938 048 | 0 | 1396,90% | 100,00% |
| <i>Intérêts des retards sur les droits d'enregistrement et timbres</i> | 1 000 000 | 0 | 0 | 0 | 0,00% | - |
| Autres droits d'enregistrement | 3 000 000 | 203 407 494 | 203 407 494 | 0 | 6780,25% | 100,00% |
| <i>Droits d'enregistrements et timbres / exercices antérieurs</i> | 3 000 000 | 203 407 494 | 203 407 494 | 0 | 6780,25% | 100,00% |
| Droits et taxes à l'importation | 205 987 221 000 | 195 927 873 552 | 195 013 890 561 | 913 982 991 | 95,12% | 99,53% |
| Droits et taxes à l'importation | 200 834 296 000 | 192 904 695 444 | 190 289 637 664 | 2 615 057 780 | 96,05% | 98,64% |
| <i>Taxe conjoncturelle à l'importation</i> | 128 603 000 | 232 973 357 | 254 420 483 | -21 447 126 | 181,16% | 109,21% |
| <i>Redevances statistiques</i> | 23 456 882 000 | 23 536 177 455 | 22 193 886 684 | 1 342 290 771 | 100,34% | 94,30% |
| <i>Droits de douanes</i> | 177 248 811 000 | 169 135 544 632 | 167 841 330 497 | 1 294 214 135 | 95,42% | 99,23% |
| Autres droits et taxes à l'importation | 5 152 925 000 | 3 023 178 108 | 4 724 252 897 | -1 701 074 789 | 58,67% | 156,27% |
| <i>Amandes et confiscations</i> | 5 125 401 000 | 2 958 014 257 | 4 597 303 968 | -1 639 289 711 | 57,71% | 155,42% |
| <i>Ventes en douanes</i> | 8 639 000 | 16 056 890 | 80 082 090 | -64 025 200 | 185,87% | 498,74% |
| <i>Plombs et imprimés</i> | 1 683 000 | 11 074 750 | 1 276 050 | 9 798 700 | 658,04% | 11,52% |

| | | | | | | |
|--|--------------------------|--------------------------|--------------------------|------------------------|----------------|----------------|
| <i>Droits de magasinage et de dépôts</i> | 17 202 000 | 38 032 211 | 45 590 789 | -7 558 578 | 221,09% | 119,87% |
| <i>Recettes sur exercices antérieurs</i> | 0 | 0 | 0 | 0 | - | - |
| Autres recettes fiscales | 5 239 200 000 | 3 757 451 941 | 3 757 451 941 | 0 | 71,72% | 100,00% |
| Droits de chancellerie | 3 250 500 000 | 2 185 034 711 | 2 185 034 711 | 0 | 67,22% | 100,00% |
| <i>Droits de chancellerie</i> | 3 250 500 000 | 2 185 034 711 | 2 185 034 711 | 0 | 67,22% | 100,00% |
| Taxes sur les établissements classés insalubres et incommodes | 15 400 000 | 29 813 645 | 29 813 645 | 0 | 193,60% | 100,00% |
| <i>Taxes sur les établissements classés insalubres et incommodes</i> | 15 400 000 | 29 813 645 | 29 813 645 | 0 | 193,60% | 100,00% |
| Passeports, cartes d'identité, visas | 1 973 300 000 | 1 542 603 585 | 1 542 603 585 | 0 | 78,17% | 100,00% |
| <i>Passeports et cartes d'identité</i> | 1 973 300 000 | 1 542 603 585 | 1 542 603 585 | 0 | 78,17% | 100,00% |
| <i>Pénalités sur impôts indirects</i> | 0 | 0 | 0 | 0 | - | - |
| <i>Intérêts des retards / Impôts indirects</i> | 0 | 0 | 0 | 0 | - | - |
| Recettes sur exercices Antérieurs | 0 | 0 | 0 | 0 | - | - |
| <i>Recettes sur exercices antérieurs (Impôts Indirects)</i> | 0 | 0 | 0 | 0 | - | - |
| <i>Recettes sur exercices antérieurs (Impôts Directs)</i> | 0 | 0 | 0 | 0 | - | - |
| TOTAL RECETTES FISCALES | 1 608 612 000 000 | 1 892 134 329 766 | 1 645 284 047 939 | 246 850 281 827 | 117,63% | 86,95% |

Le tableau fait ressortir que sur une prévision ajustée de 1 608,612 milliards de FCFA, les recettes fiscales ont fait l'objet d'une émission totale de 1 892,134 milliards de FCFA soit un taux d'émission de 117,63%. Ces émissions ont été recouverts à hauteur de 1 645,284 milliards de FCFA soit un taux de recouvrement des émissions de 86,95%. Comparés aux prévisions ajustées, les recouvrements représentent un taux de réalisation de 102,28%. Il est à noter l'existence au titre de l'exercice 2022, des restes à recouvrer de 246,850 milliards de FCFA.

Graphique n°28 : Comparaison des prévisions aux émissions et aux recouvrements des recettes fiscales



L'analyse des prévisions, des émissions et des recouvrements par rubrique des recettes fiscales se présente comme suit :

❖ **Impôts sur les revenus, les bénéfices et les gains en capital**

Pour des prévisions de 546,747 milliards de FCFA, les émissions se chiffrent à 658,909 milliards de FCFA, soit un taux de 120,51%. Les montants recouverts sont de 526,290 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 96,26% et de recouvrement de 79,87% par rapport aux émissions. Le montant des restes à recouvrer est de 132,619 milliards de FCFA.

Le tableau ci-dessous illustre les prévisions et émissions du poste « impôts sur les revenus, bénéfices et gains en capital ».

Tableau n°17 : comparaison des prévisions, émissions et recouvrements d'Impôts sur les revenus, les bénéfices et les gains en capital (en milliers de FCFA)

| Intitulés | Prévisions (a) | Emissions (b) | Recouvrements (c) | Reste à recouvrer d=b-c | Taux d'émission e=b/a | Taux de recouvrement f=c/b |
|--|-----------------|-----------------|-------------------|-------------------------|-----------------------|----------------------------|
| Impôts sur les revenus, les bénéfices et les gains en capital | | | | | | |
| <i>BIC secteur privé (Impôts)</i> | 3 965 000 000 | 13 960 646 827 | 6 496 098 003 | 7 464 548 824 | 352,10% | 46,53% |
| <i>Vignettes synthétiques (54,37%)</i> | 2 520 000 000 | 1 757 316 489 | 1 757 316 489 | 0 | 69,73% | 100,00% |
| <i>Impôts sur les sociétés (IS Privé)</i> | 332 097 000 000 | 400 009 446 150 | 297 655 847 914 | 102 353 598 236 | 120,45% | 74,41% |
| <i>Retenue Art. 94 à 98 CGI</i> | 302 000 000 | 215 847 151 | 215 847 151 | 0 | 71,47% | 100,00% |
| <i>Retenue Art. 49 CGI et Art. 440 LPF</i> | 22 871 000 000 | 34 965 886 840 | 34 965 886 840 | 0 | 152,88% | 100,00% |
| <i>Impôt sur les sociétés (IS Etat)</i> | 6 465 000 000 | 29 893 890 | 29 893 890 | 0 | 0,46% | 100,00% |

| | | | | | | |
|--|------------------------|------------------------|------------------------|------------------------|----------------|---------------|
| <i>Impôt sur les revenus / créances et dépôts (IRCD)</i> | 4 695 000 000 | 6 794 481 719 | 5 683 997 241 | 1 110 484 478 | 144,72% | 83,66% |
| <i>ITS retenue Secteur Privé</i> | 118 714 000 000 | 127 413 992 183 | 109 997 339 227 | 17 416 652 956 | 107,33% | 86,33% |
| <i>ITS retenue Secteur Public</i> | 21 323 000 000 | 31 104 943 400 | 31 104 943 400 | 0 | 145,88% | 100,00% |
| <i>Impôt sur les revenus fonciers</i> | 3 681 000 000 | 5 985 920 489 | 3 850 820 288 | 2 135 100 201 | 162,62% | 64,33% |
| <i>Taxe spéciale de réévaluation d'immobilisations</i> | 0 | 0 | 0 | 0 | - | - |
| <i>Impôt sur les revenus des valeurs mobilières (IRVM)</i> | 30 114 000 000 | 36 671 187 513 | 34 532 868 305 | 2 138 319 208 | 121,77% | 94,17% |
| <i>Pénalités sur impôts directs</i> | 0 | 0 | 0 | 0 | - | - |
| Total | 546 747 000 000 | 658 909 562 651 | 526 290 858 748 | 132 618 703 903 | 120,51% | 79,87% |

Il ressort de l'analyse du tableau, un faible taux de recouvrement de 46,53% par rapport au taux élevé des émissions 352% se traduisant par des restes à recouvrer de 7,464 milliards de FCFA au niveau de l'impôt sur le BIC du secteur privé en 2022.

Observation n°7 :

Il est demandé au MEF d'expliquer d'une part, au niveau de l'impôt sur le BIC du secteur privé en 2022, le faible taux de recouvrement de 46,53% par rapport au taux élevé des émissions 352% se traduisant par des restes à recouvrer de 7,464 milliards, et de proposer d'autre part, des mesures pour améliorer le taux de recouvrement de cette catégorie d'impôt.

Réponse du MEF

- Cette situation s'explique essentiellement par la performance des services des Impôts notamment, en termes de redressements, toutes choses qui se reflètent dans les émissions. Dans ce cas, le niveau élevé des émissions par rapport aux prévisions et aux recouvrements s'explique par les émissions faites à titre de régularisation sur les redressements qui interviennent généralement en fin d'année à la suite des vérifications de comptabilités et dont les recouvrements sont effectués essentiellement sur l'exercice N+1 ;
- Les mesures pour améliorer le taux de recouvrement de cette catégorie d'impôts portent sur les actions de digitalisations et de simplifications à travers les déclarations et les paiements effectués en lignes.

Appréciation de la Cour

La Cour prend acte des éléments de réponse fournis.

Recommandation n°02

La Cour recommande au MEF de mettre en place les diligences nécessaires pour effectuer à temps les vérifications, les redressements, les émissions et les recouvrements avant la fin de l'année concernée.

❖ **Impôts sur les salaires versés et autres rémunérations**

Les Impôts sur les salaires versés et autres rémunérations sont constitués uniquement des contributions forfaitaires.

Tableau n°18 : comparaison des prévisions, émissions et recouvrements d'Impôts sur les salaires versés et autres rémunérations (en FCFA)

| Intitulés | Prévisions (a) | Emissions (b) | Recouvrements (c) | Reste à recouvrer d=b-c | Taux d'émission e=b/a | Taux de recouvrement f=c/b |
|---|----------------------|-----------------------|-----------------------|-------------------------|-----------------------|----------------------------|
| Impôts sur les salaires versés et autres rémunérations | | | | | | |
| <i>Contribution forfaitaire</i> | 6 219 000 000 | 17 884 817 671 | 14 881 924 101 | 3 002 893 570 | 287,58% | 83,21% |
| Total | 6 219 000 000 | 17 884 817 671 | 14 881 924 101 | 3 002 893 570 | 287,58% | 83,21% |

L'analyse du tableau montre que les prévisions d'Impôts sur les salaires versés et autres rémunérations sont de 6,219 milliards de FCFA pour des émissions de 17,884 milliards de FCFA, soit un taux d'émission de 287,58%. Les recouvrements sont de 14,882 milliards de FCFA, soit un taux de 83,21%, pour des restes à recouvrer de 3,003 milliards de FCFA.

❖ **Autres Impôts sur le patrimoine**

La situation d'exécution des autres impôts sur le patrimoine qui sont constitués de la taxe sur la plus-value de cession et la taxe sur les frais d'édilité, est présentée dans le tableau suivant :

Tableau n°19 : Comparaison des prévisions, émissions et recouvrements des Autres Impôts sur le patrimoine ((en milliers de FCFA)

| Intitulés | Prévisions (a) | Emissions (b) | Recouvrements (c) | Reste à recouvrer d=b-c | Taux d'émission e=b/a | Taux de recouvrement f=c/b |
|--|----------------------|----------------------|----------------------|-------------------------|-----------------------|----------------------------|
| Autres impôts sur le patrimoine | | | | | | |
| <i>Taxe sur la plus-value de cession</i> | 4 950 000 000 | 2 925 407 051 | 2 925 407 051 | 0 | 59,10% | 100,00% |
| <i>Taxe sur les frais d'édilité</i> | 400 000 000 | 9 765 285 | 9 765 285 | 0 | 2,44% | 100,00% |
| Total | 5 350 000 000 | 2 935 172 336 | 2 935 172 336 | 0 | 54,86% | 100,00% |

L'analyse du tableau indique que la rubrique « impôts sur le patrimoine », affiche une émission de 2,935 milliards de FCFA pour une prévision de 5,350 milliards de FCFA, soit un taux d'émission de 54,86%. Le montant des recouvrements est identique à celui des émissions soit un taux de 100%.

❖ Autres Impôts directs

Les autres impôts directs sont constitués des :

- taxes sur les contrats d'assurances ;
- taxes Ad Valorem / Entreprises minières) ;
- taxes d'extraction ;
- taxes sur les activités financières ;
- CPS sur l'or ;
- pénalités sur les impôts directs ;
- intérêts de retards/impôts directs ;
- taxes sur les transporteurs routiers ;
- taxes sur véhicules auto ;
- recettes sur exercices antérieurs / exercices précédents/impôts directs ;
- recettes sur impôts directs / exercices antérieurs.

Tableau n°20 : comparaison des prévisions, émissions et recouvrements des autres impôts directs (en milliers de FCFA)

| Intitulés | Prévisions (a) | Emissions (b) | Recouvrements (c) | Reste à recouvrer d=b-c | Taux d'émission e=b/a | Taux de recouvrement f=c/b |
|--|------------------------|------------------------|------------------------|----------------------------|-----------------------------|----------------------------------|
| Autres impôts directs | | | | | | |
| <i>Taxes sur les contrats d'assurances</i> | 0 | 0 | 0 | 0 | - | - |
| <i>Taxe Ad Valorem / E/ses minières)</i> | 50 000 000 000 | 61 527 063 997 | 61 527 063 997 | 0 | 123,05% | 100,00% |
| <i>Taxe d'extraction</i> | 500 000 000 | 141 409 070 | 141 409 070 | 0 | 28,28% | 100,00% |
| <i>Taxe sur les activités financières</i> | 0 | 0 | 0 | 0 | - | - |
| <i>CPS sur l'or</i> | 0 | 0 | 0 | 0 | - | - |
| <i>Pénalités sur les impôts directs</i> | 1 174 000 000 | 5 611 383 743 | 5 611 383 743 | 0 | 477,97% | 100,00% |
| <i>Intérêts de retards/impôts directs</i> | 2 601 000 000 | 0 | 0 | 0 | 0,00% | - |
| <i>Taxes sur les transporteurs routiers</i> | 2 947 000 000 | 1 841 477 658 | 1 841 477 658 | 0 | 62,49% | 100,00% |
| <i>Taxes sur véhicules auto</i> | 3 889 000 000 | 3 808 478 000 | 3 808 478 000 | 0 | 97,93% | 100,00% |
| <i>Recettes sur exercices antérieurs / Ex. précédents/impôts directs</i> | 4 302 000 000 | 0 | 0 | 0 | 0,00% | - |
| <i>Recettes sur impôts directs / exercices antérieurs</i> | 35 676 000 000 | 42 470 579 716 | 42 470 579 716 | 0 | 119,05% | 100,00% |
| Total | 101 089 000 000 | 115 400 392 184 | 115 400 392 184 | 0 | 114,16% | 100,00% |

Les autres impôts directs affichent une prévision de 101,089 milliards de FCFA, sur laquelle 115,400 milliards de FCFA ont été émis, soit un taux de 114,16%. Sur ces émissions, 115,400 milliards ont été recouverts, soit un taux de 100%.

Toutefois, l'examen du tableau fait ressortir les constants ci-après :

- ✓ l'absence de prévision, émission et recouvrement pour les Taxes sur les contrats d'assurances, les Taxe sur les activités financières, CPS sur l'or ;
- ✓ l'absence d'émission et de recouvrement concernant les Intérêts de retards/impôts directs et les Recettes sur exercices antérieurs / Ex. précédents/impôts directs pour des prévisions respectives de 2, 601 milliards de FCFA et de 4, 302 milliards de FCFA .

Observation n° 8

Il est demandé au MEF d'expliquer :

- ***l'absence de prévision, émission et recouvrement pour les Taxes sur les contrats d'assurances, les Taxe sur les activités financières, CPS sur l'or ;***
- ***l'absence d'émission et de recouvrement concernant les Intérêts de retards/impôts directs et les Recettes sur exercices antérieurs / Ex. précédents/impôts directs pour des prévisions respectives de 2, 601 milliards de FCFA et de 4, 302 milliards de FCFA ;***
- ***le faible taux d'émission 28,28% sur les taxes d'extraction .***

Réponse du MEF

L'absence de prévisions, émissions et recouvrement au niveau des rubriques : Taxes sur les contrats d'assurances ; Taxes sur les activités financières ; CPS Or, s'explique par l'erreur de classification de ces rubriques. En effet, ces rubriques étant essentiellement des impôts indirects, ne doivent pas apparaître au niveau du tableau n°20 (Comparaison des prévisions, émissions et recouvrements des autres impôts directs). Les mêmes rubriques sont bien classées au niveau du tableau n°21 (Comparaison des prévisions, émissions et recouvrements des impôts et taxes intérieurs sur les biens et services) avec les prévisions, émissions et recouvrements renseignés cf. tableau n°21 du présent rapport ;

L'absence d'émission et de recouvrement au niveau de la rubrique : Intérêts de retards/Impôts directs s'explique par le fait que ces intérêts ont été assimilés aux pénalités, donc additionnés à la ligne Pénalités sur impôts direct (les détails de cette rubrique pourront faire l'objet de communication par la DGI). Quant à l'absence d'émission et de recouvrement au niveau des rubriques Recettes sur exercices antérieurs / Ex. précédents/impôts directs ; Recettes sur impôts directs/ exercices

antérieurs, elle s'explique par le cumul de ces deux rubriques au niveau de la ligne Recettes sur liquidation (Impôts Directs) dans le tableau sur la situation d'exécution de la loi des finances 2022 de la DGI communiqué à la DNTCP « une copie du tableau est en annexe ».

Les rubriques « Taxes sur les contrats d'assurances, les Taxe sur les activités financières, CPS sur l'or » qui n'affichent pas de prévision, d'émission et de recouvrement dans le tableau des recettes, correspondent à l'ancienne codification « 71.4 Autres impôts directs ». Elles ont été gardées dans le tableau pour mémoire.

A partir de 2021, ces recettes ont été recodifiées sous la rubrique « 71.5 Impôts et taxes intérieurs sur les biens et services ». Leurs situations de prévisions et de réalisations se présentent comme suit :

| Types de budget | Article | Paragraphe/Rubrique/Ligne | Intitulés | Prévisions | Emissions | Recouvrements | Restes à recouvrer |
|-----------------|---------|---------------------------|--|-----------------|-----------------|-----------------|--------------------|
| | | 71.5 | Impôts et taxes intérieurs sur les biens et services | 293 486 600 000 | 464 838 608 940 | 364 374 229 406 | 100 464 379 534 |
| | | 71.5.2 | Autres taxes sur les biens | 58 939 000 000 | 77 458 962 319 | 70 817 477 460 | 6 641 484 859 |
| | | 71.5.2.11 | CPS-I.S.C.P / Or | 48 375 000 000 | 62 360 664 386 | 55 719 179 527 | 6 641 484 859 |
| | | 71.5.3 | Autres taxes sur les services | 79 385 000 000 | 86 088 249 377 | 80 185 669 726 | 5 902 579 651 |
| | | 71.5.3.11 | Taxes sur les contrats d'assurances | 5 856 000 000 | 8 145 889 019 | 8 007 641 311 | 138 247 708 |
| | | 71.5.3.12 | Taxes sur les Activités Financières | 44 312 000 000 | 49 369 870 300 | 49 369 870 300 | - |

S'agissant de l'absence d'émission et de recouvrement des « Intérêts de retards/impôts directs et les Recettes sur exercices antérieurs/Ex. précédents/impôts directs », elle résulte des difficultés de ventilation. Les émissions et recouvrements relatives à ces recettes sont comptabilisées avec les « Pénalités sur les impôts directs et Recettes sur impôts directs / exercices Antérieurs ». Les dispositions sont prises afin que la DGI fasse la ventilation des émissions et recouvrements des recettes susmentionnées. La situation se présente comme suit :

| Types de budget | Article | Paragraphe/Rubrique/Ligne | Intitulés | Prévisions | Emissions | Recouvrements | Restes à recouvrer |
|-----------------|---------|---------------------------|--|----------------|----------------|----------------|--------------------|
| | | 71.4.4.11 | Pénalités sur les impôts directs | 1 174 000 000 | 5 611 383 743 | 5 611 383 743 | - |
| | | 71.4.4.12 | Intérêts de retards/ impôts directs | 2 601 000 000 | | | - |
| | | 71.4.9 | Recettes sur exercices Antérieurs | 39 978 000 000 | 42 470 579 716 | 42 470 579 716 | - |
| | | 71.4.9.10 | Recettes sur exercices Antérieurs / Ex. précédents/Impôts dire | 4 302 000 000 | | | - |
| | | 71.4.9.11 | Recettes sur impôts directs / exercices Antérieurs | 35 676 000 000 | 42 470 579 716 | 42 470 579 716 | - |

Appréciation de la Cour

La Cour prend acte des explications données

Recommandation n°03

La Cour invite le MEF à procéder à une actualisation des rubriques conformément à la nomenclature budgétaire en vigueur.

❖ Impôts et Taxes intérieurs sur les biens et services

Les impôts et taxes intérieurs sur les biens et services sont constitués de :

- impôts et taxes intérieurs - TVA - TPS – IAS ;
- autres taxes sur les biens ;
- autres taxes sur les services ;
- recettes sur exercices antérieurs / impôts indirects ;
- impôts Synthétiques ;
- pénalités sur impôts indirects.

Tableau n°21 : comparaison des prévisions, émissions et recouvrements des impôts et taxes intérieurs sur les biens et services (en milliers de FCFA)

| Intitulés | Prévisions (a) | Emissions (b) | Recouvrements (c) | Reste à recouvrer d=b-c | Taux d'émission e=b/a | Taux de recouvrement f=c/b |
|---|------------------------|------------------------|------------------------|----------------------------|-----------------------------|-------------------------------|
| Impôts et taxes intérieurs sur les biens et services | | | | | | |
| Impôts et taxes intérieurs - TVA - TPS - IAS | 471 867 070 000 | 605 857 988 028 | 511 180 118 679 | 94 677 869 349 | 128,40% | 84,37% |
| <i>TVA Etat</i> | 593 000 000 | 4 830 718 376 | 4 830 718 376 | 0 | 814,62% | 100,00% |
| <i>TVA Privé</i> | 130 253 600 000 | 285 122 261 783 | 197 201 946 759 | 87 920 315 024 | 218,90% | 69,16% |
| <i>TVA dans vignettes synthétiques (33%)</i> | 0 | 0 | 0 | 0 | - | - |
| <i>TVA importations</i> | 341 020 470 000 | 315 905 007 869 | 309 147 453 544 | 6 757 554 325 | 92,64% | 97,86% |
| Autres taxes sur les biens | 83 957 709 000 | 130 186 702 860 | 120 452 450 497 | 9 734 252 363 | 155,06% | 92,52% |
| <i>Taxes sur les véhicules automobiles</i> | 0 | 0 | 0 | 0 | - | - |
| <i>CPS-I-S.C.P / Or</i> | 48 375 000 000 | 62 360 664 386 | 55 719 179 527 | 6 641 484 859 | 128,91% | 89,35% |
| <i>Taxes sur les boissons alcoolisées</i> | 2 539 000 000 | 1 135 462 361 | 1 135 462 361 | 0 | 44,72% | 100,00% |
| <i>Impôt spécial sur boisson gazeux</i> | 3 472 000 000 | 5 741 198 497 | 5 741 198 497 | 0 | 165,36% | 100,00% |
| <i>Impôt spécial sur les boissons</i> | 4 930 551 000 | 4 645 295 379 | 4 645 295 379 | 0 | 94,21% | 100,00% |
| <i>Taxes locales sur les tabacs</i> | 11 424 963 000 | 7 957 275 048 | 6 914 834 970 | 1 042 440 078 | 69,65% | 86,90% |
| <i>Taxes intérieures sur produits pétroliers (TIPP)</i> | 5 899 080 000 | 37 070 953 277 | 35 804 551 479 | 1 266 401 798 | 628,42% | 96,58% |
| <i>Taxes sur les colas</i> | 110 400 000 | 248 166 524 | 206 983 878 | 41 182 646 | 224,79% | 83,41% |
| <i>Taxe sur autres produits</i> | 2 653 715 000 | 2 806 050 313 | 2 063 307 331 | 742 742 982 | 105,74% | 73,53% |
| <i>ISCP sur autres produits</i> | 4 553 000 000 | 8 221 637 075 | 8 221 637 075 | 0 | 180,58% | 100,00% |
| Autres taxes sur les services | 103 686 800 000 | 100 264 646 110 | 94 362 066 459 | 5 902 579 651 | 96,70% | 94,11% |
| <i>Taxes sur les transporteurs routiers</i> | 0 | 0 | 0 | 0 | - | - |
| <i>Taxes sur les contrats d'assurances</i> | 5 856 000 000 | 8 145 889 019 | 8 007 641 311 | 138 247 708 | 139,10% | 98,30% |
| <i>Taxes sur les activités financières</i> | 44 312 000 000 | 49 369 870 300 | 49 369 870 300 | 0 | 111,41% | 100,00% |
| <i>Taxes visites techniques véhicules</i> | 228 300 000 | 194 601 759 | 194 601 759 | 0 | 85,24% | 100,00% |

| | | | | | | |
|--|------------------------|------------------------|------------------------|------------------------|----------------|----------------|
| <i>PMU-Mali</i> | 22 000 000 000 | 12 220 623 312 | 12 220 623 312 | 0 | 55,55% | 100,00% |
| <i>CASINO</i> | 374 000 000 | 364 361 822 | 364 361 822 | 0 | 97,42% | 100,00% |
| <i>Autorisation de conduire</i> | 95 700 000 | 52 458 000 | 52 458 000 | 0 | 54,82% | 100,00% |
| <i>Taxes sur la délivrance des cartes de transport</i> | 421 300 000 | 304 448 500 | 304 448 500 | 0 | 72,26% | 100,00% |
| <i>Taxes sur la délivrance des cartes grises</i> | 636 900 000 | 624 908 250 | 624 908 250 | 0 | 98,12% | 100,00% |
| <i>Taxes sur la délivrance des permis de conduire</i> | 545 600 000 | 414 995 090 | 414 995 090 | 0 | 76,06% | 100,00% |
| <i>TARTOP (Taxe sur Accès au Réseau de Télécom Ouvert au Public)</i> | 29 217 000 000 | 28 572 490 058 | 22 808 158 115 | 5 764 331 943 | 97,79% | 79,83% |
| Recettes sur exercices antérieurs / impôts indirects | 19 738 000 000 | 9 520 578 767 | 9 520 578 767 | 0 | 48,23% | 100,00% |
| <i>Recettes sur exercices antérieurs / Ex. précédents/impôts indirects</i> | 6 486 000 000 | 0 | 0 | 0 | 0,00% | - |
| <i>Recettes sur impôts indirects / exercices antérieurs</i> | 13 252 000 000 | 9 520 578 767 | 9 520 578 767 | 0 | 71,84% | 100,00% |
| Impôts Synthétiques | 0 | 0 | 0 | 0 | - | - |
| <i>Taxe synthétique</i> | 0 | 0 | 0 | 0 | - | - |
| Pénalités sur impôts indirects | 4 578 000 000 | 1 817 838 318 | 1 817 838 318 | 0 | 39,71% | 100,00% |
| <i>Pénalités sur impôts indirects</i> | 1 981 000 000 | 1 817 838 318 | 1 817 838 318 | 0 | 91,76% | 100,00% |
| <i>Pénalités sur les droits de timbre et d'enregistrements</i> | 0 | 0 | 0 | 0 | - | - |
| <i>Intérêts de retards / impôts indirects</i> | 2 597 000 000 | 0 | 0 | 0 | 0,00% | - |
| Total | 683 827 579 000 | 847 647 754 083 | 737 333 052 720 | 110 314 701 363 | 123,96% | 86,99% |

Il ressort de l'examen du tableau que les impôts et taxes intérieurs sur les biens et services affichent une prévision de 683,827 milliards de FCFA, sur laquelle 847,647 milliards de FCFA ont été émis, soit un taux de 123,96%. Le montant recouvré sur ces émissions s'élève à 737,333 milliards de FCFA, soit un taux de 86,99% pour des restes à recouvrer d'un montant de 110,315 milliards de FCFA.

Le dépassement des émissions par rapport aux prévisions est imputable aux postes suivants :

- « **Impôts et Taxes intérieurs - TVA - TPS - IAS** » qui affichent une prévision de **471, 867** milliards de FCFA pour des émissions de **605, 858** milliards de FCFA, soit un taux d'émission de **128,40%** ;
- « **Autres taxes sur les biens** » avec des émissions de **130, 186** milliards de FCFA sur une prévision de **83, 958** milliards de FCFA, soit un taux d'émission de **155,06%**.

Observation n°9

Il est demandé au MEF d'expliquer l'absence de prévisions de ressources sur les impôts synthétiques en 2022.

Réponse du MEF

Les prévisions de ressources sur les impôts synthétiques en 2022 ont été prises en charge dans le tableau n°17 (comparaison des prévisions, émissions et recouvrement d'impôts sur les revenus, les bénéfices et les gains en capital) du présent rapport conformément à la nature de cette recette. L'apparition de la rubrique dans le tableau n°21 constitue un doublon.

Appréciation de la Cour

La Cour prend acte des explications données et demande au MEF une actualisation des rubriques conformément à la nomenclature budgétaire en vigueur.

En conséquence, le contenu du tableau n°21 doit être revu à l'avenir.

❖ Droits de timbre et d'enregistrement

Les droits de timbre et d'enregistrement sont constitués des :

- droits d'enregistrement
- droits de conservation de la propriété (DNDC)
- droits de timbre
- pénalités / Droits d'enregistrement et timbres
- autres droits d'enregistrement.

Tableau n°22 : comparaison des prévisions, émissions et recouvrements des droits de timbre et d'enregistrement (en milliers de FCFA)

| Intitulés | Prévisions (a) | Emissions (b) | Recouvrements (c) | Reste à recouvrer d=b-c | Taux d'émission e=b/a | Taux de recouvrement f=c/b |
|---|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-------------------------|-----------------------|----------------------------|
| Droits des timbres et d'enregistrement | | | | | | |
| Droits d'enregistrement | 28 977 000 000 | 26 844 731 525 | 26 844 731 525 | 0 | 92,64% | 100,00% |
| Prélèvements honoraires greffiers (DGI) | 2 000 000 | 2 603 344 | 2 603 344 | 0 | 130,17% | 100,00% |
| Prélèvements honoraires greffiers (DND) | 50 000 000 | 18 715 230 | 18 715 230 | 0 | 37,43% | 100,00% |
| Droits d'enregistrements (DGI) | 11 825 000 000 | 11 382 455 923 | 11 382 455 923 | 0 | 96,26% | 100,00% |

| | | | | | | |
|--|-----------------------|-----------------------|-----------------------|----------|-----------------|----------------|
| <i>Droits d'enregistrements (DND)</i> | 17 000 000 000 | 15 410 724 228 | 15 410 724 228 | 0 | 90,65% | 100,00% |
| <i>Taxe sur les locations des particuliers</i> | 100 000 000 | 30 232 800 | 30 232 800 | 0 | 30,23% | 100,00% |
| Droits de conservations de la propriété (DNDC) | 4 500 000 000 | 2 473 666 138 | 2 473 666 138 | 0 | 54,97% | 100,00% |
| <i>Droits de conservations de la propriété</i> | 4 500 000 000 | 2 473 666 138 | 2 473 666 138 | 0 | 54,97% | 100,00% |
| Droits de timbre | 20 670 000 000 | 20 121 562 143 | 20 121 562 143 | 0 | 97,35% | 100,00% |
| <i>Droits de timbres (DGI)</i> | 19 170 000 000 | 19 568 520 372 | 19 568 520 372 | 0 | 102,08% | 100,00% |
| <i>Droits de timbres (DND)</i> | 1 500 000 000 | 553 041 771 | 553 041 771 | 0 | 36,87% | 100,00% |
| Pénalités / Droits d'enregistrement et timbres | 3 000 000 | 27 938 048 | 27 938 048 | 0 | 931,27% | 100,00% |
| <i>Pénalités sur les droits d'enregistrement et timbres</i> | 2 000 000 | 27 938 048 | 27 938 048 | 0 | 1396,90% | 100,00% |
| <i>Intérêts des retards sur les droits d'enregistrement et timbres</i> | 1 000 000 | 0 | 0 | 0 | 0,00% | - |
| Autres droits d'enregistrement | 3 000 000 | 203 407 494 | 203 407 494 | 0 | 6780,25% | 100,00% |
| <i>Droits d'enregistrements et timbres / exercices antérieurs</i> | 3 000 000 | 203 407 494 | 203 407 494 | 0 | 6780,25% | 100,00% |
| Total | 54 153 000 000 | 49 671 305 348 | 49 671 305 348 | 0 | 91,72% | 100,00% |

Prévus pour **54,153** milliards de FCFA, les droits de timbre et d'enregistrement ont été émis pour **49,671** milliards de FCFA, soit un taux de 91,72%. Les recouvrements ont été de 49,671 milliards de FCFA, soit un taux de 100%.

Le dépassement des émissions par rapport aux prévisions est imputable en partie aux :

- « Pénalités sur les droits d'enregistrement et timbres » avec une émission de 0,28 milliard de FCFA sur une prévision de 0,3 milliard de FCFA, soit un taux d'émission de 931,27%.
- « Droits d'enregistrement » affichant une prévision de 0,3 milliards de FCFA pour une émission de 0,203 milliards de FCFA, soit un taux d'émission de 6780,25%.

❖ Droits et Taxes à l'importation

Ils sont constitués par les droits et taxes à l'importation et les autres droits et taxes à l'importation.

Tableau n°23 : comparaison des prévisions, émissions et recouvrements (en milliers de FCFA)

| Intitulés | Prévisions (a) | Emissions (b) | Recouvrements (c) | Reste à recouvrer d=b-c | Taux d'émission e=b/a | Taux de recouvrement f=c/b |
|---|------------------------|------------------------|------------------------|-------------------------|-----------------------|----------------------------|
| Droits et taxes à l'importation | | | | | | |
| Droits et taxes à l'importation | 200 834 296 000 | 192 904 695 444 | 190 289 637 664 | 2 615 057 780 | 96,05% | 98,64% |
| <i>Taxe conjoncturelle à l'importation</i> | 128 603 000 | 232 973 357 | 254 420 483 | -21 447 126 | 181,16% | 109,21% |
| <i>Redevances statistiques</i> | 23 456 882 000 | 23 536 177 455 | 22 193 886 684 | 1 342 290 771 | 100,34% | 94,30% |
| <i>Droits de douanes</i> | 177 248 811 000 | 169 135 544 632 | 167 841 330 497 | 1 294 214 135 | 95,42% | 99,23% |
| Autres droits et taxes à l'importation | 5 152 925 000 | 3 023 178 108 | 4 724 252 897 | -1 701 074 789 | 58,67% | 156,27% |
| <i>Amandes et confiscations</i> | 5 125 401 000 | 2 958 014 257 | 4 597 303 968 | -1 639 289 711 | 57,71% | 155,42% |
| <i>Ventes en douanes</i> | 8 639 000 | 16 056 890 | 80 082 090 | -64 025 200 | 185,87% | 498,74% |
| <i>Plombs et imprimés</i> | 1 683 000 | 11 074 750 | 1 276 050 | 9 798 700 | 658,04% | 11,52% |
| <i>Droits de magasinage et de dépôts</i> | 17 202 000 | 38 032 211 | 45 590 789 | -7 558 578 | 221,09% | 119,87% |
| <i>Recettes sur exercices antérieurs</i> | 0 | 0 | 0 | 0 | - | - |
| Total | 205 987 221 000 | 195 927 873 552 | 195 013 890 561 | 913 982 991 | 95,12% | 99,53% |

Les droits et taxes à l'importation affichent des émissions de **195, 927** milliards de FCFA sur des prévisions de **205 987** milliards de FCFA, soit un taux d'émission de 95,53%. Les recouvrements se chiffrent à **195, 013** milliards de FCFA soit un taux de 99,53%.

❖ Autres recettes fiscales

Les autres recettes fiscales comprennent essentiellement les droits de chancellerie, les passeports et cartes d'identité ainsi que les taxes sur les établissements classés insalubres et incommodes.

Tableau n°24 : comparaison des prévisions, émissions et recouvrements des Autres recettes fiscales (en milliers de FCFA)

| Intitulés | Prévisions (a) | Emissions (b) | Recouvrements (c) | Reste à recouvrer d=b-c | Taux d'émission e=b/a | Taux de recouvrement f=c/b |
|--|----------------------|----------------------|----------------------|-------------------------|-----------------------|----------------------------|
| Autres recettes fiscales | | | | | | |
| <i>Droits de chancellerie</i> | 3 250 500 000 | 2 185 034 711 | 2 185 034 711 | 0 | 67,22% | 100,00% |
| <i>Taxes sur les établissements classés insalubres et incommodes</i> | 15 400 000 | 29 813 645 | 29 813 645 | 0 | 193,60% | 100,00% |
| <i>Passeports et cartes d'identité</i> | 1 973 300 000 | 1 542 603 585 | 1 542 603 585 | 0 | 78,17% | 100,00% |
| <i>Pénalités sur impôts indirects</i> | 0 | 0 | 0 | 0 | - | - |
| <i>Intérêts des retards / Impôts indirects</i> | 0 | 0 | 0 | 0 | - | - |
| <i>Recettes sur exercices antérieurs (Impôts Indirects)</i> | 0 | 0 | 0 | 0 | - | - |
| Total | 5 239 200 000 | 3 757 451 941 | 3 757 451 941 | 0 | 71,72% | 100,00% |

L'analyse du tableau n°22 indique que le poste « autres recettes fiscales » a été émis pour 3, 757 milliards de FCFA pour des prévisions de 5, 239 milliards de FCFA, soit un taux d'émission de 71,72% et recouvert à hauteur de 3,757 milliards de FCFA soit un taux de recouvrement de 100%.

Les postes « Taxes sur les établissements classés insalubres et incommodes », « droits de chancellerie », « Passeports et cartes d'identité » affichent respectivement des taux d'émission de 193,60%, 67,22% et 78,17%. Chacun des postes affiche un taux de recouvrement de 100%.

Observation n°10

Il est demandé au MEF de fournir des explications sur l'absence de prévisions sur les rubriques « Pénalités sur impôts indirects », « Intérêts de retard / Impôts indirects », « Recettes sur exercices antérieurs (Impôts Indirects) », « Recettes sur exercices antérieurs (Impôts Directs) ».

Réponse du MEF

L'absence de prévisions sur les rubriques « Pénalités sur impôts indirects », « Intérêts des retards / Impôts indirects », « Recettes sur exercices antérieurs (Impôts Indirects) », « Recettes sur exercices antérieurs (Impôts Directs) » s'explique par le changement de

codification. En effet, dans la loi de finances de 2020, ces recettes étaient codifiées sous les rubriques «71.9.5 Pénalité sur Impôts indirects et « 71.9.9 Recettes sur exercices Antérieurs ». A partir de 2021, elles ont été reclassées, d’où l’absence de prévisions sur ces lignes. Les nouveaux codes relatifs à ces natures de recettes sont : «71.5.9 Pénalités sur impôts indirects, 71.4.9 Recettes sur exercices Antérieurs/impôts directs et 71.5.4 Recettes sur exercices Antérieurs / Impôts indirects.

L’absence de prévisions au niveau de la rubrique : Intérêts de retards/Impôts indirects s’explique par le fait que ces intérêts ont été assimilés aux pénalités, donc additionnés à la ligne Pénalités sur impôts indirects. Par contre, l’absence de prévisions sur la ligne Pénalités sur impôts indirects et la ligne « Recettes sur exercices antérieurs (Impôts directs) » au niveau du tableau N° 24 s’explique par le fait que ces informations ont déjà fait l’objet de prise en charge dans les tableaux N° 21 et N° 20 « Comparaison des prévisions, émissions et recouvrement des impôts et taxes intérieurs sur les biens et services » et « comparaison des prévisions, émissions et recouvrements des autres impôts directs » de ce fait, ces lignes constituent un doublons au niveau du tableau N°24.

Appréciation de la Cour

La Cour prend acte des explications données et demande au MEF une actualisation des rubriques conformément à la nomenclature budgétaire en vigueur.

En conséquence, le contenu du tableau n°24 doit être revu pour supprimer les lignes en question.

c. Comparaison des prévisions, émissions et recouvrements des Recettes non fiscales :

Les recettes non fiscales sont constituées des « revenus de l’entreprise et du domaine », des « droits et frais administratifs », des « amendes et condamnations pécuniaires » et des « autres recettes non fiscales ».

La comparaison des prévisions, émissions et recouvrement apparait dans le tableau et graphique suivants :

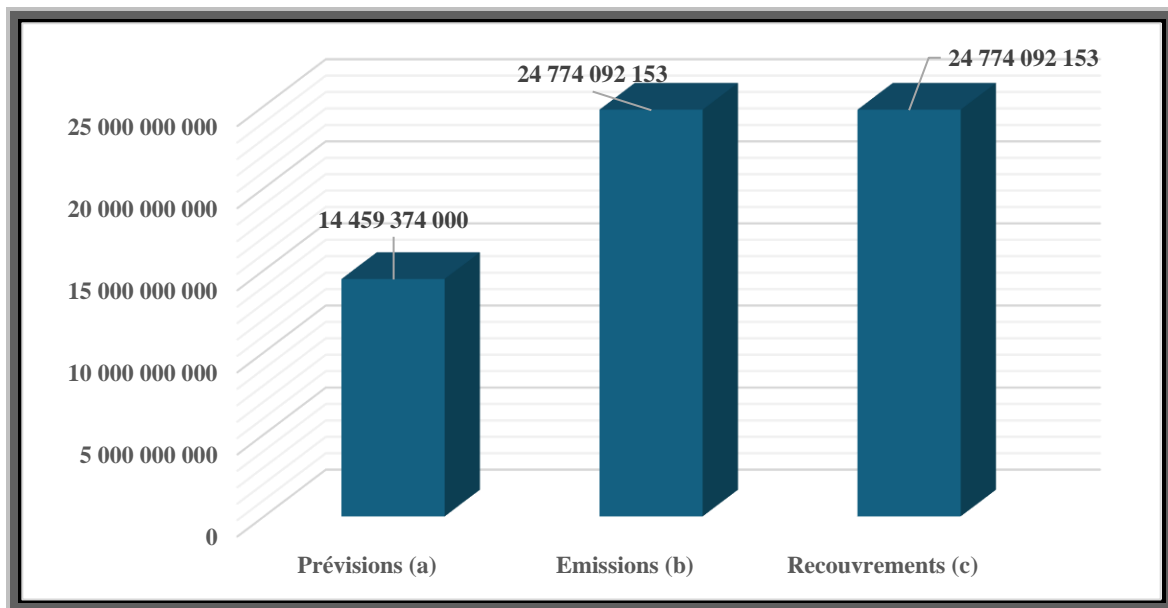
Tableau n°25 : comparaison des prévisions, émissions et recouvrements des Recettes non fiscales (en milliers de FCFA)

| Intitulés | Prévisions (a) | Emissions (b) | Recouvrements (c) | Reste à recouvrer | Taux d’émission e=b/a en % | Taux de recouvrement f=c/b en % |
|---------------------------------------|----------------|---------------|-------------------|-------------------|----------------------------|---------------------------------|
| | | | | d=b-c | | |
| Revenus de l’entreprise et du domaine | 1 950 000 000 | 2 519 008 319 | 2 519 008 319 | 0 | 129,18 | 100 |
| Revenus de l’entreprise et du domaine | 1 950 000 000 | 2 519 008 319 | 2 519 008 319 | 0 | 129,18 | 100 |

| | | | | | | |
|---|-----------------------|-----------------------|-----------------------|----------|---------------|------------|
| <i>Redevances Superficiaires</i> | 500 000 000 | 650 023 405 | 650 023 405 | 0 | 130,00 | 100 |
| <i>Concessions ordinaires</i> | 1 400 000 000 | 1 855 536 889 | 1 855 536 889 | 0 | 132,54 | 100 |
| <i>Location des immeubles de l'Etat</i> | 50 000 000 | 13 448 025 | 13 448 025 | 0 | 26,90 | 100 |
| Droits et frais administratifs | 0 | 2 960 000 | 2 960 000 | 0 | * | 100 |
| Droits et frais administratifs | 0 | 2 960 000 | 2 960 000 | 0 | - | 100 |
| <i>Recettes sur les lettres de voitures</i> | 0 | 2 960 000 | 2 960 000 | 0 | * | 100 |
| Amendes et condamnations pécuniaires | 670 500 000 | 705 742 296 | 705 742 296 | 0 | 105,26 | 100 |
| Amendes et condamnations pécuniaires | 670 500 000 | 705 742 296 | 705 742 296 | 0 | 105,26 | 100 |
| Frais et amendes judiciaires | 464 800 000 | 566 627 926 | 566 627 926 | 0 | 121,91 | 100 |
| Amendes arbitrées | 205 700 000 | 139 114 370 | 139 114 370 | 0 | 67,63 | 100 |
| Autres recettes non fiscales | 11 838 874 000 | 21 546 381 538 | 21 546 381 538 | 0 | 182,00 | 100 |
| Autres recettes non fiscales | 11 838 874 000 | 21 546 381 538 | 21 546 381 538 | 0 | 182,00 | 100 |
| Recettes sur ordre de recettes | 137 500 000 | 5 308 021 183 | 5 308 021 183 | 0 | 3860,38 | 100 |
| Recettes sur Prestations et Artistiques | 6 250 000 | 0 | 0 | 0 | 0,00 | - |
| Produits divers | 1 588 800 000 | 1 140 410 955 | 1 140 410 955 | 0 | 71,78 | 100 |
| Pénalités sur les Produits Domaniaux | 100 000 000 | 62 835 124 | 62 835 124 | 0 | 62,84 | 100 |
| Recettes sur prestations sportives | 22 600 000 | 39 618 331 | 39 618 331 | 0 | 175,30 | 100 |
| Recettes divers (Budget National) | 6 869 274 000 | 9 267 896 321 | 9 267 896 321 | 0 | 134,92 | 100 |
| Autres produits divers | 3 114 450 000 | 5 727 599 624 | 5 727 599 624 | 0 | 183,90 | 100 |
| TOTAL RECETTES NON FISCALES | 14 459 374 000 | 24 774 092 153 | 24 774 092 153 | 0 | 171,34 | 100 |

Il ressort de l'examen du tableau ci-dessus que sur des prévisions de 14, 459 milliards, les émissions se sont chiffrées à 24, 774 milliards, soit un taux de 171,34% et recouvrées à 100%.

Graphique n°29 : comparaison des prévisions, émissions et recouvrement des recettes non fiscales



L'analyse des prévisions, émissions et recouvrement par rubrique et par poste des recettes non fiscales se présente comme suit :

❖ **Revenus de l'entreprise et du domaine**

Les revenus de l'entreprise et du domaine constitués de redevances superficielles, de concessions ordinaires et de location des immeubles de l'Etat ont été émis pour **2,519** milliards de FCFA sur des prévisions d'un montant de **1,950** milliards de FCFA, soit un taux d'émission de 129,18%. Ce fort taux est imputable essentiellement aux postes suivants :

- Redevances Superficielles qui affichent un taux d'émission de 130%
- « Concessions ordinaires » qui affichent un taux d'émission de 132,54%,
La situation est résumée dans le tableau ci-dessous.

Tableau n°26 : comparaison des prévisions, émissions et recouvrements des Revenus de l'entreprise et du domaine (en milliers de FCFA)

| Intitulés | Prévisions (a) | Emissions (b) | Recouvrements (c) | Reste à recouvrer d=b-c | Taux d'émission e=b/a en % | Taux de recouvrement f=c/b en % |
|--|----------------------|----------------------|----------------------|-------------------------|----------------------------|---------------------------------|
| Revenus de l'entreprise et du domaine | | | | | | |
| Revenus de l'entreprise et du domaine | 1 950 000 000 | 2 519 008 319 | 2 519 008 319 | 0 | 129,18 | 100 |
| <i>Redevances Superficielles</i> | <i>500 000 000</i> | <i>650 023 405</i> | <i>650 023 405</i> | <i>0</i> | <i>130,00</i> | <i>100</i> |

| | | | | | | |
|---|----------------------|----------------------|----------------------|----------|---------------|------------|
| <i>Concessions ordinaires</i> | 1 400 000 000 | 1 855 536 889 | 1 855 536 889 | 0 | 132,54 | 100 |
| <i>Location des immeubles de l'Etat</i> | 50 000 000 | 13 448 025 | 13 448 025 | 0 | 26,90 | 100 |
| Total | 1 950 000 000 | 2 519 008 319 | 2 519 008 319 | 0 | 129,18 | 100 |

❖ Droits et frais administratifs

Les droits et frais administratifs, constitués uniquement des recettes sur les lettres de voitures ont été émis et recouverts sans prévision (voir tableau ci-dessous)

Tableau n°27 : comparaison des prévisions, émissions et recouvrements des Droits et frais administratifs (en milliers de FCFA)

| Intitulés | Prévisions (a) | Emissions (b) | Recouvrements (c) | Reste à recouvrer d=b-c | Taux d'émission e=b/a en % | Taux de recouvrement f=c/b en % |
|---|----------------|------------------|-------------------|-------------------------|----------------------------|---------------------------------|
| Droits et frais administratifs | | | | | | |
| Droits et frais administratifs | 0 | 2 960 000 | 2 960 000 | 0 | - | 100 |
| <i>Recettes sur les lettres de voitures</i> | 0 | 2 960 000 | 2 960 000 | 0 | * | 100 |
| Total | 0 | 2 960 000 | 2 960 000 | 0 | * | 100 |

❖ Amendes et condamnations pécuniaires

Pour une prévision de 0,670 milliards de francs CFA, les « amendes et condamnations judiciaires » ont été émis à hauteur de 705,742 millions de FCFA soit un taux de 105,26% et recouverts totalement pour un taux de recouvrement de 100%.

Tableau n°28: Comparaison des prévisions, émissions et recouvrements sur les ressources d'amendes et condamnations pécuniaires (en de FCFA)

| Intitulés | Prévisions (a) | Emissions (b) | Recouvrements (c) | Reste à recouvrer d=b-c | Taux d'émission e=b/a en % | Taux de recouvrement f=c/b en % |
|---|--------------------|--------------------|--------------------|-------------------------|----------------------------|---------------------------------|
| Amendes et condamnations pécuniaires | 670 500 000 | 705 742 296 | 705 742 296 | 0 | 105,26 | 100 |
| Amendes et condamnations pécuniaires | 670 500 000 | 705 742 296 | 705 742 296 | 0 | 105,26 | 100 |
| Frais et amendes judiciaires | 464 800 000 | 566 627 926 | 566 627 926 | 0 | 121,91 | 100 |
| Amendes arbitrées | 205 700 000 | 139 114 370 | 139 114 370 | 0 | 67,63 | 100 |

❖ Autres recettes non fiscales

Prévues pour 11,839 milliards de FCFA, les Autres recettes non fiscales ont été émises et recouvrées pour 21,546 milliards de CFA.

Tableau n°29 : comparaison des prévisions, émissions et recouvrements des ressources sur les autres recettes non fiscales

| Intitulés | Prévisions (a) | Emissions (b) | Recouvrements (c) | Reste à recouvrer d=b-c | Taux d'émission e=b/a en % | Taux de recouvrement f=c/b en % |
|---|-----------------------|-----------------------|-----------------------|----------------------------|-------------------------------|------------------------------------|
| Autres recettes non fiscales | 11 838 874 000 | 21 546 381 538 | 21 546 381 538 | 0 | 182,00 | 100 |
| Autres recettes non fiscales | 11 838 874 000 | 21 546 381 538 | 21 546 381 538 | 0 | 182,00 | 100 |
| Recettes sur ordre de recettes | 137 500 000 | 5 308 021 183 | 5 308 021 183 | 0 | 3860,38 | 100 |
| Recettes sur Prestations et Artistiques | 6 250 000 | 0 | 0 | 0 | 0,00 | - |
| Produits divers | 1 588 800 000 | 1 140 410 955 | 1 140 410 955 | 0 | 71,78 | 100 |
| Pénalités sur les Produits Domaniaux | 100 000 000 | 62 835 124 | 62 835 124 | 0 | 62,84 | 100 |
| Recettes sur prestations sportives | 22 600 000 | 39 618 331 | 39 618 331 | 0 | 175,30 | 100 |
| Recettes divers (Budget National) | 6 869 274 000 | 9 267 896 321 | 9 267 896 321 | 0 | 134,92 | 100 |
| Autres produits divers | 3 114 450 000 | 5 727 599 624 | 5 727 599 624 | 0 | 183,90 | 100 |

De l'analyse du tableau ci-dessus, il ressort que les « Autres recettes non fiscales » affichent un taux d'émission de 182,00 % et un taux de recouvrement de 100% dû aux postes :

- « Recettes sur ordre de recettes » dont le taux d'émission est de 3860,38% ;
- « Recettes sur prestations sportives » dont le taux d'émission est de 175,30% ;
- « Autres Produits divers » avec un taux d'émission établi à 183,90% ;
- « Recettes diverses (Budget National) » qui a été émis à hauteur de 134,92% des prévisions.

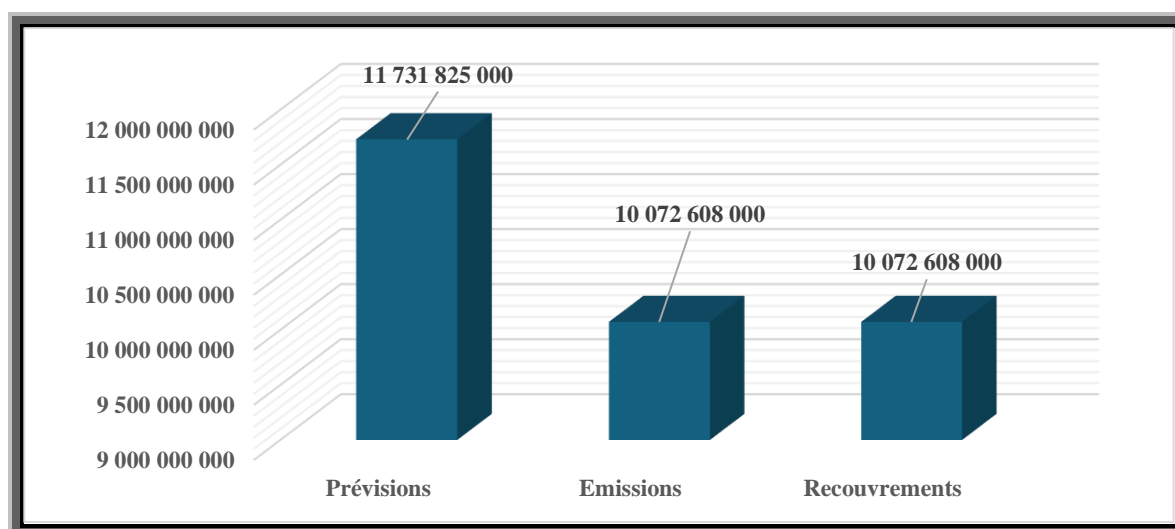
d. Comparaison des prévisions, émissions et recouvrements des Dons Programmes et Legs (ABG & ABS)

La situation d'exécution des ABG et des ABS est retracée dans le tableau suivant.

Tableau n°30 : Comparaison des prévisions, émissions et recouvrements des Dons Programmes et Legs (ABG & ABS) (en milliers de FCFA)

| Intitulés | Prévisions (a) | Emissions (b) | Recouvrements (c) | Reste à recouvrer d=b-c | Taux d'émission e=b/a | Taux de recouvrement f=c/b |
|--|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-------------------------|-----------------------|----------------------------|
| DONS PROGRAMMES ET LEGS ABG | 0 | 6 271 608 000 | 6 271 608 000 | 0 | - | 100 |
| DONS PROGRAMMES ET LEGS ABS | 7 909 724 000 | 3 801 000 000 | 3 801 000 000 | 0 | 48,05 | 100 |
| Fonds de concours | 3 822 101 000 | 0 | 0 | 0 | - | - |
| Total Programmes Dons Legs et Fonds de Concours | 11 731 825 000 | 10 072 608 000 | 10 072 608 000 | 0 | 85,86 | 100 |

Graphique n° 30: Comparaison des prévisions, émissions et recouvrements des Dons Programmes Legs et Fonds de Concours



❖ Appuis Budgétaires Généraux (ABG) : Dons des Institutions Internationales

Les appuis budgétaires généraux qui proviennent des dons des institutions internationales dont l'Union Européenne, la Banque Africaine de Développement, la Banque Mondiale sont retracés dans le tableau suivant :

Tableau n°31: comparaison des prévisions, émissions et recouvrements (en milliers de FCFA)

| Intitulés | Prévisions (a) | Emissions (b) | Recouvrements (c) | Reste à recouvrer d=b-c | Taux d'émission e=b/a | Taux de recouvrement f=c/b |
|---|----------------|----------------------|----------------------|----------------------------|--------------------------|-------------------------------|
| Dons Programmes et Legs (ABG) | | | | | | |
| Dons des institutions internationales | 0 | 6 271 608 000 | 6 271 608 000 | 0 | - | 100,00% |
| <i>Appui programmes Union Européenne</i> | 0 | 0 | 0 | 0 | - | - |
| <i>Appui programmes BAD</i> | 0 | 0 | 0 | 0 | - | - |
| <i>Appui programmes Banque Mondiale</i> | 0 | 0 | 0 | 0 | - | - |
| <i>Appui programmes Union Européenne (SBC III)</i> | 0 | 0 | 0 | 0 | - | - |
| <i>Appui programmes Union Européenne (SANAD)</i> | 0 | 0 | 0 | 0 | - | - |
| <i>Appui programmes Banque Mondiale -Energie</i> | 0 | 0 | 0 | 0 | - | - |
| <i>Appui programmes Banque Mondiale -Inclusion financière</i> | 0 | 0 | 0 | 0 | - | - |
| <i>Appui programmes Banque Mondiale -COVID-19</i> | 0 | 6 271 608 000 | 6 271 608 000 | 0 | - | - |

Il ressort de l'analyse du tableau ci-dessus, les émissions et les recouvrements des Appuis Budgétaires Généraux provenant des Dons des Institutions internationales sont de 6,272 milliards de francs CFA soit un taux de recouvrement de 100%. Comme expliquer plus haut au point 2.1.1.1, cette intervention s'inscrivait en 2022 dans le cadre de la lutte contre la maladie à COVID 19 et provient de la Banque Mondiale

❖ Appuis Budgétaires sectoriels (ABS) : Dons des Gouvernements étrangers

Les appuis budgétaires sectoriels des gouvernements étrangers ont concerné essentiellement les appuis dans le cadre de la coopération bilatérale avec des gouvernements de pays étrangers comme la suisse, la France, le Canada et le Luxembourg pour le financement des projets spécifiques à certains secteurs.

Tableau n°32 : comparaison des prévisions, émissions et recouvrements des appuis Budgétaires sectoriels (ABS) : Dons des Gouvernements étrangers (en milliers de FCFA)

| Intitulés | Prévisions (a) | Emissions (b) | Recouvrements (c) | Reste à recouvrer d=b-c | Taux d'émission e=b/a | Taux de recouvrement f=c/b |
|---|----------------------|----------------------|----------------------|-------------------------|-----------------------|----------------------------|
| 74.2 Dons des gouvernements étrangers | 7 909 724 000 | 3 801 000 000 | 3 801 000 000 | 0 | 48,05% | 100,00% |
| <i>Appui Programmes soutien Eco Locale PSEL-DELTA (Suisse)</i> | 0 | 0 | 0 | 0 | - | - |
| <i>Appui Programmes Suisse Agro Pastoral Sikasso (PAFA)</i> | 0 | 0 | 0 | 0 | - | - |
| <i>Appui Programmes Partenariat Gouvernance (PEGA/Suisse)</i> | 0 | 0 | 0 | 0 | - | - |
| <i>Appui Programmes Canada (Santé)</i> | 0 | 0 | 0 | 0 | - | - |
| <i>Appui Programmes Suisse (PADE)</i> | 0 | 0 | 0 | 0 | - | - |
| <i>Appui Programmes Suisse (PACUM)</i> | 0 | 0 | 0 | 0 | - | - |
| <i>Appui Programmes Suisse (ADER)</i> | 0 | 941 000 000 | 941 000 000 | 0 | - | 100,00% |
| <i>Appui Programmes France (AFD) / PAAMEFIP</i> | 2 346 000 000 | 0 | 0 | 0 | 0,00% | - |
| <i>Appui Programmes Canada (Santé)</i> | 1 640 835 000 | 0 | 0 | 0 | 0,00% | - |
| <i>Appui Programmes Suisse</i> | 0 | 0 | 0 | 0 | - | - |
| <i>Appui Programmes Canada (Education)</i> | 1 086 045 000 | 0 | 0 | 0 | 0,00% | - |
| <i>Appui Programmes France (AFD) / PAAMEFIP</i> | 0 | 0 | 0 | 0 | - | - |
| <i>Appui Programmes Lux Dev/Développement rural et Sécurité alimentaire</i> | 963 806 000 | 0 | 0 | 0 | 0,00% | - |
| <i>Appui Programmes Lux Dev/ Filières agro-pastorales (PAFA)</i> | 1 480 142 000 | 0 | 0 | 0 | 0,00% | - |
| <i>Appui Programmes Lux Dev/ Formation et insertion professionnelle</i> | 392 896 000 | 0 | 0 | 0 | 0,00% | - |
| <i>Appui Programmes Banque Mondiale</i> | 0 | 2 860 000 000 | 2 860 000 000 | 0 | - | 100,00% |

Il ressort de l'analyse du tableau ci-dessus que les « Dons des gouvernements étrangers » (ABS) affichent des émissions et recouvrements de **3, 801** milliards contre

des prévisions de **7, 909** milliards de francs CFA. Les taux d'émission et de recouvrement sont respectivement de **48,05% et 100%** et **proviennent de la Suisse et de la Banque mondiale.**

e. Comparaison des prévisions, émissions et recouvrements des Recettes exceptionnelles (en milliers de FCFA)

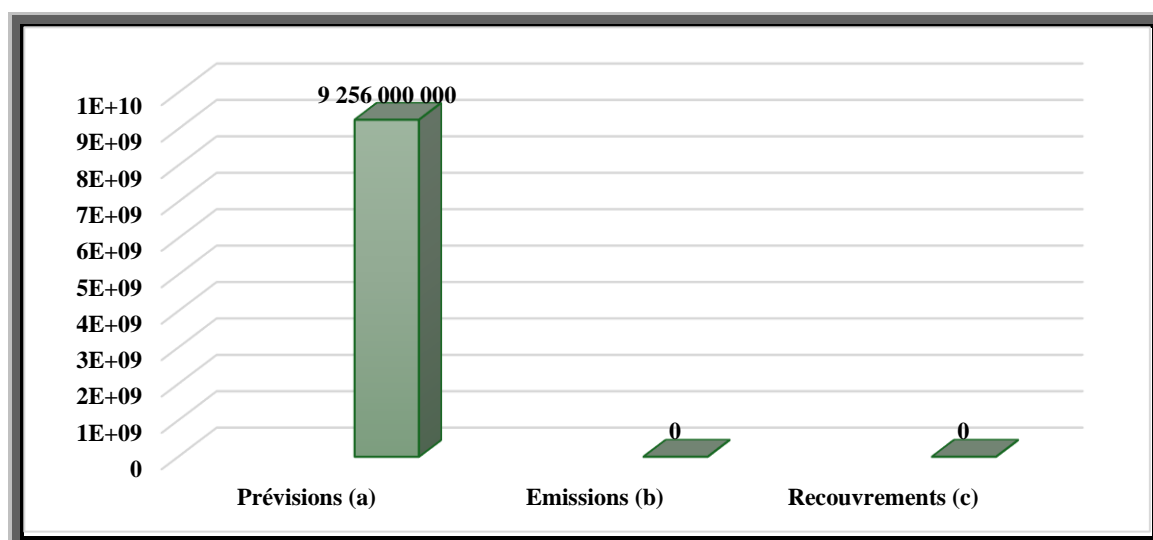
Il s'agit des ressources PPTE provenant des remises et annulations de dette de la part de certains partenaires.

Tableau n°33 : Comparaison des prévisions, émissions et recouvrements des Recettes exceptionnelles PPTE (en milliers de FCFA) (en milliers de FCFA)

| Intitulés | Prévisions (a) | Emissions (b) | Recouvrements (c) | Reste à recouvrer d=b-c | Taux d'émission e=b/a | Taux de recouvrement f=c/b |
|---------------------------------|----------------|---------------|-------------------|-------------------------|-----------------------|----------------------------|
| Remises et annulations de dette | 9 256 000 000 | 9 256 000 000 | 9 256 000 000 | 0 | 100% | 100% |
| Ressources PPTE | 9 256 000 000 | 9 256 000 000 | 9 256 000 000 | 0 | 100% | 100% |
| Total recettes exceptionnelles | 9 256 000 000 | 9 256 000 000 | 9 256 000 000 | 0 | 100% | 100% |

Constituées uniquement de ressources PPTE, les émissions de 9,256 milliards des recettes exceptionnelles ont été recouvrées à 100% pour des prévisions établies à 9,256 milliards de FCFA soit un taux d'émission et de recouvrement de 100%.

Graphique n°31: Comparaison des prévisions, émissions et recouvrements des Recettes Exceptionnelles



f. Comparaison des prévisions, émissions et recouvrements des Produits financiers (en milliers de FCFA)

Les produits financiers sont constitués des revenus des valeurs mobilières que sont les dividendes des sociétés minières et autres sociétés.

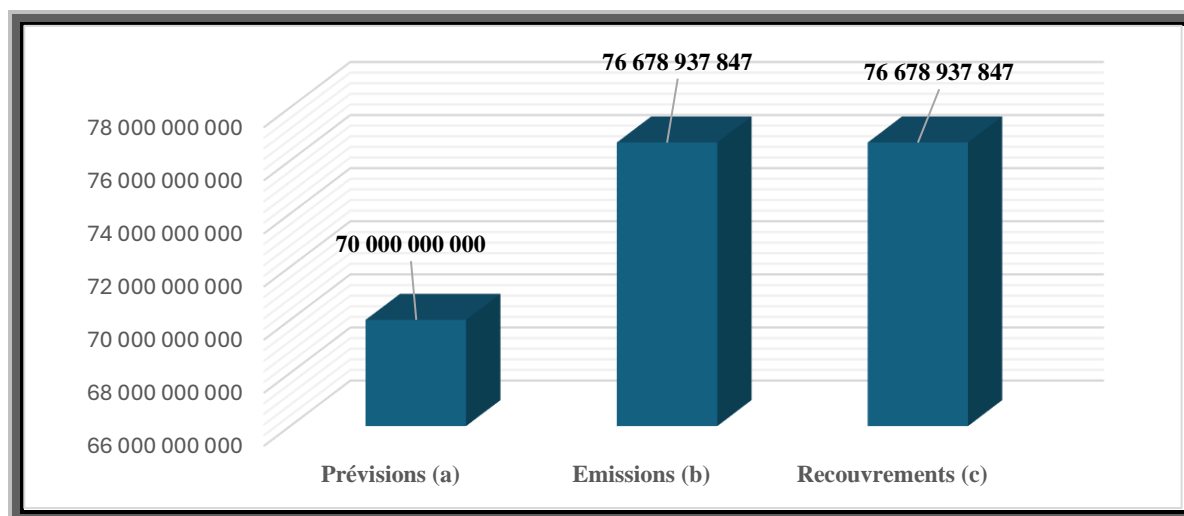
Tableau n°34 : Comparaison des prévisions, émissions et recouvrements des Produits financiers (en milliers de FCFA)

| Intitulés | Prévisions (a) | Emissions (b) | Recouvrements (c) | Reste à recouvrer d=b-c | Taux d'émission e=b/a | Taux de recouvrement f=c/b |
|---|-------------------|-----------------------|-----------------------|-------------------------|-----------------------|----------------------------|
| Revenus des titres de placements | 70 000 000 | 76 678 937 847 | 76 678 937 847 | - | 109541,34% | 100,00% |
| <i>Dividendes autres sociétés</i> | <i>20 000 000</i> | <i>22 555 011 122</i> | <i>22 555 011 122</i> | - | <i>112775,06%</i> | <i>100,00%</i> |
| <i>Revenus des valeurs mobilières, des titres et des Dividendes</i> | <i>50 000 000</i> | <i>54 123 926 725</i> | <i>54 123 926 725</i> | - | <i>108247,85%</i> | <i>100,00%</i> |
| TOTAL PRODUITS FINANCIERS | 70 000 000 | 76 678 937 847 | 76 678 937 847 | - | 109541,34% | 100,00% |

De l'analyse du tableau ci-dessus, il ressort que les émissions et recouvrements ont été de 76,679 milliards contre 70,00 millions de prévisions soit un taux d'émission de **109 541,34%**. Ce fort taux est dû :

- au poste « Dividendes autres sociétés » dont le taux d'émission est de 112 775,06% ;
- au poste « Revenus des valeurs mobilières, des titres et des Dividendes » dont le taux d'émission est de 108 247,85%.

Graphique n°32: Comparaison des prévisions, émissions et recouvrements des Produits financiers



2.1.1.2. Comparaison des prévisions, émissions et recouvrements des recettes par services d'assiette et de recouvrement

La Direction Générale des Douanes (DGD), la Direction Générale des Impôts (DGI), la Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DNTCP), la Direction Nationale des Domaines (DND) sont les services pourvoyeurs de recettes budgétaires.

Les prévisions de la Direction Générale de l'Administration des Biens de l'Etat (DGABE), de la Direction Générale de la Dette Publique (DGDP) font partie également des ressources de trésorerie.

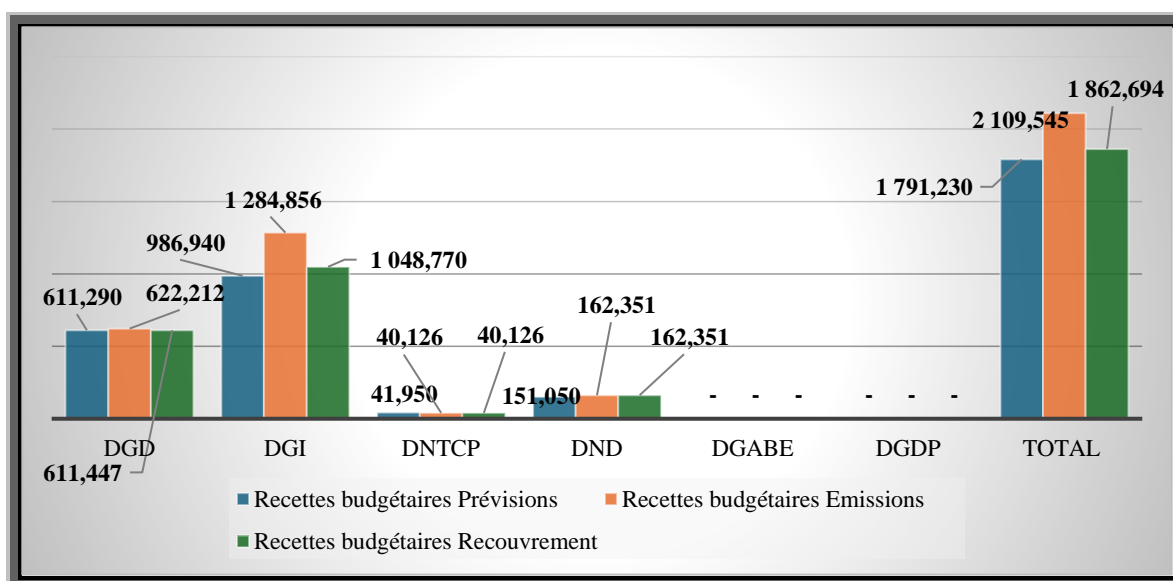
Tableau n°35 : Comparaison des prévisions, émissions et recouvrements des recettes par services d'assiette et de recouvrement (en milliards de FCFA)

| Services | Recettes budgétaires | | | Ressources de trésorerie | | | Total | | |
|--------------|----------------------|------------------|------------------|--------------------------|---------------|---------------|------------------|------------------|------------------|
| | Prévisions | Emissions | Recouvrement | Prévisions | Emissions | Recouv. | Prévisions | Emissions | Recouvrements |
| DGD | 611,290 | 622,212 | 611,447 | - | - | - | 611,290 | 622,212 | 611,447 |
| DGI | 986,940 | 1 284,856 | 1 048,770 | - | - | - | 986,940 | 1 284,856 | 1 048,770 |
| DNTCP | 41,950 | 40,126 | 40,126 | 16,232 | 24,959 | 24,959 | 58,182 | 65,085 | 65,085 |
| DND | 151,050 | 162,351 | 162,351 | 15,000 | 1,262 | 1,262 | 166,050 | 163,613 | 163,613 |
| DGABE | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| DGDP | - | - | - | 4,883 | 5,047 | 5,047 | 4,883 | 5,047 | 5,047 |
| Total | 1 791,230 | 2 109,545 | 1 862,694 | 36,115 | 31,268 | 31,268 | 1 827,345 | 2 140,813 | 1 893,962 |

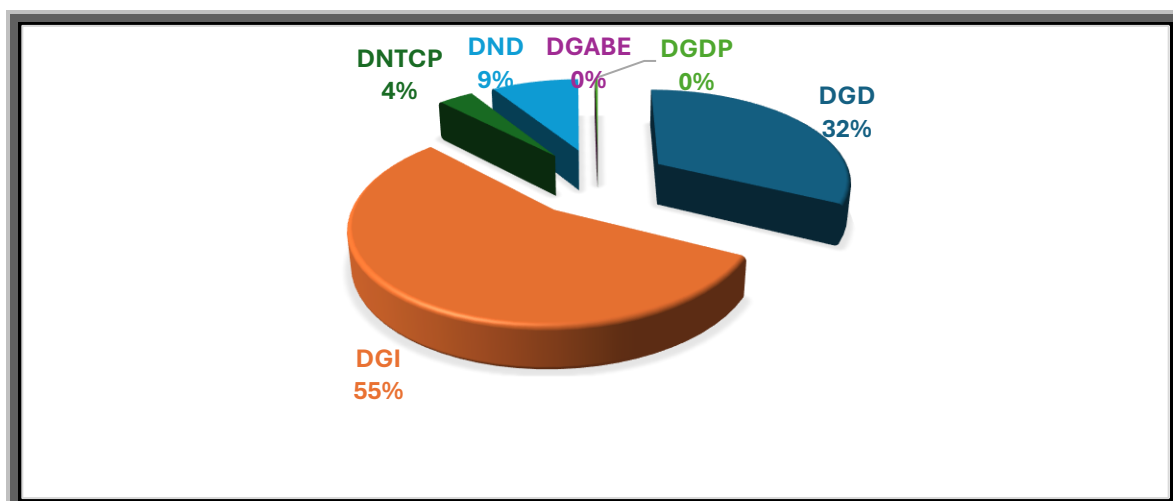
Au titre des recettes budgétaires, le tableau ci-dessus affiche des émissions des services d'assiette de 2 109,544 milliards contre des prévisions de 1 791,230 milliards pour des recouvrements de 1 862,694 milliards et des restes à recouvrer de 246,85 milliards dont 236,086 milliards de FCFA de restes à recouvrer de la DGI et 10,765 milliards de la DGD.

Pour les ressources de trésorerie, la prévision est de 36,115 milliards de FCFA, les émissions et recouvrements ont totalisé 31,268 milliards de FCFA.

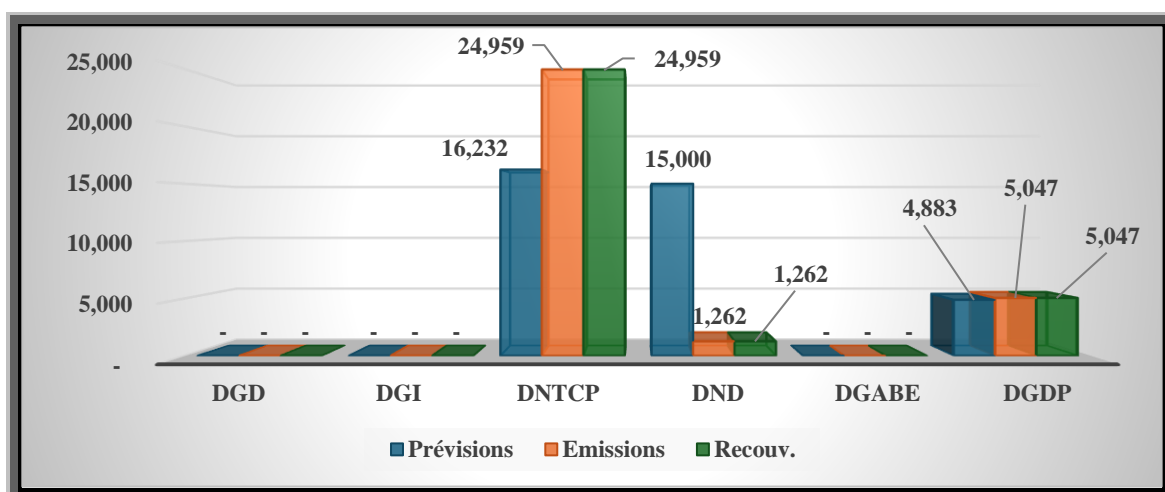
Graphique n°33: Comparaison des prévisions aux émissions et aux recouvrements des services d'assiettes (Recettes Budgétaires)



Graphique n°34: Répartition des recouvrements entre les services de recettes



Graphique n°35 : Comparaison des prévisions aux émissions et aux recouvrements des services d’assiettes (Ressources de Trésorerie)



2.1.1.3. Comparaison des données du projet de loi de règlement et les situations fournies par les structures de recettes

La Direction Générale des Douanes (DGD), la Direction Générale des Impôts (DGI), la Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DNTCP), la Direction Nationale des Domaines (DND)

Tableau n°36 : situation comparative des données du projet de loi de règlement et la situation fournie par les structures de recettes

❖ **Direction Générale des Impôts (en milliards de FCFA)**

La situation comparative des données du projet de loi de règlement et la situation fournie par la DGI est retracée dans le tableau suivant:

| Intitulés | PLR 2022 | DGI | Ecart |
|---------------------------|-----------|-----------|--------|
| Prévisions | 986,940 | 986,940 | 0 |
| Emissions | 1 284,856 | 1 226,549 | 58,307 |
| Recouvrements | 1 048,770 | 990,463 | 58,307 |
| Restes à recouvrer | 236,086 | 236,085 | 0 |

Il ressort de la lecture du tableau de comparaison un écart de 58,307 milliards de FCFA entre les émissions et les recouvrements du PLR et ceux de la DGI.

❖ Direction Générale des Douanes (DGD) (en milliards FCFA)

| Intitulés | PLR 2022 | DGD | Ecart |
|------------------------------|----------|---------|--------|
| Prévisions | 611,291 | 611,291 | 0,000 |
| Emissions | 622,212 | 622,212 | 0,000 |
| Recouvrements année courante | 611,447 | 611,316 | 0,131 |
| Restes à recouvrer | 10,765 | 10,896 | -0,131 |

Il ressort que des écarts sont constatés entre les montants de la situation du PLR2022 et ceux fournis par la DGD suivant lettre n°0160/MEF-DGD-DRS du 22 août 2024.

Observation n°11

Il est demandé au MEF de fournir des explications sur la différence de données entre le tableau n°10 « Répartition des réalisations par structure » de la note de présentation de la situation d'exécution du Budget d'Etat 2022 à la page 15 du projet de loi de règlements 2022 et le détail du projet de loi de règlement.

En effet, la note de présentation de la situation d'exécution du Budget d'Etat 2022 fait ressortir que les prévisions de la DGD sont de 611,291 milliards de FCFA, pour des émissions de 622,212 milliards de FCFA et des recouvrements de 611,447 milliards de FCFA alors que le détail du projet de loi de règlement (réalisations de recettes par service page 141) fait ressortir que la DGD a prévu 572,026 milliards de FCFA, fait des émissions de 564,560 milliards de FCFA et des recouvrements de 553,796 milliards de FCFA en 2022.

Réponse du MEF

Les explications sur la différence des données entre les deux sources résident dans le fait que les premiers chiffres (Prévisions : 611,291 milliards F CFA, Emissions : 622,212 milliards F CFA et Recouvrements : 611,447 milliards F CFA) sont des recettes brutes alors que les deuxièmes données (Prévisions : 572,026 milliards F CFA, Emissions : 564,560 milliards F CFA et Recouvrements : 553,796 milliards F CFA) concernent les recettes nettes.

Il suffit juste de majorer ces données (recettes nettes) par le montant des crédits de TVA chiffré à 57,520 milliards F CFA, au titre de l'année 2022 pour avoir les informations issues du tableau N°10 « Répartition des réalisations par structure » de la note de présentation de la situation d'exécution du Budget d'Etat 2022.

Le tableau définitif relatif aux prévisions, liquidations, recouvrements et restes à recouvrer, au titre de l'année 2022 transmis à la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGTCP) dans le cadre de l'élaboration du Projet de Loi de Règlement (PLR) 2022 fait apparaître pour le compte de la Direction Générale des Douanes les informations suivantes :

- Prévisions : 611,290 milliards F CFA ;
- Liquidations : 617,928 milliards F CFA au lieu de 622,212 milliards FCFA consigné dans le tableau induit d'erreurs ;
- Recouvrements : 611,316 milliards F CFA contre 611,447 milliards F CFA transcrit dans le tableau induit d'erreurs et
- Restes à recouvrer : 6,612 milliards F CFA contre 10,764 milliards de RAR.

La différence entre les chiffres du tableau N°10 de la note de présentation et le détail du projet de loi de règlement s'explique par la prise en compte des crédits de TVA. En effet, les données du premier tableau sont présentées en brut alors que celles du second tableau sont en net des crédits de TVA. Cette présentation répond à celle de la loi de finances.

Appréciation de la Cour

La Cour prend acte des explications données par le MEF.

❖ Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique (en milliards de FCFA)

| Intitulés | PLR 2022 | DNTCP | Ecart |
|--------------------|----------|--------|-------|
| Prévisions | 58,182 | 58,182 | - |
| Emissions | 65,085 | 65,085 | - |
| Recouvrements | 65,085 | 65,085 | - |
| Restes à recouvrer | 0,000 | - | - |

❖ Direction Nationale des Domaines et du Cadastre (DNDC) (en milliard de FCFA)

| Intitulés | PLR | DND | Ecart |
|--------------------|---------|---------|--------|
| Prévisions | 166,050 | 151,050 | 15,000 |
| Emissions | 163,613 | 162,350 | 1,263 |
| Recouvrements | 163,613 | 162,350 | 1,263 |
| Restes à recouvrer | 0,000 | 0,000 | 0,000 |

Il ressort que des écarts sont constatés entre les données de la situation du PLR 2022 notamment au niveau des prévisions et des réalisations et celles fournies par la DNDC suivant lettre n° 2024-0131/MUHDATP-DGDC du 27 août 2024.

Observation n°12

Il est demandé au MEF de fournir des explications sur les écarts ressortis dans le tableau ci-dessus.

Réponse du MEF

L'écart au niveau de la ligne prévision du tableau est relatif au montant des objectifs de recouvrement de la rubrique des ressources de trésorerie de la loi de Finances, qui se chiffrent à 15 milliards.

En ce qui concerne la ligne recouvrement, l'écart global de 1,263 milliards de F CFA est dû à l'impact du bas niveau de réalisation de la rubrique des ressources de trésorerie, qui affichent un taux de 8% dont la situation ne figurait pas dans la lettre mentionnée. Sinon, les recettes budgétaires, quant à elles, enregistrent un taux de réalisation de 107% avec un montant de 162,350 milliards de F CFA sur un objectif de 151,050 milliards de F CFA.

Appréciation de la Cour

La Cour prend acte des éléments de réponses donnés par le MEF.

❖ **Direction Générale de l'Administration des Biens de l'Etat (DGABE)** (en milliards de FCFA)

| Intitulés | PLR | DGABE | Ecart |
|---------------------------|------------|--------------|--------------|
| Prévisions | | 0,500 | -0,500 |
| Emissions | | 0,108 | -0,108 |
| Recouvrements | | 0,108 | -0,108 |
| Restes à recouvrer | 0,000 | 0,000 | 0,000 |

Le tableau ci-dessus fait ressortir une absence de prévisions dans le PLR 2022 en ce qui concerne les ressources de la DGABE alors que la DGABE indique une prévision de 0,500 milliards de FCFA pour des émissions et des réalisations de 0,108 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 21,6% par rapport aux prévisions.

Il en résulte donc des écarts entre le PLR 2022 et la Situation fournie par la DGABE notamment en termes de prévision (0,500 milliards de FCFA) et de réalisation (0,108

milliards de FCFA) suivant BE n°2024-000179 /MUHDATP-DGABE du 26 août 2024.

Observation n°13

Il est demandé au MEF d'expliquer l'absence de prévision constatée dans le PLR 2022 alors que la DGABE a prévu 0,500 milliards de FCFA et réalisé 0,108 milliards de FCFA de ressources au titre de l'exercice 2022.

Réponse du MEF

L'objectif des prévisions de recettes pour la DGABE dans la Loi des Finances est de zéro contre 80 000 000 000 FCFA dans la Loi des Finances de 2021 soit un écart de -80 000 000 000 FCFA et un taux d'évolution de -100%.

Seules les recettes de privatisation sont prises en compte au niveau de ces prévisions

Toutefois, la DGABE assure le suivi de la vente des matières et matériels réformés. Les produits de ces ventes sont comptabilisés au compte de la Direction Nationale des Domaines (DND) conformément à la Loi des Finances.

La prévision de 0,500 milliard de FCFA pour des émissions et des réalisations de 0,108 milliard de FCFA est relative aux recettes d'aliénations de meubles (réformes des biens de l'Etat). Pour rappel, les aliénations de biens meubles sont des recettes domaniales dont le recouvrement incombe à la DGDC. Pour les opérations de réformes, la DGABE intervient seulement pendant la phase administrative avec la préparation des dossiers de réformes. Les recouvrements sont ensuite effectués par la DGDC conformément à la loi de finances.

Appréciation de la Cour

La Cour prend acte des explications fournies par le MEF.

❖ Direction Générale de la Dette Publique (en FCFA)

| Intitulés | PLR | DGDP | Ecart |
|---------------------------|------------|-------------|--------------|
| Prévisions | 4,883 | 4,883 | 0,000 |
| Emissions | 5,047 | 5,047 | 0,000 |
| Recouvrements | 5,047 | 5,047 | 0,000 |
| Restes à recouvrer | 0 | 0 | 0 |

Le tableau ci-dessus fait ressortir une parfaite concordance entre les données du PLR 2022 et celles de la DGDP fournies suivant lettre n°000369/MEF-DGDP du 20 août 2024.

2.1.2. Analyse de la situation d'exécution des recettes des Budgets Annexes

2.1.2.1. Situation d'exécution des recettes par Entrepôts Maliens (Budgets Annexes).

Les Budgets Annexes concernent les Entrepôts Maliens dans les ports au niveau des pays. La situation d'exécution par Entrepôts est retracée dans le tableau suivant :

Tableau n° 37 : Situation d'exécution des recettes par Entrepôts Maliens (Budgets Annexes)

| Intitulés | Prévisions (a) | Emissions (b) | Recouvrements (c) | Reste à recouvrer d=b-c | Taux d'émission e=b/a | Taux de recouvrement f=c/b |
|--------------|----------------------|----------------------|----------------------|-------------------------|-----------------------|----------------------------|
| EMASE | 2 862 800 000 | 3 910 876 666 | 3 351 585 744 | 559 290 922 | 136,61 | 85,70 |
| EMACI | 1 701 000 000 | 1 037 845 506 | 1 037 845 506 | 0 | 61,01 | 100,00 |
| EMATO | 739 500 000 | 282 305 832 | 282 305 832 | 0 | 38,18 | 100,00 |
| EMAGUI | 610 150 000 | 211 031 550 | 211 031 550 | 0 | 34,59 | 100,00 |
| EMAMAU | 645 323 000 | 163 589 318 | 204 628 334 | -41 039 016 | 25,35 | 125,09 |
| EMAGHA | 752 500 000 | 227 527 357 | 227 527 357 | 0 | 30,24 | 100,00 |
| EMABE | 584 500 000 | 113 849 160 | 113 849 160 | 0 | 19,48 | 100,00 |
| TOTAL | 7 895 773 000 | 5 947 025 389 | 5 428 773 483 | 518 251 906 | 75,32 | 91,29 |

L'analyse du tableau montre que les prévisions des entrepôts se chiffrent à 7,896 milliards de FCFA pour des émissions de 5,947 milliards de FCFA, soit 75,32% tandis que les recouvrements enregistrent 5,429 milliards de FCFA, soit 91,29%.

Les EMASE enregistrent un taux de recouvrement de 85,70% inférieur à 100% tandis que les EMAMAU enregistrent un taux de recouvrement de 125,09%.

Par ailleurs, les EMASE enregistrent des restes à recouvrer (RAR) qui se chiffrent à 559 290 922 FCFA.

Observation n°14

Il est demandé au MEF d'expliquer le montant conséquent des RAR au niveau des EMASE.

Réponse du MEF

Dans le cadre de la mobilisation des ressources, il est prévu conformément au Manuel des Procédures des Entrepôts dans les Ports de Transit, l'application de la facturation au comptant et à terme. A ce titre, les EMASE disposent dans le cadre du recouvrement des redevances des deux modes de facturation. Les restes à recouvrer au niveau des EMASE résultent des dispositions légales qui confèrent aux Entrepôts ces moyens de

recouvrement. Ces restes à recouvrer sont dus par les usagers avec un compte actif dans les livres comptables des EMASE et les usagers avec un compte fermé. Les restes à recouvrer de ce dernier groupe concernent les antérieurs (2003-2009) et la quasi-totalité de ces redevables n'opère plus sur l'axe Dakar-Bamako. Toutefois, les actions entreprises par les EMASE ont permis une réduction du niveau global des restes à recouvrer passant de 746 358 893 FCFA au 31 décembre 2021 à 559 290 922 FCFA au 31 décembre 2022.

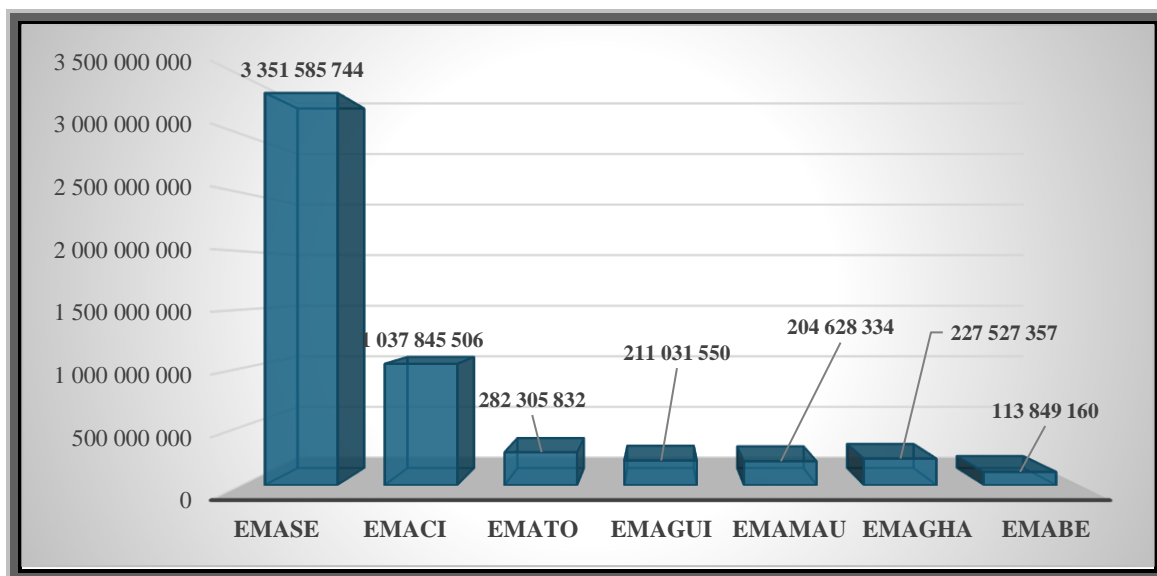
Appréciation de la Cour

La Cour prend acte des éléments de réponse fournis par le MEF.

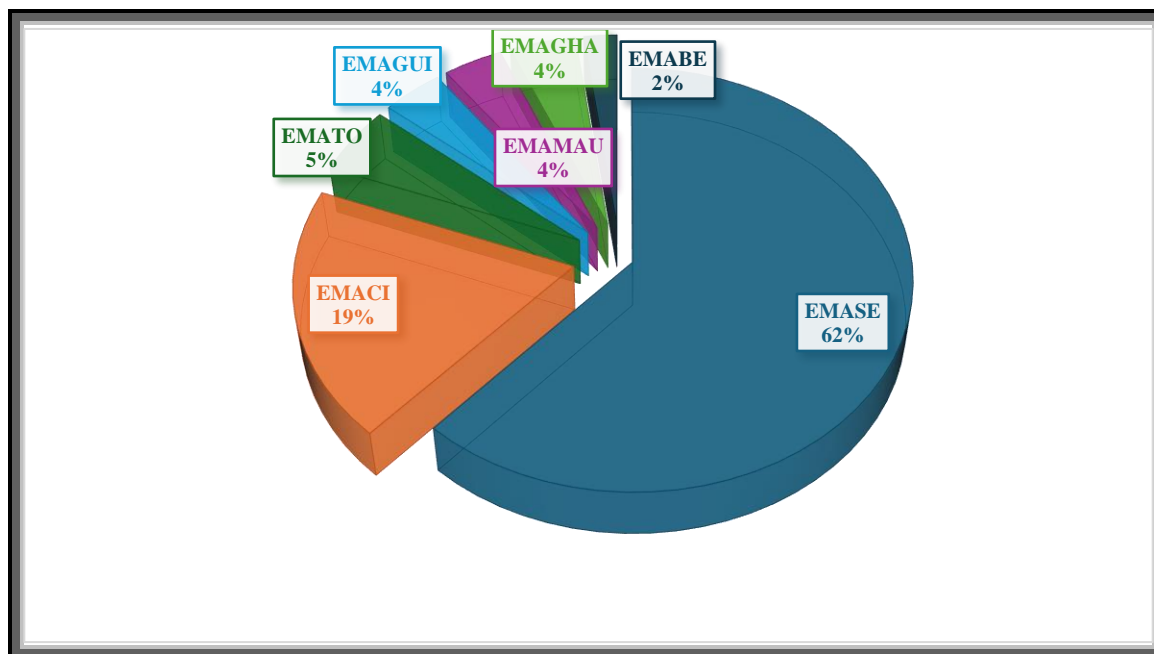
Recommandation n°04

La Cour recommande au MEF de veiller à la mise en œuvre des actions envisagées par les EMASE en vue du recouvrement total de ces RAR.

Graphique n°36 : Comparaison des prévisions, émissions et recouvrement des Entrepôts Maliens (Budgets Annexes)



Graphique n° 37: Part de chaque Entrepôts Maliens (Budgets Annexes)



Il ressort l'analyse du graphique que les EMASE occupent 62% des recettes réalisées au titre des Budgets Annexes suivis des EMACI (19%) ; des EMATO (5%) ; 4% pour les entrepôts EMAGUI, EMAGHA et EMAMAU.

2.1.2.2. Situation comparative des données du projet de loi de règlement et les situations fournies par les Entrepôts Maliens

Tableau n° 38 : Situation comparative des données du projet de loi de règlement et les situations fournies par les Entrepôts Maliens (Budgets Annexes)

➤ Situation des EMASE (en FCFA)

| Intitulés | PLR | EMASE | Ecart |
|---------------------------|--------------------|--------------------|---------------|
| Prévisions | 2 862 800 000 | 0 | 2 862 800 000 |
| Emissions | 3 910 876 666 | 3 910 876 666 | 0 |
| Recouvrements | 3 351 585 744 | 3 351 585 744 | 0 |
| Restes à recouvrer | 559 290 922 | 559 290 922 | 0 |

L'analyse du tableau fait ressortir l'absence de prévision au niveau des EMASE alors que le PLR affiche une prévision de 2 862 800 000 FCFA. Le montant des RAR inscrit dans le projet de loi de règlement qui est de 559 290 922 FCFA est identique à celui des EMASE.

Observation n°15

Il est demandé au MEF d'expliquer d'une part l'absence de prévision constatée dans la situation fournie par les EMASE et d'autre part le montant élevé de 559 290 922 FCFA au titre des restes à recouvrer.

Réponse du MEF

L'absence de prévision sur le certificat de recettes des EMASE s'explique par la conception dudit certificat. A la différence des autres Entrepôts, les EMASE font ressortir uniquement sur leur certificat de recettes la situation des émissions et des recouvrements.

S'agissant du niveau des restes à recouvrer 559 290 922 FCFA, ils portent majoritairement sur les années antérieures (20003-2009) et sont dus par les usagers qui étaient régis par la facturation à terme conformément au Manuel des Procédures des Entrepôts dans les Ports de Transit. A date, la quasi-totalité des usagers n'opère plus d'activité sur l'axe Dakar-Bamako et les comptes de ces redevables sont fermés dans les livres comptables des EMASE d'où ces restes à réaliser. Sur les 559 290 922 FCFA, 361 436 010 FCFA sont imputables à ce groupe d'usagers. Sur le reliquat de 189 814 912 FCFA, il a été recouvré un montant de 171 433 774 FCFA.

Appréciation de la Cour

La Cour prend acte des réponses fournies et demande au MEF une harmonisation des documents comptables des EMA dont les situations financières sont produites par des comptables publics.

Recommandation n°05

La Cour recommande au MEF un traitement définitif des restes à recouvrer d'un montant de 361 436 010 FCFA conformément aux procédures en vigueur.

➤ Situation des EMACI

| Intitulés | PLR | EMACI | Ecart |
|---------------------------|---------------|---------------|--------------|
| Prévisions | 1 701 000 000 | 1 701 000 000 | 0 |
| Emissions | 1 037 845 506 | 1 037 845 506 | - |
| Recouvrements | 1 037 845 506 | 1 037 845 506 | - |
| Restes à recouvrer | 0 | 0 | 0 |

L'analyse du tableau fait ressortir que les montants des émissions et des recouvrements du PLR sont identiques à ceux fournis par les EMACI.

➤ **Situation des EMATO**

| Intitulés | PLR | EMATO | Ecart |
|---------------------------|-------------|-------------|-------------|
| Prévisions | 739 500 000 | 739 500 000 | - |
| Emissions | 282 305 832 | 289 858 816 | - 7 552 984 |
| Recouvrements | 282 305 832 | 289 858 816 | - 7 552 984 |
| Restes à recouvrer | 0 | 0 | 0 |

Il ressort de l'analyse du tableau que les émissions et les recouvrements du PLR sont inférieures à celles des EMATO de 7 552 984 FCFA.

Observation n°16

Il est demandé au MEF d'expliquer l'écart constaté entre les montants des émissions et des recouvrements inscrits dans le PLR et la situation fournie par les EMATO.

Réponse du MEF

Les émissions et les recouvrements inscrits dans le PLR sont conformes aux chiffres consignés dans le certificat de recettes au 31 décembre 2022. En effet, ces certificats de recettes sont communiqués par les budgets annexes au moment de l'élaboration du PLR. Ils retracent les opérations de l'exercice courant ainsi que les reports de trésorerie. Mais par principe d'annualité budgétaire, les reports de trésorerie ne sont pas pris en compte dans les recettes, ce sont les opérations de gestion qui sont inscrites en recettes dans le PLR. De ce fait, l'écart correspond au report de trésorerie.

Au 31 décembre 2022, le certificat de recettes de l'exercice 2022 des EMATO ainsi que le PLR font ressortir des émissions et des recouvrements de 285 529 179 FCFA. Il est à noter qu'au niveau des EMATO, les recouvrements correspondent aux émissions.

Appréciation de la Cour

La Cour prend acte des réponses données par le MEF.

➤ **Situation des EMAGUI**

| Intitulés | PLR | EMAGUI | Ecart |
|---------------------------|-------------|-------------|-------|
| Prévisions | 610 150 000 | 610 150 000 | - |
| Emissions | 211 031 550 | 211 031 550 | - |
| Recouvrements | 211 031 550 | 211 031 550 | - |
| Restes à recouvrer | 0 | 0 | 0 |

L'analyse du tableau fait ressortir une concordance parfaite entre les données fournis par les EMAGUI et les prévisions, les émissions et les recouvrements du PLR.

➤ **Situation des EMAMAU**

| Intitulés | PLR | EMAMAU | Ecart |
|---------------------------|--------------|---------------|--------------|
| Prévisions | 645 323 000 | 645 323 000 | - |
| Emissions | 163 589 318 | 183 882 859 | - 20 293 541 |
| Recouvrements | 204 628 334 | 183 882 859 | 20 745 475 |
| Restes à recouvrer | - 41 039 016 | - | - 41 039 016 |

Il ressort de l'analyse du tableau et des informations contenues dans la lettre n° n° 1092/MTI-SG en date du 09 septembre 2024 produite par les EMAMAU que :

- la situation des émissions ressortie du PLR est inférieure de 20 293 541 à celle fournie par les EMAMAU ;
- la situation des recouvrements ressortie du PLR est supérieure aux données fournies par les EMAMAU de 20 745 475 FCFA .

Observation n°17

Il est demandé au MEF d'expliquer les écarts constatés au niveau des émissions et des recouvrements entre les données du PLR et la situation fournie par les EMAMAU.

Réponse du MEF

De même que l'EMATO, les émissions et les recouvrements pour le compte des EMAMAU dans le PLR sont conformes aux chiffres consignés dans son certificat de recettes au 31 décembre 2022.

Les écarts entre les émissions et les recouvrements du PLR et la situation communiquée à la Section des Comptes par les EMATO, résultent d'une erreur matérielle. Le certificat de recettes à la date du 31 décembre 2022 produit par l'entité enregistrait les émissions et les recouvrements au 30 septembre 2022. Le document a été corrigé par les EMAMAU, les émissions et les recouvrements au titre de l'exercice 2024 se chiffrent à 204 017 350 FCFA au lieu de 163 589 318 FCFA.

Appréciation de la Cour

La Cour prend acte des explications données par le MEF et lui demande la transmission de documents de fin d'année datant du 31/12.

Recommandation n°06

La Cour recommande au MEF de prendre en compte au niveau du PLR les données corrigées des EMAMAU au titre des émissions et des recouvrements qui se chiffrent à 204 017 350 FCFA à lieu de 163 589 318 FCFA.

➤ Situation des EMAGHA

| Intitulés | PLR | EMAGHA | Ecart |
|---------------------------|-------------|---------------|--------------|
| Prévisions | 752 500 000 | 752 500 000 | - |
| Emissions | 227 527 357 | 292 954 385 | - 65 427 028 |
| Recouvrements | 227 527 357 | 292 954 385 | - 65 427 028 |
| Restes à recouvrer | 0 | 0 | 0 |

Il ressort de l'analyse du tableau que les émissions et les recouvrements du PLR sont inférieures à celles des EMAGHA de 65 427 028 FCFA chacun.

Observation n°18

Il est demandé au MEF d'expliquer les écarts constatés au niveau des émissions et des recouvrements entre les données du PLR et la situation fournie par les EMAGHA.

Réponse du MEF

La situation est la même pour les EMAGHA. Les émissions et les recouvrements de l'EMAGHA dans le PLR sont conformes aux chiffres consignés dans son certificat de recettes au 31 décembre 2022.

Les écarts constatés au niveau des émissions et des recouvrements entre les données du PLR et la situation fournie par les EMAGHA correspondent au report de trésorerie de 2021 à 2022. Les recouvrements de recettes effectués en 2022 et consignés dans le certificat de recettes au 31 décembre 2022 s'élèvent à 227 527 357 de FCFA, conformes au montant du projet de loi de règlement.

Appréciation de la Cour

La Cour prend acte des réponses fournies et demande au MEF une harmonisation des documents comptables des Entrepôts Maliens dont les situations financières sont produites par des comptables publics.

➤ Situation des EMABE

| Intitulés | PLR | EMABE | Ecart |
|--------------------|-------------|-------------|-------|
| Prévisions | 584 500 000 | 584 500 000 | - |
| Emissions | 113 849 160 | 113 849 160 | - |
| Recouvrements | 113 849 160 | 113 849 160 | - |
| Restes à recouvrer | 0 | 0 | 0 |

L'analyse du tableau montre une parfaite concordance entre le montant des prévisions, émissions et recouvrements du PLR et celui des EMABE.

2.1.3. Analyse de la situation d'exécution des Comptes Spéciaux du Trésor

La situation comparative des prévisions, émissions et recouvrements des Comptes Spéciaux du Trésor suivant le PLR et la PGT sont retracées dans les différents tableaux ci-dessous :

2.1.3.1. Comparaison des prévisions, émissions et recouvrements par Comptes Spéciaux du Trésor suivant le PLR

La situation comparative des prévisions, émissions et recouvrements des Comptes Spéciaux du Trésor suivant le PLR est retracée dans le tableau suivant :

Tableau n°39 : Situation comparative des prévisions, émissions et recouvrements des Comptes Spéciaux du Trésor suivant le PLR

| Comptes Spéciaux du Trésor | Prévisions (a) | Emissions (b) | Recouvrements (c) | Reste à recouvrer d=b-c | Taux d'émission e=b/a | Taux de recouvrement f=c/b |
|----------------------------|------------------------|------------------------|------------------------|-------------------------|-----------------------|----------------------------|
| PDRM | 360 000 000 | 134 500 000 | 134 500 000 | 0 | 37,36 | 100,00 |
| FAP Forêt | 1 800 000 000 | 652 095 821 | 652 095 821 | 0 | 36,23 | 100,00 |
| FAP Faune | 500 000 000 | 116 666 414 | 116 666 414 | 0 | 23,33 | 100,00 |
| FAAFEE | 650 000 000 | 300 000 000 | 300 000 000 | 0 | 46,15 | 100,00 |
| FFRFPAM | 350 000 000 | 206 500 000 | 206 500 000 | 0 | 59,00 | 100,00 |
| FNAA | 9 193 976 000 | 2 156 249 931 | 2 156 249 931 | 0 | 23,45 | 100,00 |
| FCRIT | 2 500 000 000 | 625 000 000 | 625 000 000 | 0 | 25,00 | 100,00 |
| FR_C_TVA | 126 719 397 000 | 115 956 745 247 | 115 956 745 247 | 0 | 91,51 | 100,00 |
| FNDS | 5 411 949 000 | 5 147 534 186 | 5 147 534 186 | 0 | 95,11 | 100,00 |
| FDD | 22 500 000 000 | 2 533 764 741 | 2 533 764 741 | 0 | 11,26 | 100,00 |
| FIES | 500 080 000 | 141 543 412 | 141 543 412 | 0 | 28,30 | 100,00 |
| TOTAL | 170 485 402 000 | 127 970 599 752 | 127 970 599 752 | 0 | 75,06 | 100,00 |

Prévus pour 170,485 milliards de FCFA, les émissions et les recouvrements des CST ont été de 127,971 milliards de FCFA, soit un taux d'émission de 75,06% et 100,00% de taux de recouvrement.

2.1.3.2. Situation des recouvrements par Comptes Spéciaux du Trésor suivant la PGT

La situation comparative des recouvrements des Comptes Spéciaux du Trésor produite par la PGT est retracée dans le tableau ci-dessous :

Tableau n°40 : Situation des recouvrements des Comptes Spéciaux du Trésor produite par la PGT

| CST | Report de solde au 01/01/2022 | Recettes du 01/01/ au 31/12/2022 | Total des recettes au 31/12/2022 |
|--|-------------------------------|----------------------------------|----------------------------------|
| Fonds de Développement des Ressources Minérales | 0 | 134 500 000 | 134 500 000 |
| Fonds Aménagement et Protection des Forêts et Faune | 840 517 959 | 768 762 235 | 1 609 280 194 |
| Fonds d'Etude d'Impact Environnemental et Social | 205 192 461 | 768 762 235 | 973 954 696 |
| Fonds d'Appui à l'Autonomisation de la Femme et à l'épanouissement de l'Enfant | - 128 829 095 | 300 000 000 | 171 170 905 |
| Fonds de Financement de la Recherche de la Formation et de la Promotion des Activités Minières | 151 000 897 | 206 500 000 | 357 500 897 |
| Fonds National d'Appui à l'Agriculture | - 123 630 899 | 2 156 249 931 | 2 032 619 032 |
| Fonds Compétitif pour la Recherche et l'Innovation Technologique | 1 384 496 387 | 625 000 000 | 2 009 496 387 |
| Fonds de Remboursement des Crédits TVA | 29 294 551 194 | 84 947 621 251 | 114 242 172 445 |
| Fonds National pour le Développement de la Statistique | 2 147 534 186 | 3 000 000 000 | 5 147 534 186 |
| Fonds pour Développement Durable | 69 080 045 687 | 2 161 357 630 | 71 241 403 317 |
| Fonds de Développement de l'Eau | 240 873 428 | 18 691 500 | 259 564 928 |
| TOTAL DES RECETTES ENCAISSEES EN 2022 | 103 091 752 205 | 95 087 444 782 | 198 179 196 987 |

Il ressort de l'analyse du tableau :

- l'absence de report de solde au 01/01/2022 en ce qui concerne le Fonds de Développement des Ressources Minérales ;
- un solde négatif de 128 829 095 FCFA au 01/01/2022 pour le Fonds d'Appui à l'Autonomisation de la Femme et à l'épanouissement de l'Enfant ;

- un solde négatif de 123 630 899 FCFA au 01/01/2022 concernant le Fonds National d'Appui à l'Agriculture.

Observation n°19

Il est demandé au MEF d'expliquer :

- l'absence de report de solde au 01/01/2022 en ce qui concerne le Fonds de Développement des Ressources Minérales ;

-le solde négatif de 128 829 095 FCFA au 01/01/2022 concernant le Fonds d'Appui à l'Autonomisation de la Femme et à l'épanouissement de l'Enfant ;

-le solde négatif de 123 630 899 FCFA au 01/01/2022 s'agissant du Fonds National d'Appui à l'Agriculture.

Réponse du MEF

L'absence de report de solde au 01/01/2022 concernant le Fonds de Développement des Ressources Minérales s'explique par le fait que le programme a connu sa toute première exécution en 2022.

Les soldes négatifs de 128 829 095 FCFA et de 123 630 899 FCFA au 01/01/2022 concernant respectivement le Fonds d'Appui à l'Autonomisation de la Femme et à l'épanouissement de l'Enfant (FAAFE) et le Fonds National d'Appui à l'Agriculture (FNAA) s'expliquent par la non prise en charge des mandats d'alimentation desdits comptes en recettes avant l'exécution des dépenses. Ces dysfonctionnements ont été corrigés à date.

Appréciation de la Cour

La Cour prend acte des explications données par le MEF.

Recommandation n°07

La Cour invite le MEF à une prise en charge à bonne date des mandats d'alimentation en recettes avant l'exécution des dépenses du Fonds d'Appui à l'Autonomisation de la Femme et à l'épanouissement de l'Enfant (FAAFE) et du Fonds National d'Appui à l'Agriculture (FNAA).

2.1.3.3. Comparaison des recouvrements des CST du PLR et ceux de la PGT

La situation comparative des recouvrements des Comptes Spéciaux du Trésor produite par la PGT et le PLR est retracée dans le tableau suivant :

Tableau n° 41 : situation comparative des recouvrements des Comptes Spéciaux du Trésor produite par la PGT et le PLR

| Comptes Spéciaux du Trésor | PLR (a) | PGT (b) | Ecart (c = b-a) |
|--|------------------------|-----------------------|------------------------|
| Fonds de Développement des Ressources Minérales | 134 500 000 | 134 500 000 | 0 |
| Fonds d'Aménagement et Protection des Faune et des Forêts | 768 762 235 | 768 762 235 | 0 |
| Fonds Etudes d'Impact Environnemental et Social | 141 543 412 | 768 762 235 | 627 218 823 |
| Fds d'Appui à l'Autonomisation de la Femme et à l'épanouissement de l'Enfant | 300 000 000 | 300 000 000 | 0 |
| Fonds de Financement de la Recherche de la Formation et de la Promotion des Activités Minières | 206 500 000 | 206 500 000 | 0 |
| Fonds National d'Appui à l'Agriculture | 2 156 249 931 | 2 156 249 931 | 0 |
| Fonds Compétitif pour la Recherche et l'Innovation Technologique | 625 000 000 | 625 000 000 | 0 |
| Fonds de Remboursement des Crédits TVA | 115 956 745 247 | 84 947 621 251 | -31 009 123 996 |
| Fonds National pour le Développement de la Statistique | 5 147 534 186 | 3 000 000 000 | -2 147 534 186 |
| Fonds pour Développement Durable | 2 533 764 741 | 2 161 357 630 | -372 407 111 |
| Fonds de Développement de l'Eau | 0 | 18 691 500 | 18 691 500 |
| TOTAL | 127 970 599 752 | 95 087 444 782 | -32 883 154 970 |

Il ressort de l'examen du tableau que :

- un écart négatif de 32, 883 milliards FCFA existe entre la situation produite par la PGT et le PLR ;
- le montant de 768 762 235 FCFA ressorti de la situation produite par la PGT est supérieure à celui prévu par le PLR qui est de 141 543 412 FCFA pour le Fonds Etudes d'Impact Environnemental et Social soit un écart de 627 218 823 FCFA.
- le Fonds de Développement de l'Eau n'enregistre aucun montant dans le PLR contre un montant de 18 691 500 FCFA dans la situation fournie par la PGT ;
- le Fonds de Remboursement des Crédits TVA enregistre un montant de 84 947 621 251 FCFA suivant la situation produite par la PGT contre 115 956 745 247 FCFA prévus dans le PLR soit un écart de 31 009 123 996 FCFA.

Observation n°20

Il est demandé au MEF d'expliquer d'une part l'écart entre les montants encaissés par la PGT et ceux figurant dans le PLR et l'absence de montant au niveau du Fonds de Développement de l'Eau dans le PLR.

Réponse du MEF

L'écart entre les montants encaissés par la PGT et ceux figurant dans le PLR s'explique par le fait que les données du PLR intègrent les reports de solde des années antérieures.

Toutefois, concernant le fonds d'étude d'impact environnemental et social, il existe un écart entre les données de la PGT et celles figurant dans le tableau 41.

Appréciation de la Cour

La Cour prend acte des explications données par le MEF sur l'écart constaté entre le PLR et la PGT.

Cependant, elle maintient son observation sur l'écart constaté entre la situation de la PGT et celle du PLR en ce qui concerne le fonds d'étude d'impact environnemental et social et l'absence de prévision dans le PLR au niveau du Fonds de Développement de l'Eau.

2.1.4. Situation évolutive des prévisions, émissions et recouvrements du budget d'Etat de 2020 à 2022

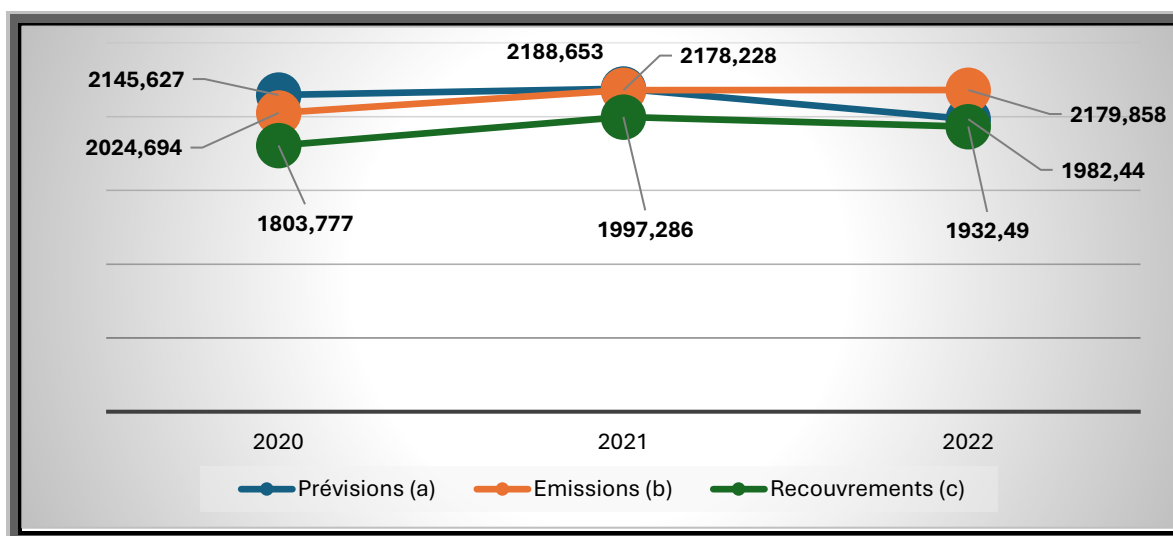
Tableau n°42 : comparaison évolutive des prévisions, émissions et recouvrements du budget d'Etat de 2020 à 2022 (en milliards de FCFA)

| Exercices | Prévisions (a) | Emissions (b) | Recouvrements (c) | Taux d'émission (b/a) | Taux de recouvrement (c/b) | Taux de réalisation (c/a) |
|-----------|-------------------|------------------|----------------------|-----------------------------|----------------------------------|---------------------------------|
| 2020 | 2145,627 | 2024,694 | 1803,777 | 94,36 | 89,09 | 84,07 |
| 2021 | 2188,653 | 2178,228 | 1997,286 | 99,52 | 91,69% | 91,26% |
| 2022 | 1982,44 | 2179,858 | 1932,49 | 109,96 | 88,65% | 97,48% |

Pendant la période sous revue, les émissions ont été inférieures aux prévisions excepté 2022 où elles ont été supérieures aux prévisions.

Les recouvrements, pour la période sous revue, ont été inférieurs aux émissions.

Graphique n°38 : Evolution des prévisions, émissions et recouvrements du budget d'Etat de 2020 à 2022



2.1.5. Situation des Restes à recouvrer (RAR) de 2022

Les restes à recouvrer ressortis du tableau des recettes annexées au Projet de loi de règlement sont présentés par service dans le tableau suivant :

Tableau n°43 : Situation des RAR de la DGI, DGD et des Budgets Annexes (en milliards de FCFA)

| Intitulés | Prévisions (a) | Emissions (b) | Recouvrements (c) | Restes à recouvrer (d=b-c) |
|--------------------|-------------------|------------------|----------------------|-------------------------------|
| DGI | 928,044 | 1226,55 | 990,464 | 236,086 |
| DGD | 572,026 | 564,561 | 553,796 | 10,765 |
| B. Annexes (EMASE) | 2862,8 | 3910,877 | 3351,586 | 559,291 |
| Total | | | | 806,142 |

L'analyse du tableau montre que les restes à recouvrer du budget d'Etat qui s'élèvent à 806, 142 milliards sont repartis entre la DGI, la DGD et les Budgets annexes.

Par ailleurs, les EMASE enregistrent le montant le plus élevé des RAR soit 559,291 milliards de CFCFA.

2.1.5.1 Restes à recouvrer de la DGI

La situation des restes à recouvrer de la DGI par rubrique d'impôts est retracée dans le tableau suivant :

Tableau n°44 : Situation comparative des RAR par rubrique d'impôts du PLR et de la DGI en FCFA.

| Intitulés | Restes à recouvrer PLR | Restes à recouvrer DGI | Ecart |
|------------------------------------|------------------------|------------------------|-------|
| BIC Secteur Privé | 7 464 548 824 | 7 464 548 824 | |
| IS Privé | 102 353 598 236 | 102 353 598 236 | |
| Impôts sur les revenus fonciers | 2 135 100 201 | 2 135 100 201 | |
| IRVM | 1 110 484 478 | 1 110 484 478 | |
| Contribution forfaitaire | 3 002 893 570 | 3 002 893 570 | |
| ITS/Secteur privé | 17 416 652 956 | 17 416 652 956 | |
| TVA/ Privé | 87 920 315 024 | 87 920 315 024 | |
| TARTOP | 5 764 331 943 | 5 764 331 943 | |
| Taxes sur les contrats d'assurance | 138 247 708 | 138 247 708 | |
| ISCP sur l'Or | 6 641 484 859 | 6 641 484 859 | |
| TOTAL DGI | 236 085 977 007 | 236 085 977 007 | |

Il ressort de la lecture du tableau une concordance entre les données du PLR et celles de la DGI.

2.1.5.2. Restes à recouvrer de la DGD

Les restes à recouvrer de la DGD par nature de recettes est présentée dans le tableau suivant :

Tableau n°45 : Situation comparative des RAR par rubrique de taxes du PLR et de la DGD (en FCFA)

| Intitulés | Restes à recouvrer | Restes à recouvrer | Ecart (c = b-a) |
|---|--------------------|--------------------|-----------------|
| | PLR (a) | DGD (b) | |
| Impôts et Taxes intérieurs sur les biens et services | 9 850 321 829 | 9 850 321 829 | 0 |
| <i>TVA sur Importations</i> | 6 757 554 325 | 6 757 554 325 | 0 |
| <i>Taxes locales sur les tabacs</i> | 1 042 440 078 | 1 042 440 078 | 0 |
| <i>Taxes Intérieures sur Produits Pétroliers (TIPP)</i> | 1 266 401 798 | 1 266 401 798 | 0 |
| <i>Taxes sur les colas</i> | 41 182 646 | 41 182 646 | 0 |
| <i>Taxes sur Autres Produits</i> | 742 742 982 | 730 841 338 | -11 901 644 |
| <i>ISCP/Balles</i> | 0 | 11 901 644 | 11 901 644 |
| Droits et Taxes à l'importation | 2 636 504 906 | 2 636 504 906 | 0 |
| <i>Redevances statistiques</i> | 1 342 290 771 | 1 342 290 771 | 0 |
| <i>Droits de douanes</i> | 1 294 214 135 | 1 011 038 229 | -283 175 906 |
| <i>Taxes d'ajustement à l'importation</i> | 0 | 283 175 906 | 283 175 906 |

| | | | |
|--|----------------|----------------|---|
| Autres Droits et Taxes à l'importation | 9 798 700 | 9 798 700 | 0 |
| <i>Plombs et Imprimés</i> | 9 798 700 | 9 798 700 | 0 |
| Total DGD | 12 496 625 435 | 12 496 625 435 | 0 |

Il résulte de l'analyse du tableau qu'aucun écart n'existe entre les données du PLR et la situation fournie par la DGD. Toutefois, l'ISCP/Balles et les Taxes d'ajustement à l'importation ne figurent pas dans le PLR mais existent dans les données produites par la DGD.

Observation n°21

Il est demandé au MEF d'expliquer l'absence de l'ISCP/Balles et les Taxes d'ajustement à l'importation dans le PLR.

Réponse du MEF

Rappelons que le tableau transmis à la Section des Comptes de la Cour Suprême est un tableau induit d'erreurs en termes d'émissions et de restes à recouvrer. L'ISCP/Cartouches-Balles et la Taxe d'Ajustement à l'Importation (TAI) figurent bien dans ledit tableau. Les deux taxes sont toutes transcrites dans le tableau avec zéro reste à recouvrer pour l'ISCP sur les Cartouches-Balles et 144.020 F CFA de RAR pour la TAI

Les données liées à ces deux taxes se présentent ainsi qu'il suit :

- ISCP/ Cartouches-Balles : Prévisions : 1.000.000 F CFA, Emissions = Recouvrements : 8.279.922 F CFA et RAR = 0 ;
- Taxe d'Ajustement à l'Importation (TAI) : Prévisions : 446.000.000 F CFA, Emissions = 523.851.177 F CFA, Recouvrements = 523.707.157 F CFA et RAR = 144.020 F CFA.

A ce titre, je vous fais parvenir le tableau définitif que l'Administration des Douanes avait transmis à la DGTCP pour l'élaboration du Projet de Loi de Règlement 2022.

Dans la loi de finances 2022, aucune prévision de recettes n'a été inscrite au titre de l'ISCP/Balles et de Taxes d'ajustement à l'importation. Toutefois, au cours de l'année 2022, des recouvrements concernant ces recettes ont été effectués par la DGD. Ainsi, dans le PLR, il a été retenu d'enregistrer les recettes de l'ISCP/Balles sur la ligne "les autres produits" et les Taxes d'ajustement à l'importation sur les "droits de douanes".

Appréciation de la Cour

La Cour prend acte des explications fournies et demande au MEF la transmission à l'avenir de documents non erronés accompagnant le PLR.

2.1.5.3. Restes à recouvrer des budgets annexes (EMASE) par nature de recettes

Tableau n°46 : Situation comparative des RAR par rubrique du PLR et des EMASE (en FCFA)

| Intitulés | Restes à recouvrer | Restes à recouvrer | Ecart (c = b-a) |
|---|--------------------|--------------------|--------------------|
| | PLR (a) | EMASE (b) | |
| Revenus de l'Entreprise et du Domaine | 9 007 200 | 9 007 200 | - |
| <i>Droits de magasinage</i> | <i>9 007 200</i> | <i>9 007 200</i> | - |
| Droits et frais administratifs | 108 193 738 | 108 193 738 | - |
| <i>Prestations évacuations importations</i> | <i>35 172 630</i> | <i>35 172 630</i> | - |
| <i>Prestations évacuations importations</i> | <i>66 490 380</i> | <i>66 490 380</i> | - |
| <i>Prestations évacuations exportations</i> | <i>6 530 728</i> | <i>6 530 728</i> | - |
| Autres recettes non fiscales | 442 089 984 | 442 089 984 | - |
| <i>Recettes diverses</i> | <i>43 288 790</i> | <i>43 288 790</i> | - |
| <i>Recettes sur exercices antérieurs</i> | <i>398 801 194</i> | <i>398 801 194</i> | - |
| Total | 559 290 922 | 559 290 922 | - |

Il ressort de l'analyse du tableau ci-dessus une concordance entre la situation de RAR du PLR et celle fournie par les EMASE. Cependant le montant des restes à recouvrer demeure important, toute chose contraire au principe de paiement des droits au comptant.

Observation n°22

Il est demandé au MEF d'expliquer l'état actuel de ces restes à recouvrer étant donné qu'il s'agit d'une situation qui perdure depuis plusieurs exercices.

Réponse du MEF

Les restes à recouvrer au niveau des EMASE portent essentiellement sur les années antérieures (20003-2009) et sont dus par les usagers qui étaient régis par la facturation à terme conformément au Manuel des Procédures des Entrepôts dans les Ports de Transit. A date, la quasi-totalité des usagers de ce dernier groupe n'opère plus d'activité sur l'axe Dakar-Bamako et les comptes de ces redevables sont fermés dans les livres comptables des EMASE d'où ces restes à réaliser.

Sur les usagers actifs et qui fréquentent le port de Dakar, les restes à recouvrer sont suivis. des recouvrements s'opèrent, malgré quelques contentieux entre les EMASE et les entités en question. La grande difficulté est enregistrée avec les opérateurs qui ne

sont plus sur le corridor Dakar-Bamako, sur lesquels les montants à recouvrer sont importants.

Toutefois, des mesures ont été adoptées par les EMASE depuis 2023 pour le recouvrement des restes à recouvrer dus par les usagers avec un compte actif dans ses livres comptables. Sur les 559 290 922 FCFA, 361 436 010 FCFA sont imputables à ce groupe d'usagers. Sur le reliquat de 189 814 912 FCFA, il a été recouvré un montant de 171 433 774 FCFA.

Appréciation de la Cour

La Cour prend acte des réponses données.

Recommandation n°08

La Cour recommande au MEF un traitement définitif des RAR d'un montant de 361 436 010 FCFA conformément aux procédures en vigueur.

2.1.5.4. Situation des exonérations fournies par la DGD

La situation des dépenses fiscales communiquée par la DGD est résumée dans le tableau suivant :

Tableau n°47 : Situation des exonérations fiscales accordées au cordon douanier au titre de l'année 2022 par nature de droits et taxes (*En milliers de FCFA*)

| N° | Titres d'exonérations | | Bases légales | Valeurs | |
|-------------------------------------|------------------------------------|---|---|--|----------|
| 0 | Besoins Nationaux | EDM-SA | La convention du 30/7/2009, Arrêté n°09-0070/MEF-SG du 26/01/2009 | 37 247,8 | |
| | | AUTRES | Convention, Arrêté, Lettre du MEF | 66 586,8 | |
| Sous total besoins Nationaux | | | | 103 834,6 | |
| 1 | Privilèges diplomatiques | | -Conventions internationales, Accords de Siège. | 27 601,7 | |
| | | | -Arrêté n°08-3043/MEF-SG du 29/10/2008 | 46,6 | |
| 2 | Déménagements et Effets personnels | | Arrêté n°08-3043/MEF-SG du 29/10/2008 | | |
| 3 | Incitation à l'investissement | Code minier & pétrolier (PP-PNP) | PP | -Ordonnance n°99-032/PRM-RM du 19/8/1999 portant code minier ; | 55 803,5 |
| | | | PNP | -Ordonnance n°91-065/P-CTSP du 19/9/1991 portant code minier | 2 671,5 |
| | | Sous total /Code minier et Pétrolier | | | |

| | | | | |
|--|------------------------------|--------------------------|---|------------------|
| | | Code des investissements | Loi n°2012-016 du 27/02/2012 portant code des investissements | 21 967,1 |
| | | Sctés Conventionnées | Convention, Arrêté, Lettre du MEFB | 0,8 |
| Sous total /incitation à l'investissement | | | | 80 442,9 |
| 4 | Financements extérieurs | | Accords de financement | 10 126,1 |
| 5 | Dons et Aides | | Arrêté n°08-3043/MEF-SG du 29/10/2008 | 13 219,2 |
| 6 | ONG | | Accords cadre avec l'Etat | 509,6 |
| 7 | Exonérations Exceptionnelles | | Arrêtés et Lettres MEF | 28 733,6 |
| TOTAL | | | | 264 514,4 |

(Source : Direction Générale des Douanes

2.2. Analyse des Ressources de trésorerie

Les ressources de trésorerie sont constituées des produits de cessions d'actifs, des remboursements des prêts et avances, des emprunts obligataires et des dépôts sur les comptes des correspondants. Ces ressources sont réalisées par les services ci-après :

- la Direction Nationale des Domaines (DND) ;
- la Direction Générale de l'Administration des Biens de l'Etat (DGABE) ;
- la Direction Générale de la Dette Publique (DGDP) ;
- la Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique.

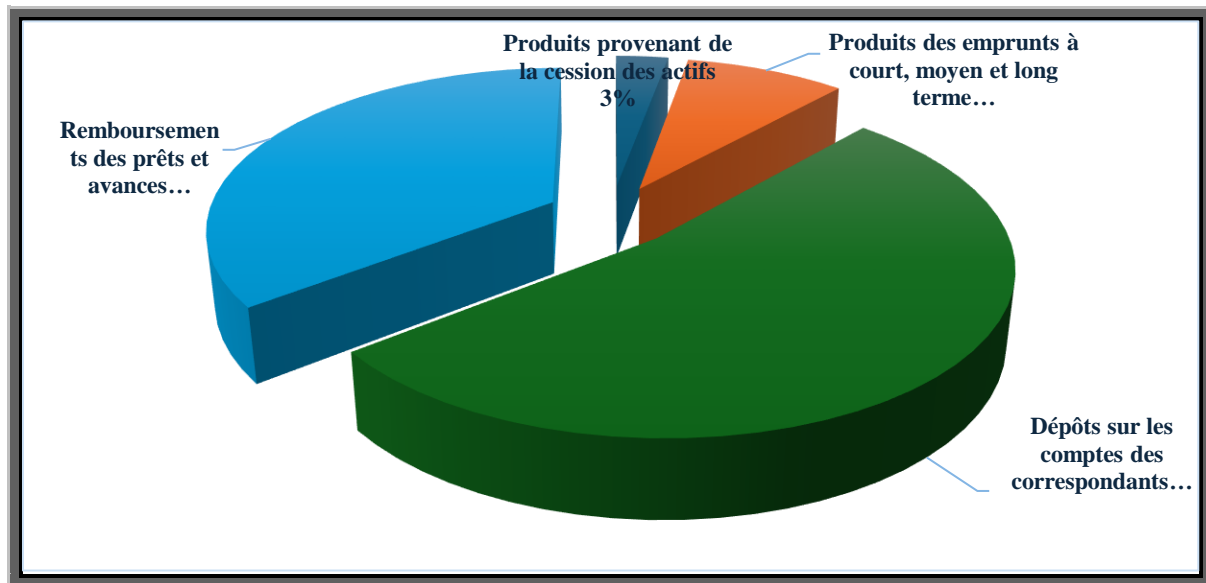
La situation d'exécution des ressources de trésorerie par nature est retracée dans le tableau suivant :

Tableau n°48 : Comparaison des prévisions aux réalisations des ressources de trésoreries par source de financement (en milliers de FCFA)

| Libellés | Prévisions (a) | Réalisations (b) | Restes à réaliser c=a-b | Taux de réalisation d=b/a |
|---|------------------------|-----------------------|----------------------------|------------------------------|
| Produits provenant de la cession des actifs | 15 000 000 000 | 1 262 000 000 | 13 738 000 000 | 8,41% |
| Aliénation du Domaine mobilier | 14 500 000 000 | 1 154 000 000 | 13 346 000 000 | 7,96% |
| Aliénation d'immeubles | 500 000 000 | 108 000 000 | 392 000 000 | 21,60% |
| Recettes de privatisation | 0 | 0 | 0 | #DIV/0! |
| Produits des emprunts à court, moyen et long terme | 219 012 591 756 | 56 370 000 000 | 162 642 591 756 | 25,74% |
| Produits des emprunts projets | 77 000 000 000 | 56 370 000 000 | 20 630 000 000 | 73,21% |
| Produits des emprunts programmes | 142 012 591 756 | 0 | 142 012 591 756 | 0,00% |
| Dépôts sur les comptes des correspondants | 16 231 588 639 | 24 958 570 284 | -8 726 981 645 | 153,77% |
| Remboursements des prêts et avances | 4 883 000 000 | 5 047 000 000 | -164 000 000 | 103,36% |
| Total des ressources de trésorerie | 255 127 180 395 | 87 637 570 284 | 167 489 610 111 | 34,35% |

De l'analyse du tableau ci-dessus, il ressort que les ressources de trésorerie ont été réalisées à concurrence de 87, 637 milliards de FCFA contre des prévisions de 255, 127 milliards de FCFA, pour des restes à réaliser de 167, 489 milliards soit un taux de réalisation de 34,35%.

Graphique n° 39 : Pourcentage de recouvrements des sources de financement dans les ressources de trésorerie



Observation n°23

Il est demandé au MEF d'expliquer les diligences déployées en vue de pallier le faible taux de recouvrement des ressources de trésorerie 34,35% qui sont destinées à la prise en charge des besoins de financement du budget d'Etat.

Réponse du MEF

Les diligences déployées pour pallier au faible niveau de recouvrement des aliénations d'immeubles sont entre autres :

- Les recettes issues de la vente des bâtiments administratifs : Le reliquat non reversé, selon nos estimations, se chiffre à peu près à 8 milliards de F CFA. L'ACI subordonne le paiement du reliquat à la validation de son plan de sauvetage (contenant le plan de trésorerie) par le Département des Domaines et l'Assemblée générale de l'ACI. La société, même si elle connaît une situation financière difficile, a la possibilité de s'acquitter dudit montant parce qu'elle dispose des mandats qui peuvent apporter des recettes. Des séries de rencontre ont été organisées par le Département des Domaines à l'effet d'amener la société à acquitter lesdits droits ;
- Les dossiers de cession de certaines sociétés : Le montant prévisionnel des dossiers de cession de certaines sociétés (SOTELMA-MALITEL, Orange-Mali, CMDT, SOMAGEP etc.) se chiffre à plus de 4 200 000 000 F CFA ;
- Les dossiers des Bureaux : Le montant est estimé à plus 4 milliards de F CFA suivant le niveau de traitement des dossiers. Il a été instruit aux différents Bureaux des Domaines et du Cadastre de mettre en place des équipes pour la

sensibilisation des usagers/contribuables afin de rehausser le niveau de recouvrement des aliénations.

La DGDC est en mesure d'améliorer sensiblement le niveau de mobilisation des recettes liées aux aliénations d'immeubles qui sont, de par leur nature, considérées comme des recettes aléatoires dépendant de la conjoncture économique.

Comme précédemment annoncé, les prévisions de réalisation des ressources de trésorerie en 2022 ont été évaluées à 255,127 milliards de FCFA dont un report de trésorerie de 142,013 milliards de FCFA. Ce montant correspond au décaissement de prêt en 2021 par le FMI dans le cadre de la Facilité Rapide de Crédit (FRC). Cette trésorerie disponible en 2021, a été inscrite dans le budget 2022. Par conséquent, les ressources de trésorerie réellement mobilisées en 2022 se chiffrent à 229,651 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 90,01%. Le reste à réaliser de 25,476 milliards de FCFA est imputable aux produits provenant de la cession des actifs et des emprunts projets.

Appréciation de la Cour

La Cour prend acte des réponses fournies.

Elle ne comprend pas la position de l'ACI qui est inacceptable au regard de la situation de trésorerie difficile que connaît les finances publiques nationales.

Recommandation n°09

La Cour enjoint le MEF à déployer les diligences nécessaires en vue du recouvrement diligent de ces ressources de trésorerie.

III. Analyse des balances générales de l'exercice 2022 des comptables supérieurs du trésor

3.1. Rapprochement entre la balance de sortie de la gestion 2021 et la balance d'entrée de 2022 des comptables supérieurs du trésor

Tableau n°49 : Comparaison du solde de sortie 2021 au solde d'entrée de 2022 des balances des comptables supérieurs du trésor

| Poste comptable | Balance de sortie 2021 | Balance d'entrée 2022 | Ecart |
|-----------------------|------------------------|-----------------------|-------|
| ACCT Balance intégrée | 16 077 089 240 170 | 16 077 089 240 170 | - |
| ACCT | Balance non parvenue | Balance non parvenue | |
| PGT | Balance non parvenue | Balance non parvenue | |
| RGD | Balance non parvenue | Balance non parvenue | |
| TR. Kayes | 110 209 386 314 | 110 209 386 314 | - |
| TR. Koulikoro | 409 395 897 749 | 409 395 897 749 | - |
| TR. Sikasso | Balance non parvenue | Balance non parvenue | |
| TR. Ségou | Balance non parvenue | Balance non parvenue | |

| | | | |
|---------------------------|----------------------|----------------------|---|
| TR. Mopti | 145 957 155 383 | 145 957 155 383 | - |
| TR. Tombouctou | 105 151 824 609 | 105 151 824 609 | - |
| TR. Gao | 107 013 022 183 | 107 013 022 183 | - |
| TR. Kidal | 28 398 246 127 | 28 398 246 127 | - |
| TR. Ménaka | 19 163 458 377 | 19 163 458 377 | - |
| TR. Taoudéni | 15 081 106 617 | 15 081 106 617 | - |
| TR. Nioro du Sahel | 2 335 003 470 | 2 335 003 470 | - |
| TR. Dioila | 2 030 801 702 | 2 030 801 702 | - |
| TR. Bougouni | Balance non parvenue | Balance non parvenue | |
| TR. Koutiala | 830 365 215 | 830 365 215 | - |

Source : Balance au 31 décembre 2022 des postes comptables supérieurs du Trésor

Il ressort de l'analyse du tableau que le principe d'intangibilité au bilan d'ouverture a été respecté au niveau des postes comptables suivants : ACCT, les trésoreries régionales de Kayes, Koulikoro, Mopti, Tombouctou, Gao, Kidal, Ménaka, Taoudéni, Nioro du Sahel, Dioila et Koutiala.

Les balances générales des comptes au 31 décembre 2022 des postes comptables suivants n'ont pas été transmises : ACCT, Paierie Générale du Trésor, Recette Générale du District, Trésoreries régionales de Sikasso, Ségou et Bougouni.

Observation n°24

Il est demandé au MEF de faire parvenir les balances au 31 décembre des postes comptables suivants : ACCT, Paierie Générale du Trésor, Recette Générale du District, Trésoreries régionales de Sikasso, Ségou et Bougouni.

Réponse du MEF

Les balances au 31 décembre 2022 des postes comptables suivant : Agence Comptable Centrale du Trésor, Paierie Générale du Trésor, Recette Générale du District, Trésoreries régionales de Sikasso, et Bougouni sont jointes en annexe.

Appréciation de la Cour

L'exploitation des données se présente dans le tableau suivant :

| Poste comptable | Balance de sortie 2021 | Balance d'entrée 2022 | Ecart |
|------------------------|-----------------------------------|------------------------------|--------------|
| ACCT | 6 328 945 290 840 | 6 328 945 290 840 | - |
| PGT | 8 086 133 066 020 | 9 228 561 169 296 | |
| RGD | 4 881 270 929 615 | 4 881 270 929 615 | - |
| TR. Sikasso | 230 731 611 059 | 230 731 611 059 | - |
| TR. Ségou | 221 702 026 869 | 182 852 950 749 | |
| TR. Bougouni | 1 511 263 136 | 1 492 660 735 | |

Il ressort de la lecture du tableau que le principe d'intangibilité au bilan d'ouverture n'a pas été respecté au niveau des postes comptables suivants : PGT, TR de Ségou et de Bougouni.

Recommandation n°10

La Cour recommande au MEF la transmission à l'avenir de documents comptables affichant des données cohérentes.

3.2. Rapprochement entre la balance de sortie de la gestion 2021 et la balance d'entrée de la gestion 2022 de la balance intégrée détaillée de l'ACCT

Le rapprochement des soldes de sortie de 2021 au solde d'entrée 2022 par classe des comptes de la balance intégrée détaillée de l'ACCT est retracé dans le tableau suivant :

Tableau n° 50 : Comparaison du solde de sortie 2021 au solde d'entrée de 2022 des balances

| Classe | Balance de sortie 2021 | | Balance d'entrée 2022 | | Ecart | |
|---------------|---------------------------|---------------------------|---------------------------|---------------------------|----------|----------|
| | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit |
| 1 | 2 734 035 770 478 | 7 197 019 512 902 | 2 734 035 770 478 | 7 197 019 512 902 | 0 | 0 |
| 2 | 5 202 087 141 495 | 1 354 816 376 131 | 5 202 087 141 495 | 1 354 816 376 131 | 0 | 0 |
| 3 | 6 593 123 966 417 | 5 864 289 588 708 | 6 593 123 966 417 | 5 864 289 588 708 | 0 | 0 |
| 4 | 494 442 706 903 | 1 660 962 194 311 | 494 442 706 903 | 1 660 962 194 311 | 0 | 0 |
| 5 | 1 053 399 654 877 | 1 568 118 | 1 053 399 654 877 | 1 568 118 | 0 | 0 |
| Totaux | 16 077 089 240 170 | 16 077 089 240 170 | 16 077 089 240 170 | 16 077 089 240 170 | 0 | 0 |

Source : Balance consolidée de l'ACCT

Il ressort du rapprochement une concordance parfaite entre les soldes de sortie de 2021 et les soldes d'entrée 2022 par classe des comptes de la balance intégrée détaillée de l'ACCT.

3.3. Rapprochement entre les comptes individuels des comptables principaux de l'Etat et la balance consolidée de l'ACCT

3.3.1. Comparaison des opérations de gestion des postes comptables supérieurs à celles de la balance consolidée de l'ACCT

Tableau n°51 : Comparaison des opérations de gestion des postes comptables supérieurs à celles de la balance consolidée de l'ACCT

| Poste comptable | Opération de gestion débitrice | Opération de gestion créditrice |
|-------------------------------------|--------------------------------|---------------------------------|
| ACCT | Balance non parvenue | Balance non parvenue |
| PGT | Balance non parvenue | Balance non parvenue |
| RGD | Balance non parvenue | Balance non parvenue |
| TR. Kayes | 1 320 863 304 042 | 1 320 863 304 042 |
| TR. Koulikoro | 1 653 682 829 802 | 1 653 682 829 802 |
| TR. Sikasso | Balance non parvenue | Balance non parvenue |
| TR. Ségou | Balance non parvenue | Balance non parvenue |
| TR. Mopti | 482 529 987 749 | 482 529 987 749 |
| TR. Tombouctou | 200 343 940 916 | 200 343 940 916 |
| TR. Gao | 290 781 459 871 | 290 781 459 871 |
| TR. Kidal | 47 037 831 128 | 47 037 831 128 |
| TR. Ménaka | 35 855 794 564 | 35 855 794 564 |
| TR. Taoudéni | 15 453 235 306 | 15 453 235 306 |
| TR. Nioro du Sahel | 40 006 046 327 | 40 006 046 327 |
| TR. Dioila | 6 718 560 149 | 6 718 560 149 |
| TR. Bougouni | Balance non parvenue | Balance non parvenue |
| TR. Koutiala | 65 060 767 458 | 65 060 767 458 |
| Total des postes comptables | | |
| Balance consolidée de l'ACCT | 41 942 775 070 469 | 41 942 775 070 469 |
| Ecart | | |

*Source : balances des postes comptables supérieurs du Trésor) T.R.=Trésorerie Régionale
Balance consolidée de l'ACCT*

Les balances générales des comptes au 31 décembre 2022 des postes comptables suivants n'ont pas été transmises : ACCT, Paierie Générale du Trésor, Recette Générale du District, Trésoreries régionales de Sikasso, Ségou et Bougouni.

Observation n°25

Il est demandé au MEF de faire parvenir les balances au 31 décembre des postes comptables suivants : ACCT, Paierie Générale du Trésor, Recette Générale du District, Trésoreries régionales de Sikasso, Ségou et Bougouni.

Réponse du MEF

Les balances au 31 décembre 2022 des postes comptables suivant : Agence Comptable Centrale du Trésor, Paierie Générale du Trésor, Recette Générale du District, Trésoreries régionales de Sikasso, et Bougouni sont jointes en annexe.

Appréciation de la Cour

La Cour prend acte de la réception des balances de l'Agence Comptable Centrale du Trésor, Paierie Générale du Trésor, Recette Générale du District, Trésoreries régionales de Sikasso, et Bougouni et constate que le principe de la partie double a été respecté tel qu'il ressort au tableau suivant :

| Poste comptable | Opération de gestion débitrice | Opération de gestion créditrice |
|------------------------------|--------------------------------|---------------------------------|
| ACCT | 12 507 896 998 681 | 12 507 896 998 681 |
| PGT | 13 574 311 829 608 | 13 574 311 829 608 |
| RGD | 13 065 385 939 417 | 13 065 385 939 417 |
| TR. Kayes | 1 320 863 304 042 | 1 320 863 304 042 |
| TR. Koulikoro | 1 653 682 829 802 | 1 653 682 829 802 |
| TR. Sikasso | 1 161 061 605 329 | 1 161 061 605 329 |
| TR. Ségou | 681 326 085 052 | 681 326 085 052 |
| TR. Mopti | 482 529 987 749 | 482 529 987 749 |
| TR. Tombouctou | 200 343 940 916 | 200 343 940 916 |
| TR. Gao | 290 781 459 871 | 290 781 459 871 |
| TR. Kidal | 47 037 831 128 | 47 037 831 128 |
| TR. Ménaka | 35 855 794 564 | 35 855 794 564 |
| TR. Taoudéni | 15 453 235 306 | 15 453 235 306 |
| TR. Nioro du Sahel | 40 006 046 327 | 40 006 046 327 |
| TR. Dioila | 6 718 560 149 | 6 718 560 149 |
| TR. Bougouni | 38 445 020 588 | 38 445 020 588 |
| TR. Koutiala | 65 060 767 458 | 65 060 767 458 |
| Total des postes comptables | 45 186 761 235 987 | 45 186 761 235 987 |
| Balance consolidée de l'ACCT | 41 942 775 070 469 | 41 942 775 070 469 |
| Ecart | 3 243 986 165 518 | 3 243 986 165 518 |

Un écart de 3 243 986 165 518 FCFA existe entre les opérations de gestion des balances des postes comptables supérieurs et celles de la balance consolidée de l'ACCT.

Recommandation n°11

La Cour recommande au MEF de s'assurer de la concordance entre les balances individuelles des comptables supérieurs du Trésor et la balance consolidée de l'ACCT d'autant plus qu'il existe un écart global de 3 243 986 165 518 FCFA.

3.3.2. Comparaison des soldes des Comptes des collectivités territoriales « compte 441 » et des EPN « compte 443.3 » des postes comptables supérieurs et ceux figurant dans la balance générale de l'ACCT :

Les soldes de sortie des comptes des collectivités territoriales et des comptes des EPN au 31 décembre 2022 sont retracés dans le tableau ci-dessous.

Tableau n°52 : Solde de sortie des comptes des collectivités territoriales et des EPN par postes comptables supérieurs au 31 décembre 2022 (en FCFA)

| Poste comptable | Collectivités Régions | Collectivités Cercles | Collectivités Communes | District de Bamako | EPN |
|------------------------------|-----------------------|-----------------------|------------------------|--------------------|----------------|
| | 441.1 | 441.2 | 441.3 | 441.4 | 443.3 |
| ACCT | Non parvenue | Non parvenue | Non parvenue | Non parvenue | Non parvenue |
| PGT | Non parvenue | Non parvenue | Non parvenue | Non parvenue | Non parvenue |
| RGD | Non parvenue | Non parvenue | Non parvenue | Non parvenue | Non parvenue |
| TR. Kayes | 2 577 160 374 | 1 178 244 183 | 2 698 658 467 | | 0 |
| TR. Koulikoro | 922 026 583 | 1 095 728 665 | (-1 470 266 885) | | 55 861 695 |
| TR. Sikasso | Non parvenue | Non parvenue | Non parvenue | Non parvenue | Non parvenue |
| TR. Ségou | Non parvenue | Non parvenue | Non parvenue | Non parvenue | Non parvenue |
| TR. Mopti | 259 532 214 | 90 112 323 | 1 343 119 943 | | 3 651 044 |
| TR. Tombouctou | 469 002 885 | 197 721 446 | 1 085 074 034 | | 2 414 925 |
| TR. Gao | 535 982 | 134 126 859 | 1 082 710 236 | | 1 112 625 |
| TR. Kidal | 18 516 898 | 11 589 589 | 143 721 579 | | 0 |
| TR. Ménaka | 197 102 668 | 3 141 706 | 147 914 823 | | - |
| TR. Taoudéni | 359 168 087 | 328 114 474 | 674 889 328 | | 0 |
| TR. Nioro du Sahel | - | - | - | - | - |
| TR. Dioila | - | - | - | - | - |
| TR. Bougouni | Non parvenue | Non parvenue | Non parvenue | Non parvenue | Non parvenue |
| TR. Koutiala | - | - | - | - | 4 555 706 |
| Total par compte | 11 680 227 965 | 5 371 865 984 | 14 404 696 488 | | 12 884 427 774 |
| Balance consolidée de l'ACCT | 11 759 004 884 | 5 139 389 518 | 15 815 196 148 | (-333 265 006) | 12 891 787 174 |
| Ecart | 78 776 919 | -232 476 466 | 1 410 499 660 | - | 7 359 400 |

Source : balances des postes comptables supérieurs du Trésor) T.R.=Trésorerie Régionale Balance consolidée de l'ACCT

Les balances générales des comptes au 31 décembre 2022 des postes comptables suivants n'ont pas été transmises : ACCT, Paierie Générale du Trésor, Recette Générale du District, Trésoreries régionales de Sikasso, Ségou et Bougouni.

De l'analyse du tableau on constate l'existence de solde de sortie débiteur de - 1 470 266 885 FCFA pour les collectivités communes de Koulikoro (compte 441.3) et -333 265 006 FCFA pour le District de Bamako.

Ce déficit constaté est en violation des « **Guides relatifs aux normes comptables et au fonctionnement des comptes du PCE et le Référentiel Comptable Consolidé des Services du Trésor** », qui précisent que les comptes des collectivités territoriales (compte 441) sont créditeurs ou nuls.

Observation n°26

Il est demandé au MEF d'une part de faire parvenir les balances au 31 décembre 2022 des postes comptables suivants : ACCT, Paierie Générale du Trésor, Recette Générale du District, Trésoreries régionales de Sikasso, Ségou et Bougouni et d'autre part d'expliquer le déficit constaté au niveau du compte collectivités communes de Koulikoro et du District de Bamako dans la mesure où les comptes des correspondants doivent être créditeurs ou nuls.

Réponse du MEF

Les balances au 31 décembre 2022 des postes comptables suivant : Agence Comptable Centrale du Trésor, Paierie Générale du Trésor, Recette Générale du District, Trésoreries régionales de Sikasso, et Bougouni sont jointes en annexe.

S'agissant du déficit constaté au niveau du compte collectivités communes de Koulikoro, il relève de la gestion antérieure à l'exercice 2010. Toutefois, des dispositions sont prises pour leurs apurements progressifs.

Pour la Recette Générale du District, ce déficit s'explique par un envoi de fonds de 540 000 000 FCFA (qui remonte à 2010) à la Recette Perception du District sur les fonds SOTELMA qui n'a pas été couvert par transfert de recette. Cette opération a été corrigée en 2023.

Appréciation de la Cour

La Cour prend acte de la transmission des balances de l'Agence Comptable Centrale du Trésor, de la Paierie Générale du Trésor, de la Recette Générale du District, des Trésoreries régionales de Sikasso et Bougouni et constate que des écarts existent entre les balances générales des postes comptables supérieurs et celle de l'ACCT

| Poste comptable | Collectivités Régions | Collectivités Cercles | Collectivités Communes | District de Bamako | EPN |
|----------------------|-----------------------|-----------------------|------------------------|--------------------|----------------|
| | 441.1 | 441.2 | 441.3 | 441.4 | 443.3 |
| ACCT | - | - | - | - | 11 115 631 972 |
| PGT | - | - | - | - | 568 694 957 |
| RGD | | | 1 161 511 655 | -333 265 006 | 1 058 468 382 |
| TR. Kayes | 2 577 160 374 | 1 178 244 183 | 2 698 658 467 | | 0 |
| TR. Koulikoro | 922 026 583 | 1 095 728 665 | (-1 470 266 885) | | 55 861 695 |
| TR. Sikasso | 5 987 295 564 | 2 211 856 950 | 5 976 975 399 | | 4 320 856 |
| TR. Ségou | 889 886 710 | 121 229 789 | 1 560 387 909 | | 69 440 078 |
| TR. Mopti | 259 532 214 | 90 112 323 | 1 343 119 943 | | 3 651 044 |
| TR. Tombouctou | 469 002 885 | 197 721 446 | 1 085 074 034 | | 2 414 925 |
| TR. Gao | 535 982 | 134 126 859 | 1 082 710 236 | | 1 112 625 |
| TR. Kidal | 18 516 898 | 11 589 589 | 143 721 579 | | 0 |
| TR. Ménaka | 197 102 668 | 3 141 706 | 147 914 823 | | - |
| TR. Taoudéni | 359 168 087 | 328 114 474 | 674 889 328 | | 0 |
| TR. Niourou du Sahel | - | - | - | - | - |
| TR. Dioulassa | - | - | - | - | - |

| | | | | | |
|-------------------------------------|----------------|---------------|----------------|--------------------|----------------|
| TR. Bougouni | | | | | 275 534 |
| TR. Koutiala | - | - | - | - | 4 555 706 |
| Total par compte | 11 680 227 965 | 5 371 865 984 | 14 404 696 488 | | 12 884 427 774 |
| Balance consolidée de l'ACCT | 11 759 004 884 | 5 139 389 518 | 15 815 196 148 | (- 333 265 006) | 12 891 787 174 |
| Ecart | 78 776 919 | -232 476 466 | 1 410 499 660 | - | 7 359 400 |

Recommandation n°12

La Cour recommande un traitement diligent du déficit constaté au niveau de la collectivité commune de Koulikoro dont le solde doit être créditeur ou nul conformément aux Guides relatifs aux normes comptables et au fonctionnement des comptes du PCE et du Référentiel Comptable Consolidé des Services du Trésor.

3.3.3. Analyse et comparaison du solde des Comptes d'imputation provisoire retracés dans les balances générales des comptables supérieurs du trésor et celle de l'ACCT.

L'analyse des soldes comptes d'imputation provisoire retracés dans les balances générales des comptables supérieurs du trésor a porté sur les comptes suivants :

Tableau n° 53 : Analyse et comparaison des soldes de sortie des comptes d'imputation provisoire ressortie des balances générales des comptables supérieurs du trésor et celui de la balance intégrée de l'ACCT (en FCFA)

| Poste comptable | Imputation provisoire de dépenses à régulariser chez les comptables principaux | Imputation provisoire de dépenses chez les comptables secondaires non centralisateurs | Imputation provisoire de recettes à régulariser chez les comptables principaux | Imputation provisoire de recettes chez les comptables secondaires non centralisateurs |
|----------------------|--|---|--|---|
| | 470 | 472 | 475 | 477 |
| ACCT | Balance non parvenue | Balance non parvenue | Balance non parvenue | Balance non parvenue |
| PGT | Balance non parvenue | Balance non parvenue | Balance non parvenue | Balance non parvenue |
| RGD | Balance non parvenue | Balance non parvenue | Balance non parvenue | Balance non parvenue |
| TR. Kayes | 1 755 766 039 | 401 700 697 | 77 187 981 | 136 068 262 |
| TR. Koulikoro | 177 113 864 | 0 | 9 435 908 | 248 618 752 |
| TR. Sikasso | Balance non parvenue | Balance non parvenue | Balance non parvenue | Balance non parvenue |
| TR. Ségou | Balance non parvenue | Balance non parvenue | Balance non parvenue | Balance non parvenue |
| TR. Mopti | 33 138 183 | 105 584 381 | 9 404 225 | 206 596 608 |

| | | | | |
|-------------------------------------|------------------------|-----------------------|------------------------|------------------------|
| TR. Tombouctou | 5 269 749 412 | 21 075 879 | 1 513 241 184 | 4 588 8411 |
| TR. Gao | 160 658 752 | | 8 496 631 | |
| TR. Kidal | -840 180 913 | - | 7 068 691 | 222 992 570 |
| TR. Ménaka | | | | 29 971 462 |
| TR. Taoudéni | 290 872 | | | 19 172 546 |
| TR. Nioro du Sahel | 68 660 | | 10 328 239 | 43 550 960 |
| TR. Dioila | | | 1 311 000 | |
| TR. Bougouni | Balance non parvenue | Balance non parvenue | Balance non parvenue | Balance non parvenue |
| TR. Koutiala | 8 000 | | | 86 524 228 |
| Total par compte | | | | |
| Balance consolidée de l'ACCT | 260 936 428 257 | 9 911 048 396* | 964 015 390 878 | -18 965 655 263 |

Source : balances des postes comptables supérieurs du Trésor) T.R.=Trésorerie Régionale
Balance consolidée de l'ACCT

Il ressort de l'analyse du tableau que les balances générales des comptes au 31 décembre 2022 des postes comptables suivants n'ont pas été transmises : ACCT, Paierie Générale du Trésor, Recette Générale du District, Trésoreries régionales de Sikasso, Ségou et Bougouni.

De l'analyse de la balance consolidée de l'ACCT on constate que :

- ✓ les comptes d'imputation provisoires de dépenses (475 : imputation provisoire de dépenses à régulariser chez les comptables principaux) ont enregistré des montants importants non régularisés de 260 936 428 257 FCFA
- ✓ les comptes d'imputation provisoires de dépenses (472 : Imputation provisoire de dépenses chez les comptables secondaires non centralisateurs) ont enregistré des montants s non régularisés de 9 911 048 396 FCFA
- ✓ les comptes d'imputation provisoires de recettes 475 (imputation provisoire de recettes à régulariser chez les comptables principaux) ont enregistré des montants non régularisés de 964 015 390 878 FCFA
- ✓ les comptes d'imputation provisoires de recettes 477 (imputation provisoire de recettes chez les comptables secondaires non centralisateurs) présentent un solde anormal de -18 965 655 263 FCFA. Ce solde anormal est constaté au niveau du compte 4771 « comptable sur le territoire national ».

Observation n°27

Il est demandé au MEF de faire parvenir les balances générales des comptes des postes comptables suivants : ACCT, Paierie Générale du Trésor, Recette Générale du

District, Trésoreries régionales de Sikasso, Ségou et Bougouni et d'expliquer le solde non régularisé :

- ✓ *des comptes d'imputation provisoires de dépenses (475 : imputation provisoire de dépenses à régulariser chez les comptables principaux) d'un montant de 260 936 428 257 FCFA*
- ✓ *des comptes d'imputation provisoires de dépenses (472 : Imputation provisoire de dépenses chez les comptables secondaires non centralisateurs) d'un montant de 9 911 048 396 FCFA*
- ✓ *des comptes d'imputation provisoires de recettes 475 (imputation provisoire de recettes à régulariser chez les comptables principaux) d'un montant de 964 015 390 878 FCFA*
- ✓ *des comptes d'imputation provisoires de recettes 477 (imputation provisoire de recettes chez les comptables secondaires non centralisateurs) d'un montant de -18 965 655 263 FCFA. Les comptes 461.8 : « Rejet de chèque à l'encaissement » et 5111 : « Effets à recevoir et engagements cautionnés » figurant sur les différentes balances du Trésor au 31 décembre 2020 se présentent comme suit dans le tableau suivant :*

Réponse du MEF

Les réponses sont attendues des Postes Comptables.

Pour les comptes d'imputation provisoire de dépenses (470 et 472), il s'agit notamment des avances, des agios bancaires, des ristournes sur valeurs dont la régularisation n'a pas pu être effective avant la clôture de l'exercice. Aussi ils intègrent les opérations de clôture de fin d'année.

Concernant les comptes d'imputation provisoire de recettes, il convient de rappeler que le compte 475 (imputation provisoire de recettes à régulariser chez les comptables principaux) était utilisé principalement par l'ACCT pour la prise en charge des envois de fonds des postes comptables contre le compte 5112 "chèques à l'encaissement".

La balance générale des comptes au 31 décembre 2022 de la Paierie Générale du trésor est disponible au niveau du poste. Ci-joint une copie de ladite balance. (réponse PGT)

Appréciation de la Cour

La Cour prend acte des réponses fournies.

3.3.4. Analyse par poste comptable du Solde des comptes : 461.8 « Rejet de chèque à l'encaissement », 5111 « Traités de douanes » et 5112 « chèques à l'encaissement »

Tableau n°54 : Solde par poste comptable des comptes : 461.8 « Rejet de chèque à l'encaissement », 5111 « Traités de douanes » et 5112 « chèques à l'encaissement »

(En FCFA)

| Poste comptable | Rejet de traites en douanes | Rejet de chèque à l'encaissement | Traités en douanes | Chèques à l'encaissement |
|------------------------------|-----------------------------|----------------------------------|----------------------|--------------------------|
| | 461.7 | 461.8 | 5111 | 5112 |
| ACCT | Balance non parvenue | Balance non parvenue | Balance non parvenue | Balance non parvenue |
| PGT | Balance non parvenue | Balance non parvenue | Balance non parvenue | Balance non parvenue |
| RGD | Balance non parvenue | Balance non parvenue | Balance non parvenue | Balance non parvenue |
| TR. Kayes | - | 450 482 141 | - | 877 543 111 |
| TR. Koulikoro | | | | 57 386 372 |
| TR. Sikasso | Balance non parvenue | Balance non parvenue | Balance non parvenue | Balance non parvenue |
| TR. Ségou | Balance non parvenue | Balance non parvenue | Balance non parvenue | Balance non parvenue |
| TR. Mopti | 80 941 243 | | | 21 540 099 |
| TR. Tombouctou | 6 941 104 | | | 49 583 205 |
| TR. Gao | | | | 109 266 571 |
| TR. Kidal | | | | 679 401 |
| TR. Ménaka | - | - | - | - |
| TR. Taoudéni | - | - | - | - |
| TR. Nioro du Sahel | | | | |
| TR. Dioila | | | | |
| TR. Bougouni | Balance non parvenue | Balance non parvenue | Balance non parvenue | Balance non parvenue |
| TR. Koutiala | | | | 736 212 859 |
| Total par compte | | | | |
| Balance consolidée de l'ACCT | 464 882 780 | 16 636 937 580 | 624 807 812 | 831 648 335 889 |
| Ecart | 0 | 2 335 346 186 | 0 | 0 |

Source : balances des postes comptables supérieurs du Trésor) T.R.=Trésorerie Régionale
Balance consolidée de l'ACCT

Il ressort de l'examen du tableau ci-dessus que les balances générales des comptes au 31 décembre 2022 des postes comptables suivants n'ont pas été transmises : ACCT, Paierie Générale du Trésor, Recette Générale du District, Trésoreries régionales de Sikasso, Ségou et Bougouni.

L'analyse de la balance consolidée de l'ACCT indique des soldes importants des comptes 461.7 « Rejet de traites en douanes » d'un montant de 464 882 780 FCFA ; 461.8 « Rejet de chèque à l'encaissement » d'un montant de 16 636 937 580 FCFA, 5111 « Traités de douanes » d'un montant de 624 807 812 FCFA et 5112 « chèques à l'encaissement » d'un montant de 831 648 335 889 FCFA.

Observation n°28

Il est demandé au MEF d'une part de faire parvenir la balance au 31 décembre 2022 des postes comptables suivants: ACCT, Paierie Générale du Trésor, Recette Générale

du District, les trésoreries régionales de Sikasso, Ségou et Bougouni et d'autre part d'expliquer le non encaissement au 31 décembre 2022 des Rejet de traites en douanes » d'un montant de 464 882 780 FCFA ; des Rejets de chèques à l'encaissement » d'un montant de 16 636 937 580 FCFA, des Traités de douanes d'un montant de 624 807 812 FCFA et des chèques à l'encaissement d'un montant de 831 648 335 889 FCFA.

Réponse du MEF

La balance de l'Etat se caractérise parfois par l'existence de soldes sédentaires assez anciens dans certains comptes qui présentent des difficultés d'apurement dues essentiellement à l'absence des gestionnaires teneurs desdits comptes ainsi qu'à l'indisponibilité des pièces justificatives indispensables.

Depuis 2014, les traites en douane ne sont pas acceptées par les Comptables du Trésor comme moyen de recouvrement des droits et taxes de l'Etat. Les montants figurant sur les balances (comptes 4617 et 5111) constituent les opérations non encore dénouées malgré les diligences menées par les Comptables. En effet, à part les états de développement de soldes, aucune autre information n'est disponible sur les tiers détenteurs, ce qui a rendu difficile leur régularisation au 31 décembre 2022.

Concernant les comptes des chèques 4618 et 5112, les dispositions sont toujours prises au niveau des Comptables pour les encaissements effectifs de ces montants.

Il faut aussi rappeler que le débit du 5112 est en lien avec le crédit des 47562-47564. En effet, les erreurs d'imputations et de comptabilisations à l'origine de ce solde élevé ont été identifiées et corrigées en 2023. De ce fait, le solde des chèques à l'encaissement qui était de 831 648 335 889 FCFA au 31 décembre 2021 se situe à 38.775.751.259 FCFA au 31 décembre 2023.

Appréciation de la Cour

La Cour prend acte des réponses données.

3.3.5. Situation comparative des restes à payer et des restes à recouvrer des balances générales du trésor et la balance intégrée de l'ACCT (solde du compte 40 : « fournisseurs et comptes rattachés » et du compte 41).

Tableau n°55 : Situation comparative des restes à payer et des restes à recouvrer des balances générales du trésor et la balance intégrée de l'ACCT (en FCFA)

| Poste comptable | Restes à payer au 31/12/2022 (Compte 40) | Restes à recouvrer au 31/12/2022 (Compte 41) |
|---|--|--|
| ACCT | Balance non parvenue | Balance non parvenue |
| PGT | Balance non parvenue | Balance non parvenue |
| RGD | Balance non parvenue | Balance non parvenue |
| TR. Kayes | 886 277 227 | 5 204 363 805 |
| TR. Koulikoro | 790 600 661 | 1 408 943 168 |
| TR. Sikasso | Balance non parvenue | Balance non parvenue |
| TR. Ségou | Balance non parvenue | Balance non parvenue |
| TR. Mopti | 1 888 257 159 | 6 659 780 466 |
| TR. Tombouctou | 456 501 876 | 0 |
| TR. Gao | 365 501 155 | 4 959 496 669 |
| TR. Kidal | | 82 854 760 |
| TR. Ménaka | 815 517 699 | |
| TR. Taoudéni | 1 116 427 992 | |
| TR. Nioro | | |
| TR. Dioila | 653 500 000 | |
| TR. Bougouni | Balance non parvenue | Balance non parvenue |
| TR. Koutiala | 724 030 | 106 885 788 |
| Total des balances par poste (a) | Incomplet | Incomplet |
| Balance consolidée de l'ACCT (b) | 253 916 303 153 | 72 671 356 478 |
| PLR (c) | | 247 409 572 749 |
| Ecart 1 : a-b | | |
| Ecart 2 : b-c | | 174 738 216 271 |

L'analyse du tableau montre que les balances générales des comptes au 31 décembre 2022 des postes comptables suivants n'ont pas été transmises : ACCT, Paierie Générale du Trésor, Recette Générale du District, Trésoreries régionales de Sikasso, Ségou et Bougouni.

Les restes à payer assortis de la balance générale consolidée du trésor au 31 décembre 202 correspondant au solde du compte 40 « Fournisseurs et comptes rattachés » sont de 253, 916 milliards de FCFA.

Les restes à recouvrer assortis de la balance générale consolidée du trésor au 31 décembre 2022 correspondant au solde du compte 412 sont de 72, 671 milliards de FCFA contre 247,409 ressortis du PLR soit un écart de 174, 738FCFA.

Observation n°29

Il est demandé au MEF :

- ✓ ***de faire parvenir les balances des comptes au 31 décembre 2022 des postes comptables suivants: ACCT, Paierie Générale du Trésor, Recette Générale du District, Trésoreries régionales de Sikasso, Ségou et Bougouni.***
- ✓ ***de fournir les diligences mises en œuvre en vue du recouvrement de ces reliquats d'impôts et taxes non encaissés au 31 décembre 2022***
- ✓ ***d'expliquer l'écart de 174,738 milliards de CFA constaté entre les RAR du PLR et la balance générale consolidée de l'ACCT .***

Réponse du MEF

Les restes à recouvrer figurant dans la balance générale des comptes du Trésor au 31 décembre 2022 correspondent surtout au stock des années antérieures avant les réformes conférant aux régies financières les émissions de recettes et les recouvrements en même temps. Pour leurs apurements, des efforts considérables ont été faits par la DGCTP. Ainsi, d'un montant de 175,997 milliards de FCFA dans la balance générale des comptes en 2018, ils s'établissent à 72, 671 milliards de FCFA au 31 décembre 2022. Cette dynamique d'apurement continuera et les dispositions sont prises pour le recouvrement desdites créances.

Quant aux écarts entre les restes à recouvrer des différentes situations, il faut rappeler que ceux figurant dans la balance consolidée constituent un stock résiduel des années antérieures. Cependant, les restes à recouvrer qui ressortent du projet de loi de règlement sont des données relatives uniquement à l'exercice courant. Elles sont communiquées par les régies financières et intégrées dans le projet de loi de règlement.

Appréciation de la Cour

La Cour prend acte des explications fournies par le MEF.

3.3.6 Comparaison de la situation d'exécution du Budget Général 2022 ressortie de la balance générale du trésor et celle du PLR.

Tableau n°56 : Comparaison des Produits et des charges de la balance générale du trésor et ceux du PLR

| Comptes | Produits | Charges | Résultats |
|----------------------|-------------------|-------------------|------------------|
| ACCT : compte 1311 | 3 294 110 972 231 | 3 683 821 651 100 | -389 710 678 869 |
| PLR (Budget Général) | 1 799 090 485 939 | 2 339 550 255 845 | -540 459 769 906 |
| Ecart | 1 450 020 486 292 | 1 344 271 395 255 | -150 749 091 037 |

Il ressort de l'analyse du tableau :

- ✓ un écart de 1450,020 milliards de FCFA entre le total des produits ressorti de la balance générale consolidée de l'ACCT et celui du PLR ;
- ✓ un écart de 1344,271 milliards de FCFA entre le total des charges ressorti de la balance générale consolidée de l'ACCT et celui du PLR ;
- ✓ un écart de 150,749 milliards de FCFA entre le résultat ressorti de la balance générale consolidée de l'ACCT et celui du PLR.

Observation n°30

Il est demandé au MEF d'expliquer les écarts constatés entre la balance générale du trésor et le PLR au titre du budget général.

Réponse du MEF

Les écarts entre les montants de la balance générale et ceux du PLR au titre du Budget général s'explique par la prise en compte des immobilisations intégrées dans la comptabilité générale de l'état dans le cadre de l'élaboration du premier bilan d'ouverture. Cette intégration a été faite sur la base de l'évaluation des immobilisations recensées et non par l'émission de mandats budgétaires.

Appréciation de la Cour

La Cour prend acte des réponses données.

3.3.7. Comparaison des résultats d'exécution des différents types de budgets ressortis de la balance consolidée de l'ACCT et ceux du PLR

Tableau n°57 : Situation Comparative des résultats d'exécution des différents types de budgets ressortis de la balance consolidée de l'ACCT et ceux du PLR

| Types de Budgets | Résultats ressortis de la balance de l'ACCT en opération de gestion | Résultats du PLR | Ecart |
|---------------------------------|---|------------------|-------|
| Budget Général : compte 1311 | -389 710 678 869 | -540 459 769 906 | |
| CST : compte 132 | - | 22 975 534 000 | |
| Budgets Annexes : compte 133 | - | 938 831 624 | |

Il ressort de l'analyse du tableau que les résultats d'exécution des budgets annexes et des CST n'apparaissent pas dans la balance générale consolidée de l'ACCT.

Observation n°31

Il est demandé au MEF d'expliquer l'absence du résultat d'exécution des BA et des CST sur la balance générale consolidée de l'ACCT.

Réponse du MEF

La balance consolidée du Trésor fait apparaître le résultat de gestion des comptes spéciaux, à travers le compte 1321.

Les opérations des budgets annexes, constituées essentiellement des entrepôts du Mali à l'étranger ne sont pas centralisées dans les écritures du Trésor. Des réflexions sont en cours pour l'intégration de leurs opérations dans la comptabilité de l'Etat.

Appréciation de la Cour

La Cour prend acte des explications données et demande au MEF une présentation exhaustive sur la balance du résultat du budget général (compte 1311) des comptes spéciaux (compte 1321) et des budgets annexes (1322).

3.3.8. Rapprochement entre les données du PLR et celles de la balance consolidée de l'ACCT à la clôture de la gestion 2022 au titre des produits des emprunts.

Tableau n° 58 : Comparaison des produits des emprunts retracés dans la balance de l'ACCT et le PLR (en milliards de FCFA)

| Type d'Emprunts | Balance de l'ACCT | PLR | Ecart |
|---|----------------------|-----------------------|-----------------------|
| Produits des Emprunts projet | 0 | | |
| Compte 1611 « Emprunts programmes multilatéraux » | 0 | | |
| Compte 1628 « Emprunts programmes des Gouvernements Etrangers | 5 947 105 362 | | |
| Total | 5 947 105 362 | 56 370 000 000 | 50 422 894 638 |

Les produits des emprunts (compte 1628) comptabilisés en opérations de gestion sur la balance de l'ACCT est de 5,947 milliards de FCFA contre un montant de 56,370 milliards de FCFA dans le PLR volet ressources de trésorerie soit un écart de 50,423 milliards de FCFA.

Observation n°32

Il est demandé au MEF d'expliquer l'écart de 50,423 milliards de FCFA constaté entre la balance et le PLR.

Réponse du MEF

Les montants comparés dans le tableau N°58 du rapport sur l'exécution de la loi de finances 2022 ne proviennent pas de mêmes sources de financement. Les 5,947 milliards de FCFA comptabilisés sur la balance de l'ACCT correspondent aux dons programmes. Quant au montant de 56,370 milliards de FCFA dans le PLR volet ressources de trésorerie, ils correspondent aux prêts projets du Budget Spécial d'Investissement (BSI) Financement Extérieur. Les ressources du BSI financement extérieur ne sont pas encaissées par la DGTCP, elles sont décaissées directement par les Partenaires Techniques et Financiers auprès des Unités de Gestion. Du fait de ce mécanisme, les prêts et dons du BSI financement extérieur ne sont pas retracés dans la comptabilité de l'Etat.

Appréciation de la Cour

La Cour prend acte des explications fournies sur les sources et la destination des 56,370 milliards de FCFA du PLR volet ressources de trésorerie.

Recommandation n°13

La Cour recommande au MEF la mise en place d'un mécanisme de prise en charge comptable du BSI financement extérieur.

3.3.9. Comparaison de la situation de la balance générale et celle des documents de la DGABE au titre de la prise de participation de l'Etat « compte 261 »

La situation comparative de la prise de participation de l'Etat à l'intérieur et à l'extérieur entre les données de la balance et celle des documents de la DGABE est retracée dans le tableau suivant :

Tableau n°59: Comparaison des données de la balance générale à celles des documents de la DGABE au titre de la prise de participation de l'Etat (en FCFA)

| Type de participation | Balance de l'ACCT (solde au 31/12/2022) | DGABE | Ecart |
|---|---|-----------------|----------------|
| Compte 2611 « Prises de participation à l'intérieur » | 217 481 580 612 | 141 144 542 631 | 76 337 037 981 |
| Compte 2621 « Prises de participation à l'extérieur » | 54 710 445 752 | Non produit | |

L'analyse du tableau montre que la situation de la prise de participation à l'extérieur n'a pas été transmise par la DGABE.

Aussi, existe-il un écart d'un montant de 76 337 037 981 FCFA entre la situation de la balance et celle de la DGABE au titre de la prise de participation de l'Etat à l'intérieur.

Observation n°33

Il est demandé au MEF d'une part d'expliquer l'écart constaté entre le montant de la balance générale du trésor et la situation produite par la DGABE et d'autre part de faire parvenir la situation de la prise de participation de l'Etat à l'extérieur.

Réponse du MEF

La situation des prises des participations dans les sociétés à l'extérieur obtenue à la date du 31 décembre 2022 est jointe à la présente note.

Telles sont les dispositions de la présente note soumise à votre haute appréciation.

Dans le cadre de la mise en œuvre de la comptabilité patrimoniale et de la production du 1er bilan d'ouverture, une Commission a été mise en place pour recenser et valoriser les actifs de l'Etat. Ainsi, les comptes 2611 « Prises de participation à l'intérieur » et 2621 « Prises de participation à l'extérieur » ont été utilisés pour intégrer dans la comptabilité de l'Etat les données issues de ce recensement. En plus, le compte 2611 « Prises de participation à l'intérieur » est utilisé pour enregistrer les DAT constitués par le Trésor auprès des banques.

Appréciation de la Cour

La Cour prend acte de la production de la situation des prises des participations dans les sociétés à l'extérieur obtenue à la date du 31 décembre 2022 d'un montant de 1 765 000 000 FCFA et concerne treize sociétés.

3.3.10. Comparaison de la situation de la balance générale du trésor à celle des documents de la DGDP au titre des prêts rétrocédés : « compte 277 »

La situation comparative entre la balance générale du trésor et celle de la DGDP au titre des prêts rétrocédés est présentée dans le tableau suivant :

Tableau n°60: Comparaison du montant des prêts rétrocédés ressorti de la balance et celui de la DGDP au titre des prêts rétrocédés (en milliards de FCFA)

| Type de participation | Balance de l'ACCT (Opération de gestion créditrice) | DGDP | Ecart |
|----------------------------------|--|-------|--------|
| Compte 2771 « Prêts rétrocédés » | 3, 550 | 5,047 | -1,497 |

De l'analyse du tableau, il ressort que le compte 2771 « Prêts rétrocédés » enregistre à son crédit (en opération de gestion) sur la balance de l'ACCT la somme de 3,550 milliards de FCFA contre 5,047 milliards FCFA ressortis de la situation de la DGDP soit un écart de 1,497 milliards de FCFA.

Observation n°34

Il est demandé au MEF d'expliquer l'écart de 1,497 milliards de FCFA entre le montant des prêts rétrocédés comptabilisé au compte 2771 « Prêts rétrocédés » sur la balance de l'ACCT et le montant ressorti de la situation de la DGDP.

Réponse du MEF

Au titre du recouvrement des prêts rétrocédés au titre de l'année 2022, un montant de 5,047 milliards de FCFA a été enregistré dans les réalisations de la DGDP conformément aux données du Projet de Loi de Règlement (PLR) 2022. En effet, le rapport de la Section des Comptes confirme, au niveau des pages 72 et 73, qu'il existe une parfaite concordance entre les données du PLR 2022 et celles fournies par la DGDP. S'agissant de l'écart constaté avec la balance de l'ACCT, des explications pourraient être fournies par le Trésor à cet effet.

L'écart entre le montant des prêts rétrocédés comptabilisé au compte 2771 « Prêts rétrocédés » sur la balance de l'ACCT et le montant ressorti de la situation de la DGDP s'explique essentiellement par le décalage entre la prise en charge comptable des opérations au niveau du Trésor et extracomptable par la DGDP.

Appréciation de la Cour

La Cour prend acte des réponses fournies et invite le MEF à une harmonisation des documents de ces services techniques.

3.3.11. Dépôts sur les comptes des correspondants « 44 »

Suivant le Plan Comptable de l'Etat les dépôts des correspondants sont imputés au compte « 44 » :

- ✓ 441 « Collectivités territoriales » ;
- ✓ 442 « Etablissements publics Nationaux » ;
- ✓ 443 « Sociétés et Organismes publics nationaux » ;
- ✓ 446 « Organismes internationaux » ;
- ✓ 447 « Autres déposants » : Services publics ; organismes privés et particuliers ; Particuliers ; Sociétés et entreprises privées ; autres dépôts.

Au 31 décembre 2022 la balance de l'ACCT enregistre au crédit-Opération de gestion au compte 443.3 « Organismes publics nationaux » des dépôts d'un montant de 14, 732 milliards de FCFA. Le compte 44721 « Dépôts des particuliers » comptabilise à son crédit en opération de gestion la somme de 6,811 milliards de FCFA soit un total de **21,543 milliards de FCFA**.

Selon le PLR : « **Volet des ressources de trésorerie** » : les correspondants du Trésor sont constitués des organismes et des particuliers disposant d'un compte dans les écritures du Trésor. Suivant le PLR, leurs dépôts ont été de **24,958** milliards de FCFA, soit un écart de 3,415 milliards FCFA tel qu'il ressort du tableau suivant :

Tableau n° 61: Comparaison des dépôts des correspondants retracés dans la balance générale du trésor à ceux du PLR (en milliards de FCFA)

| Compte | Balance de l'ACCT (Opération de gestion) | Ressources de trésorerie du PLR | Ecart |
|---|---|------------------------------------|----------------------|
| 443.3 : « Organismes publics nationaux » | 14 732 163 242 | | |
| 44721 : « Dépôts des particuliers » | 6 811 233 426 | | |
| Total | 21 543 396 668 | 24 958 570 284 | 3 415 173 616 |

Observation n°35

Il est demandé au MEF d'expliquer l'écart de 3,415 milliards de FCFA constaté entre les dépôts des correspondants comptabilisés dans la balance de l'ACCT (21,543 milliards de FCFA) et ceux du PLR (24,958 milliards de FCFA).

Réponse du MEF

Le compte 4433 « Organismes publics nationaux » qui enregistre les dépôts des correspondants dans la balance de l'ACCT se rapporte aux opérations des 18 établissements publics nationaux déjà intégrés dans le Compte Unique du Trésor. Quant au montant du PLR, il est relatif à la situation des 9 EPN dont les opérations avaient été prévues dans la loi de finances de 2022.

Concernant le 44721 « Dépôts des particuliers », c'est un compte d'attente dans lequel sont enregistrées provisoirement diverses natures de recettes.

Appréciation de la Cour

La Cour prend acte des explications fournies par le MEF et demande la prise en charge à l'avenir des 18 établissements nationaux dans les prévisions de la loi de finances.

CHAPITRE II : LES CHARGES

Chapitre II : Les Charges

Le budget d'Etat pour l'exercice 2022 adopté par la loi n°2021-071 du 23 décembre 2021 portant loi de Finances pour l'exercice 2022, était arrêté en dépenses à 2 748,285 milliards de FCFA, Ce montant a été modifié, suivant la Loi N°2022-042 du 15 novembre 2022 portant modification de la Loi N°2021-071 du 23 décembre 2021 portant loi de Finances pour l'exercice 2022 en dépenses à 2 647,028 milliards de francs CFA.

Les charges de l'Etat sont composées des dépenses budgétaires et des charges de trésorerie.

L'analyse portera sur les prévisions des dépenses budgétaires et des charges de trésorerie d'une part et l'exécution des dépenses budgétaires et des charges de trésorerie d'autre part.

2.1. Les Prévisions des dépenses budgétaires et des charges de trésorerie :

L'analyse de l'évolution des prévisions des dépenses budgétaires et des charges de trésorerie, sera faite par la comparaison d'une part, des prévisions de la Loi de Finances Rectifiée de 2021 avec celle de la Loi de Finances Initiale (LFI) et d'autre part entre la Loi de Finances Initiale (LFI) et la Loi de rectificative(LFR) de 2022.

2.1.1. Présentation des prévisions de dépenses par type de budget et par nature économique

Les Prévisions des dépenses par type de budget et par nature économique de la Loi de Finances Rectificative de 2021, de la loi de finances initiale 2022, de la loi de finances rectificative 2022 sont présentées dans le tableau ci-après :

Tableau n°62 : Prévisions des dépenses par type de budget de la Loi de Finances Rectificative de 2021, des lois de finances initiale et rectificative 2022 (en milliards de FCFA)

| Nature Economique | Loi de Finances Rectificative 2021 (a) | Loi de finances initiale (LFI) 2022 (b) | Loi de finances rectificative 2022 (c) | Ecart LFR2021 et LFR 2022 d= c-a | Taux de variation LFR2021/LFR2022 e=d/a | ECART Loi de finances Initiale 2022 et la loi Rectificative 2022 f = c-b | Taux de variation LFI 2022/LFR 2022 g = (f/b)*100 |
|--|---|--|---|-------------------------------------|--|---|--|
| Budget Général (1) | 2 662,010 | 2 605,070 | 2 468,647 | -193,363 | -7,26% | -136,423, | -5,24% |
| Dépenses ordinaires : | 1 776,421 | 1 861,157 | 1 910,329 | 133,908 | 7,54% | 49,172 | 2,64% |
| <i>Personnel</i> | 788,186 | 841,464 | 886,900 | 98,714 | 12,52% | 45,436 | 5,40% |
| <i>Dont fonctionnaires des Collectivités Territoriales</i> | 260,881 | 249,625 | 273,228 | 12,347 | 4,73% | 23,603 | 9,46% |
| <i>Dépenses d'acquisitions de biens et services, dont</i> | 494,677 | 429,694 | 458,435 | -36,242 | -7,33% | 28,741 | 6,69% |
| <i>Matériel et fonctionnement</i> | 153,141 | 155,584 | 141,468 | -11,673 | -7,62% | -14,116 | -9,07% |
| <i>Communication et Energie</i> | 41,252 | 49,585 | 46,311 | 5,059 | 12,26% | -3,274 | -6,60% |
| <i>Déplacements et Missions</i> | 53,052 | 59,998 | 43,672 | -9,380 | -17,68% | -16,326 | -27,21% |
| <i>Autres Dépenses</i> | 181,482 | 149,827 | 201,899 | 20,417 | 11,25% | 52,072 | 34,75% |
| <i>Elections</i> | 45,750 | | 7,507 | -38,243 | -83,59% | 7,507 | 0,00% |
| <i>Apurement du Passif</i> | 20,000 | | 17,578 | -2,422 | -12,11% | 17,578 | 0,00% |
| <i>Charges financières</i> | 141,200 | 175,063 | 178,829 | 37,629 | 26,65% | 3,766 | 2,15% |
| <i>Transferts et subventions dont:</i> | 346,649 | 401,927 | 386,016 | 39,367 | 11,36% | -15,911 | -3,96% |
| <i>Bourses et Allocations d'études</i> | 14,775 | 17,906 | 19,980 | 5,205 | 35,23% | 2,074 | 11,58% |
| <i>Subvention CMSS</i> | | | | 0,000 | 0,00% | 0 | 0,00% |

| | | | | | | | |
|--|------------------|------------------|------------------|-----------------|----------------|-----------------|----------------|
| <i>Intrant</i> | | | | 0,000 | 0,00% | 0 | 0,00% |
| <i>Subvention EDM-SA</i> | | | | 0,000 | 0,00% | 0 | 0,00% |
| <i>Filet social</i> | | | | 0,000 | 0,00% | 0 | 0,00% |
| <i>Dépenses en atténuation de recettes</i> | 5,709 | 13,009 | 0,149 | -5,560 | -97,39% | -12,86 | -98,85% |
| Dépenses en Capital | 885,589 | 743,913 | 558,318 | -327,271 | -36,96% | -185,595 | -24,95% |
| Dépenses d'investissements exécutés par l'Etat, dont | 885,589 | 743,913 | 558,318 | -327,271 | -36,96% | -185,595 | -24,95% |
| Equipement-Investissement Ordinaire | 338,879 | | 231,458 | -107,421 | -31,70% | 231,458 | 0,00% |
| Appui Budgétaire Sectoriel (ABS) | 11,740 | | 7,910 | -3,830 | -32,62% | 7,91 | 0,00% |
| Budget Spécial d'investissement (BSI), Financement Intérieur | 210,770 | | 151,950 | -58,820 | -27,91% | 151,95 | 0,00% |
| Budget Spécial d'investissement (BSI), Financement Extérieur | 324,200 | | 167,000 | -157,200 | -48,49% | 167 | 0,00% |
| Dépenses de transfert en capital | 0,000 | 0,000 | 0,000 | 0,000 | 0,00% | 0,00 | 0,00% |
| Budgets Annexes (2) | 8,113 | 7,896 | 7,896 | -0,217 | -2,67% | 0,00 | 0,00% |
| Comptes Spéciaux du Trésor (3) | 171,457 | 135,319 | 170,485 | -0,972 | -0,57% | 35,166 | 25,99% |
| TOTAL DES DEPENSES DU BUDGET D'ETAT | 2 841,580 | 2 748,285 | 2 647,028 | -194,552 | -6,85% | -101,257 | -3,68% |

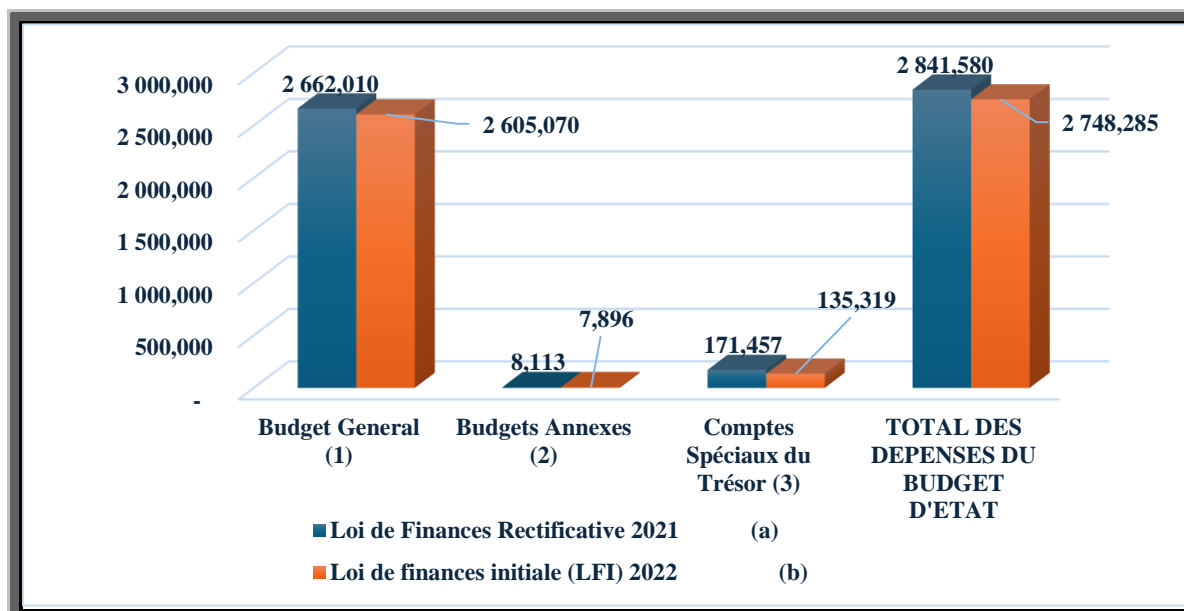
2.1.1.1 Analyse de la répartition des prévisions des dépenses par nature économique entre la LFR 2021 et la LFI 2022

Le budget d'Etat est composé du budget général, des budgets annexes et des comptes spéciaux du Trésor.

Le Budget général est composé des dépenses ordinaires et des dépenses en capital.

L'examen du tableau ci-dessus, fait ressortir que le budget d'Etat initial 2022 a été arrêté en dépenses à 2 748,285 milliards de FCFA contre 2 808,088 milliards de FCFA pour la LFR 2021 soit une diminution de 59,803 milliards de FCFA représentant un taux de réduction de 2,13% du budget d'Etat initial en 2022 par rapport à la LFR 2021.

Graphique n°40 : Comparaison des LFR 2021 à la LFI 2022



L'examen du tableau n°62 et de la figure ci-dessus, montre que :

- ✓ le budget d'Etat initial 2022 a connu une diminution par rapport au budget rectifié 2021, qui passe ainsi de 2 841,580 milliards de FCFA à 2 748,285 milliards de FCFA en 2022 au titre de la LFI, soit un taux de réduction de 3,28% ;
- ✓ le budget général au titre de la LFI 2022 a connu une diminution de 56,94 milliards de FCFA par rapport à celui de la LFR 2021, qui passe ainsi de 2 662,010 milliards de FCFA à 2 605,070 milliards de FCFA en 2022 au titre de la Loi de finances initiale soit un taux de réduction de 2,14% ;

- ✓ les Budgets annexes ont également connu une diminution passant de 8,113 milliards de FCFA en 2021 (LFR) à 7,896 milliards de FCFA en 2022 au titre de la LFI, soit un taux de réduction de 2,67% ;
- ✓ idem pour les Comptes Spéciaux du Trésor qui ont aussi enregistré une diminution, car passant ainsi de 171,457 milliards de FCFA en 2021 (LFR) à 135,319 milliards de FCFA en 2022 (LFI) soit un taux régression de 78,92% .

Observation n°36

La Cour demande au MEF de fournir des explications sur la diminution de façon générale des prévisions initiales en 2022, du Budget Général, des budgets annexes et des Comptes spéciaux du Trésor par rapport aux mêmes types de budgets rectifiés de l'exercice 2021.

Réponse du MEF

La diminution de la prévision des dépenses budgétaires entre la Loi de Finances rectifiée de 2021 et la Loi de Finances initiale 2022 s'explique par :

- l'absence de reconduction des augmentations exceptionnelles effectuées dans le budget rectifié 2021 en faveur des dépenses liées à la sécurisation du territoire national et du renforcement de la subvention à l'EDM SA ;
- la baisse de l'enveloppe prévisionnelle de financement sur le BSI extérieur en lien avec la capacité de mobilisation des ressources y afférentes au regard des contextes ayant marqué son exécution pendant les exercices 2020 et 2021 ;
- l'absence de reconduction des dépenses qui avaient été financées sur des reports de ressources d'ABS dans le budget 2021 ;
- la légère réduction du trafic des marchandises via les entrepôts maliens dans les ports de transit ;
- la réduction des dépenses sur le compte d'affectation spéciale « FDD » à hauteur du solde estimé de ses ressources, qui avait été dégagé sur la base de la prévision de consommation d'une partie courant 2021.

Appréciation de la Cour

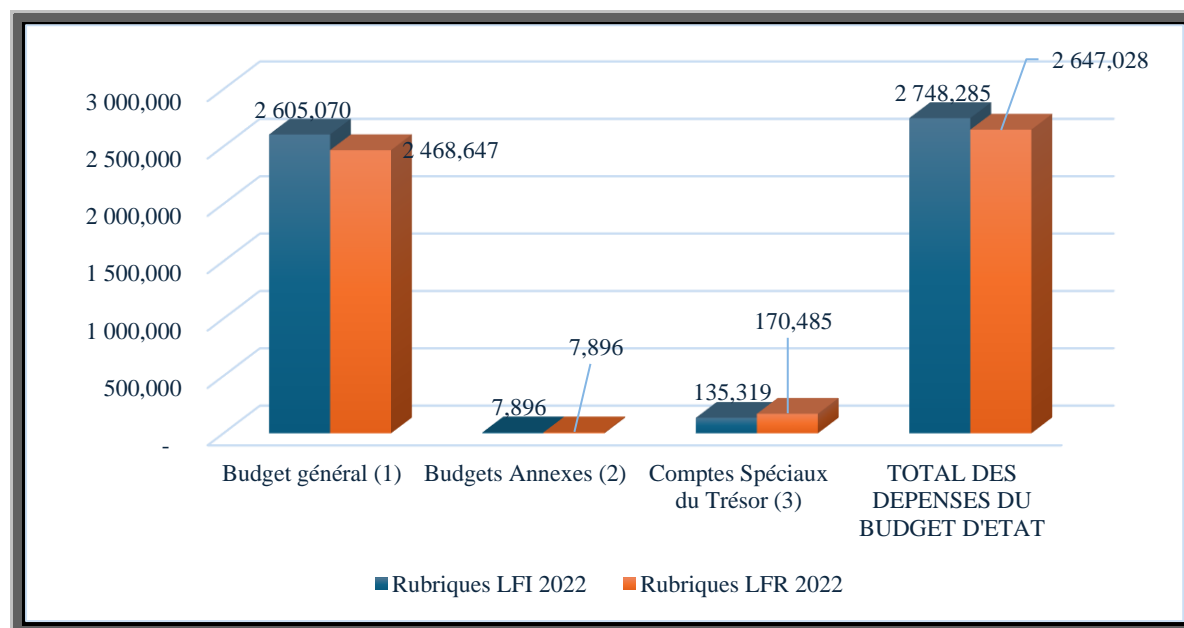
La Cour prend acte des explications fournies par le MEF.

2.1.1.2 Comparaison des prévisions de dépenses au titre de la Loi de Finances Initiale 2022 à celles de la loi de Finances rectificative 2022.

Tableau n° 63 Comparaison des prévisions de dépenses de la LFI 2022 à la LFR 2022 (en milliards de FCFA)

| Rubriques | LFI 2022 | LFR 2022 | Ecart | Taux de progression |
|--|------------------|------------------|------------------|---------------------|
| <i>Budget général (1)</i> | 2 605,070 | 2 468,647 | - 136,423 | -5,24% |
| <i>Budgets Annexes (2)</i> | 7,896 | 7,896 | - | 0,00% |
| <i>Comptes Spéciaux du Trésor (3)</i> | 135,319 | 170,485 | 35,166 | 25,99% |
| TOTAL DES DEPENSES DU BUDGET D'ETAT | 2 748,285 | 2 647,028 | - 101,257 | -3,68% |

Graphique n°41 : Comparaison de la LFI 2022 à la LFR 2022



L'analyse du tableau ci-dessus fait ressortir que les prévisions budgétaires initiales 2022 d'un montant total de 2 748,285 milliards de FCFA ont diminué de 101,257 milliards de FCFA suite à la LFR 2022 qui les a arrêtées à 2 647,028 milliards de FCFA soit un taux de réduction de 3,68%.

Par nature de budget la diminution en 2022 de la LFR par rapport à la LFI a été de :

- - **136,423** milliards de FCFA pour le budget général soit un taux de réduction de 5,24% ;

- les budgets annexes n'ont pas évolué ;
- 35,166 milliards d'augmentation pour les Comptes Spéciaux du Trésor soit un taux d'augmentation de 25,99%.

La répartition des dépenses budgétaires par type de programme est consignée dans le tableau ci-dessous :

Tableau N°64 : Prévisions de dépenses par type de programme et par dotation budgétaire (en milliards de FCFA) en 2022.

| Rubriques | LFR 2021 a | LFI 2022 b | LFR 2022 c | Ecart LFR2021 et LFI2022 d= b-a | Taux de variation LFI2021/LFR2022 e=d/a | Ecart LFR2022/LFR2022 f=c-b | Taux de variation LFI2022/LFR2022 g=f/b |
|---|------------------|------------------|------------------|---------------------------------------|---|-----------------------------------|---|
| Programmes de Pilotage (1) | 624,902 | 587,360 | 790,782 | -37,542 | -6,01% | 203,422 | 34,63% |
| Personnel | 201,717 | 214,013 | 272,359 | 12,296 | 6,10% | -143,719 | -67,15% |
| Biens et services | 135,605 | 139,189 | 156,724 | 3,584 | 2,64% | 197,896 | 142,18% |
| Transferts et subventions | 91,837 | 64,857 | 153,419 | -26,98 | -29,38% | -32,882 | -50,70% |
| Investissement | 195,743 | 169,301 | 208,28 | -26,442 | -13,51% | -85,396 | -50,44% |
| Programmes opérationnels (2) | 1 383,200 | 1 354,962 | 1 154,606 | -28,238 | -2,04% | -200,356 | -14,79% |
| Personnel | 426,816 | 474,11 | 544,247 | 47,294 | 11,08% | 70,137 | 14,79% |
| Biens et services | 175,453 | 166,354 | 143,455 | -9,099 | -5,19% | -22,899 | -13,77% |
| Transferts et subventions | 210,307 | 226,89 | 200,622 | 16,583 | 7,89% | -26,268 | -11,58% |
| Investissement | 570,624 | 487,608 | 266,282 | -83,016 | -14,55% | -221,326 | -45,39% |
| Programmes des Budgets annexes (3) | 8,113 | 7,896 | 7,896 | -0,217 | -2,67% | 0 | 0,00% |
| Personnel | 2,477 | 2,447 | 2,447 | -0,030 | -1,21% | 0 | 0,00% |
| Biens et services | 2,875 | 2,902 | 2,902 | 0,027 | 0,94% | 0 | 0,00% |
| Transferts et subventions | 0,610 | 0,518 | 0,518 | -0,092 | -15,08% | 0 | 0,00% |
| Investissement | 2,151 | 2,029 | 2,029 | -0,122 | -5,67% | 0 | 0,00% |
| Programme des comptes spéciaux du Trésor (4) | 171,457 | 135,319 | 170,485 | -36,138 | -21,08% | 35,166 | 25,99% |
| Personnel | 0,170 | 0,255 | 0,255 | 0,085 | 50,00% | 0 | 0,00% |
| Biens et services | 1,320 | 1,360 | 128,079 | 0,040 | 3,03% | 126,719 | 9317,57% |

| | | | | | | | |
|-------------------------------------|------------------|------------------|------------------|----------------|---------------|-----------------|----------------|
| Transferts et subventions | 0,740 | 0,740 | 0,740 | 0 | 0,00% | 0 | 0,00% |
| Dépenses en atténuation de recettes | 95,300 | 98,159 | 0 | 2,859 | 3,00% | -98,159 | -100,00% |
| Investissement | 73,927 | 34,805 | 41,411 | -39,122 | -52,92% | 6,606 | 18,98% |
| Dotations (5) | 653,907 | 662,747 | 523,259 | 8,840 | 1,35% | -139,488 | -21,05% |
| Personnel | 129,492 | 153,34 | 70,294 | 23,848 | 18,42% | -83,046 | -54,16% |
| Charges financières de la dette | 141,200 | 175,063 | 0 | 33,863 | 23,98% | -175,063 | -100,00% |
| Biens et services | 148,206 | 124,151 | 337,085 | -24,055 | -16,23% | 212,934 | 171,51% |
| Transferts et subventions | 105,460 | 110,18 | 31,975 | 4,720 | 4,48% | -78,205 | -70,98% |
| Dépenses en atténuation de recettes | 13,009 | 13,009 | 0 | 0,000 | 0,00% | -13,009 | -100,00% |
| Investissement | 116,540 | 87,004 | 83,905 | -29,536 | -25,34% | -3,099 | -3,56% |
| TOTAL GENERAL | 2 841,579 | 2 748,284 | 2 647,028 | -93,295 | -3,28% | -101,256 | -3,68% |

2.1.2.1 Analyse comparative des Prévisions des dépenses budgétaires de la Loi de Finances Rectificative de 2021 à la Loi de Finances Initiale 2022 par type de programme.

La comparaison des prévisions des dépenses budgétaires de la Loi de Finances Rectificative 2021 à la Loi de Finances Initiale 2022 par type de programme est présentée dans le tableau suivant :

Tableau n°65: Prévisions des dépenses budgétaires (Loi de Finances Rectifiée de 2021 et Loi de Finances Initiale 2022) par type de programme (en Milliards de F CFA).

| Rubriques | Loi de Finances Rectificative (LFR) 2021 a | Loi de finances initiale (LFI) 2022 b | Ecart c = (b-a) | Taux de progression d = c/a % |
|--|---|--|----------------------------|--|
| Programmes de Pilotage (1) | 624,902 | 587,360 | -37,542 | -6,01% |
| <i>Personnel</i> | <i>201,717</i> | <i>214,013</i> | <i>12,296</i> | <i>6,10%</i> |
| <i>Biens et services</i> | <i>135,605</i> | <i>139,189</i> | <i>3,584</i> | <i>2,64%</i> |
| <i>Transferts et subventions</i> | <i>91,837</i> | <i>64,857</i> | <i>-26,980</i> | <i>-29,38%</i> |
| <i>Investissement</i> | <i>195,743</i> | <i>169,301</i> | <i>-26,442</i> | <i>-13,51%</i> |
| Programmes opérationnels (2) | 1 383,200 | 1 354,962 | -28,238 | -2,04% |
| <i>Personnel</i> | <i>426,816</i> | <i>474,11</i> | <i>47,294</i> | <i>11,08%</i> |
| <i>Biens et services</i> | <i>175,453</i> | <i>166,354</i> | <i>-9,099</i> | <i>-5,19%</i> |
| <i>Transferts et subventions</i> | <i>210,307</i> | <i>226,89</i> | <i>16,583</i> | <i>7,89%</i> |
| <i>Investissement</i> | <i>570,624</i> | <i>487,608</i> | <i>-83,016</i> | <i>-14,55%</i> |
| Programmes des Budgets annexes(3) | 8,113 | 7,896 | -0,217 | -2,67% |
| <i>Personnel</i> | <i>2,477</i> | <i>2,447</i> | <i>-0,030</i> | <i>-1,21%</i> |
| <i>Biens et services</i> | <i>2,875</i> | <i>2,902</i> | <i>0,027</i> | <i>0,94%</i> |
| <i>Transferts et subventions</i> | <i>0,610</i> | <i>0,518</i> | <i>-0,092</i> | <i>-15,08%</i> |
| <i>Investissement</i> | <i>2,151</i> | <i>2,029</i> | <i>-0,122</i> | <i>-5,67%</i> |

| | | | | |
|--|------------------|------------------|----------------|----------------|
| Programme des comptes spéciaux du Trésor(4) | 171,457 | 135,319 | -36,138 | -21,08% |
| <i>Personnel</i> | <i>0,170</i> | <i>0,255</i> | <i>0,085</i> | <i>50,00%</i> |
| <i>Biens et services</i> | <i>1,320</i> | <i>1,360</i> | <i>0,040</i> | <i>3,03%</i> |
| <i>Transferts et subventions</i> | <i>0,740</i> | <i>0,740</i> | <i>0,000</i> | <i>0,00%</i> |
| <i>Dépenses en atténuation de recettes</i> | <i>95,300</i> | <i>98,159</i> | <i>2,859</i> | <i>3,00%</i> |
| <i>Investissement</i> | <i>73,927</i> | <i>34,805</i> | <i>-39,122</i> | <i>-52,92%</i> |
| Dotations | 653,907 | 662,747 | 8,840 | 1,35% |
| <i>Personnel</i> | <i>129,492</i> | <i>153,34</i> | <i>23,848</i> | <i>18,42%</i> |
| <i>Charges financières de la dette</i> | <i>141,200</i> | <i>175,063</i> | <i>0,000</i> | <i>0,00%</i> |
| <i>Biens et services</i> | <i>148,206</i> | <i>124,151</i> | <i>-24,055</i> | <i>-16,23%</i> |
| <i>Transferts et subventions</i> | <i>105,460</i> | <i>110,18</i> | <i>4,720</i> | <i>4,48%</i> |
| <i>Dépenses en atténuation de recettes</i> | <i>13,009</i> | <i>13,009</i> | <i>0,000</i> | <i>0,00%</i> |
| <i>Investissement</i> | <i>116,540</i> | <i>87,004</i> | <i>-29,536</i> | <i>-25,34%</i> |
| TOTAL GENERAL | 2 841,579 | 2 748,284 | -93,295 | -3,28% |

Il ressort de l'examen du tableau que le montant de la loi de Finances Initiale de 2022 s'élève à **2 748,284** milliards de FCFA et celui de la loi de finances rectificative de 2021n est de **2 841,579** milliards de FCFA, soit une diminution de **93,295** milliards de FCFA représentant un taux de réduction de **3,28%**.

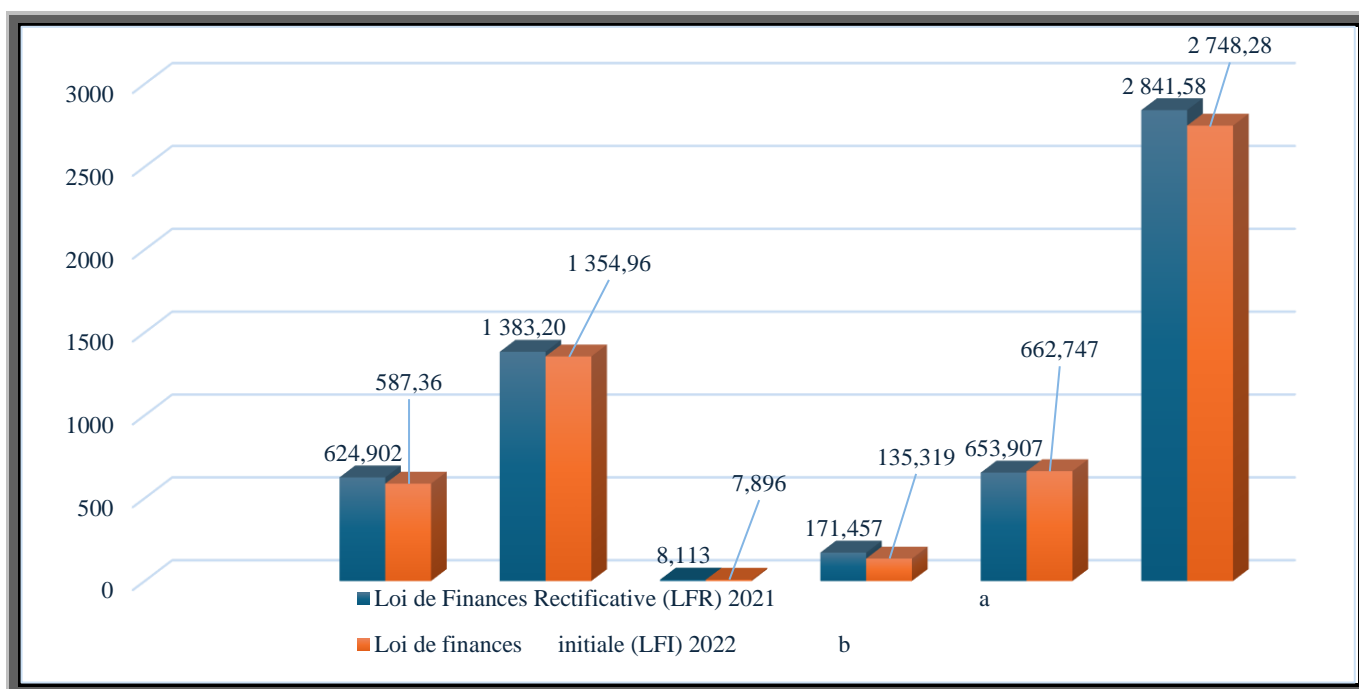
Il est à noter qu'à part le programme des dotations qui a connu une hausse relative de la LFI en 2022 par rapport à la LFR 2021, tous les autres programmes ont connu une baisse. Il s'agit :

- ✓ des Programmes de pilotage (1) dont la LFR2021 était arrêtée à 624,902 milliards de FCFA contre 587,360 milliards de FCFA au titre de la LFI2022. Cette situation se traduit par une diminution de 37,542 milliards de FCFA, de la LFI2022 par rapport à la LFR 2021, soit un taux de réduction de 6,01%;
- ✓ des Programmes opérationnels (2) dont la LFR2021 était arrêtée à 1 383,200 milliards de FCFA contre 1 354,962 milliards de FCFA au titre de la LFI2022. Il ressort de cette situation, que la LFI2022 a diminué de 28,238 milliards de FCFA par rapport à la LFR 2021, soit , un taux de réduction de 2,04%;

- ✓ des Programmes des budgets annexes (3) dont la LFR2021 était arrêtée à 8,113 milliards de FCFA contre 7,896 milliards de FCFA au titre de la LFI2022. Il ressort donc une diminution de 0,217 milliards de FCFA, de la LFI2022 par rapport à la LFR 2021 , soit un taux de réduction de 2,67%;
- ✓ des Programmes des Comptes Spéciaux du Trésor dont la LFR2021 était arrêtée à 171,457 milliards de FCFA contre 135,319 milliards de FCFA au titre de la LFI2022. Cette situation se traduit par une diminution de 36,138 milliards de FCFA, représentant un taux de réduction de 21,08% de la LFI 2022 par rapport à la LFR 2021.

Les programmes de dotations ont enregistré une prévision rectifiée de 653,907 milliards en 2021 contre une prévision initiale de 662,747 en 2022, soit un écart positif de 8,840 milliards de FCFA, représentant un taux de progression de 1,35%.

Graphique n°42 : Comparaison des prévisions de dépenses par programme et par dotation budgétaire (LFR 2021 et LFI 2022)



2.1.2.2 Analyse comparative des prévisions des dépenses budgétaires (Loi de finances initiale 2022 et Loi de Finances Rectificative 2022) par type de programme

La comparaison entre les prévisions des dépenses budgétaires de la LFI 2022 et celles de la LFR 2022 par type de programme est décrite dans le tableau ci-dessous :

Tableau n°66: Prévisions des dépenses budgétaires (Loi de Finances Initiale 2022 et Loi de Finances Rectificative 2022) par type de programme (en Milliards de F CFA).

| Rubriques | Loi de Finances initiale (LFI) 2022 a | Loi de finances Rectificative (LFR) 2022 b | Ecart c = (b-a) | Taux de progression d = c/a % |
|--|--|---|--------------------|----------------------------------|
| Programmes de Pilotage (1) | 587,36 | 790,782 | 203,422 | 34,63% |
| Personnel | 214,013 | 272,359 | 58,346 | 27,26% |
| Biens et services | 139,189 | 156,724 | 17,535 | 12,60% |
| Transferts et subventions | 64,857 | 153,419 | 88,562 | 136,55% |
| Investissement | 169,301 | 208,28 | 38,979 | 23,02% |
| Programmes opérationnels (2) | 1 354,96 | 1 154,61 | -200,356 | -14,79% |
| Personnel | 474,11 | 544,247 | 70,137 | 14,79% |
| Biens et services | 166,354 | 143,455 | -22,899 | -13,77% |
| Transferts et subventions | 226,89 | 200,622 | -26,268 | -11,58% |
| Investissement | 487,608 | 266,282 | -221,326 | -45,39% |
| Programmes des Budgets annexes(3) | 7,896 | 7,896 | 0,000 | 0,00% |
| Personnel | 2,447 | 2,447 | 0 | 0,00% |
| Biens et services | 2,902 | 2,902 | 0 | 0,00% |
| Transferts et subventions | 0,518 | 0,518 | 0 | 0,00% |
| Investissement | 2,029 | 2,029 | 0 | 0,00% |

| | | | | |
|--|------------------|------------------|-----------------|----------------|
| Programme des comptes spéciaux du Trésor(4) | 135,319 | 170,485 | 35,166 | 25,99% |
| Personnel | 0,2550 | 0,255 | 0 | 0,00% |
| Biens et services | 1,360 | 128,079 | 126,719 | 9317,57% |
| Transferts et subventions | 0,740 | 0,740 | 0 | 0,00% |
| Dépenses en atténuation de recettes | 98,159 | 0 | -98,159 | -100,00% |
| Investissement | 34,805 | 41,411 | 6,606 | 18,98% |
| Dotations | 662,747 | 523,259 | -139,488 | -21,05% |
| Personnel | 153,34 | 70,294 | -83,046 | -54,16% |
| Charges financières de la dette | 175,063 | 0 | -175,063 | -100,00% |
| Biens et services | 124,151 | 337,085 | 212,934 | 171,51% |
| Transferts et subventions | 110,180 | 31,975 | -78,205 | -70,98% |
| Dépenses en atténuation de recettes | 13,009 | 0 | -13,009 | -100,00% |
| Investissement | 87,004 | 83,905 | -3,099 | -3,56% |
| TOTAL GENERAL | 2 748,284 | 2 647,028 | -101,256 | -3,68% |

Il ressort du tableau ci-dessus qu'en 2022, le budget initial prévu pour l'ensemble des cinq programmes se chiffre à **2 748,28** de FCFA contre une prévision rectifiée de **2 647,03** de FCFA soit une diminution de 1 0125,60 de FCFA représentant un taux de réduction de **3,68%**.

La situation détaillée par programme se présente comme suit :

1. Programmes de pilotage

Le montant des programmes de pilotage du budget initial 2022 a passé de **587,36** milliards de FCFA à **790,782** milliards de FCFA dans la LFR 2022, soit une augmentation de **203,422** milliards de FCFA représentant un taux d'augmentation de **34,63%**.

L'augmentation a concerné toutes les dépenses et s'est particulièrement accentuée au niveau des

« **Transferts et subventions** » dont les prévisions budgétaires initiales sont passées de 64,857 à 153,419 milliards de FCFA au titre des prévisions rectifiées soit une augmentation de 88,562 milliards de FCFA représentant un taux d'accroissement de 136,55%.

Observation n°37

Il est demandé au MEF d'expliquer les raisons de la forte hausse des prévisions de transferts et subventions soit 136,55 % d'augmentation des prévisions budgétaires rectifiées 2022 par rapport à celles initiales.

Réponse du MEF

L'augmentation de la nature de dépense « Transferts et Subventions » des programmes de pilotage dans le budget rectifié par rapport au budget initial de 2022, s'explique par :

- le renforcement de la subvention à EDM SA, qui est passée de 30,000 milliards de FCFA à 125,193 milliards de FCFA, dans le cadre de l'apurement de sa dette fiscale ;
- le renforcement de ladite nature dans le budget de la Présidence de la République, passant de 385,508 millions de FCFA à 2,123 milliards de FCFA, en lien avec la prise en charge de certaines prioritaires.

Appréciation de la Cour

La Cour prend acte des réponses fournies par le MEF.

2. Programmes opérationnels :

Le montant des programmes opérationnels du budget initial 2022 a diminué de **200,356** milliards de FCFA en passant de **1 354,96** milliards de FCFA à **1 154,61** milliards de FCFA dans la LFR 2022 soit un taux de réduction de **14,79%**.

Hormis les dépenses de personnels dont les prévisions budgétaires rectifiées ont connu une augmentation de 14,79% par rapport à celles initiales, toutes les autres rubriques des programmes opérationnels ont connu une réduction.

Observation n°38

Il est demandé au MEF de donner des explications sur l'augmentation des prévisions budgétaires rectifiées par rapport à celles initiales observées au niveau des programmes de pilotage (34,63%) contrairement aux programmes opérationnel (-14,79%) dont la mise en œuvre concourt directement à l'atteinte des objectifs des départements, institutions et assimilées.

Réponse du MEF

L'augmentation des prévisions rectifiées des dépenses au niveau des programmes de pilotage s'explique essentiellement par les motifs évoqués dans la réponse à l'observation N°37.

Quant à la diminution des prévisions des dépenses au niveau des programmes opérationnels, elle découle des réductions des allocations de crédits suite aux sanctions de la CEDEAO et de l'UEMOA, notamment en faveur des projets d'infrastructures.

Appréciation de la Cour

La Cour prend acte des réponses fournies par le MEF.

3. Programme des budgets annexes :

Le budget initial 2022 des programmes des budgets annexes arrêté à **7,896** milliards de FCFA n'a pas connu de variation dans la Loi de Finances Rectificative 2022.

4. Programmes des Comptes Spéciaux du Trésor :

Le montant du budget initial 2022 des programmes des comptes spéciaux du Trésor s'élève à **135,319** milliards de FCFA. Il est passé à **170,485** milliards de FCFA dans la LFR 2022, soit une augmentation de **35,166** milliards de FCFA représentant un taux de **25,99%**.

L'examen détaillé des prévisions budgétaires initiales et rectifiées des programmes des Comptes Spéciaux du Trésor fait ressortir que :

- ✓ les dépenses de personnel n'ont pas connu de variation ;
- ✓ les dépenses relatives aux biens et services ont connu une augmentation exponentielle, car elles passent d'un montant prévisionnel de 1,360 milliards de FCFA à un montant rectifié de 128,079 milliards de FCFA soit une augmentation de 126,719 milliards de FCFA représentant un taux d'augmentation de 9317,57% ;
- ✓ les montants prévisionnels initial et rectifié des transferts et subventions n'ont pas varié ;
- ✓ les dépenses en investissement sont passés d'un montant prévisionnel initial de 34,805 milliards à 41,411 milliards de FCFA dans la LFR 2022 soit une augmentation de 6,606 milliards de FCFA représentant un taux d'accroissement de 18,98% ;
- ✓ les dépenses en atténuation de recettes, il convient de noter que dans le projet de Loi de Finances rectificative 2022 (cf note de présentation du collectif budgétaire 2022) il avait été prévu un montant initial de 98,159 milliards de FCFA pour une proposition rectifiée de 126,719 milliards de FCFA. Cependant, dans le projet de Loi de Règlement 2022, cette rubrique ne figure plus en tant que prévision rectifiée c'est-à-dire crédit de paiement, et que

son budget paraît avoir été transféré au niveau de la rubrique Biens et services. Le crédit de paiement de cette dernière passe ainsi de 1,360 milliards de FCFA dans la note de présentation du collectif budgétaire 2022 à 128,079 milliards de FCFA au titre des crédits de paiement dans le projet de loi de règlement 2022.

La situation se présente dans le tableau ci-dessous.

Tableau n° 67 : Comparaison de la LFR 2022 au PLR 2022 au niveau des Programme des comptes spéciaux du Trésor (4)

| Intitulé | Loi de finances Rectificative 2022 | Projet de loi de Règlement 2022 | Ecart | Taux de variation |
|---|------------------------------------|---------------------------------|----------|-------------------|
| Programmes des comptes spéciaux du Trésor (4) | 170,485 | 170,485 | 0 | 0,00% |
| Personnel | 0,255 | 0,255 | 0 | 0,00% |
| Biens et services | 1,360 | 128,079 | 126,719 | 9317,57% |
| Transferts et subventions | 0,740 | 0,740 | 0 | 0,00% |
| Dépenses en atténuation de recettes | 126,719 | 0 | -126,719 | -100,00% |
| Investissement | 41,411 | 41,411 | 0 | 0,00% |

Observation n°39

Il est demandé au MEF d'expliquer :

- l'annulation de la prévision des dépenses en atténuation de recettes pour 126,719 milliards dans le projet de Règlement 2022 alors qu'elles figuraient dans la loi rectificative 2022 ;
- l'augmentation exponentielle des dépenses de biens et services qui passent de 1,360 milliards de FCFA à 128,079 milliards soit 9 317,57% d'augmentation.

Réponse du MEF

Il s'agit d'un problème de conformité en matière de présentation des tableaux dans les documents de prévisions budgétaires et celui du projet de loi de règlement. La présentation normale est celle figurant dans les documents de prévisions budgétaires.

Appréciation de la Cour

La Cour prend acte des éléments de réponse donnés par le MEF.

Recommandation n°14

La Cour recommande au MEF de présenter à l'avenir le PLR conformément à la LFR

5. Dotations :

Le montant des prévisions des dotations du budget initial 2022 qui était de **662,747** milliards de FCFA est réduit à **523,259** milliards de FCFA dans LFR 2022, soit une diminution globale de **139,488** milliards de FCFA représentant une baisse de **21,05%**.

Le taux de réduction a été de :

- ✓ 54,16% pour les dépenses de personnel ;
- ✓ 100% pour les charges financières de la dette dont les crédits de paiement ont été annulés au niveau du PLR 2022 ;
- ✓ 70,98% pour les transferts et subventions ;
- ✓ 100% pour les dépenses en atténuation de recettes dont les crédits de paiement ont été annulés au niveau du PLR 2022 ;
- ✓ 3,56% pour les dépenses d'investissement.

Toutefois, il est à noter que les dépenses relatives au Biens et services ont connu une remarquable augmentation de 171,51%.

Observation n°40

Il est demandé au MEF d'expliquer l'augmentation de 171,51% des Biens et Services ainsi que les annulations de crédits de paiement concernant les charges financières de la dette et les dépenses en atténuation de recettes.

Réponse du MEF

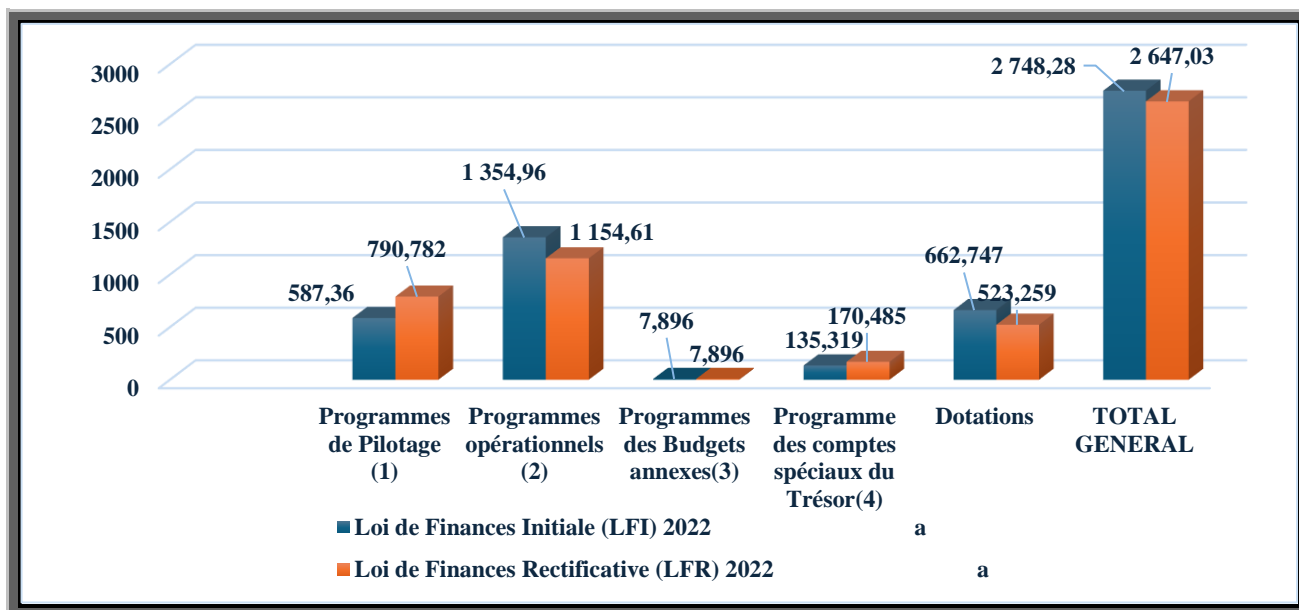
Il s'agit d'un problème de conformité en matière de présentation des tableaux dans les documents de prévisions budgétaires et celui du projet de loi de règlement. La présentation normale est celle figurant dans les documents de prévisions budgétaires.

Les crédits de paiement concernant les charges financières de la dette n'ont pas connu de modification dans la Loi de Finances Rectificative (LFR) 2022 par rapport à la Loi de Finances Initiale (LFI) de l'année.

Appréciation de la Cour

La Cour prend acte des explications données et demande au MEF une conformité à l'avenir de la présentation des documents du PLR à celle des documents de prévisions budgétaires.

Graphique n°43 : Comparaison des prévisions de dépenses par programme et par dotation budgétaire (LFI 2022 et LFR 2022) en Milliards de FCFA



2.1.6. Présentation des prévisions de dépenses par fonction

2.1.4.1. Présentation par fonction : comparaison des prévisions de dépenses LFR 2021 et LFI 2022

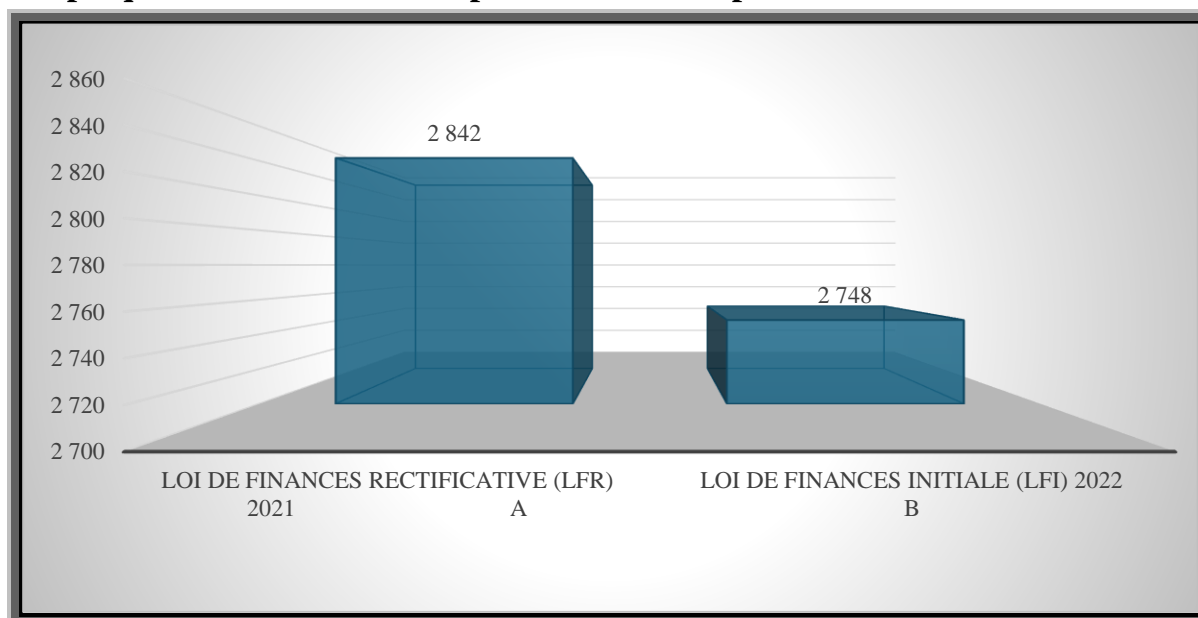
Le tableau ci-dessous retrace la comparaison des prévisions de dépenses par fonction en la LFR 2021 et la LFI 2022

Tableau n°68 : Comparaison entre la LFR 2021 et la LFI 2022

| Rubriques | Loi de finances Rectificative (LFR) 2021 a | Loi de finances initiale (LFI) 2022 b | Ecart (c=b-a) | Taux (d=c/a)*100 |
|---|---|--|---------------|------------------|
| Services généraux des administrations publiques | 732,552 | 790,307 | 57,755 | 7,88% |
| Défense | 380,822 | 316,283 | -64,539 | -16,95% |
| Ordre et sécurité publics | 163,451 | 197,844 | 34,393 | 21,04% |
| Affaires économiques | 705,069 | 561,982 | -143,087 | -20,29% |

| | | | | |
|------------------------------------|------------------|------------------|----------------|---------------|
| Protection de l'environnement | 53,225 | 44,068 | -9,157 | -17,20% |
| Logement et équipements collectifs | 72,357 | 60,342 | -12,015 | -16,61% |
| Santé | 154,35 | 171,892 | 17,542 | 11,37% |
| Loisirs, culture et culte | 17,269 | 28,051 | 10,782 | 62,44% |
| Enseignement | 465,506 | 485,972 | 20,466 | 4,40% |
| Protection sociale | 96,980 | 91,544 | -5,436 | -5,61% |
| Total | 2 841,581 | 2 748,285 | -93,296 | -3,28% |

Graphique n°44 : Présentation par fonction Comparaison LFR 2021 et LFI 2022



L'analyse du tableau ci-dessus fait ressortir que :

- ✓ les prévisions de dépenses rectifiées de 2021 des Services généraux des administrations publiques sont passées de 732,552 milliards de FCFA à 790,307 milliards de FCFA au titre de la Loi de Finances initiale de 2022 soit une augmentation de 57,755 milliards de FCFA représentant un taux d'accroissement de 7,88% ;
- ✓ les prévisions de dépenses rectifiées de 2021 de la Défense sont passées de 380,822 milliards de FCFA à 316,283 milliards de FCFA au titre de la Loi de Finances initiale de 2022 soit une diminution de 64,539 milliards de FCFA représentant un taux de réduction de 16,95% ;

- ✓ les prévisions de dépenses rectifiées de 2021 du secteur de l'ordre et sécurité publics sont passées de 163,451 milliards de FCFA à 197,844 milliards de FCFA au titre de la Loi de Finances initiale de 2022 soit une augmentation de 34,393 milliards de FCFA représentant un taux d'accroissement de 21,04% ;
- ✓ les prévisions de dépenses rectifiées de 2021 du secteur des Affaires économiques sont passées de 705,069 milliards de FCFA à 561,982 milliards de FCFA au titre de la Loi de Finances initiale de 2022 soit une diminution de 143,087 milliards de FCFA représentant un taux de réduction de 20,29% ;
- ✓ les prévisions de dépenses rectifiées de 2021 du secteur de la Protection de l'Environnement sont passées de 53,225 milliards de FCFA à 44,068 milliards de FCFA au titre de la Loi de Finances initiale de 2022 soit une diminution de 9,157 milliards de FCFA représentant un taux de réduction de 17,20% ;
- ✓ les prévisions de dépenses rectifiées de 2021 du secteur du Logement et des équipements collectifs sont passées de 72,357 milliards de FCFA à 60,342 milliards de FCFA au titre de la Loi de Finances initiale de 2022 soit une diminution de 12,015 milliards de FCFA représentant un taux de réduction de 16,61% ;
- ✓ les prévisions de dépenses rectifiées de 2021 de la Santé sont passées de 154,35 milliards de FCFA à 171,892 milliards de FCFA au titre de la Loi de Finances initiale de 2022 soit une augmentation de 17,542 milliards de FCFA représentant un taux d'accroissement de 11,37% ;
- ✓ les prévisions de dépenses rectifiées de 2021 des Loisirs, culture et culte sont passées de 17,269 milliards de FCFA à 28,051 milliards de FCFA au titre de la Loi de Finances initiale de 2022 soit une augmentation de 10,782 milliards de FCFA représentant un taux d'accroissement de 62,44% ;
- ✓ les prévisions de dépenses rectifiées de 2021 du secteur de l'Enseignement sont passées de 465,506 milliards de FCFA à 485,972 milliards de FCFA au titre de la Loi de Finances initiale de 2022 soit une augmentation de 20,466 milliards de FCFA représentant un taux d'accroissement de 4,40% ;
- ✓ les prévisions de dépenses rectifiées de 2021 de la Protection sociale sont passées de 96,980 milliards de FCFA à 91,544 milliards de FCFA au titre de la Loi de Finances initiale de 2022 soit une diminution de 5,436 milliards de FCFA représentant un taux de réduction de 5,61%.

2.1.5.2 : Présentation par fonction : comparaison des prévisions de dépenses LFI2022 et LFR2022

Tableau n° 69 : Comparaison des prévisions de dépenses par fonction en la LFI 2022 et la LFR 2022

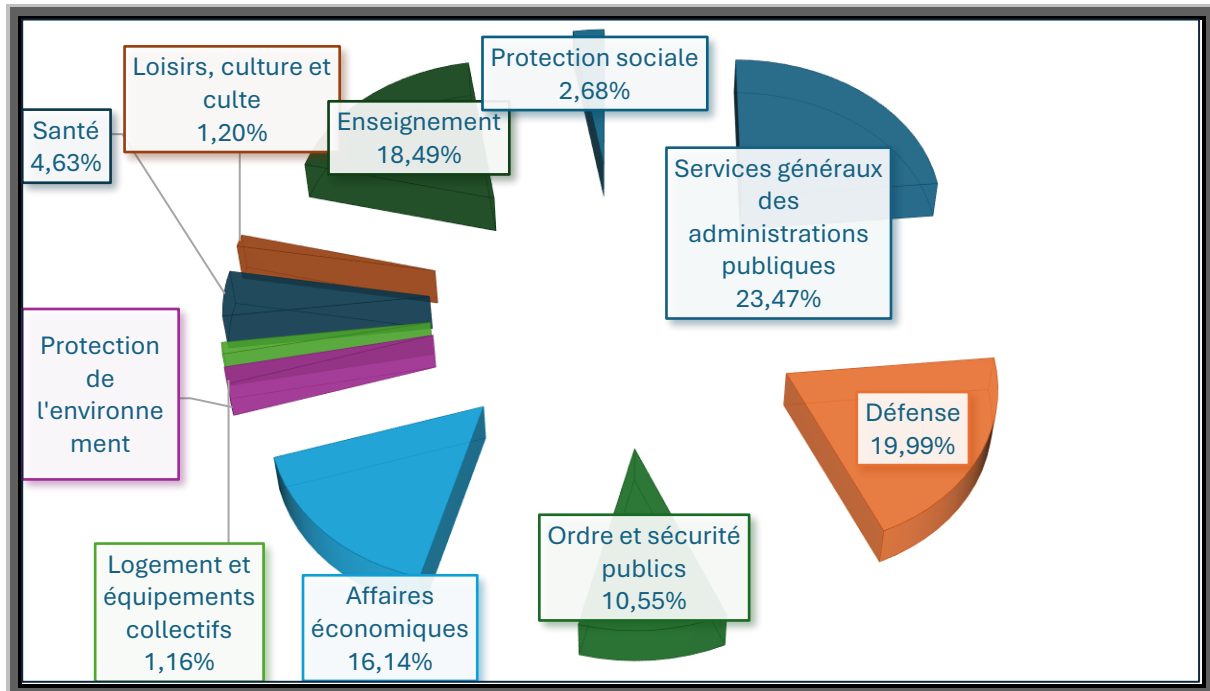
| Rubriques | Loi de finances Initiale (LFI) 2022 a | LFR 2022 b | ECARTS (LFR2022-LFI2022) c=b-a | Taux de variation d=c/a |
|---|--|------------------|-----------------------------------|----------------------------|
| Services généraux des administrations publiques | 790,307 | 621,251 | -169,056 | -21,39% |
| Défense | 316,283 | 529,211 | 212,928 | 67,32% |
| Ordre et sécurité publics | 197,844 | 279,176 | 81,332 | 41,11% |
| Affaires économiques | 561,982 | 427,126 | -134,856 | -24,00% |
| Protection de l'environnement | 44,068 | 44,555 | 0,487 | 1,11% |
| Logement et équipements collectifs | 60,342 | 30,734 | -29,608 | -49,07% |
| Santé | 171,892 | 122,687 | -49,205 | -28,63% |
| Loisirs, culture et culte | 28,051 | 31,707 | 3,656 | 13,03% |
| Enseignement | 485,972 | 489,542 | 3,570 | 0,73% |
| Protection sociale | 91,544 | 71,039 | -20,505 | -22,40% |
| Total | 2 748,285 | 2 647,028 | -101,257 | -3,68% |

Il ressort de l'analyse du tableau ci-dessus que :

- ✓ les prévisions de dépenses initiales de 2022 des Services généraux des administrations publiques sont passées de 790,307 milliards de FCFA à 621,251 milliards de FCFA au titre de la Loi de Finances Rectificative de 2022 soit une diminution de 169,056 milliards de FCFA représentant un taux de réduction de 21,39% ;
- ✓ les prévisions de dépenses initiales de 2022 de la Défense sont passées de 316,283 milliards de FCFA à 529,211 milliards de FCFA au titre de la Loi de Finances rectificative de 2022 soit une augmentation de 212,928 milliards de FCFA représentant un taux d'accroissement de 67,32% ;
- ✓ les prévisions de dépenses initiales de 2022 du secteur de l'ordre et sécurité publics sont passées de 197,844 milliards de FCFA à 279,176 milliards de FCFA au titre

- de la Loi de Finances rectificative de 2022 soit une augmentation de 81,332 milliards de FCFA représentant un taux d'accroissement de 41,11% ;
- ✓ les prévisions de dépenses initiales de 2022 du secteur des Affaires économiques sont passées de 561,982 milliards de FCFA à 427,126 milliards de FCFA au titre de la Loi de Finances rectificative de 2022 soit une diminution de 134,856 milliards de FCFA représentant un taux de réduction de 24,00% ;
 - ✓ les prévisions de dépenses initiales de 2022 du secteur de la Protection de l'Environnement sont passées de 44,068 milliards de FCFA à 44,555 milliards de FCFA au titre de la Loi de Finances rectificative de 2022 soit une augmentation de 0,487 milliards de FCFA représentant un taux de progression de 1,11% ;
 - ✓ les prévisions de dépenses initiales de 2022 du secteur du Logement et des équipements collectifs sont passées de 60,342 milliards de FCFA à 30,734 milliards de FCFA au titre de la Loi de Finances rectificative de 2022 soit une diminution de 29,608 milliards de FCFA représentant un taux de réduction de 49,07% ;
 - ✓ les prévisions de dépenses initiales de 2022 de la Santé sont passées de 171,892 milliards de FCFA à 122,687 milliards de FCFA au titre de la Loi de Finances rectificative de 2022 soit une diminution de 49,205 milliards de FCFA représentant un taux de réduction de 28,63% ;
 - ✓ les prévisions de dépenses initiales de 2022 des Loisirs, culture et culte sont passées de 28,051 milliards de FCFA à 31,707 milliards de FCFA au titre de la Loi de Finances rectificative de 2022 soit une augmentation de 3,656 milliards de FCFA représentant un taux d'accroissement de 13,03% ;
 - ✓ les prévisions de dépenses initiales de 2022 du secteur de l'Enseignement sont passées de 485,972 milliards de FCFA à 489,542 milliards de FCFA au titre de la Loi de Finances rectificative de 2022 soit une augmentation de 3,570 milliards de réduction de 22,40%.
 - ✓ les prévisions de dépenses initiales de 2022 de la Protection sociale sont passées de 91,544 milliards de FCFA à 71,039 milliards de FCFA au titre de la Loi de Finances initiale de 2022 soit une diminution de 20,505 milliards de FCFA représentant un taux .

Graphique n° 45 : Répartition des prévisions du budget rectifié (LFR) 2022 par fonction



Il ressort du graphique ci-dessus que dans le budget rectifié 2022 (Crédits de paiement corrigés 2022), les Services généraux des administrations publiques occupent une part de 23,47%, la Défense 19,99%, l'enseignement 18,49%, les Affaires économiques 16,14%, l'Ordre et Sécurité publics 10,55%, la santé 4,63%, la protection sociale 2,68%, la Protection de l'environnement 1,68%, les loisirs, culture et culte 1,20% et enfin le logement et équipements collectifs 1,16%.

2.1.5 Présentation des prévisions des charges de trésorerie

Tableau n° 70 : Comparaison des prévisions des charges de Trésorerie au titre de la LFR 2021, la LFI 2022 et de la LFR 2022 (en milliards de FCFA)

| Rubriques | Loi de Finances Rectificative 2021 a | Loi de finances initiale (LFI) 2022 b | Loi de finances rectifiée (LFR) 2022 (c) | Ecart LFR2021-LFI2022 d = b-a | Taux de variation LFR2021/LFI2022 e= d/a | Ecart LFR2022-LFI2022 f= c-b | Taux de variation LFI2022/LFR2022 g=f/b |
|---|---|--|---|----------------------------------|---|---------------------------------|--|
| Remboursement des produits des emprunts à court, moyen et long termes dont : | 540,891 | 667,188 | 667,188 | 126,297 | 0,233 | 0,00% | 0,00% |
| <i>Principal dette intérieure</i> | <i>392,788</i> | <i>490,707</i> | <i>490,707</i> | <i>97,919</i> | <i>24,93%</i> | <i>0</i> | <i>0,00</i> |
| <i>Principal dette extérieure</i> | <i>148,103</i> | <i>176,481</i> | <i>176,481</i> | <i>28,378</i> | <i>19,16%</i> | <i>0</i> | <i>0,00%</i> |
| Retraits sur les comptes des correspondants | 15,792 | 16,232 | 16,232 | 0,44 | 2,79% | 0 | 0,00% |
| Prêts et avances | 0 | 0 | 0 | 0- | 0,00% | 0 | 0,00% |
| TOTAL DES CHARGES DE TRESORERIE | 556,683 | 683,420 | 683,420 | 126,737 | 22,77% | 0 | 0,00% |

Il ressort de l'analyse du tableau précédent :

➤ Qu'au titre des prévisions de la LFR 2021 par rapport à la LFI 2022 :

Les prévisions des charges de Trésorerie rectifiées de 2021 se chiffraient à 556,683 milliards de FCFA et celles initiales de 2022 à 683,420 milliards de FCFA se traduisant ainsi, par une augmentation de 126,737 milliards de FCFA soit taux d'accroissement de 22,77%. Cette augmentation s'explique par :

- ✓ les prévisions rectifiées de 2021 du Remboursement des produits des emprunts à court, moyen et long termes qui sont passées de 540,891 milliards à 667,188 milliards de FCFA au titre des prévisions initiales de 2022. Les rubriques concernées sont :
 - l'augmentation de 97,919 milliards de FCFA du principal de la dette intérieure de 2021 est passée de 392,788 milliards de FCFA à 490,707 milliards de FCFA au titre de la prévision initiale de 2022 soit un taux d'augmentation de 24,93% ;
 - l'augmentation de 28,378 milliards de FCFA du principal de la dette extérieure de 2021 est passée de 148,103 milliards de FCFA à 176,481 milliards de FCFA au titre de la prévision initiale de 2022 soit un taux d'augmentation de 19,16%
- ✓ les prévisions rectifiées 2021 des retraits sur les comptes des correspondants qui sont passées de 15,792 milliards à 16,232 milliards de FCFA au titre de la loi de finances initiale de 2022, soit une augmentation de 0,44 milliard de FCFA représentant un taux d'accroissement de 2,79%.

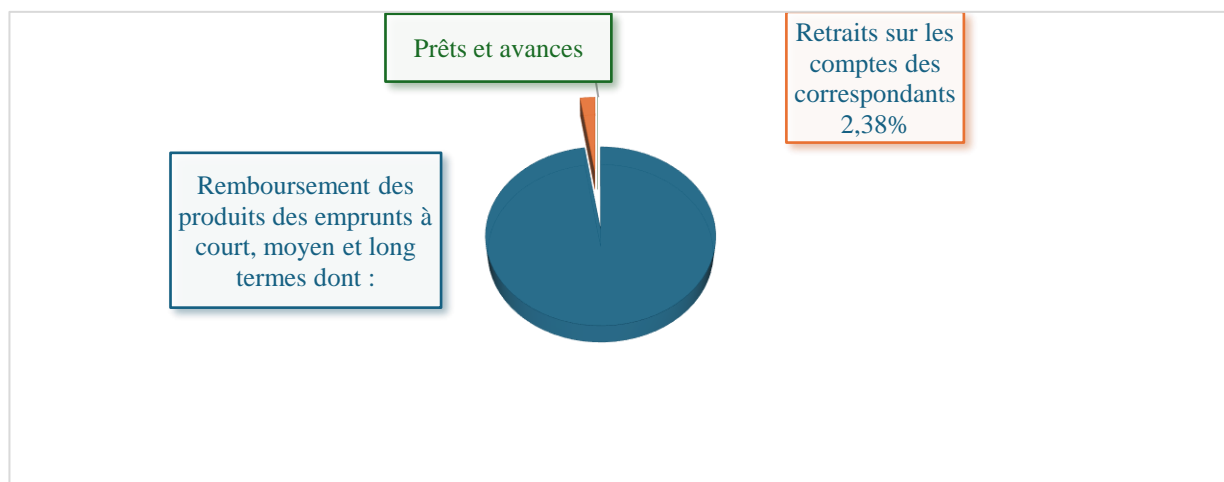
Les prêts et avances n'ont pas été dotés en 2021 et en 2022.

➤ les prévisions de la LFI 2022 par rapport à la LFR 2022

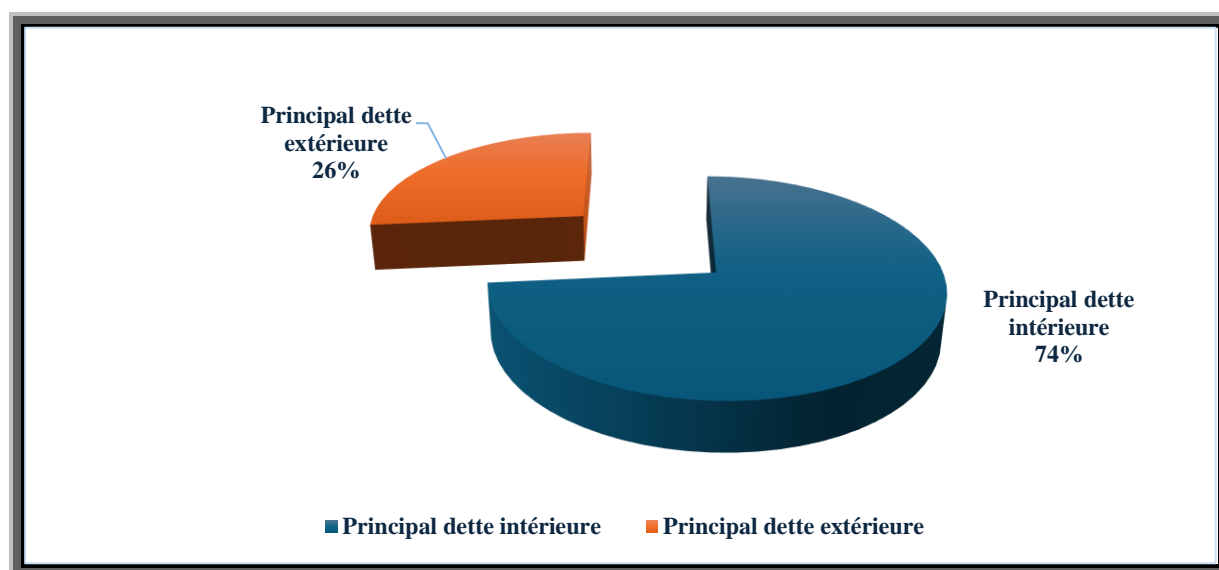
Les prévisions de charges de trésoreries rectifiées 2022, de façon globale n'ont pas connu d'évolution par rapport aux prévisions initiales de 2022.

Il ressort de la figure n°39 ci-dessous, que les remboursements des produits des emprunts à court, moyen et long terme occupent une proportion de 97,62% dans le budget rectifié (crédits de paiement) 2022 des Charges de Trésorerie, les retraits sur les comptes des correspondant représentent 2,38% et les prêts et avances 0%.

Graphique n°46 : Répartition des Charges de Trésorerie LFR 2022 entre le « Remboursement des produits des emprunts à court, moyen et long terme », les « Retraits sur les comptes des correspondants » et les « Prêts et avances ».



Graphique n° 47 : Proportions du « principal de la dette extérieure » et du « principal de la dette intérieure » dans le Remboursement des produits des emprunts à court, moyen et long terme suivant la loi de finances rectificative 2022



Il ressort de l'analyse du graphique n°40 ci-dessus relatives aux prévisions rectifiées 2022 du remboursement des produits des emprunts à court, moyen et long terme, que le principal de la dette intérieure représente une proportion de 74% contre 26% pour le principal de la dette extérieure.

Observation n°41

Il est demandé au MEF de donner des explications sur la portion élevée (74%) du principal de la dette intérieure par rapport à celle du principal de la dette extérieur

(26%) dans le Remboursement des produits des emprunts à court, moyen et long terme suivant la loi de finances rectificative 2022.

Réponse du MEF

La proportion élevée du principal de la dette intérieure (74%) par rapport à celle du principal de la dette extérieure (26%) dans le remboursement des produits des emprunts à court, moyen et long termes suivant la loi de finances rectificative 2022 s'explique essentiellement par le fait que, depuis quelques années, la majeure partie des besoins de financement de l'Etat est couverte par les émissions de titres publics sur le marché financier de l'UEMOA dont les maturités sont plus courtes que celles des financements extérieurs.

S'agissant de la proportion dette intérieure et dette extérieure dans la dette totale, il convient de noter le recul de certains partenaires financiers extérieurs ces dernières années par rapport au financement de l'Etat du Mali. Dans ce contexte, l'Etat couvre l'essentiel de ses besoins de financement sur le Marché financier régional, augmentant ainsi la part de la dette intérieure.

Aussi, cette augmentation de l'encours de la dette intérieure dont l'échéance est relativement courte par rapport à la dette extérieure induit une augmentation du remboursement de la dette intérieure.

Appréciation de la Cour

La Cour prend acte des éléments de réponses fournis par le MEF.

2.2. Exécution des dépenses budgétaires de 2022

2.2.1 Présentation de l'exécution des dépenses par type de budget et par nature économique de l'exercice 2022

2.2.1.1. Situation comparative de l'exécution des crédits de paiement, par type de budget de l'exercice 2022

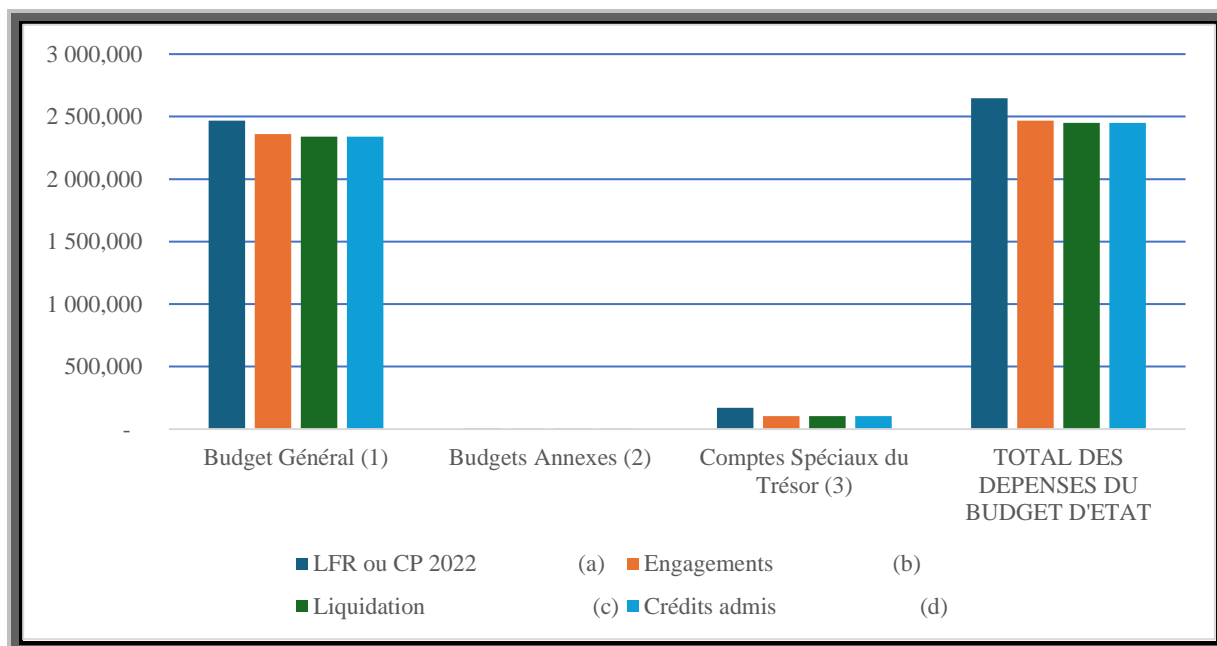
La situation d'exécution du budget 2022 par type de budget est indiquée dans le tableau suivant :

Tableau n°71 : Répartition des dépenses exécutées par type de budget (en milliards de FCFA) en 2022

| Nature économique | LFR ou CP 2022 (a) | Engagements (b) | Liquidation (c) | Crédits admis (d) | Taux d'exécution (e)= d/a |
|--|--------------------|------------------|------------------|-------------------|---------------------------|
| <i>Budget Général (1)</i> | 2 468,647 | 2 359,211 | 2 340,387 | 2 339,550 | 94,77% |
| <i>Budgets Annexes (2)</i> | 7,896 | 4,612 | 4,490 | 4,490 | 56,86% |
| <i>Comptes Spéciaux du Trésor (3)</i> | 170,485 | 104,996 | 104,996 | 104,995 | 61,59% |
| TOTAL DES DEPENSES DU BUDGET D'ETAT | 2 647,028 | 2 468,819 | 2 449,873 | 2 449,035 | 92,52% |

Les dépenses budgétaires de l'exercice 2022 ont été exécutées en termes de mandats admis à hauteur de **2 449,035** milliards de francs CFA contre une prévision de **2 647,028** milliards de FCFA de crédits de paiement, soit un taux d'exécution de **92,52%**.

Graphique n°48 : Représentation comparative de l'exécution budgétaire par type de budget en 2022



Les proportions des différents types de budget dans l'exécution globale sont indiquées dans le tableau suivant :

Tableau n°72: Proportion des types de budget dans l'exécution du budget d'Etat de 2022

(En milliards de FCFA)

| Nature économique | Crédits admis | Répartition en % |
|--|------------------|------------------|
| Budget Général (1) | 2 339,550 | 95,53% |
| Budgets Annexes (2) | 4,490 | 0,18% |
| Comptes Spéciaux du Trésor (3) | 104,995 | 4,29% |
| TOTAL DES DEPENSES DU BUDGET D'ETAT | 2 449,035 | 100,00% |

L'examen du tableau ci-dessus montre que dans l'exécution globale du budget 2022 en termes de crédits admis, le budget général représente 95,53% avec un montant de 2 339,550 milliards de FCFA, les budgets annexes constituent 0,18% pour un montant de 4,490 milliards de FCFA et les comptes spéciaux du trésor exécutés à hauteur de 104,995 milliards de FCFA occupent une part de 4,29%.

Le graphique ci- dessous illustre les proportions constatées.

Graphique n°49 : Proportion des types de budget dans l'exécution du budget d'Etat

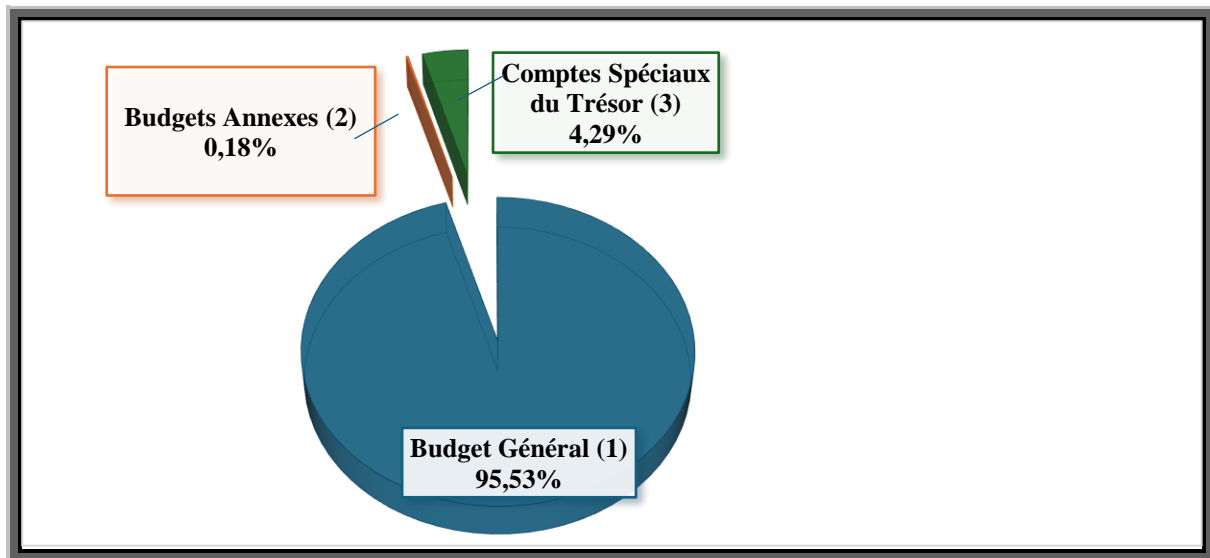
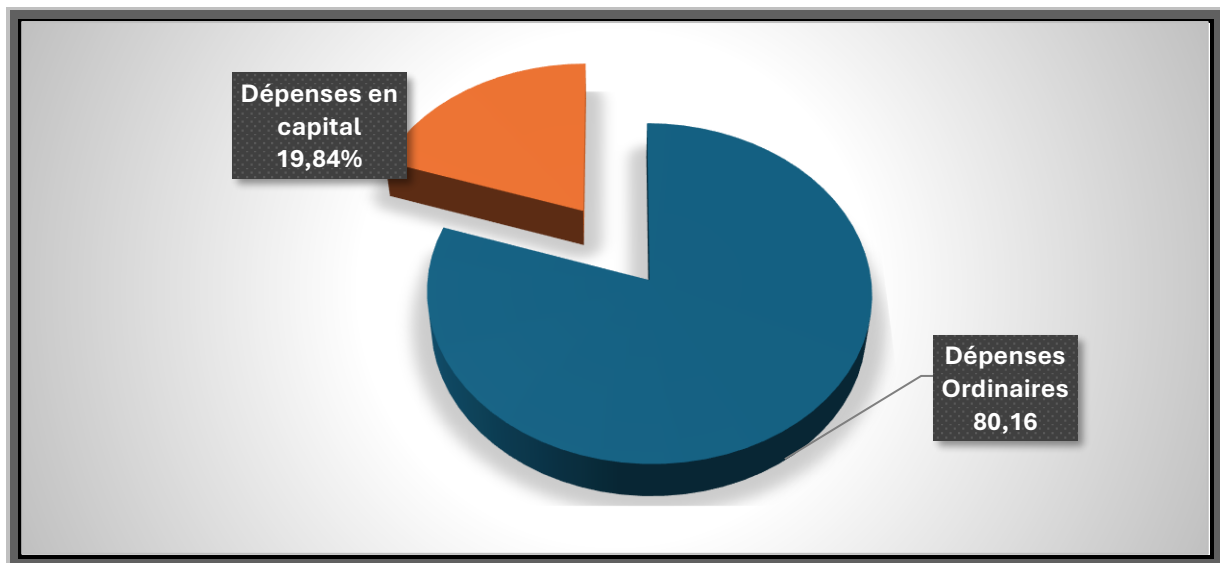


Tableau n° 73 : Proportion des types de budget dans l'exécution du budget Général de 2022 (En milliards de FCFA)

| Nature économique | Crédits admis | Répartition en % |
|-----------------------------|------------------|------------------|
| Dépenses Ordinaires | 1 875,380 | 80,16% |
| Dépenses en capital | 464,170 | 19,84% |
| Total Budget Général | 2 339,550 | 100,00% |

Graphique n°50 : Répartition par type de budget dans l'exécution du budget Général 2022 en %



Le tableau n°73 et le graphique n°43 ci-dessus montrent la proportion des dépenses dans l'exécution du budget général 2022 en termes de crédits admis :

- ✓ les dépenses ordinaires représente 80,16% pour un montant de 1 875,380 milliards de FCFA ;
- ✓ les dépenses en capital représente 19,84%, soit 464,170 milliards de FCFA.

2.2.1.2. Situation d'exécution des crédits de paiement, par nature économique suivant les types de budget de l'exercice 2022

Suivant le projet de loi de règlement 2022, la situation de l'exécution des dépenses par type de budget et par nature économique se présente comme suit :

Tableau n°74: Exécution du Budget 2022 par nature économique suivant le type de budget (en FCFA)

| Nature économique | Crédits de paiement 2022 | Crédits engagés | Crédits liquidés | Crédits admis | Ecart | Taux d'exécution |
|--|--------------------------|------------------|------------------|------------------|----------------|------------------|
| | (a) | (b) | (c) | (d) | (e)= (a)-(d) | (f) =(d)/(a) |
| Budget Général (1) | 2 468,647 | 2 359,211 | 2 340,387 | 2 339,550 | 129,097 | 94,77% |
| Dépenses ordinaires : | 1 910,329 | 1 882,315 | 1 876,193 | 1 875,380 | 34,949 | 98,17% |
| <i>Personnel</i> | 886,900 | 879,147 | 877,842 | 877,748 | 9,152 | 98,97% |
| <i>Dont fonctionnaires des Collectivités Territoriales</i> | 273,228 | 270,527 | 270,475 | 270,475 | 2,753 | 98,99% |
| <i>Dépenses d'acquisitions de biens et services, dont</i> | 458,435 | 448,134 | 444,322 | 443,793 | 14,642 | 96,81% |
| <i>Matériel et fonctionnement</i> | 141,468 | 135,051 | 133,296 | 133,044 | 8,424 | 94,05% |
| <i>Communication et Energie</i> | 46,311 | 45,304 | 45,245 | 45,189 | 1,122 | 97,58% |
| <i>Déplacements et Missions</i> | 43,672 | 42,043 | 40,932 | 40,901 | 2,771 | 93,65% |
| <i>Autres Dépenses</i> | 201,899 | 200,932 | 200,044 | 199,855 | 2,044 | 98,99% |
| <i>Elections</i> | 7,507 | 7,467 | 7,467 | 7,467 | 0,040 | 99,47% |

| | | | | | | |
|---|----------------|----------------|----------------|----------------|---------------|---------------|
| <i>Apurement du Passif</i> | 17,578 | 17,336 | 17,336 | 17,336 | 0,242 | 98,62% |
| <i>Charges financières</i> | 178,829 | 178,323 | 178,323 | 178,323 | 0,506 | 99,72% |
| <i>Transferts et subventions dont:</i> | 386,016 | 376,568 | 375,565 | 375,375 | 10,641 | 97,24% |
| <i>Bourses et Allocations d'études</i> | 19,980 | 18,114 | 18,114 | 18,114 | 1,866 | 90,66% |
| <i>Subvention CMSS</i> | - | - | - | - | - | - |
| <i>Subvention Intransit</i> | - | - | - | - | - | - |
| <i>Subvention EDM-SA</i> | - | - | - | - | - | - |
| <i>Dépenses en atténuation de recettes</i> | 0,149 | 0,143 | 0,141 | 0,141 | 0,008 | 94,63% |
| Dépenses en Capital | 558,318 | 476,896 | 464,194 | 464,170 | 94,148 | 83,14% |
| <i>Dépenses d'investissements exécutés par l'Etat, dont</i> | 558,318 | 476,896 | 464,194 | 464,170 | 94,148 | 83,14% |
| <i>Equipement-Investissement Ordinaire</i> | 231,458 | 230,545 | 223,567 | 223,556 | 7,902 | 96,59% |
| <i>Appui Budgétaire Sectoriel (ABS)</i> | 7,910 | 5,257 | 5,208 | 5,208 | 2,702 | 65,84% |
| <i>Budget Spécial d'investissement (BSI), Financement Intérieur</i> | 151,950 | 151,699 | 146,024 | 146,011 | 5,939 | 96,09% |

| | | | | | | |
|---|------------------|------------------|------------------|------------------|----------------|----------------|
| <i>Budget Spécial d'investissement (BSI), Financement Extérieur</i> | 167,000 | 89,394 | 89,394 | 89,394 | 77,606 | 53,53% |
| <i>Dépenses de transfert en capital</i> | - | - | - | - | - | #DIV/0! |
| Budgets Annexes (2) | 7,896 | 4,612 | 4,490 | 4,490 | 3,406 | 56,86% |
| Comptes Spéciaux du Trésor (3) | 170,485 | 104,996 | 104,996 | 104,995 | 65,490 | 61,59% |
| TOTAL DES DEPENSES DU BUDGET D'ETAT | 2 647,028 | 2 468,819 | 2 449,873 | 2 449,035 | 197,993 | 92,52% |

2.2.1. Budget Général

Le budget général est composé des dépenses ordinaires et des dépenses en capital. Le montant total des crédits de paiement au titre du budget général s'élève à **2 468,647** milliards de francs CFA. Les dépenses du budget général ont été exécutées à hauteur de **2 339,550** milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de **94,77%**.

Tableau n°75 : Situation d'exécution du Budget Général 2022 (en FCFA)

| Nature économique | Crédits de paiement | Crédits admis | Parts des dépenses dans le BG % | Taux d'exécution% : CA/CP |
|---------------------------|---------------------|------------------|---------------------------------|---------------------------|
| Dépenses ordinaires : | 1 910,329 | 1 875,380 | 80,16% | 98,17% |
| Dépenses en Capital | 558,318 | 464,170 | 19,84% | 83,14% |
| Budget Général (1) | 2 468,647 | 2 339,550 | 100,00% | 94,77% |

a.1 Dépenses ordinaires

Les dépenses ordinaires 2022 ont été exécutées à hauteur de **1 875,380** milliards de FCFA sur **1 910,329** milliards de FCFA de crédits de paiement, soit un taux d'exécution de **98,17%**. Les dépenses ordinaires comprennent les dépenses de personnel, de matériel et fonctionnement, de communication et énergie, de déplacement et missions, autres dépenses, élections, apurement du passif, de transfert et subvention et de dépenses en atténuation de recettes.

- **Dépenses de personnel**

Sur une prévision de 886,900 milliards de FCFA, l'exécution a été de 877,748 milliards de F CFA, soit un taux d'exécution de 98,97%.

- **Acquisition de biens et services**

Les crédits de paiement au titre des dépenses d'acquisition des biens et services se chiffrent à 458,435 milliards de FCFA sur lesquels un montant total 443,793 milliards de FCFA a été exécuté, soit un taux de 96,81%.

- **Apurement du passif**

Ces dépenses ont été exécutées pour 17,336 milliards de FCFA contre une prévision de 17,578 milliards de FCFA dans la loi de finances rectificative 2022. Le taux d'exécution est de 98,62%.

- **Charges financières**

Les crédits de paiement pour les charges financières au titre de l'exercice 2022 s'élèvent à 178,829 milliards de FCFA sur lesquels 178,323 milliards de FCFA ont été exécutés, soit un taux de 99,72%. Ces dépenses sont composées des intérêts de la dette intérieure pour 137,841 milliards de FCFA et extérieure pour 40,483 milliards de FCFA.

- Transferts et subventions

Les dépenses de transferts et subventions évaluées à 386,016 milliards de FCFA en 2022, ont été réalisées pour 375,375 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 97,24%. Ces dépenses ont servi à la prise en charge :

- des salaires des EPA ;
- des pensions (subvention CMSS) ;
- de la subvention accordée à EDM S.A ;
- des bourses scolaires ;
- de l'achat des intrants agricoles ;
- du Programme Présidentiel d'Urgence Social (filet social) et de diverses activités des programmes.

En outre, ces dépenses de transferts et subventions ont permis le renforcement de la contribution de l'Etat aux Établissements publics, notamment les hôpitaux pour l'amélioration de l'accès à des soins de santé de qualité.

Observation n°42

Il est demandé au MEF de préciser si le Programme Présidentiel d'Urgence Social était-t-il encore opérationnel en 2022 alors que le changement institutionnel est intervenu en 2020.

Réponse du MEF

Le Programme Présidentiel d'Urgence Social n'existait plus, l'inscription budgétaire a été maintenue uniquement pour l'eau et l'énergie compte tenu de leur caractère social. Les dotations permettent de réaliser des infrastructures sociales en faveur des populations.

Appréciation de la Cour

La Cour prend acte des explications fournies par le MEF.

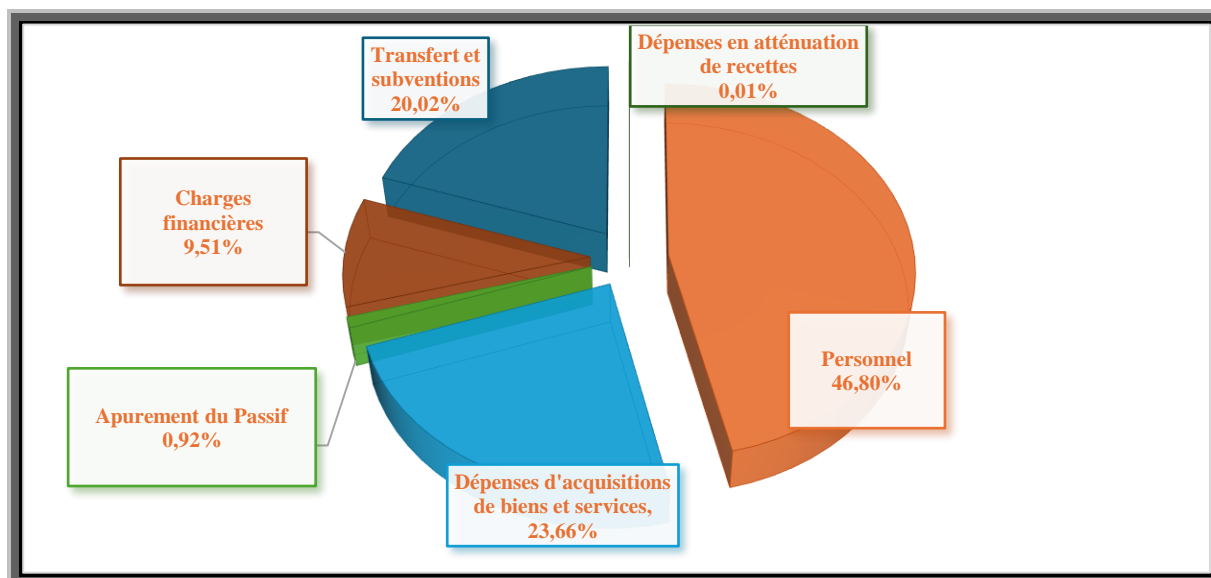
- Dépenses en atténuation des recettes :

Les dépenses en atténuation des recettes prévues pour un montant de 0,149 milliards de FCFA et affectées au paiement des exonérations dans le cadre des conventions de financement des projets d'investissement, ont été exécutées à hauteur de 0,141 milliards de FCFA, soit un taux de 94,63%.

Tableau n°76 : Part des différentes rubriques de dépenses dans le total des crédits admis de dépenses ordinaires 2022 (en milliers de FCFA)

| Nature économique | Montant | Part en % |
|---|------------------|----------------|
| Dépenses ordinaires | 1 875,380 | 100,00% |
| Personnel | 877,748 | 46,80% |
| Dépenses d'acquisitions de biens et services, | 443,793 | 23,66% |
| Apurement du Passif | 17,336 | 0,92% |
| Charges financières | 178,323 | 9,51% |
| Transfert et subventions | 375,375 | 20,02% |
| Dépenses en atténuation de recettes | 0,141 | 0,01% |

Graphique n°51 : Part des différentes rubriques de dépenses dans le total des crédits admis de dépenses ordinaires



Il ressort du graphique ci-dessus que :

- les charges de personnel représentent 46,80% des crédits admis au titre des dépenses ordinaires ;
- les transferts et subventions représentent 20,02% des crédits admis ;
- les dépenses d'acquisition de biens et services représentent 23,66% des crédits admis ;
- les charges financières, l'apurement du Passif et les dépenses en atténuation de recettes représentent respectivement 9,51%, 0,92% et 0,01%.

a. Dépenses en capital :

Les dépenses en capital sont constituées de dépenses d'investissements exécutées par l'Etat et de dépenses de transferts en capital.

Les dépenses d'investissements exécutées par l'Etat comprennent les dépenses en équipement des administrations publiques, les dépenses liées aux études et recherches, le Budget Spécial d'Investissement (BSI), financement intérieur et extérieur et l'Appui Budgétaire Sectoriel (ABS).

Les dépenses de transfert en capital en général, correspondent aux versements sans contrepartie au bénéfice d'entités publiques ou privées pour réaliser des dépenses d'acquisition d'actifs financiers ou non financiers. Aucune prévision n'a été faite par rapport à cette rubrique.

En 2022, les crédits de paiement pour les dépenses en capital ont été évalués à 558,318 milliards de FCFA. L'exécution se chiffre à 464,170 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 83,14%.

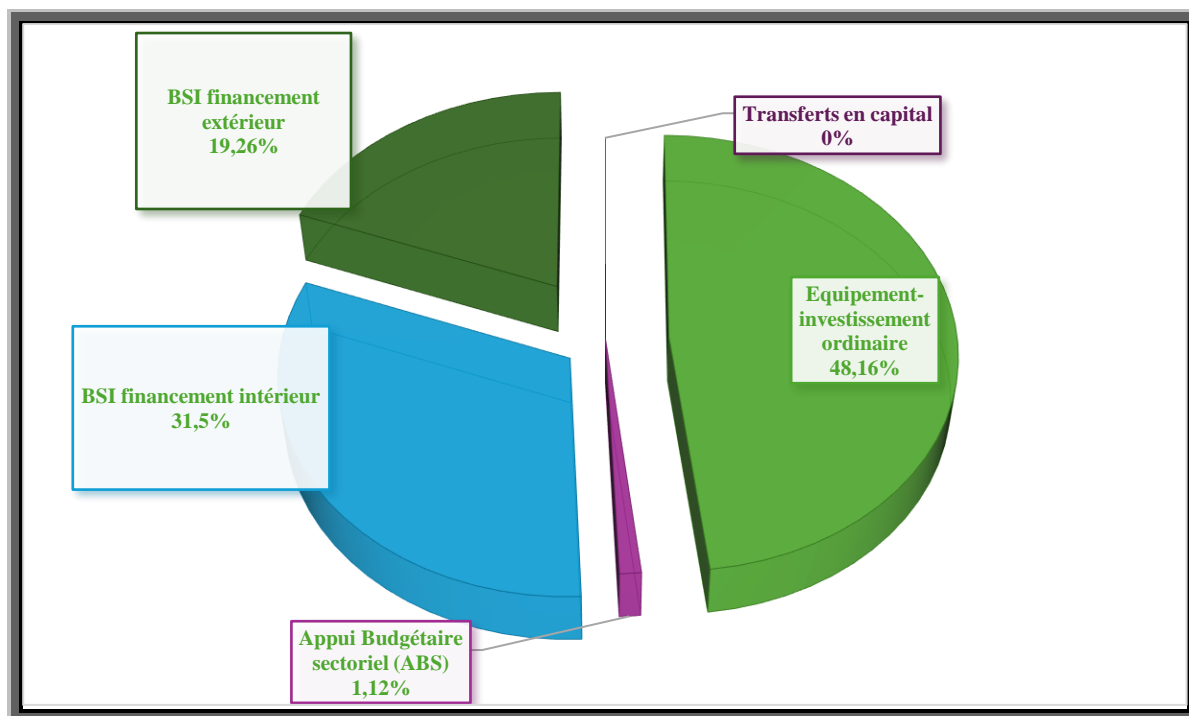
Tableau n° 77 : Situation de l'exécution des dépenses en capital 2022 (en FCFA)

| Rubrique | Prévisions LFR (CP) 2022 | Exécution (Crédits admis) | Ecart | Taux d'exécution Budget 2022 |
|--|-----------------------------|------------------------------|---|---------------------------------------|
| | a | b | Montant des crédits 2022 non exécutés c = a- b | d= (b/a)*100 |
| Equipement-investissement ordinaire | 231,458 | 223,556 | 7,902 | 96,59% |
| Appui Budgétaire sectoriel (ABS) | 7,910 | 5,208 | 2,702 | 65,84% |
| BSI financement intérieur | 151,950 | 146,011 | 5,939 | 96,09% |
| BSI financement extérieur | 167,000 | 89,394 | 77,606 | 53,53% |
| Transferts en capital | 0,000 | 0,000 | 0,000 | 0,00% |
| Total dépenses en capital | 558,318 | 464,170 | 94,148 | 83,14% |

**Tableau n°78 : Part des rubriques dans l'exécution des dépenses en capital 2022
(en milliards de FCFA)**

| Rubrique | Exécution | Part % |
|--|----------------|----------------|
| <i>Equipement-investissement ordinaire</i> | 223,556 | 48,16% |
| <i>Appui Budgétaire sectoriel (ABS)</i> | 5,208 | 1,12% |
| <i>BSI financement intérieur</i> | 146,011 | 31,5% |
| <i>BSI financement extérieur</i> | 89,394 | 19,26% |
| <i>Transferts en capital</i> | - | 0,00% |
| Total dépenses en capital | 464,169 | 100,00% |

Graphique n°52 : La proportion des rubriques dans l'exécution des dépenses en capital 2022



Elles sont réparties comme suit :

b.1 Equipement - Investissement ordinaire

Les crédits de paiement pour les dépenses de la rubrique « Equipement-investissement ordinaire » se chiffrent à 231,458 milliards de FCFA dans le budget 2022. Les dépenses exécutées sur ces crédits de paiement se chiffrent à 223,556 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 96,59%.

b.2 Appui Budgétaire Sectoriel (ABS)

Les crédits de paiement au titre de l'ABS s'élevaient à 7,910 milliards de FCFA pour une réalisation de 5,208 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 65,84%.

b.3 Budget Spécial d'Investissement

- Budget Spécial d'Investissement (financement intérieur)

Il résulte de l'analyse du Projet de lois de règlement 2022 et du rapport de la Direction Nationale de la Planification du Développement, que les crédits de paiement pour les dépenses du BSI financement intérieur, ont été exécutés pour 146,011 milliards de FCFA contre une dotation rectifiée de 151,950 milliards de FCFA dans le budget 2022, soit un taux d'exécution de 96,09%.

Ces dépenses ont servi à la prise en charge des projets routiers, à l'amélioration du plateau technique des formations sanitaires et aux investissements agricoles.

- **Budget Spécial d'Investissement (financement extérieur)**

De l'exploitation du projet de lois de règlement et du rapport de la DNPDP, il ressort que les crédits de paiement des dépenses du BSI financement extérieur se chiffrent à 167,000 milliards F CFA en 2022 sur lesquels 89,394 milliards de F CFA ont été exécutés, soit un taux de réalisation de 53,53%.

Ces dépenses ont été affectées à la réalisation de certains projets financés par les Partenaires Techniques et Financiers (PTF).

La situation d'exécution par sources de financement et par secteur extrait du rapport de la DNPDP est présentée dans les tableaux suivants :

➤ **Financement intérieur (en milliards de FCFA)**

Tableau n°79: Situation d'exécution du BSI-Financement intérieur 2022 (en milliards) de FCFA

| | Prévisions | Réalisations | Ecart | Taux % |
|------------------|----------------|----------------|--------------|---------------|
| | BSI 2022 | | | |
| Budget d'Etat | 151,950 | 146,012 | 5,938 | 96,09% |
| Auto financement | - | - | - | - |
| Autres sources | - | - | - | - |
| Total | 151,950 | 146,012 | 5,938 | 96,09% |

L'examen du tableau indique que sur une prévision annuelle corrigée de 151,950 milliards de FCFA, 146,012 milliards de FCFA ont été réalisées soit un taux de réalisation de 96,09%. Il se dégage un reliquat non utilisé de 5,938 milliards de FCFA. Aucune prévision n'a été faite au titre de l'auto financement et autres sources.

Observation n°43

Il est demandé au MEF d'expliquer l'absence d'information sur les rubriques « auto financement » et « autres sources ».

Réponse du MEF

- L'autofinancement est le financement apporté par un Etablissement Public à caractère Administratifs (EPA) dans le cadre de la mise en œuvre des projets sous leur tutelle : cas de CICB, Musée national, Marché central à poisson de Bamako, les Hôpitaux, etc. ;

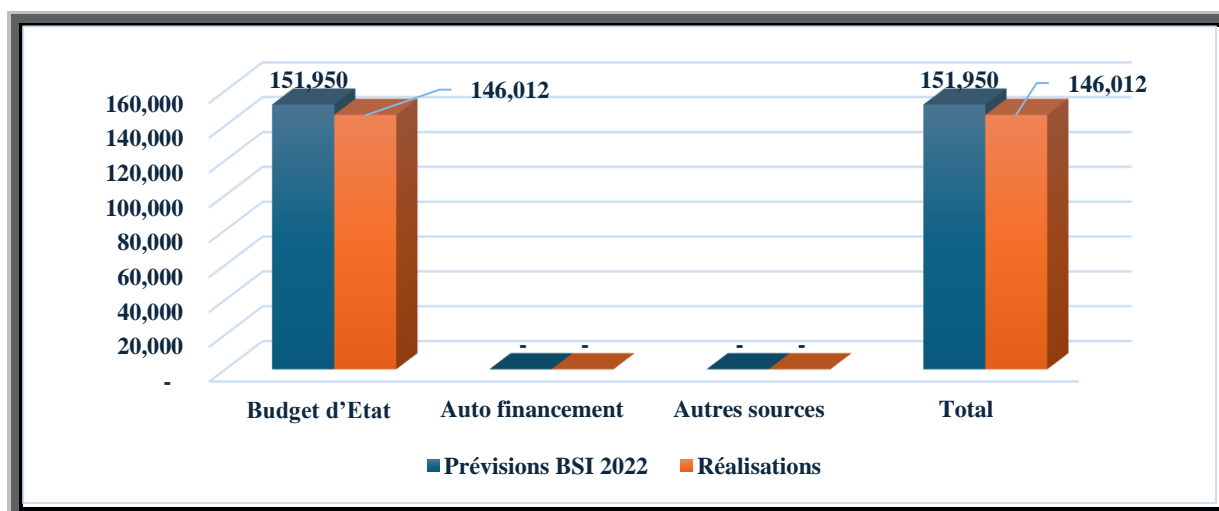
- Quant aux autres sources de financement, il s'agit de toutes autres sources de financement interne dont le pays dispose telles que l'apport des collectivités territoriales et des bénéficiaires, s'il en existe.

Ces types de ressources n'existent plus car les projets sont financés par l'Etat d'où l'absence d'information sur ces rubriques.

Appréciation de la Cour

La Cour prend acte des réponses données et invite le MEF à la suppression de ces lignes budgétaires dans les documents des prévisions budgétaires.

Graphique n°53 : Réalisation BSI Intérieur 2022



➤ **Financement extérieur (en milliards de FCFA)**

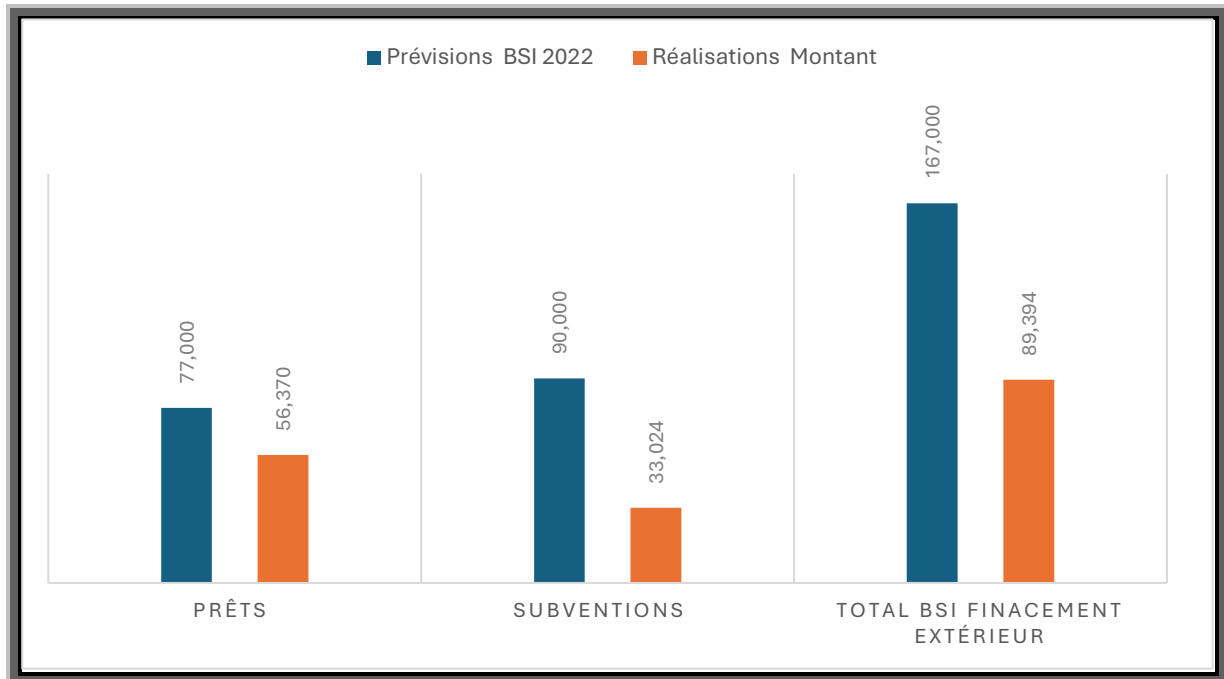
Tableau n°80: Situation d'exécution du BSI-Financement extérieur

| Financement | Prévisions | Réalizations | |
|--------------|-----------------|----------------|---------------|
| | BSI 2022 | Montant | Taux % |
| Prêts | 77,000 | 56,370 | 73,21% |
| Subventions | 90,000 | 33,024 | 36,69% |
| Total | 167,000 | 89,394 | 53,53% |

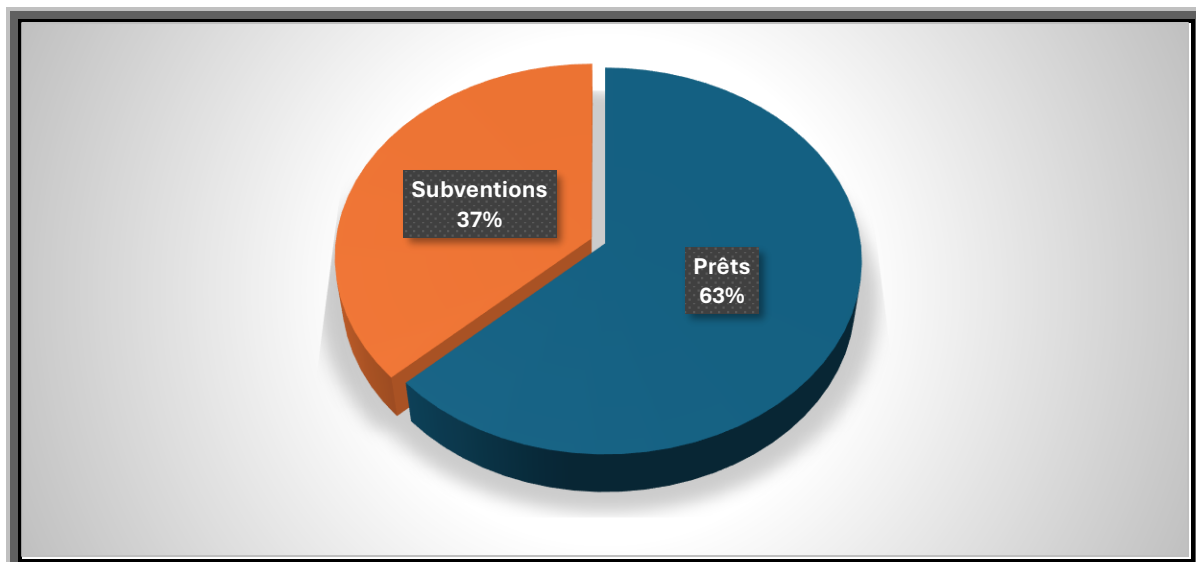
L'examen du tableau ci-dessus montre que sur une prévision de 167 milliards de FCFA, le BSI -Financement extérieur a été exécuté à hauteur de 89,394 milliards de FCFA soit

un taux d'exécution de 53,53%. Les prêts ont été exécutés à hauteur de 56,370 milliards soit un taux d'exécution de 73,21% et les subventions à hauteur de 33,024 milliards de FCFA représentant un taux d'exécution de 36,69%.

Graphique n°54 : Répartition du BSI financement extérieur



Graphique n° 55 : Répartition de la réalisation globale du BSI financement extérieur 2022



La figure n°47 ci-dessus montre que dans le montant total des réalisations du BSI financement extérieur chiffré à 89,394 milliards de FCFA, les subventions occupent une part de 37% pour une proportion de 53,89% du budget prévisionnel. Quant aux prêts, ils

occupent une proportion de 63% dans les réalisations totales pour une part de 46,11% dans le budget prévisionnel global du Financement extérieur 2022.

Observation n° 44

Il est demandé au MEF d'expliquer le faible taux d'exécution des subventions qui est de 36,69%.

Réponse du MEF

Avec la suspension de la coopération avec les bailleurs de fonds, les décaissements prévus sur les conventions de financement ont été gelés depuis 2020. D'où le faible niveau de mobilisation des subventions.

Appréciation de la Cour

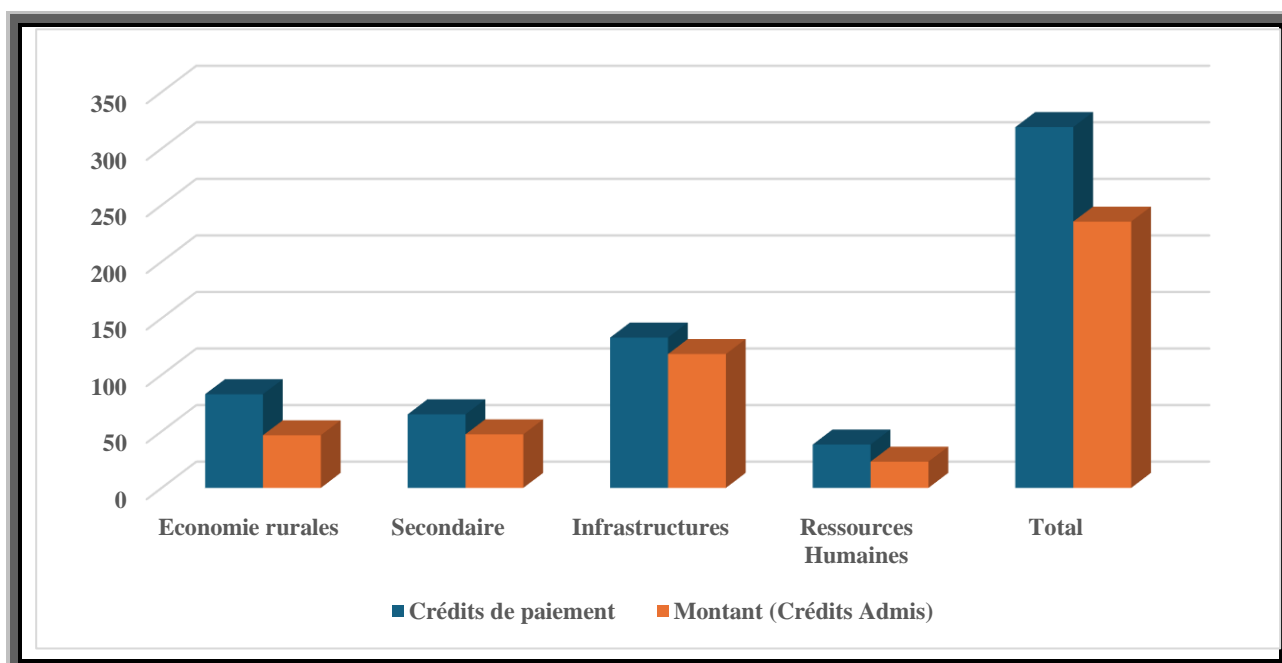
La Cour prend acte des explications fournies par le MEF et l'encourage à poursuivre la diversification des sources de financement.

➤ **Réalisations financières par secteur (en FCFA)**

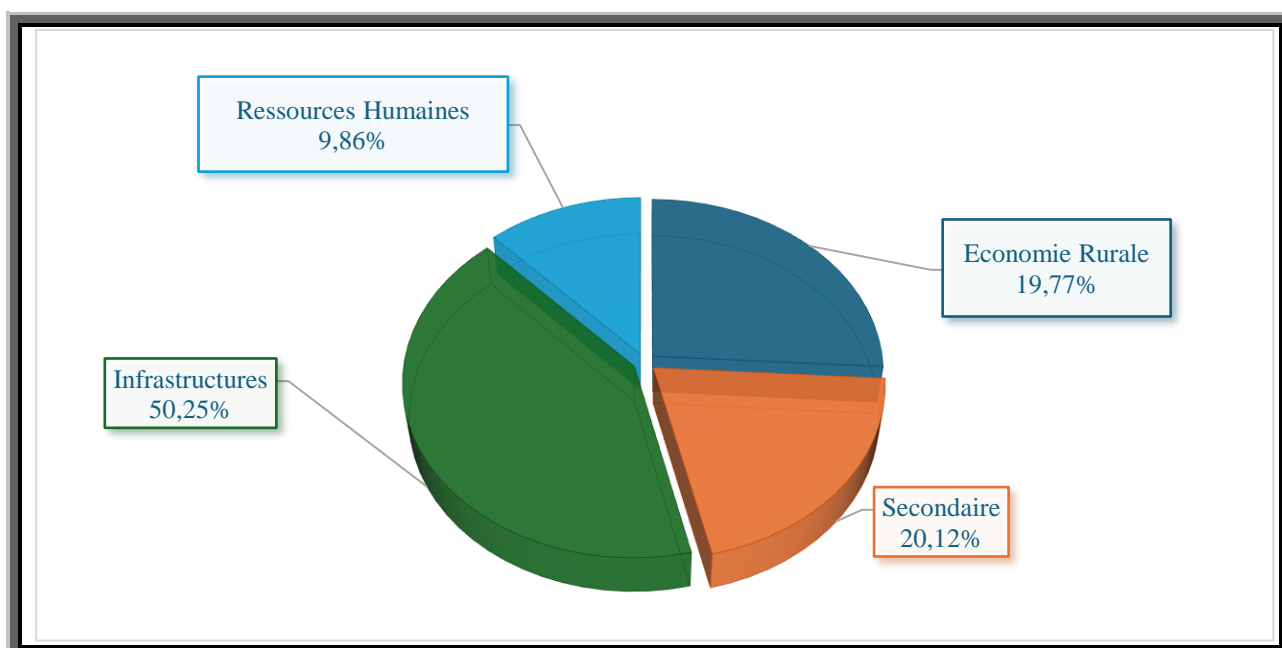
Tableau n°81: Situation des réalisations financières du BSI-Financement extérieur par Secteur

| | Prévisions BSI 2022 | Exécutions | |
|---------------------|---------------------|-------------------------|---------------|
| | | Montant (Crédits Admis) | Taux % |
| Economie rurale | 82,782 | 46,529 | 56,21% |
| Secondaire | 64,986 | 47,370 | 72,89% |
| Infrastructures | 132,892 | 118,298 | 89,02% |
| Ressources Humaines | 38,290 | 23,209 | 60,61% |
| Total | 318,950 | 235,406 | 73,81% |

Graphique n° 56 : Situation d'exécution du BSI extérieur par secteur



Graphique n°57 : Répartition des crédits admis du BSI 2022 par secteur



Le graphique ci-dessus, relatif à la proportion par secteur, du montant exécuté dans le cadre du BSI financement extérieur, montre que les ressources humaines occupent 9,86%, l'économie rurale 19,77%, les infrastructures 50,25% et le secteur secondaire 20,12%.

Tableau n°82: Situation récapitulative des prévisions et décaissements par secteur et par source de financement du BSI en FCFA2020 (en FCFA)

| | Prévision 2022 | | | | | Total Prévision=5 | Décaissement par source de dépense | | | | Total Décaissement :10 | Taux de décaissement :11 |
|----------------------------|--------------------------|-----------------------|---------------|--|----------------|----------------------|------------------------------------|----------------------------------|------------------|---------------|------------------------------|--------------------------------|
| Secteurs | Financement intérieur | Financement extérieur | | | | 5=1+4 | Financement intérieur | Financement extérieur par nature | | | 10=6+9 | 11=10/5*100 |
| | Etat=1 | Prêt=2 | Subvention=3 | | Total=4=2+3 | | Etat:6 | Prêt :7 | Subvention :8 | Total :9=7+8 | | |
| <i>Economie Rurale</i> | 9,798 | 27,023 | 45,961 | | 72,984 | 82,782 | 9,499 | 17,865 | 19,165 | 37,030 | 46,529 | 56,21% |
| <i>Secondaire</i> | 2,506 | 39,118 | 23,362 | | 62,480 | 64,986 | 2,474 | 32,787 | 12,109 | 44,896 | 47,370 | 72,89% |
| <i>Infrastructures</i> | 115,663 | 8,359 | 8,870 | | 17,229 | 132,892 | 112,792 | 5,505 | - | 5,505 | 118,297 | 89,02% |
| <i>Ressources Humaines</i> | 23,983 | 2,500 | 11,807 | | 14,307 | 38,290 | 21,246 | 0,213 | 1,750 | 1,963 | 23,209 | 60,61% |
| TOTAL SECTEUR | 151,950 | 77,000 | 90,000 | | 167,000 | 318,950 | 146,011 | 56,370 | 33,024 | 89,394 | 235,405 | 73,81% |

Il ressort de l'analyse du tableau ci-dessus, un faible taux de décaissement des financements extérieurs en général (53,53%) et en particulier au niveau de la subvention accordée par les Partenaires Techniques et Financiers (36,69%). Par contre le financement intérieur a connu un taux de décaissement de 96,09%.

b.3 Analyse des réalisations du BSI par Institution et Ministère

Tableau n°83 : Situation d'exécution du BSI 2022 par institution/Ministère (en FCFA)

| Institution/Ministère | LFI2022 | LFR2022 | Crédits liquidés 2022 DNCF | Ecart entre LFI2022 et LFR2022 | Taux de variation de LFI2022 à LFR2022 | Ecart LFR2022-exécution (liquidation) | Taux d'exécution |
|---|---------|---------|----------------------------|--------------------------------|--|---------------------------------------|------------------|
| N°01 <i>Présidence de la République</i> | 2,750 | 76,511 | 76,130 | 73,761 | 2682,22% | 0,381 | 99,50% |
| N°02 <i>Primature</i> | 0,800 | 0,055 | 0,055 | -0,745 | -93,08% | 0,000 | 100,00% |
| N°03 <i>Ministère de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement Durable</i> | 15,325 | 17,331 | 12,764 | 2,006 | 13,09% | 4,567 | 73,65% |
| N°04 <i>Ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat, des Domaines de l'Aménagement du Territoire et de la Population</i> | 13,450 | 3,566 | 1,566 | -9,884 | -73,49% | 2,000 | 43,91% |
| N°05 <i>Ministère des Mines de l'Energie et de l'Eau</i> | 91,530 | 62,156 | 46,816 | -29,374 | -32,09% | 15,340 | 75,32% |
| N°06 <i>Ministère des Transports et des Infrastructures</i> | 93,549 | 30,169 | 16,900 | -63,380 | -67,75% | 13,269 | 56,02% |
| N°07 <i>Ministère de la Communication, de l'Economie Numérique et de la Modernisation de l'Administration</i> | 2,100 | 1,336 | 1,030 | -0,764 | -36,38% | 0,306 | 77,10% |
| N°08 <i>Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique</i> | 7,200 | 0,020 | 0,020 | -7,180 | -99,72% | 0,000 | 100,00% |
| N°09 <i>Ministère de l'Education Nationale</i> | 5,650 | 0,012 | 0,011 | -5,638 | -99,79% | 0,001 | 91,67% |
| N°10 <i>Ministère de la Santé et du Développement social</i> | 24,720 | 10,301 | 7,934 | -14,419 | -58,33% | 2,367 | 77,02% |
| N°11 <i>Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille</i> | 2,243 | 0,761 | 0,096 | -1,482 | -66,07% | 0,665 | 12,61% |
| N°12 <i>Ministère des sports</i> | 8,950 | 11,306 | 11,296 | 2,356 | 26,32% | 0,010 | 99,91% |

| | | | | | | | | |
|------|---|---------|--------|--------|---------|----------|--------|---------|
| N°13 | Ministère de l'Industrie et du Commerce | 4,700 | 0,928 | 0,652 | -3,772 | -80,26% | 0,276 | 70,26% |
| N°14 | Ministère de l'Artisanat et du Tourisme | 4,370 | 0,059 | 0,058 | -4,311 | -98,65% | 0,001 | 98,31% |
| N°15 | Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle | 5,772 | 2,525 | 0,759 | -3,247 | -56,25% | 1,766 | 30,06% |
| N°16 | Ministère de la Refondation de l'Etat | 0,250 | 0,000 | 0,000 | -0,250 | -100,00% | 0,000 | #DIV/0! |
| N°17 | Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation | 27,321 | 7,456 | 4,262 | -19,865 | -72,71% | 3,194 | 57,16% |
| N°18 | Ministère du Travail et de la Fonction Publique | 1,000 | 0,000 | 0,000 | -1,000 | -100,00% | 0,000 | #DIV/0! |
| N°19 | Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile | 1,000 | 1,000 | 0,000 | 0,000 | 0,00% | 1,000 | 0,00% |
| N°20 | Ministère des Affaires Religieuses, du Culte et des Coutumes | 0,300 | 0,051 | 0,041 | -0,249 | -83,00% | 0,010 | 80,39% |
| N°21 | Ministère de la Justice | 3,300 | 0,792 | 0,792 | -2,508 | -76,00% | 0,000 | 100,00% |
| N°22 | Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale | 2,850 | 0,052 | 0,046 | -2,798 | -98,18% | 0,006 | 88,46% |
| N°23 | Ministère des Maliens de l'Extérieur et de l'Intégration Africaine | 0,750 | 0,000 | 0,000 | -0,750 | -100,00% | 0,000 | 0,00% |
| N°24 | Ministère de l'Economie et des Finances | 30,517 | 15,410 | 9,128 | -15,107 | -49,50% | 6,282 | 59,23% |
| N°25 | Ministère de l'Agriculture | 102,087 | 73,655 | 43,699 | -28,432 | -27,85% | 29,956 | 59,33% |
| N°26 | Commissariat à la Sécurité Alimentaire | 3,175 | 3,057 | 1,077 | -0,118 | -3,72% | 1,980 | 35,23% |
| N°27 | Nouveaux Projets BSI | 27,985 | 0,111 | 0,018 | -27,874 | -99,60% | 0,093 | 16,22% |
| N°28 | Cour Constitutionnelle | 0,100 | 0,000 | 0,000 | -0,100 | -100,00% | 0,000 | 0,00% |
| N°29 | Cour Suprême | 0,800 | 0,177 | 0,177 | -0,623 | -77,88% | 0,000 | 100,00% |

| | | | | | | | | |
|------|---------------------------------------|----------------|----------------|----------------|-----------------|----------------|---------------|---------------|
| N°30 | Conseil Economique Social et Culturel | 0,150 | 0,150 | 0,075 | 0,000 | 0,00% | 0,075 | 50,00% |
| N°31 | Médiateur de la République | 0,150 | 0,000 | 0,000 | -0,150 | -100,00% | 0,000 | 0,00% |
| | Total Général | 484,544 | 318,896 | 235,361 | -165,648 | -34,19% | 83,535 | 73,80% |

Il ressort du tableau ci-dessus que sur un crédit de paiement global de 318,896 milliards de FCFA, 235,361 milliards de FCFA ont été liquidés et mandatés soit un taux d'exécution de 73,80%.

Les plus forts taux de décaissement BSI 2022 ont été observés à la Primature (100%), la Cour Suprême (100%), au Ministère de la Justice, au Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique.

Les plus bas taux de décaissement ont été enregistrés au Ministère de la Femme, de l'Enfant et de la Famille (12,61%) suivi des Nouveaux Projets BSI/Charges Communes (16,22%).

Observation n°45

Il est demandé au MEF d'expliquer :

- 1) **le manque l'absence de cohérence entre l'annexe 1 « Situation d'exécution financière des projets par ministère et par source de financement » et l'annexe 3 « tableau récapitulatif des prévisions et des réalisations par ministère/institution » du rapport d'Exécution du Budget Spécial d'Investissement (BSI) 2022, quant :**
 - ✓ **aux appellations de certains ministères tels que par exemple : Ministère des Mines, de l'Energie et de l'Eau (annexe1) , Ministère de l'Energie et de l'Eau (annexe3) ; Ministère de la Communication, de l'Economie numérique et de la Modernisation de l'Administration (annexe1) ,Ministère de l'Economie numérique et de la Communication (annexe3) ; Ministère de la Jeunesse et des Sports (annexe1),Ministère des Sports (annexe 3) etc... ;**
 - ✓ **au nombre de structures (Ministère ou institutions) ;**
- 2) **l'annulation de crédits sur le budget rectifié de certains ministères et institutions comme le Ministère de la Refondation de l'Etat, le Ministère du travail et de la Fonction Publique, le Ministère de Maliens établis à l'Extérieur et de l'Intégration Africaine, de la Cour Constitutionnelle et du Médiateur de la République ;**
- 3) **le non engagement du crédit de paiement de 1 milliard de FCFA inscrit au bénéfice du Ministère de la Sécurité et de la protection Sociale au titre de la LFR2022.**

Réponse du MEF

En 2022, les dépenses des Comptes Spéciaux du Trésor ont été exécutées à hauteur de 80,895 milliards de FCFA contre des crédits de paiement de 171,457 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 47,18%. Ce faible niveau d'exécution s'explique essentiellement par le niveau d'exécution des dépenses sur le Fonds de Développement Durable et le Fonds de Remboursement de Crédits de TVA.

En effet, en 2022, aucune dépense n'a été exécutée sur le Fonds de Développement de Durable compte tenu du retard accusé dans le processus de sélection des projets bénéficiaires du financement dudit compte. De même, les dépenses exécutées sur le Fonds de Remboursement de Crédits de TVA, sur la base des demandes de remboursement formulées par les sociétés minières et validées, ont été en deçà des prévisions budgétaires.

Appréciation de la Cour

La Cour constate que les explications du MEF portent sur les CST et non sur le BSI 2022 par institution/Ministère, en conséquence elle maintient son observation.

2.2.2. Budgets annexes

Pour les crédits de paiement des budgets annexes en 2022, il était prévu 7,896 milliards de FCFA. L'exécution se chiffre à 4,490 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 56,86%.

2.2.3 Comptes Spéciaux du Trésor

2.2.3.1. Situation d'exécution des CST suivant le PLR

Les crédits de paiement de 170,485 milliards de FCFA inscrits en 2022 pour les Comptes Spéciaux du Trésor, ont été exécutés pour 104,995 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 61,59%.

2.2.3.2. Comparaison de la Situation d'exécution des dépenses par Compte Spécial du Trésor ressortie des documents produits par la PGT et celle du PLR

Tableau n°84 : Situation d'exécution comparative des dépenses par Compte Spécial du Trésor ressortie des documents produits par la PGT et celle du PLR

| CST | PGT | PLR | Ecart |
|--|-----------------|-----------------|-------------|
| Fonds de Développement des Ressources Minérales | 126 044 317 | | |
| Fonds Aménagement et Protection de la Forêt | | | |
| Fonds Aménagement et Protection de la Faune et Flore | 1 271 298 892 | | |
| Fds d'Etude d'Impact Environnemental | 207 169 124 | | |
| Fds d'Appui à l'Autonomisation de la Femme et à l'épanouissement de l'Enfant | 299 944 424 | | |
| Fds de Financement de la Recherche de la Formation et de la Promotion des Activités Minières | 102 589 500 | | |
| Fds National d'Appui à l'Agriculture | 2 156 249 931 | | |
| Fds Compétitif pour la Recherche et l'Innovation Technologique | 371 090 820 | | |
| Fds de remboursement des crédits TVA | 95 512 575 314 | | |
| Fds National pour le Développement de la Statistique | 5 319 194 250 | | |
| Fds pour Développement Durable | 0 | | |
| Fds de Développement de l'Eau | 0 | | |
| Total des dépenses | 105 366 156 572 | 104 995 065 752 | 371 090 820 |

Il ressort de l'analyse du tableau un écart de 371,090 millions de FCFA entre la situation des dépenses produite par la PGT et celle du PLR.

Observation n°46

Il est demandé au MEF d'expliquer l'écart de 371,090 millions de FCFA constaté entre la situation des dépenses produite par la PGT et celle du PLR.

Réponse du MEF

Le besoin de financement de l'état est constitué du déficit budgétaire de l'Etat de l'année courante et le remboursement de la dette arrivant à l'échéance. Dans ce processus, l'existence d'un solde budgétaire négatif c'est-à-dire déficitaire, se traduit naturellement par une augmentation de l'encours de la dette.

En tout état de cause, l'augmentation de la valeur nominale de la dette ne constitue pas un risque budgétaire en soi. La dette est suivie par l'indicateur de dette total en % du PIB au niveau communautaire dont le plafond est 70%. Pour le Mali, cet indicateur a été de 52% en 2021 et 50.4% en 2022 donc en baisse.

L'écart de 371,090 millions constaté entre la situation transmise par la PGT et celle du PLR s'explique par les dépenses du Fonds Compétitif pour la Recherche et l'Innovation Technologique (FCRIT) qui sont exécutés hors du circuit budgétaire. Les dispositions sont prises afin que lesdites dépenses s'exécutent à partir de l'exercice 2024 conformément au cadre réglementaire

Appréciation de la Cour

La Cour prend acte des explications fournies par le MEF et l'invite à une exécution des dépenses des CST conformément au cadre règlementaire.

2.3. Présentation de l'exécution des dépenses budgétaires par type de programme, par dotations budgétaires et par fonction

2.3.1. Présentation de l'exécution des dépenses budgétaires par type de programme et par dotations budgétaires

L'exécution du budget d'Etat 2022 par programme et dotations, est présentée dans le tableau ci-dessous :

Tableau n°85: Exécution des dépenses budgétaires par type de programme et par dotations budgétaires (en milliards de FCFA) en 2022

| Rubriques | LFR 2022 (a) | Crédits admis (b) | Montant des crédits non exécutés c = a - b | Taux d'exécution d = (b/a)*100 |
|----------------------------|-----------------|----------------------|---|-----------------------------------|
| Programmes de Pilotage (1) | 790,782 | 765,712 | 25,070 | 96,83% |
| Personnel | 272,359 | 271,649 | 0,710 | 99,74% |

| | | | | |
|---|------------------|------------------|----------------|---------------|
| <i>Biens et services</i> | 156,724 | 153,423 | 3,301 | 97,89% |
| <i>Transferts et subventions</i> | 153,419 | 153,315 | 0,104 | 99,93% |
| <i>Investissement</i> | 208,28 | 187,325 | 20,955 | 89,94% |
| Programmes opérationnels (2) | 1 154,61 | 1 067,85 | 86,758 | 92,49% |
| <i>Personnel</i> | 544,247 | 539,515 | 4,732 | 99,13% |
| <i>Biens et services</i> | 143,455 | 137,576 | 5,879 | 95,90% |
| <i>Transferts et subventions</i> | 200,622 | 196,019 | 4,603 | 97,71% |
| <i>Investissement</i> | 266,282 | 194,738 | 71,544 | 73,13% |
| Programmes des Budgets Annexes | 7,896 | 4,49 | 3,406 | 56,86% |
| <i>Personnel</i> | 2,447 | 1,646 | 0,801 | 67,27% |
| <i>Biens et services</i> | 2,902 | 1,722 | 1,180 | 59,34% |
| <i>Transferts et subventions</i> | 0,518 | 0,059 | 0,459 | 11,39% |
| <i>Investissement</i> | 2,029 | 1,063 | 0,966 | 52,39% |
| Programme des comptes spéciaux du Trésor (4) | 170,485 | 104,995 | 65,490 | 61,59% |
| <i>Personnel</i> | 0,255 | 0,104 | 0,151 | 40,78% |
| <i>Biens et services</i> | 128,079 | 96,009 | 32,070 | 74,96% |
| <i>Transferts et subventions</i> | 0,740 | 0,300 | 0,440 | 40,54% |
| <i>Investissement</i> | 41,411 | 8,582 | 32,829 | 20,72% |
| Dotations | 523,258 | 505,989 | 17,269 | 96,70% |
| <i>Personnel</i> | 70,294 | 66,584 | 3,710 | 94,72% |
| <i>Biens et services</i> | 337,084 | 331,117 | 5,967 | 98,23% |
| <i>Transferts et subventions</i> | 31,975 | 26,040 | 5,935 | 81,44% |
| <i>Investissement</i> | 83,905 | 82,248 | 1,657 | 98,03% |
| TOTAL GENERAL | 2 647,027 | 2 449,034 | 197,993 | 92,52% |

Il ressort de la lecture du tableau que le taux d'exécution global des programmes en 2022 est de 92,52%.

Les programmes de pilotage affichent le taux d'exécution le plus élevé soit 96,83%, suivis des programmes de dotation avec 96,70% et des programmes opérationnels avec un taux d'exécution de 92,49%. Les programmes des budgets annexes enregistrent le taux d'exécution le plus bas (56,86%) suivi des comptes spéciaux du Trésor dont le taux d'exécution se chiffre à 61,59%.

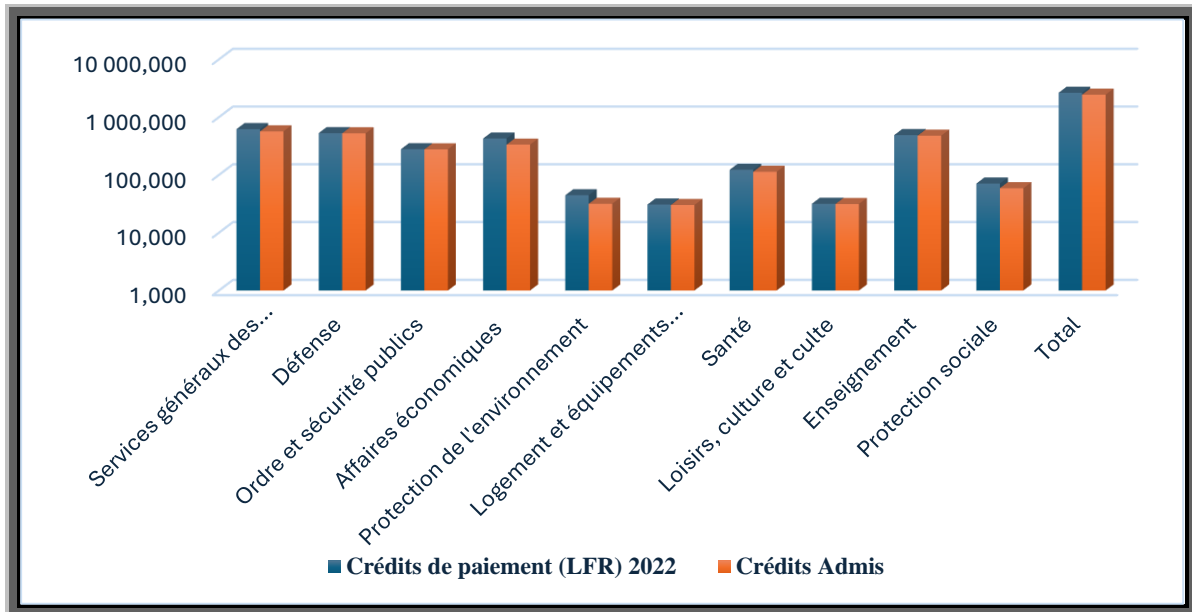
L'exécution du budget d'Etat 2022 par classification fonctionnelle, est présentée dans le tableau ci-dessous.

Tableau n°86 : Situation d'Exécution des dépenses du Budget d'Etat par classification fonctionnelle (en milliards de FCFA)

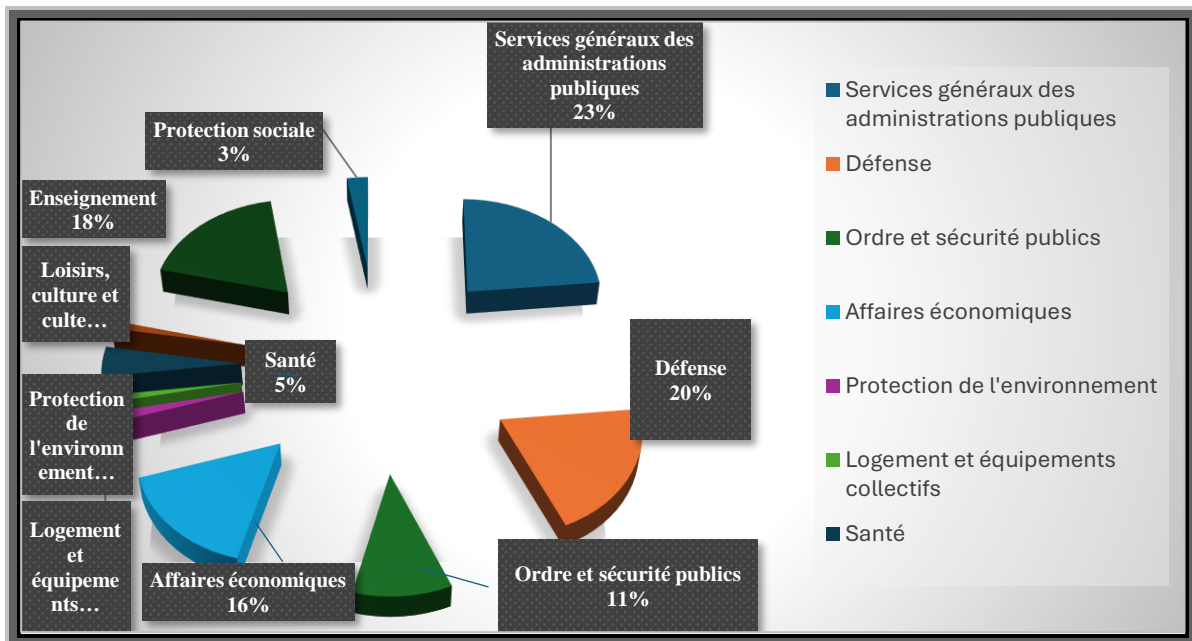
| Rubriques | Crédits de paiement (LFR) 2022 | Crédits Admis | Ecart | Taux d'exécution |
|---|--------------------------------|------------------|----------------|------------------|
| Services généraux des administrations publiques | 621,251 | 567,722 | 53,529 | 91,38% |
| Défense | 529,211 | 525,211 | 4,000 | 99,24% |
| Ordre et sécurité publics | 279,176 | 277,185 | 1,991 | 99,29% |
| Affaires économiques | 427,126 | 334,776 | 92,350 | 78,38% |
| Protection de l'environnement | 44,555 | 31,641 | 12,914 | 71,02% |
| Logement et équipements collectifs | 30,734 | 30,198 | 0,536 | 98,26% |
| Santé | 122,687 | 113,463 | 9,224 | 92,48% |
| Loisirs, culture et culte | 31,707 | 31,397 | 0,310 | 99,02% |
| Enseignement | 489,542 | 478,504 | 11,038 | 97,75% |
| Protection sociale | 71,039 | 58,938 | 12,101 | 82,97% |
| Total | 2 647,028 | 2 449,035 | 197,993 | 92,52% |

L'examen du tableau ci-dessus indique que le taux d'exécution global de la classification des dépenses par fonction en 2022 est de 92,52%. La fonction Ordre et Sécurité affiche le taux d'exécution le plus élevé avec 99,29%, suivie de la fonction Défense avec 99,24% et de la fonction Loisir, Culture et Culte avec 99,02%. Le taux d'exécution le plus bas est enregistré au niveau de la fonction Protection de l'Environnement.

Graphique n° 58: Niveaux d'exécution des crédits de paiement (LFR) 2022 par secteur fonctionnel.



Graphique n°59 : Proportion d'exécution des crédits de paiement (LFR) 2022 par secteur fonctionnel.



2.4. Exécution des Charges de Trésorerie de l'exercice 2022

L'exécution des Charges de Trésorerie au titre de l'exercice 2022 est retracée dans le tableau ci-après :

Tableau n°87 : Situation d'exécution des charges de trésorerie (en milliards de FCFA)

| | LFR 2022 (a) | Exécution (b) | Ecart non utilisé E = a-b | Taux d=(b/a)*100 |
|---|-----------------|------------------|------------------------------|---------------------|
| Remboursement des produits des emprunts à court, moyen et long terme | 667,188 | 630,188 | 37,000 | 94,45% |
| <i>Principal dette intérieure</i> | 490,707 | 490,706 | 0,001 | 100,00% |
| <i>Principal dette extérieure</i> | 176,481 | 139,482 | 36,999 | 79,04% |
| Retraits sur les comptes des correspondants | 16,232 | 20,614 | - 4,382 | 127,00% |
| Prêts et avances | 0 | 0 | 0 | 0% |
| TOTAL DES CHARGES DE TRESORERIE | 683,420 | 650,802 | 32,618 | 95,23% |

Il ressort de l'analyse du tableau ci-dessus que les prévisions de Charges de trésorerie globales de la Loi de finances rectificative 2022 estimées à 683,420 milliards de FCFA ont fait l'objet d'une exécution à hauteur de 650,802 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution global de 95,23%. Cette situation se traduit par un écart de 32,618 milliards FCFA relatif aux charges non exécutées par rapport aux prévisions

Le détail de l'exécution se présente comme suit :

- **Au titre du Remboursement des produits des emprunts à court, moyen et long terme :**

Sur un crédit de paiement de 667,188 milliards de FCFA (LFR2022) , 630,188 milliards de FCFA ont été exécutés, soit un taux d'exécution de 94,45% se traduisant par un écart de 37,000 milliards de FCFA non exécuté. Cette situation est essentiellement liée au fait que :

- ✓ prévu pour 490,707 milliards de FCFA, le principal de la dette intérieure a été exécuté à hauteur de 490,706 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 100% ;

- ✓ le principal de la dette extérieure budgétisé à concurrence de 176,481 milliards de FCFA a été exécuté à hauteur de 139,482 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 79,04%.

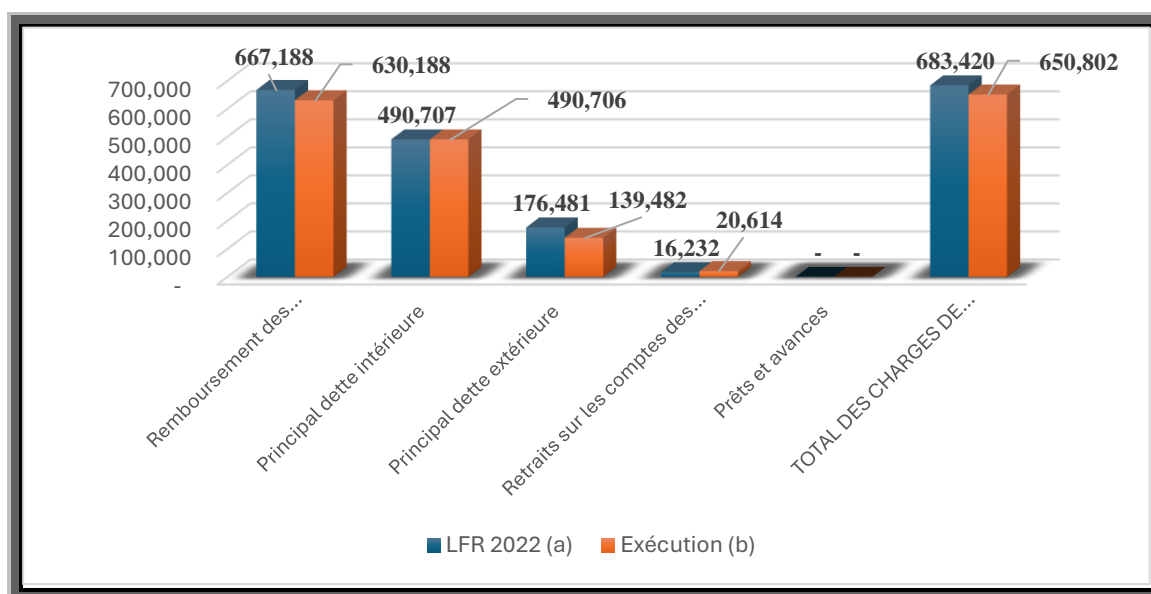
- **Au titre des retraits sur les comptes des correspondants**

Sur un crédit de paiement prévu de 16,232 milliards de FCFA, 20,614 milliards FCFA ont été exécutés soit un taux d'exécution de 127%.

- **Au titre des Prêts et avances**

Cette rubrique n'a fait l'objet d'aucune dotation budgétaire en 2022.

Graphique n°60 : Situation d'exécution par type de charges de Trésorerie en 2022



2.5. Situation de la Dette Publique au titre de l'exercice 2022

La « Note sur la situation de la dette publique extérieure et intérieure du Mali au 31 décembre 2022 », produite par la Direction Générale de la Dette Publique (DGDP), fait état d'un encours de la dette publique à moyen et long terme, estimé à 5 918,9 milliards de FCFA contre 5 521,8 milliards de FCFA au 31 décembre 2021, soit une **augmentation de 397,1 milliards de FCFA ou un taux de progression de 7,19%**.

La situation de la dette publique intérieure et extérieure est présentée dans les tableaux ci-dessous :

Tableau n°88 : Situation de la dette publique intérieure et extérieure du Mali au 31 décembre 2022 (en milliards de FCFA)

| Rubriques | Montant | % |
|---|------------------|----------------|
| Dettes publiques intérieures | | |
| Encours | 2 567,200 | 43,37% |
| <i>Service de la dette intérieure</i> | <i>628,500</i> | 10,62% |
| <i>Principal</i> | <i>490,700</i> | |
| <i>Intérêts</i> | <i>137,800</i> | |
| Dettes publiques extérieures | | |
| Encours | 3 351,700 | 56,63% |
| <i>Service de la dette extérieure</i> | <i>180,000</i> | 3,04% |
| <i>Principal</i> | <i>139,500</i> | |
| <i>Intérêts</i> | <i>40,500</i> | |
| Total Encours de la dette publique | 5 918,90 | 100,00% |

Source : DGDP

L'examen du tableau ci-dessous montre que la dette extérieure représente 56,63%, du montant global de l'encours de la dette publique, tandis que la dette intérieure constitue 43,37%.

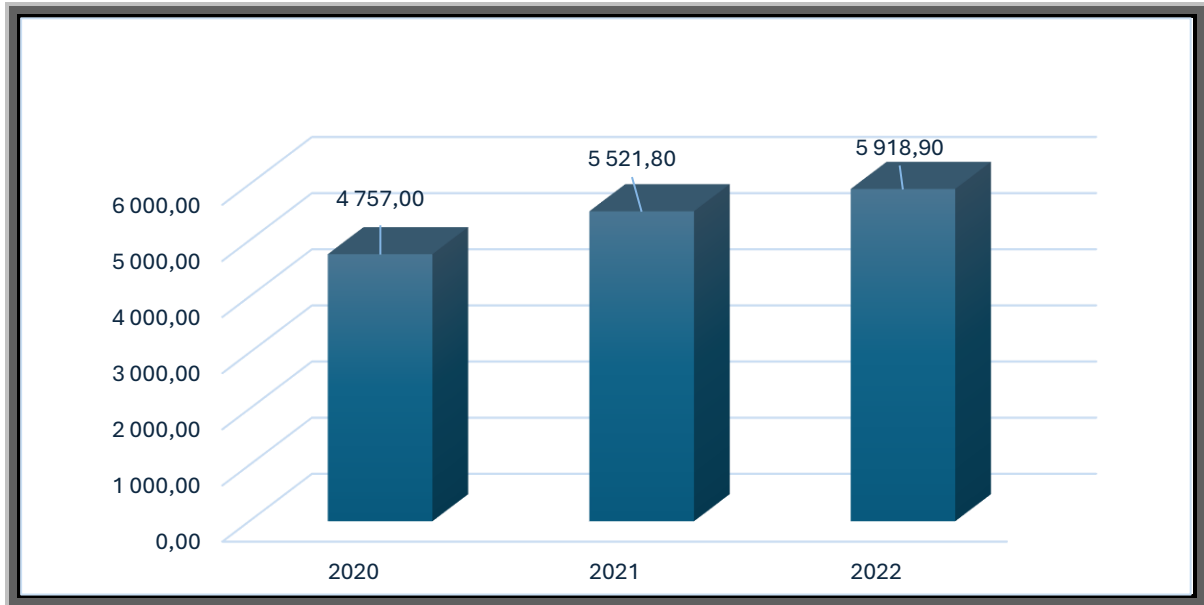
Tableau n°89 : Evolution de la Dette Publique de 2020 à 2022 (en milliards de F CFA).

| Rubriques | Montants par Année | | | ECARTS | | Taux de variation | |
|--|--------------------|-----------------|-----------------|---------------|---------------|-------------------|---------------|
| | 2020 | 2021 | 2022 | 2020 à 2021 | 2021 à 2022 | 2020 à 2021 | 2021 à 2022 |
| 1. Total Dette publique intérieure | 1 763,30 | 2 272,20 | 2 567,20 | 508,90 | 295,00 | 28,86% | 12,98% |
| <i>2. Dette extérieure Multilatérale</i> | <i>2 312,10</i> | <i>2 513,00</i> | <i>2 565,30</i> | <i>200,90</i> | <i>52,30</i> | <i>8,69%</i> | <i>2,08%</i> |
| <i>3. Dette extérieure Bilatérale</i> | <i>681,6</i> | <i>736,6</i> | <i>786,4</i> | <i>55,00</i> | <i>49,80</i> | <i>8,07%</i> | <i>6,76%</i> |
| 4. Total Dette publique extérieure (4= 2+3) | 2 993,70 | 3 249,60 | 3 351,70 | 255,90 | 102,10 | 8,55% | 3,14% |
| 5. Total Encours de la Dette publique (5=1+4) | 4 757,00 | 5 521,80 | 5 918,90 | 764,80 | 397,10 | 16,08% | 7,19% |

Source : DGDP

L'analyse du tableau fait ressortir une progression de l'encours de la dette publique qui passe de 4 757,00 milliards de FCFA en 2020 à 5 918,90 milliards de FCFA en 2022, en passant par 5 521,80 milliards de FCFA en 2021 soit une augmentation de 1 161,9 milliards de FCFA et un taux de progression de 24,42%.

Graphique n°61 : Evolution de la Dette Publique de 2018 à 2020



2.5.1 La dette publique intérieure

L'encours de la dette intérieure au 31 décembre 2022 est estimé à 2 567,20 milliards de FCFA contre 2 272,20 milliards de FCFA en 2021, soit une augmentation de 295 milliards de FCFA ou un taux de 12,98 %.

Elle est composée uniquement de la dette due au secteur bancaire

Le service de la dette intérieure au 31 décembre 2022 s'élevait à 628,500 milliards de FCFA dont 490,700 milliards de FCFA en principal et 137,800 milliards de FCFA en intérêts.

Observation n°47

Il est demandé au MEF d'expliquer l'augmentation de l'encours de la dette intérieure de 295 milliards de FCFA de 2021 à 2022.

Réponse du MEF

L'augmentation de l'encours de la dette intérieure en 2022 par rapport à son niveau de 2021 s'explique essentiellement par le montant des émissions de titres publics effectuées au cours de l'année 2022 (785,7 milliards de FCFA) qui est largement supérieur à celui des remboursements de la même période (490,7 milliards de FCFA). Ces émissions sont

constituées des bons du Trésor pour 94,3 milliards de FCFA et des obligations du Trésor pour 691,4 milliards de FCFA dont 330,8 milliards de FCFA d'emprunts obligataires par Appel Public à l'Epargne (APE).

Le besoin de financement de l'état est constitué du déficit budgétaire de l'Etat de l'année courante et le remboursement de la dette arrivant à échéance. Dans ce processus, l'existence d'un solde budgétaire négatif c'est-à-dire déficitaire, se traduit naturellement par une augmentation de l'encours de la dette.

En effet, l'augmentation de la valeur nominale de la dette ne constitue pas un risque budgétaire en soit. La dette est suivie par l'indicateur de dette total en % du PIB au niveau communautaire dont le plafond est 70%. Pour le Mali, cet indicateur a été 52% en 2021 et 50,4% en 2022 donc en baisse.

Appréciation de la Cour

La Cour prend acte des justifications données par le MEF et l'invite à une meilleure maîtrise de la dette.

2.5.2. La dette publique extérieure

L'encours de la dette extérieure au 31 décembre 2022 est estimé à **3 351,700** milliards de FCFA contre 3 249,60 milliards de FCFA en 2021, soit une augmentation de 102,100 milliards de FCFA représentant un taux d'accroissement 03,14%. Cet encours est composé de la dette multilatérale pour 2 565,3 milliards de FCFA, soit 76,54% et de la dette bilatérale pour 786,4 milliards de FCFA, soit 23,5% de l'encours total de la dette extérieure.

Au titre de l'année 2022, le Mali a bénéficié d'un allègement de dette d'un montant de 9,3 milliards de FCFA dans le cadre de l'Initiative PPTE contre 14,6 milliards de FCFA en 2021. Ce montant comprenait 8,8 milliards de FCFA en principal et 0,5 milliards au titre des intérêts.

Le Mali poursuit ses efforts de maîtrise de l'endettement en ne contractant aucun prêt dont l'élément « don » est inférieur à 35 %, nécessaire pour assurer la viabilité de la dette à long terme, à l'exception de certains projets structurants dans la limite du plafond d'endettement non concessionnel convenu avec le FMI.

La Cour constate une augmentation de 102,100 milliards de FCFA soit un taux d'accroissement de 3,14% de l'encours de la dette publique extérieure de 2021 à 2022.

Observation n°48

Il est demandé au MEF d'expliquer l'augmentation de la dette publique extérieure de 102,100 milliards de FCFA de 2021 à 2022.

Réponse du MEF

L'augmentation de l'encours de la dette extérieure en 2022 par rapport à son niveau de 2021 s'explique essentiellement par les accords de prêts signés en 2022 avec les différents créanciers, ainsi que les tirages effectués au titre des prêts projets et les mises à jour effectuées à la suite des réconciliations de données avec les créanciers. Les créanciers concernés sont notamment, la Banque Mondiale, la Banque Africaine de Développement (BAD), la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD), la Banque Islamique de Développement (BID).

Les crédits non consommés sont calculés en faisant la différence entre les crédits de paiements et les mandats admis par nature économique de dépenses. Ainsi, en 2022, ces crédits non consommés s'élèvent à 392,213 milliards de FCFA composés comme suit :

| | |
|------------------------------|-----------------|
| Budget Général : | 299 225 885 039 |
| Budgets Annexes : | 2 272 071 382 |
| Comptes Spéciaux du Trésor : | 90 715 478 879 |
| Budget d'Etat : | 392 213 435 300 |

Le montant des 391,077 milliards de FCFA du tableau n°100 du rapport sur l'exécution de la LFR 2022 de la Section des Comptes est obtenu en faisant la différence entre le total des crédits de paiement et des mandats admis. Cette méthode de calcul biaise l'analyse puisqu'elle prenne en compte les dépenses payées en dépassement d'un montant de 1,136 milliard de FCFA.

Appréciation de la Cour

La Cour prend acte des réponses données. Cependant, la Cour constate que les éléments de réponse relatifs aux crédits non consommés sont sans objet pour la présente observation. Ces éléments portent sur le rapport de 2021.

2.6. Situation des transferts et virements de crédits

Dans le cadre des mouvements de crédits, des arrêtés portant annulation de crédits, majoration de budget, régularisation des fongibilités de crédits, des arrêtés interministériels portant régularisation des virements et des décrets portant régularisation des transferts de crédits ont été signés.

La situation des transferts et crédits est présentée dans le tableau suivant :

Tableau n°90 : Situation des transferts et virements de crédits de 2022 par trimestre

| Trimestres | Nombre d'actes | Nombre d'opérations de Transferts et de virements de Crédit | Références arrêtés, décrets ou Arrêtés Interministériels | Observations |
|----------------------------|----------------|---|--|--|
| 1 ^{er} Trimestre | 1 | 5 | Arrêté Interministériel n°2022-2185/MEF-MJDH-MSPC-MEN-MSDS-SG du 13 juin 2022 | |
| | 1 | 3 | Décret N°2022-0285/PM-RM du 10 mai 2022 | |
| | 1 | 7 | Décret N°2022-0202/PM-RM du 28 mars 2023 | |
| | 1 | 92 | Décret N°2022-0304/PM-RM du 26 mai 2022 | |
| Sous-total | 4 | 107 | | |
| 2 ^{ème} Trimestre | 1 | 13 | Arrêté Interministériel n°2022-/MEF-MSPC-MEN-MESRS-MSDS-MTFPDS-MDR-MEADD-SG du 06 octobre 2022 | |
| | 1 | 2 | Décret N°2022-0486/PM-RM du 23 août 2022 | |
| | 1 | 153 | Décret N°2022-0487/PM-RM du 23 août 2022 | Absence des transferts N°195, 244, 245 |
| Sous-total | 3 | 168 | | |
| 3 ^{ème} Trimestre | 1 | 11 | Arrêté Interministériel n°2022-6296/PM-MEF-MSPC-MEN-MSDS-MTFPDS-SG du 30 décembre 2022 | |

| | | | | |
|----------------------------|-----------|-------------|--|--|
| | 1 | 334 | Décret N°2022-0772/PM-RM du 15 décembre 2022 | Absence des transferts 246, 247, 248, 271, figurent les transferts n°244 et 245 absents sur le Décret N°2022-0487/PM-RM du 23 août 2022 |
| Sous-total | 2 | 345 | | |
| 4 ^{ème} Trimestre | 1 | 28 | Arrêté Interministériel n°2022-0861/PRIM-CAB-MEF-MJDH-MRE-MSPC-MEN-MSDS-MTFPDS-MMEIA-MENEFP-MEADD-MACIHT-SG du 16 mai 2023 | Absence du virement n°44 |
| | 1 | 523 | Décret N°2024-0007/PM-RM du 05 janvier 2024 | Absence du transfert n° 684, figure le transfert n°195 absents sur le Décret N°2022-0487/PM-RM du 23 août 2022 |
| Sous-total | 2 | 551 | | |
| Total général | 11 | 1171 | | |

L'examen du tableau ci-dessus fait ressortir un total de 1171 transferts et virements de crédits effectués suivant 11 actes dont 07 Décrets et 04 Arrêtés Interministériels.

Après analyse des actes de transferts et de virements, la Cour constate :

- 1) La non production des transferts N° 195, 244, 245 dans la série des transferts autorisés, à titre de régularisation par le Décret N°2022-0487/PM-RM du 23 août 2022, mais qui ont fait l'objet de régularisation, respectivement par les décrets N°2024-0007/PM-RM du 05 janvier 2024 et N°2022-0772/PM-RM du 15 décembre 2022 ;
- 2) l'absence des transferts N° 246, 247, 248, 271 dans la série des transferts autorisés, à titre de régularisation par le Décret N°2022-0772/PM-RM du 15 décembre 2022 ;
- 3) l'absence du transfert N°684 dans la série des transferts autorisés, à titre de régularisation par le Décret N°2024-0007/PM-RM du 05 janvier 2024 ;

- 4) L'absence du virement N°44 dans la série des virements régularisés par l'Arrêté Interministériel N°2022-2185/PRIM-CAB-MEF-MJDH-MRE-MSPC-MEN-MSDS-MTFPDS-MMEIA-MENEF- MEADD-MACIHT-SG du 16 mai 2022 ;
- 5) le retard dans la prise du Décret N°2024-0007/PM-RM du 05 janvier 2024 portant régularisation des mouvements de crédits budgétaires par transfert du budget d'Etat 2022, effectués pour le compte du premier trimestre 2022. En effet, le décret a été signé le 05 janvier 2024, soit deux années après la clôture de l'exercice 2022 ;

Observation n°49

Il est demandé au MEF :

1) de fournir des explications sur la non fourniture :

- ✓ *des transferts : N° 195, 244, 245 dans la série des transferts autorisés, à titre de régularisation par le Décret N°2022-0487/PM-RM du 23 août 2022 ;*
- ✓ *des transferts N° 246, 247, 248, 271 dans la série des transferts autorisés, à titre de régularisation par le Décret N°2022-0772/PM-RM du 15 décembre 2022 ;*
- ✓ *du transfert N°684 dans la série des transferts autorisés, à titre de régularisation par le Décret N°2024-0007/PM-RM du 05 janvier 2024;*
- ✓ *du virement N°44 dans la série des virements régularisés par l'Arrêté Interministériel N°2022-2185/PRIM-CAB-MEF-MJDH-MRE-MSPC-MEN-MSDS-MTFPDS-MMEIA-MENEF- MEADD-MACIHT-SG du 16 MAI 2022 ;*

2) d'expliquer les raisons du retard dans la régularisation de certains transferts de crédits budgétaires 2022 autorisés par le Décret DECRET N°2024-0007/PM-RM du 05 janvier 2024 soit deux ans après la clôture de l'exercice budgétaire 2022 ;

Réponse du MEF

- s'agissant des numéros absents sur les annexes portant les mouvements des crédits, cela s'explique par l'abandon desdits numéros pour ne pas bouleverser la chronologie des mouvements des crédits courant 2022 ;

- concernant le retard dans la régularisation de certains transferts de crédits budgétaires 2022 autorisés par le Décret N°2024-0007/PM-RM du 05 janvier 2024, elle s'explique par le fait qu'il a été jugé prudent d'attendre l'approbation du projet de loi de règlement 2022 par le Conseil des Ministres.

Par ailleurs, il convient de signaler que la DGB a intégré dans ses perspectives d'amélioration continue de son système d'information, la possibilité d'assurer une continuité dans la numérotation exhaustive des mouvements des crédits.

Ces écarts s'expliquent par la prise en charge des recommandations de la Section des Comptes relatives à l'intégration de la situation des comptes d'affection spécial qui exécutent leurs opérations hors du circuit budgétaire. Ainsi, en 2022, les opérations du Programme de Développement des Ressources Minérales (PDRM) et du Fonds Compétitif pour la Recherche & l'Innovation Technologique ont été intégrées dans la situation d'exécution des dépenses du budget d'Etat du PLR et celle de la DNCF. Le Programme de Développement des Ressources Minérales (PDRM) a commencé avec la Loi de finances 2022. Quant au Fonds Compétitif pour la Recherche et l'Innovation Technologique (FCRIT), des dispositions sont prises afin qu'il exécute à partir de l'exercice 2024 son budget conformément au cadre règlementaire. La situation se présente dans le tableau ci-dessous :

| Nature économique | Crédits de paiement | Crédits engagés | Crédits liquidés | Crédits admis |
|---|---------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| Total des dépenses du budget d'Etat du PLR | 2 841 579 700 000 | 2 503 933 382 255 | 2 452 878 598 674 | 2 450 502 632 309 |
| Total des dépenses de la DNCF | 2 841 579 700 000 | 2 503 933 382 255 | 2 452 878 598 674 | NA |
| Ecart PLR-DNCF | 0 | 0 | 0 | NA |
| Compte Administratif | 2 841 579 700 000 | 2 502 316 827 479 | 2 451 262 043 898 | 2 448 886 077 533 |
| Ecart PLR-Compte Administratif | 0 | 1 616 554 776 | 1 616 554 776 | 1 616 554 776 |
| Programme de Développement des Ressources Minérales (PDRM) | | 472 007 513 | 472 007 513 | 472 007 513 |
| Fonds Compétitif pour la Recherche & l'Innovation Technologique | | 1 144 547 263 | 1 144 547 263 | 1 144 547 263 |
| Total | | 1 616 554 776 | 1 616 554 776 | 1 616 554 776 |

Appréciation de la Cour

La Cour prend acte des réponses données par le MEF, cependant elle maintient son observation sur le retard dans la régularisation de certains transferts de crédits budgétaires 2022 autorisés par le Décret N°2024-0007/PM-RM du 05 janvier 2024.

La situation du montant des transferts et virements de 2022 par programme est retracée dans le tableau ci-dessous :

Tableau n°91 : Situation des Virements et transferts à la date du 31/12/2022

| Programme | Crédit initial | Mouvement en annulation | Mouvement en inscription | Crédit en cours | Taux de transfert et de virement |
|--|----------------|-------------------------|--------------------------|-----------------|----------------------------------|
| Assemblée Nationale | 12 459 182 | 318 305 | 3 850 133 | 15 991 010 | 28,35% |
| Présidence de la République | 16 177 954 | 1 136 379 | 21 269 813 | 36 311 388 | 124,45% |
| Primature | 13 305 977 | 2 614 763 | 2 998 398 | 13 689 612 | 2,88% |
| Délégation Générale aux élections | 531 276 | 399 606 | 355 904 | 487 574 | -8,23% |
| Cour Constitutionnelle | 1 404 009 | 214 717 | 248 543 | 1 437 835 | 2,41% |
| Cour Suprême | 4 048 552 | 399 538 | 993 708 | 4 642 722 | 14,68% |
| Haut Cour de Justice | 426 796 | 27 178 | 92 413 | 492 031 | 15,28% |
| Conseil Economique, Social, Environnemental et Culturel | 1 368 172 | 166 785 | 308 384 | 1 509 771 | 10,35% |
| Haut Conseil des Collectivités Territoriales | 1 635 788 | 232 573 | 61 803 | 1 465 018 | -10,44% |
| Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale | 44 068 471 | 3 529 052 | 10 702 037 | 51 241 456 | 16,28% |
| Ministère des Maliens Etablis à L'Extérieur de l'Intégration Africaine | 3 057 538 | 724 678 | 218 834 | 2 551 694 | -16,54% |
| Bureau du Vérificateur Général | 3 874 726 | 286 776 | 411 127 | 3 999 077 | 3,21% |
| Médiateur de la République | 1 336 911 | 195 558 | 304 944 | 1 446 297 | 8,18% |
| Comité National de l'Egal Accès aux Médias d'Etat | 151 429 | 42 083 | 33 052 | 142 398 | -5,96% |
| Ministère de la Défense et des Anciens Combattants | 321 233 102 | 20 500 384 | 154 691 599 | 455 424 317 | 41,77% |
| Ministère de la Justice et des droits de l'Homme | 36 279 986 | 12 263 692 | 11 200 915 | 35 217 209 | -2,93% |
| Office Centrale de Lutte contre l'Enrichissement Illicite | 2 413 300 | 146 258 | 351 431 | 2 618 473 | 8,50% |
| Commission Nationale des Droits de l'Homme | 1 109 550 | 178 409 | - | 931 141 | -16,08% |
| Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile | 131 278 287 | 22 010 618 | 32 947 155 | 142 214 824 | 8,33% |
| Agence Nationale de la Sécurité d'Etat | 13 721 696 | 2 000 000 | 150 584 089 | 162 305 785 | 1082,84% |
| Ministère de l'Economie et des Finances | 210 521 349 | 15 774 176 | 24 049 776 | 218 796 949 | 3,93% |

| | | | | | | |
|--|----------------------|--------------------|--------------------|------------|------------------|--------------|
| Cellule Nationale de Traitement des Informations Financières | 1 211 049 | 230 281 | 155 166 | 934 | 1 135 | -6,20% |
| Autorité de Régulation des Marchés Publiques/Délégations Services Publics | 377 875 | 109 687 | - | 188 | 268 | -29,03% |
| Ministère du Travail, de la Fonction Publique et du Dialogue Social | 4 732 418 | 781 368 | 422 746 | 796 | 4 373 | -7,58% |
| Ministère de l'Entreprenariat National, de L'Emploi et de la Formation Professionnelle | 21 977 099 | 4 651 622 | 1 339 387 | 864 | 18 664 | -15,07% |
| Ministère de la Refondation de l'Etat | 1 126 660 | 258 297 | 616 816 | 179 | 1 485 | 31,82% |
| Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation | 92 637 181 | 32 695 906 | 4 406 493 | 768 | 64 347 | -30,54% |
| Autorité de Protection des Données à Caractère Personnel | 1 119 685 | 172 959 | 29 249 | 975 | 975 | -12,83% |
| Ministère des Affaires Religieuses, du Culte et des Coutumes | 1 879 975 | 360 764 | 1 431 106 | 317 | 2 950 | 56,93% |
| Ministère de la Réconciliation, de la Paix et de la Cohésion Nationale | 3 368 274 | 991 672 | 510 516 | 118 | 2 887 | -14,28% |
| Ministère de l'Industrie et du Commerce | 11 996 817 | 2 057 891 | 1 251 811 | 737 | 11 190 | -6,72% |
| Ministère de l'Education Nationale | 388 709 926 | 62 182 191 | 102 593 970 | 705 | 429 121 | 10,40% |
| Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique | 87 652 208 | 16 267 382 | 11 647 138 | 964 | 83 031 | -5,27% |
| Ministère de l'Artisanat, de la Culture, de l'Industrie Hôtelière et du Tourisme | 13 074 454 | 1 814 739 | 861 459 | 174 | 12 121 | -7,29% |
| Ministère de la Jeunesse et des Sports | 17 981 518 | 2 195 213 | 12 736 886 | 191 | 28 523 | 58,63% |
| Ministère de la Santé et du Développement Social | 148 635 458 | 28 667 225 | 14 671 305 | 538 | 134 639 | -9,42% |
| Haut Conseil National de Lutte contre le SIDA | 2 470 826 | 769 401 | 76 834 | 259 | 1 778 | -28,03% |
| Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille | 7 207 230 | 775 023 | 532 570 | 777 | 6 964 | -3,36% |
| Ministère des Transports et des Infrastructures | 108 016 223 | 34 067 556 | 556 882 | 549 | 74 505 | -31,02% |
| Ministère de l'Environnement, de l'Assainissement et Développement Durable | 25 764 778 | 2 156 963 | 9 521 685 | 500 | 33 129 | 28,58% |
| Ministère de l'Energie et de l'Eau | 135 492 116 | 8 574 086 | 98 348 554 | 584 | 225 266 | 66,26% |
| Ministère de la Communication, de l'Economie Numérique et de la Modernisation de l'Administration | 11 974 338 | 2 190 485 | 4 313 790 | 643 | 14 097 | 17,73% |
| Haute Autorité de la Communication | 1 454 436 | 206 079 | 34 250 | 607 | 1 282 | -11,81% |
| Ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat, des Domaines, de l'Aménagement du Territoire et de la Population | 26 226 273 | 3 606 479 | 1 718 229 | 023 | 24 338 | -7,20% |
| Ministère de l'Agriculture | 163 825 400 | 17 444 018 | 24 219 764 | 146 | 170 601 | 4,14% |
| Commissariat à la Sécurité Alimentaire | 12 401 779 | 2 022 115 | 2 162 112 | 776 | 12 541 | 1,13% |
| Charges Communes | 636 566 829 | 665 009 715 | 263 587 869 | 983 | 235 144 | -63,06% |
| Total Général | 2 748 284 876 | 973 420 645 | 973 420 645 | 876 | 2 748 284 | 0,00% |

L'article 20 de la Loi n°2013-028 du 11 juillet 2013 modifiée, relative aux lois de finances en son alinéa 4, dispose : «[.....]..... le montant annuel cumulé des virements et transferts affectant un programme ne peut dépasser dix pour cent (10 %) des crédits votés de ce programme. »

Il ressort du tableau ci-dessus, que sur 47 programmes, 27 ont connu des transferts et virements dont le montant total cumulé affectant le programme, dépasse 10% de leur crédit voté positivement ou négativement.

Les programmes dont le montant total des virements et transferts dépassent 10 % des crédits votés de façon positive sont au nombre de 15, tandis que ceux qui sont affectés négativement au taux de transfert dépasse et en valeur absolue 10%, sont au nombre de 12.

Observation n°50

La Cour demande au Ministre de l'Economie et des finances de donner des explications sur :

- ✓ ***le non-respect des dispositions de l'article 20 de la Loi n°2013-028 du 11 juillet 2013 modifiée, relative aux lois de finances en son alinéa 4, en ce qui concerne les opérations de transferts et virements de crédits effectués en 2022 ;***
- ✓ ***les taux de transferts très élevés de 124,45% au niveau du Programme « Présidence de la République » et de 1082,84 % au niveau du programme « l'Agence Nationale de la Sécurité d'Etat » ;***
- ✓ ***les taux de transferts très bas affectant négativement les crédits votés des programmes du Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation pour -30,54%, du Ministère des transports et des Infrastructures pour -31,02%, du Haut Conseil de Lutte Contre le SIDA pour -28,03%, et de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics et des Délégation de Service Public pour -29,03%.***

Réponse du MEF

Le dépassement du plafond de 10% en matière des transferts et virements résulte de l'application des mouvements des crédits nécessaires à la prise en charge des dépenses assez sensibles, telles les salaires et les dépenses de sécurité. Toutefois, il convient de signaler que des assouplissements sont proposés dans le projet de loi organique relative aux lois de finances, en cours d'examen au Conseil National de Transition, permettant d'aller au-delà de 10% des programmes dans le cadre de la prise en charge des salaires et d'autres dépenses liées à des cas de force majeure.

Appréciation de la Cour

La Cour prend acte des explications données dans le cadre du dépassement du plafond de 10% en matière des transferts et virements résultant de l'application des mouvements des crédits nécessaires à la prise en charge des dépenses assez sensibles, telles les salaires et les dépenses de sécurité.

Elle maintient son observation sur les taux de transfert très élevé et très bas des autres postes de dépenses.

2.7.1. Les crédits non consommés 2022

Les crédits non consommés résultant de la différence entre les dotations et les mandats admis des dépenses par nature économique se chiffrent à cent quatre-vingt-dix-sept milliards neuf cent quatre-vingt-treize millions de FCA (197,993 milliards) de FCFA, soit 7,48% des dépenses totales prévues dans la LFR 2022 et sont repartis par type de Budget comme suit (en FCFA) :

| | |
|--|------------------------|
| - Budget Général : | 129 096 720 155 |
| <i>Budget Général (Hors BSI, ABS) :</i> | 42 850 607 882 |
| <i>Budget Spécial d'Investissement (Financement Intérieur) :</i> | 5 938 841 867 |
| <i>Budget Spécial d'Investissement (Financement Extérieur) :</i> | 77 606 000 000 |
| <i>Appui Budgétaire Sectoriel (ABS) :</i> | 2 701 270 406 |
| - Budgets Annexes : | 3 405 831 141 |
| - Comptes Spéciaux du Trésor : | 65 490 336 248 |
| Budget d'Etat : | 197 992 887 544 |

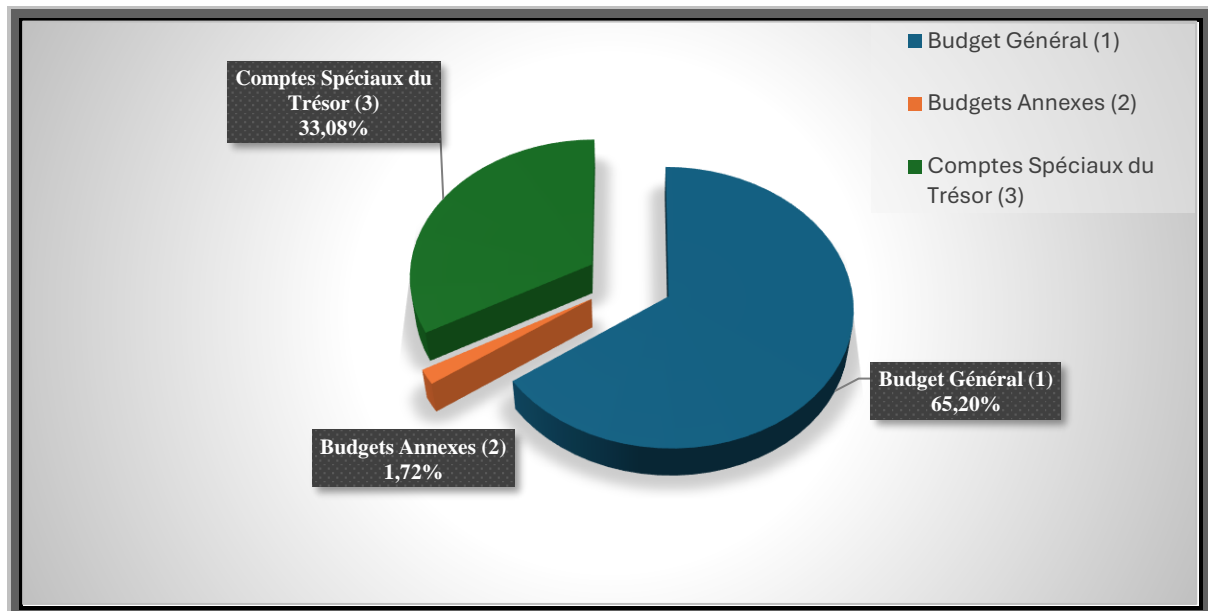
Les prévisions de dépenses corrigées de 2022 se chiffrent à 2 647,028 milliards de FCFA et les crédits admis s'élèvent à 2 449,035 milliards de FCFA selon le projet de loi de règlement soit 197,993 milliards de FCFA non consommés.

La situation des crédits non consommés par budget est présentée dans le tableau ci-dessous :

TABLEAU N°92 : SITUATION DES CREDITS NON UTILISES EN 2022 PAR TYPE DE BUDGET (EN MILLIARDS DE FCFA)

| Rubriques | LF 2022 | Mandats admis | Ecart non utilisé | Part des crédits non consommés par rubrique budgétaire en 2022 |
|--|------------------|------------------|-------------------|--|
| Budget Général (1) | 2 468,647 | 2 339,550 | 129,097 | 65,20% |
| Budgets Annexes (2) | 7,896 | 4,490 | 3,406 | 1,72% |
| Comptes Spéciaux du Trésor (3) | 170,485 | 104,995 | 65,490 | 33,08% |
| TOTAL DES DEPENSES DU BUDGET D'ETAT | 2 647,028 | 2 449,035 | 197,993 | 100,00% |

Graphique n°62 : Part des types de budget dans les crédits non utilisés en 2022



L'analyse du tableau ci-dessus et du graphique y afférent fait ressortir un montant de crédits non utilisés en 2022 de 197,993 milliards de FCFA reparti en pourcentage par type de budget ainsi qu'il suit :

- ✓ le budget général 65,20% ;

- ✓ les budgets annexes 1,72%;
- ✓ les Comptes Spéciaux du Trésor 33,08%.

Observation n° 51

Il est demandé au MEF de fournir les actes relatifs aux crédits annulés découlant de la différence entre les crédits de paiement et les crédits admis.

Réponse du MEF

En effet, le Ministre de l'Economie et des Finances n'est pas autorisé à prendre un acte pour annuler des crédits non consommés. L'autorisation d'ouverture des crédits est donnée par le Parlement à travers la loi de finances initiale ou la loi de finances rectificative. De ce fait, seul le Parlement est autorisé à annuler les crédits non consommés à travers le vote de la loi de règlement. Cela conformément à l'alinéa 2 de l'article 48 de la Loi n°2013-028 du 11 juillet 2013, modifiée, relative aux Lois de Finances, qui dispose que « la loi de règlement d'un exercice constate le montant définitif des encaissements de recettes et des ordonnancements de dépenses. A ce titre, elle "régularise les dépassements de crédits constatés, résultant de circonstances de force majeure ou des reports de crédits, et procède à l'annulation des crédits non consommés" ».

Appréciation de la Cour

La Cour prend acte des réponses données par le MEF.

2.8. Analyse du Compte Administratif au 31/12/ 2022

Le Compte Administratif au 31/12/ 2022 est récapitulé dans le tableau ci-après :

Tableau n°93: Récapitulatif du Compte Administratif au 31/12/ 2022 (en FCFA)

| Nature économique | Crédits de paiement | Crédits engagés | Crédits liquidés | Crédits admis |
|--|---------------------|-----------------|------------------|---------------|
| Total des dépenses du budget d'Etat du PLR | 2 647,028 | 2 468,819 | 2 449,873 | 2 449,035 |
| Total des dépenses de la DNCF | 2 647,028 | 2 468,819 | 2 449,873 | - |
| Ecart PLR-Compte Administratif | - | - | - | 2 449,035 |

Il ressort de l'examen du Compte administratif du projet de loi de Règlement 2022 :

- une concordance des données avec la situation d'exécution fournie par la Direction Nationale du Contrôle Financier ;

- un montant total non mobilisés de 197,993milliards de FCFA correspondant à la différence entre les crédits de paiement (2 647,028 milliards de FCFA) et les crédits admis (2 449,035 milliards de FCFA), soit 7,48 % des crédits de paiement ;
- un montant de 838 millions FCFA résultant de la différence entre les crédits liquidés et les mandats admis.

Observation n°52

Il est demandé au MEF de fournir des explications sur :

- ✓ ***le niveau élevé des crédits de paiement non consommés soit 7,48% ;***
- ✓ ***l'écart de 838 millions FCFA constaté entre le montant total des crédits liquidés et le montant total de crédits admis.***

Réponse du MEF

Au titre des crédits non consommés :

Dans le projet de loi de règlement 2022, les crédits à annuler, correspondant à la différence entre les crédits en cours (dotations) et les crédits exécutés (mandats admis), s'élèvent à 197 992 887 544 FCFA. Ce montant comprend :

- les crédits sur le Budget Spécial d'Investissement (BSI) financement extérieur, l'Appui Budgétaire Sectoriel, les Comptes Spéciaux du Trésor et les Budgets Annexes pour un montant global de 149 059 202 155 FCFA, représentant 75% des crédits non consommés. Il convient de signaler que la mise à disposition de ces crédits en vue de leur consommation par les ordonnateurs est conditionnée à la disponibilité préalable de la trésorerie particulière, et ce avant les dates d'arrêt des opérations d'engagement et de mandatement des dépenses, édictées annuellement par la circulaire du ministre de l'Economie et des Finances ;
- les provisions des Charges Communes de l'ordre de 15 843 817 682 FCFA, soit 8% des crédits non consommés. Ces provisions non consommées sont composées de 15 338 662 767 FCFA de provisions pour imprévus et de 505 154 915 FCFA de provisions pour les frais financiers. A titre de rappel, les premières servent à satisfaire les demandes d'appuis adressées en cours d'exercice au ministre de l'Economie et des Finances et qui sont satisfaites en tenant compte de la situation de la trésorerie ; quant aux secondes, elles servent à régulariser les intérêts de la dette publique payés avant ordonnancement, transmis par la Direction Générale de la Dette Publique à la Direction Générale du Budget ;
- les autres crédits sur le budget général s'élevant à 33 089 867 707 FCFA ou 17% des crédits non consommés, qui s'expliquent principalement par l'application des mesures de régulation en cours d'exercice afin d'éviter ou atténuer la tension de trésorerie.

Au titre l'écart de 838 millions de FCFA constaté entre le montant total des crédits liquidés et le montant total des crédits admis :

L'écart de montant, généralement faible, entre les crédits liquidés et les crédits admis, découle (i) des cas de rejets par les comptables publics pour non-conformité et (ii) des dossiers non parvenus au niveau des comptables publics de la part des ordonnateurs.

Le niveau élevé des crédits de paiement non consommés, soit 7,48% et l'écart de 838 millions de F CFA constaté entre le montant total des crédits liquidés et le montant total des crédits admis se justifient par la régulation budgétaire avant paiement en fonction de la disponibilité de la trésorerie.

S'agissant de l'écart de 838 millions FCFA constaté entre le montant total des crédits liquidés et le montant total des crédits admis, il peut s'expliquer par le fait que certains mandats n'ont pas été pris en compte par la DGTCP en raison essentiellement de la transmission tardive de certains mandats par l'ordonnateur.

Les prestations ayant été effectuées, l'ordonnateur procède à un réordonnancement de la dépense sur l'exercice suivant.

A cet effet, l'ordonnateur doit préalablement demander l'autorisation de réordonnancement au Ministre de l'Economie et des Finances. Une fois que l'autorisation du Ministre est accordée, l'ordonnateur vérifie la disponibilité du crédit et procède à l'engagement et à la liquidation qui seront visés par le contrôleur financier.

La DNTCP est le dernier service de la chaîne d'exécution des dépenses budgétaires. Les crédits liquidés par la DNCF et émis par l'Ordonnateur sont transmis à la DNTCP pour le paiement. Avant la prise en charge comptable, la DNTCP procède aux vérifications et contrôle en vue de leur paiement. Les mandats qui ne répondent pas aux conditions de paiement sont rejetés et retournés aux Ordonnateurs. Après la satisfaction de ces motifs de rejet, ils sont renvoyés à la DNTCP. Toutefois, les mandats des opérations de fin d'année rejetés par le Trésor ne peuvent pas être satisfaits pour motif de la clôture de l'exercice budgétaire qui interviennent généralement entre novembre et décembre. Ce sont ces rejets non satisfaits qui expliquent l'écart entre les crédits liquidés et les crédits admis.

Appréciation de la Cour

La Cour prend acte des explications fournies par le MEF et l'invite à une meilleure maîtrise de la chaîne d'exécution des dépenses publiques en vue d'éviter les rejets de fin d'année sources d'écart entre les crédits liquidés et les crédits admis.

CHAPITRE III
RESULTATS D'EXECUTION

Chapitre III : Résultats d'Exécution

3.1. Résultat d'exécution du budget d'Etat 2022

Le budget d'Etat 2022 a été adopté par la loi n° 2021-071 du 23 décembre 2021 portant Loi de Finances pour l'exercice 2022.

Il a été arrêté en recettes à 2 130,721 milliards de FCFA et en dépenses à 2 748,285 milliards de FCFA, soit un déficit prévisionnel de 617,564 milliards de FCFA.

Ces montants ont été modifiés par Loi n° 2022-042 du 15 novembre 2022 portant modification de la loi n° 2021-071 du 23 décembre 2021 qui a réduit les recettes à 1 982,440 milliards de FCFA et diminué les dépenses à 2 647, 028 milliards de FCFA soit un déficit corrigé de 664,588 milliards de FCFA.

Au terme de l'exécution, le budget d'Etat 2022 dégage un montant de 1 932,490 milliards de FCFA en recettes et 2 449,035 milliards de FCFA en dépenses soit ***un solde déficitaire global de -516,545 milliards FCFA*** contre un déficit prévisionnel initial de -617,564 milliards de FCFA et un déficit prévisionnel corrigé de -664,588 milliards de FCFA suite à la loi rectificative 2022.

Ce résultat (en milliards de FCFA) se présente comme suit :

1. Budget général :

| | |
|--------------|----------------|
| ❖ Recettes : | 1 799,091 FCFA |
| ❖ Dépenses : | 2 339,550 FCFA |
| ❖ Déficit : | -540,459 FCFA |

2. Budgets Annexes :

| | |
|-------------------------|------------|
| ❖ Recettes : | 5,429 FCFA |
| ❖ Dépenses : | 4,490 FCFA |
| ❖ Résultat (excédent) : | 0,939 FCFA |

3. Comptes Spéciaux du Trésor

| | |
|-------------------------|--------------|
| ❖ Recettes : | 127,970 FCFA |
| ❖ Dépenses : | 104,995 FCFA |
| ❖ Résultat (excédent) : | 22, 975 FCFA |

Tableau n°94: Résultat définitif d'exécution des lois de finances pour l'exercice 2022 (en FCFA)

| Libellés | LFR2022 (a) | Emissions (b) | Recouvrements © | Restes à recouvrer (d) | Taux de réalisation e=(c/a%) | Taux de recouvrement f=(c/b%) |
|--|---|---------------------------|---------------------------|---------------------------|------------------------------------|--------------------------------------|
| Dons Projets et Legs (Budget Spécial d'Investissement : BSI) | 90,000 | 33,024 | 33,024 | - | 36,69% | 100,00% |
| Recettes fiscales | 1 608,612 | 1 892,134 | 1 645,284 | 246,850 | 102,28% | 86,95% |
| Recettes non fiscales | 14,459 | 24,774 | 24,774 | - | 171,34% | 100,00% |
| Dons Programmes et Legs | 11,732 | 10,073 | 10,073 | | | |
| dont ABS | 7,910 | 3,801 | 3,801 | - | 48,05% | 100,00% |
| dont ABG | - | 6,272 | 6,272 | - | #DIV/0! | 100,00% |
| Fonds de concours | - | - | - | - | #DIV/0! | #DIV/0! |
| Recettes exceptionnelles | 9,256 | 9,257 | 9,257 | - | 100,01% | 100,00% |
| Produits Financiers | 70,000 | 76,679 | 76,679 | - | 109,54% | 100,00% |
| Total Recettes Budget Général | 1 804,059 | 2 045,941 | 1 799,091 | 246,850 | 99,72% | 87,93% |
| Budgets Annexes | 7,896 | 5,947 | 5,429 | 0,518 | 68,76% | 91,29% |
| Comptes Spéciaux du Trésor | 170,485 | 127,970 | 127,970 | - | 75,06% | 100,00% |
| Total Recettes Budget d'Etat | 1 982,440 | 2 179,858 | 1 932,490 | 247,368 | 97,48% | 88,65% |
| B- Dépenses | Crédits de Paiement (LFR) 2022 (a) | Crédits engagés(b) | Crédits liquidés © | Crédits admis (d) | Ecart (e)= (a)-(d) | Taux d'exécution (f) =(d)/(a) |
| Budget Général | | | | | | |
| Dépenses ordinaires | 1 910,329 | 1 882,315 | 1 876,193 | 1 875,380 | 34,949 | 98,17% |
| Dépenses en capital | 558,318 | 476,896 | 464,194 | 464,170 | 94,148 | 83,14% |
| Total Dépenses Budget Général | 2 468,647 | 2 359,211 | 2 340,387 | 2 339,550 | 129,097 | 94,77% |
| Budgets Annexes | 7,896 | 4,612 | 4,490 | 4,490 | 3,406 | 56,86% |
| Comptes Spéciaux du Trésor | 170,485 | 104,996 | 104,996 | 104,995 | 65,490 | 61,59% |
| Total Dépenses Budget d'Etat | 2 647,028 | 2 468,819 | 2 449,873 | 2 449,035 | 197,993 | 92,52% |
| C- Résultats | - | | | - 516,545 | | 77,72% |
| Budget Général | - 664,588 | | | - 540,459 | | 81,32% |
| <i>Budgets Annexes, Comptes Spéciaux du Trésor dont :</i> | | | | 23,914 | | 0,00% |
| Budgets Annexes | | | | 0,939 | | 0,00% |
| Comptes Spéciaux du Trésor | | | | 22,975 | | 0,00% |
| Budget d'Etat 2022 | - 664,588 | | | - 516,545 | | 77,72% |

Conformément aux données du tableau ci-dessus, le résultat définitif d'exécution de la loi de finances pour l'exercice 2022 présente un solde déficitaire global de - **516,545 milliards de FCFA**.

Ce solde se présente comme suit :

| | |
|--|----------------------------|
| Solde Budgétaire Général négatif : | 540,46 milliards de FCFA : |
| Solde positif des Budgets annexes : | 0,939 milliards de FCFA ; |
| Solde positif des Comptes Spéciaux du Trésor : | 22,976 milliards de FCFA. |

A l'exécution du Budget Général de 2022, les besoins de financement dégagés se chiffrent à 1,191 milliards de FCFA contre une prévision de 1,348 milliards de FCFA. Ces besoins de financement sont composés essentiellement de 540,460 milliards de FCFA, du déficit du Budget Général contre une prévision de 664,588 milliards de FCFA et de 630,188 milliards de FCFA d'amortissement de la dette à court, moyen et long termes contre une prévision de 667,188 milliards de FCFA.

Ces besoins ont été partiellement couverts par les ressources d'un montant de 873,294 milliards de FCFA contre une prévision de 1,348 milliards de FCFA. Ces ressources sont constituées des aides budgétaires extérieures pour 56,370 milliards de FCFA contre une prévision de 219,012 milliards de FCFA et de l'épargne mobilisée à travers des titres d'emprunts émis par le Trésor de 785,657 milliards de FCFA contre une prévision de 1,093 milliards. Le reliquat de 317,968 milliards de FCFA a été financé en partie par des ressources de 142,012 milliards décaissées en 2021 par le FMI au titre de la Facilité Rapide de Crédit (FRC) dans le cadre du soutien aux Etats pour lutter contre la maladie du COVID-19.

Il se dégage à l'exécution un besoin de financement non couvert d'un montant de 175,955 milliards de FCFA. Ce déficit a été transféré au compte permanent des découverts du Trésor conformément à l'article 48 de la loi n° 2013-028 du 11 juillet 2013, modifiée, relative aux lois de Finances.

Il est à noter que l'excédent de recettes des Comptes Spéciaux du Trésor par rapport à leurs dépenses est reporté au titre de leur budget 2023, soit 22,975 milliards.

3.2. Evolution des résultats d'exécution du budget d'Etat de 2020 à 2022

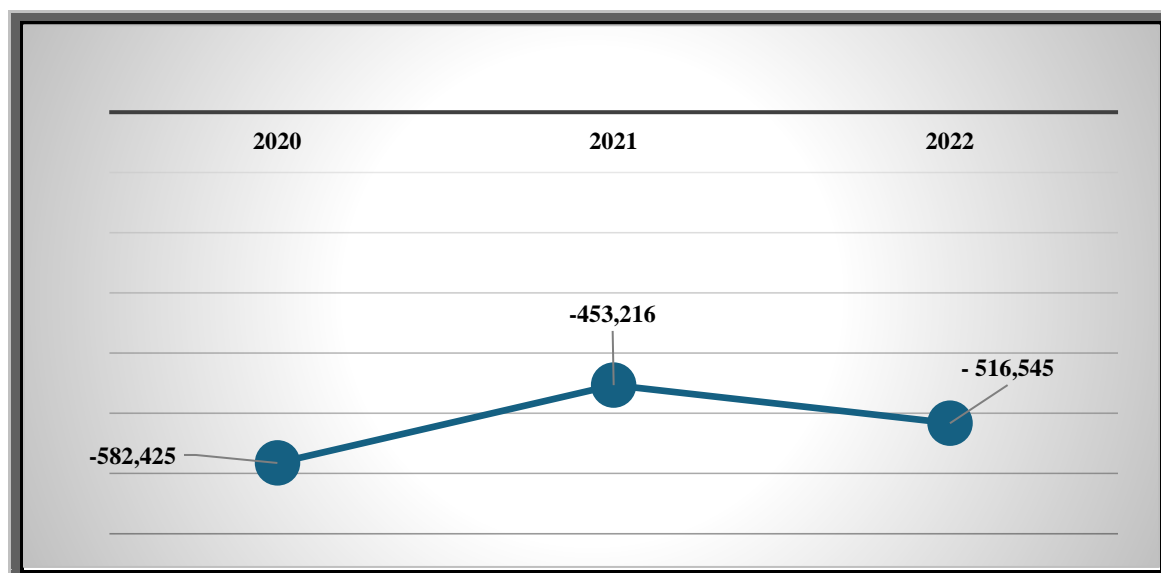
Pour la période de 2020 à 2022, les résultats d'exécution du budget d'Etat se présentent comme suit :

En milliards de FCFA

| Exercice | Résultats du Budget d'Etat |
|----------|----------------------------|
| 2020 | -582,425 |
| 2021 | -453,216 |
| 2022 | -516,545 |

Il ressort de l'analyse du tableau ci-dessus que les résultats d'exécution du budget d'Etat pour la période sous revue sont déficitaires et que ces déficits ont évolué de façon disparate tel qu'il ressort au graphique suivant. Il apparait que le déficit a été accentué en 2020 puis a diminué en 2021 et ensuite s'est aggravé en 2022 sans atteindre le niveau de 2020.

Graphique n°63 : Evolution des résultats d'exécution du budget d'Etat de 2020 à 2022



3.3. Financement du déficit budgétaire

Il ressort de l'examen du PLR la situation de financement du déficit de 2022 ainsi qu'il suit :

Tableau n°95: Financement du Déficit (en milliards de FCFA)

| Libellés | LFI 2022 | LR2022 | Réalisations |
|---|------------------|------------------|------------------|
| Besoins de financement | 1 300,983 | 1 348,007 | 1 191,262 |
| <i>Amortissement de la dette à court, moyen et long terme</i> | <i>667,188</i> | <i>667,188</i> | <i>630,189</i> |
| <i>Dont principal dette intérieure</i> | <i>490,707</i> | <i>490,707</i> | <i>490,707</i> |
| <i>Dont principal dette extérieure</i> | <i>176,481</i> | <i>176,481</i> | <i>139,482</i> |
| Déficit budgétaire à financier | 617,564 | - 664,588 | - 540,459 |
| <i>Prêts et avances</i> | | <i>-</i> | <i>-</i> |
| <i>Retraits sur les comptes des correspondants</i> | <i>16,232</i> | <i>16,232</i> | <i>20,614</i> |
| Ressources de financement | 1 300,983 | 1 348,007 | 873,294 |
| Tirages sur les emprunts | 100,000 | 77,000 | 56,370 |
| Emission de dette à court, moyen et long terme | 1 072,856 | 1 092,880 | 785,657 |
| Tirage sur les emprunts programmes | 92,012 | 142,012 | - |
| Produits provenant de la cession des actifs | 15,000 | 15,000 | 1,262 |
| Remboursement de prêts et avances | 4,883 | 4,883 | 5,047 |
| Dépôts sur les comptes des correspondants | 16,232 | 16,232 | 24,958 |

Source : DGB, DNTCP, DNDP, DND

3.4. Etat de mise en œuvre des critères de convergences

3.4.1. Critères de convergences de l'UEMOA

La situation du Mali en 2022 par rapport aux critères de convergences de l'UEMOA est indiquée dans le tableau suivant :

Tableau n°96 : Critères de convergences de l'UEMOA en 2022

| Critères de convergences | Norme UEMOA | Hypothèses révisées | Réalisations |
|--|-------------|---------------------|--------------|
| Critères de premier rang | | | |
| Ratio du solde budgétaire global, dons inclus en % PIB | $\geq -3\%$ | -5,2 0% | -4,9% |
| Taux d'inflation | $\leq 3\%$ | 6% | 9,7% |
| <i>Encours de la dette publique rapporté au PIB</i> | $\leq 70\%$ | 51,4% | 50,4% |
| Critères de second rang | | | |
| Masse salariale sur les recettes fiscales | $\leq 35\%$ | 56,5% | 55,2% |
| Taux de pression fiscale | $\geq 20\%$ | 13,8% | 13,5% |
| Nombre de critères respectés | | 1 | 1 |

Source : Loi de finances révisée 2022, TOFE 2022, DGDP et INSTAT

En 2022, parmi les critères de convergence de l'UEMOA, le Mali a respecté un (01) critères sur cinq (5) à savoir le critère de portant sur le ratio de l'encours de la dette publique rapporté au PIB nominal.

3.4.2. Critères de convergences de la CEDEAO

Tableau n°97: Critères de convergences de la CDEAO en 2022

| Critères de convergences | Norme CEDEAO | Hypothèses | Réalisations |
|---|--------------|------------|--------------|
| Critères de premier rang | | | |
| Ratio du déficit budgétaire global hors dons sur le PIB nominal | $\leq 3\%$ | 5,2% | 4,9% |
| Taux d'inflation en moyenne annuelle | $\leq 5\%$ | 6% | 9,7% |
| Financement du déficit budgétaire par la banque centrale $\leq 10\%$ des recettes fiscales de l'année antérieure* | $\leq 10\%$ | | |
| Réserves extérieures brutes en mois d'importations | ≥ 6 | | |
| Critères de second rang | | | |
| Ratio de l'encours de la dette publique/PIB | $\leq 70\%$ | 51,4% | 50,4% |
| Ratio recettes fiscales/PIB | $\geq 20\%$ | 13,7% | 14,2% |
| Variation du taux de change nominal | $\pm 10\%$ | | |
| Nombre de critères respectés | | 1 | 1 |

Source : Loi de Finances 2022 révisée, TOFE 2022, DGDP et INSTAT

En 2022, parmi les critères de convergence de la CEDEAO le Mali a respecté un (01) critères sur cinq (5) à savoir le critère de portant sur le ratio de de l'encours de la dette publique/PIB.